Année 1955. — N° 16. Le Numéro : 65 francs. 23 Septembre 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 250 fr.; ETRANGER : 450 fr.
(Compte chèque postal: 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1955

Séances des 26 juillet et 27 juillet 1955.

SOMMAIRE

La conjoncture économique à la fin du premier semestre 1955 (1).

CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 1955

I. — ÉTAT DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE 1955 (2).

Rapport présenté au nom du Conseil économique par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

I. — L'EXPANSION EST CONSOLIDÉE.
- A. — *Soutien de l'activité industrielle.*
  - 1° Energie.
  - 2° Industries de matières premières et d'équipement.
  - 3° Production de biens de consommation.
- B. — *Amélioration de la production agricole.*
  - 1° Production végétale.
  - 2° Production animale.
  - 3° Développement des moyens de production.
- C. — *L'activité commerciale.*
- D. — *Conclusion.*

II. — STABILITÉ DE L'EMPLOI ET DES PRIX ET MOUVEMENT DES SALAIRES.
- A. — *Stabilité de l'emploi.*
  - 1° Industrie en général.
  - 2° Emploi dans le bâtiment.
  - 3° Emploi dans les mines.
  - 4° L'emploi dans le textile.
  - 5° L'emploi dans le salariat agricole.
- B. — *Stabilité des prix et mouvement des salaires.*
  - 1° Mouvement des salaires.
  - 2° Evolution des prestations familiales.
  - 3° Prix de gros et de détail.
- C. — *Conclusion.*

III. — BONNE POSITION DE NOTRE BALANCE DES PAYEMENTS.
- A. — *Exportations.*
  - 1° Structure générale des exportations.
  - 2° Cas particuliers des marchés en déclin.
  - 3° Cas particuliers des exportations agricoles.
  - 4° Cas particuliers de la laine.
- B. — *Les importations.*
- C. — *Commerce extérieur de la zone franc.*
- D. — *Aide étrangère.*

IV. — L'ÉQUILIBRE MONÉTAIRE EST INSTABLE MAIS ASSURÉ.

V. — PROGRÈS PARALLÈLES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE.
- 1° Les pays de la C. E. C. A.
- 2° Les colonies anglaises.
- 3° Les Etats-Unis.
- 4° La production mondiale.
- 5° Conclusions.

(1) Les délibérations du Conseil économique sur cette question figurent au *Bulletin du Conseil économique* n° 19, du 27 juillet 1955, et n° 20 du 28 juillet 1955.

(2) Un second rapport, présenté par M. A. Malterre, analyse les tendances et options qui résultent de la situation observée.

INTRODUCTION.

Après une analyse de la conjoncture à la fin de l'année 1954, l'avis formulé par le Conseil économique, le 21 décembre dernier, tentait une prévision très prudente de son « évolution probable en 1955 ». Les lignes directrices en étaient les suivantes:

— l'expansion économique peut atteindre techniquement un niveau nettement plus élevé en 1955,

— une expansion notable peut se réaliser dans l'équilibre monétaire par une politique de salaires et d'investissements,

— la balance des comptes peut ne pas poser de problèmes graves, mais les données de son équilibre demeurent incertaines.

Les résultats de l'expansion économique du premier trimestre 1955 ne contredisent pas le pronostic avancé six mois plus tôt. S'il est encore certains points noirs dans la situation économique française, les éléments favorables dominent.

1. L'expansion est consolidée.

2. L'emploi et les prix sont restés stables malgré l'expansion et une amélioration modérée des salaires.

3. Les exportations se sont maintenues et la balance des payements est, pour le moment, positive.

4. L'effort d'investissement et le déficit des finances publiques légèrement aggravé n'ont pas compromis un équilibre monétaire, cependant instable et insatisfaisant.

5. Comme à la fin de 1954, les progrès parallèles ou même plus accentués d'autres économies doivent rendre prudente l'appréciation de notre reprise.

I. — L'EXPANSION EST CONSOLIDEE

A. — Soutien de l'activité industrielle.

La stagnation depuis février dernier de l'indice de la production industrielle a fait redouter par certains un arrêt de l'expansion économique. Un certain pessimisme modéré s'est fait jour dans l'opinion publique. Mais en juin, les indications recueillies et les indices rapides étaient tous plus favorables qu'un mois auparavant.

Le dépouillement de l'enquête réalisée en mai-juin par l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise reflète cette amélioration. Par ailleurs, après le palier de février à avril (170-173-170), l'indice général s'est fixé à 173 en mai. Si le progrès par rapport à 1954 apparaît moins net (9 p. 100) qu'au trimestre précédent, c'est que la reprise s'était alors fait sentir au printemps de 1954 et le rapport des chiffres de production mensuels sur ceux de l'année précédente en est minoré. Mais en juin, l'indice provisoire atteint le niveau de 176, ce qui indique une progression de près de 11,5 p. 100 par rapport à juin 1954.

Tous les secteurs sont en progression sauf le secteur textile, et il est probable que cet état se maintiendra jusqu'à la fin de l'année 1955. En particulier, le bâtiment est en nette expansion.

Les éléments ci-dessous permettront de se faire une idée de l'évolution des divers secteurs:

1° ENERGIE

La production d'énergie, bon baromètre de l'activité, est en hausse nette sur 1954.

a) Charbon

La consommation apparente de charbon est en augmentation de 10 à 12 p. 100 au cours des trois derniers mois. On note une légère augmentation des importations, un léger accroissement de la production, mais surtout un important déstockage; le stock marchand au cours des deux derniers mois qui avait crû de plus de 300.000 tonnes en 1954 a décru de quelques 500.000 tonnes en 1955.

L'amélioration du marché extérieur et la diminution de la concurrence étrangère sur notre sol ont leur part dans cette amélioration. Mais la consommation intensive est en nette reprise. Il semble que ce soit l'expansion industrielle actuelle et non pas les achats des particuliers qui soit cause de l'accroissement de consommation actuel. On peut penser que l'amélioration se poursuivra et même s'accentuera au cours des prochaines semaines. Cependant, le stock sur le carreau des mines, essentiellement constitué de bas produits sous-consommés par suite de l'excellente hydraulicité, atteint encore 2,3 millions de tonnes fin juin.

b) Electricité

La consommation apparente d'électricité a crû très fortement au cours des premiers mois de 1955. On constate simplement que la hausse par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente est un peu plus faible (9 p. 100) au cours de la deuxième quinzaine de mai et en juin qu'au cours des mois précédents où elle était de 10 à 12 p. 100. Ceci peut s'expliquer en partie par le ralentissement de l'activité de l'électrochimie et de l'électro-métallurgie et notamment par un léger recul de la production de l'aluminium au cours des derniers mois, après une expansion extraordinaire en mars profitant de la très forte hydraulicité (production d'aluminium supérieure de 30 p. 100 en cars 1955 à celle de mars 1954).

A signaler l'essor exceptionnel au cours de ces dernières semaines des ferro-alliages (33 p. 100 de plus au cours de la deuxième quinzaine de mai 1955 qu'au cours de la quinzaine correspondante de 1954).

c) Produits pétroliers

Hausse de la production de fuel, baisse de celle de l'essence. On exporte moins que l'an dernier (réouverture de la raffinerie d'Abadan, équipement plus poussé en Italie).

2° INDUSTRIES DE MATIERES PREMIERES ET D'EQUIPEMENT

Ces industries connaissent une double impulsion, celle de l'activité du bâtiment et celle de la fabrication des biens durables.

a) Le batiment

Le nombre de logements pour lesquels il a été délivré un permis de construire au premier trimestre 1955 est à peu près équivalent au nombre correspondant pour le premier trimestre 1954. Il est permis de penser — si ce rythme se maintient — qu'au cours de l'année 1955 seront délivrés quelque 250 à 280.000 permis de construire. On peut ainsi s'attendre à un accroissement du nombre des logements *achevés* pendant les prochains mois. Si les crédits actuellement disponibles sont maintenus, et si certaines pénuries sont surmontées, on peut compter que le nombre annuel des logements achevés, qui était de 162.000 en 1954, tendra à se stabiliser autour d'environ 300.000 par an, ce chiffre étant atteint en 1957.

Les logements locatifs non habitations à loyer modéré font peu l'objet de demandes de permis de construire et on ne peut prévoir aucune augmentation de leur nombre, si des mesures ne sont pas prises en vue d'accroître le nombre des candidats à ce type de logements.

En ce qui concerne les crédits d'habitations à loyer modéré, les chiffres, prévus pour 1955 sont nettement supérieurs à ceux de 1954 et la proportion d'habitations à loyer modéré dans l'ensemble des permis de construire délivrés s'accroît. Mais, il ne semble pas que les crédits actuels pourront être entièrement consommés dès l'année 1955. Les retards dans leur engagement conjuguent leurs effets avec certaines pénuries, parmi lesquelles celle de tuiles est la plus marquante.

Néanmoins, le rythme actuel de construction représente environ 650 milliards par an pour le logement des ménages, contre 540 en 1954, soit de l'ordre de 5 p. 100 du revenu national. Si l'on y joint tout l'ensemble des travaux du secteur bâtiment et travaux publics, on atteint 1.300 milliards, ce qui est de l'ordre de 10 p. 100 du revenu national.

On peut cependant se demander s'il n'y aurait pas lieu de faire un effort un peu plus important dans le secteur d'habitations à loyer modéré dont le relais doit compenser le ralentissement de la construction privée. Les difficultés que l'on pouvait craindre du côté main-d'œuvre ne semblent pas devoir retarder le programme, à condition de poursuivre l'effort de formation professionnelle et d'éviter le départ de manœuvres dans l'industrie. Par ailleurs, les retards dans les formalités administratives ne permettent pas de mesurer l'importance du danger de certaines pénuries (tuiles, plâtre, appareillage sanitaire).

Au total, on peut espérer, dans l'ensemble du bâtiment et des travaux publics, une augmentation d'activité de 8 p. 100 sur l'année dernière. Cette progression est encore insuffisante pour assurer les besoins des Français en logement.

b) Industries d'équipements mécaniques et électriques

Celles-ci sont en activité soutenue.

La fonderie hydraulique (tuyauterie) est en grosse progression; cette activité est liée à celle de la construction; on exporte également beaucoup. La « fonderie sur modèle » est en pleine reprise: ceci laisse à penser que de nombreuses entreprises accroissent actuellement leur équipement. La fonderie « sur albums » plus liée à l'activité du bâtiment est dans une situation favorable, mais moins remarquable que la « fonderie sur modèle ».

Le secteur de la grosse forge s'améliore en liaison avec le développement actuel de la construction navale. La construction navale est, en effet, en plein essor. Les longs délais de fabrication de cette industrie assurent une certaine permanence à cette activité.

Dans l'ensemble, les industries d'équipement sont en pleine expansion (équipement frigorifique, travaux publics, levage et manutention, industries chimiques).

La production d'équipement agricole est remarquable: on note une augmentation des ventes des tracteurs aux agriculteurs.

Le secteur automobile est en gros progrès. La production de véhicules utilitaires est cependant stable. En revanche, l'expansion des ventes de voitures particulières à faible puissance est notable.

Dans l'industrie électrique, forte expansion de toutes les branches liées au bâtiment, très forte expansion de l'appareillage électro-ménager, de la télévision (production triplée au 4e trimestre 1954 par rapport à l'année précédente). Aucun secteur n'est en baisse dans l'industrie électrique. Cependant, le gros matériel industriel n'accuse qu'une amélioration modérée.

Le secteur des machines-outils suit cette expansion de loin. Et c'est incontestablement un des points noirs de l'expansion actuelle.

c) Industries des métaux et des matières de base

Sidérurgie.

Léger plafonnement de la sidérurgie en avril. Il semble que l'on en soit actuellement à utiliser totalement la capacité de production dans ce secteur; les carnet de commandes sont pleins pour de nombreux mois et si le flux des commandes diminue c'est que l'on n'en accepte plus. Les sidérurgistes sont tranquilles jusqu'à la fin de l'année. Cependant la sidérurgie, qui travaille à l'heure actuelle à 100 p. 100 de sa capacité de production et compte sur de nouvelles mises en marche d'installations, accroît peut-être insuffisamment son équipement.

Métaux non ferreux.

Le secteur du zinc va très bien, en liaison avec l'expansion du bâtiment.

Pour l'aluminium, à noter la demande intérieure très élevée dans l'industrie électrique, ce qui nuit à nos exportations. Cette remarque confirme le fait que la diminution de la production d'aluminium signalée plus haut au cours des derniers mois ne tient pas à des considérations de réduction de la demande, mais simplement au désir des entreprises de réduire au maximum leur production au cours des périodes où l'électricité est chère (au contraire, en mars, où la très forte hydraulicité facilitait la production des usines électro-métallurgiques, la production d'aluminium a été exceptionnellement élevée).

Industries chimiques.

Situation favorable, sauf dans le secteur des matières colorantes organiques (ceci lié à la crise du textile).

Bois.

Situation favorable, en particulier en ce qui concerne le bois destiné au bâtiment.

3° PRODUCTION DE BIENS DE CONSOMMATION

La caractéristique de ce secteur est la crise des textiles, qui s'oppose à la bonne marche des autres activités.

a) Crise des textiles

Réduction d'activité dans la laine (peignages, filatures et tissages). Les carnets de commandes se sont récemment améliorés dans le secteur draperie cardée; mais le peigné ne suit pas. Exportations en hausse. La diminution d'activité vient d'une réduction du marché intérieur.

Dans l'industrie du coton, situation médiocre : les ordres en carnets dans les filatures ont diminué d'un tiers depuis un an; les exportations, en particulier vers les territoires d'outre-mer (Indochine, Afrique noire, Madagascar, Maroc), ont nettement baissé. On peut penser que la situation ne pourra guère aller beaucoup plus mal. C'est dans certaines régions (Vosges en particulier) que le marasme est le plus marqué. Cependant, d'après certaines informations, il semblerait que ce marasme ne soit pas aussi inquiétant sur le plan économique que sur le plan social. En effet, l'équipement se moderniserait dans un certain nombre d'entreprises et la productivité croîtrait de façon sérieuse (1).

L'expansion est considérable dans le secteur des fibres artificielles. La production actuelle de nylon, en dépit de son fort accroissement, serait encore insuffisante à satisfaire la demande. Le lin va mal et, dans le jute, on observe une réduction des ordres en carnets (il est possible qu'il s'agisse d'une attente spéculative des prix du jute de la prochaine campagne, que l'on espère en baisse appréciable).

Dans la confection, la situation est plutôt défavorable. On peut se demander, dans ces conditions, si les difficultés rencontrées dans le secteur de la laine ne proviendraient pas d'un stockage de la part des intermédiaires.

Dans la bonneterie, les ordres pour la saison d'hiver sont satisfaisants et cette activité est même prospère: on consomme moins de tissu et plus de bonneterie.

A noter un fort accroissement de la production de ficelle-lieuse.

b) Bonne tenue des autres activités

Contrairement à ce qui s'était produit depuis plusieurs années, la tendance est bonne dans la tannerie, secteur qui s'est très fortement réorganisé.

Dans la chaussure également, situation en forte amélioration (sauf à Limoges, par suite d'une diminution des commandes militaires).

Dans l'ameublement, situation favorable (par suite, entre autres raisons, d'un développement du crédit à la consommation). Dans le papier-carton, on observe une très bonne situation et un accroissement de la production. Parmi les industries diverses, à signaler la forte hausse de la demande de disques et des industries du camping.

B. — **Amélioration de la production agricole.**

En dépit de l'aléa des conditions atmosphériques, la production agricole de la France métropolitaine continue à augmenter notablement d'une année sur l'autre. Il n'est pas impossible, cette année, qu'une amélioration d'environ 3 p. 100 soit obtenue (2).

1° PRODUCTION VEGETALE

C'est en matière de production végétale que la garantie de prix a le plus joué, amenant ainsi la production à dépasser la consommation intérieure, qui n'augmente que très peu et quelquefois diminue. Malheureusement, c'est en ce domaine que nous serons le moins bien placés pour exporter sans un soutien notable.

a) Blé

Les prévisions qui, au 1er juin 1954, étaient de 84 millions de quintaux, sont, au 1er juin 1955, de 94 millions de quintaux. Or, en 1954, la récolte s'est avérée en définitive très supérieure aux prévisions du 1er juin, se montant à environ 105 millions de quintaux. Au 1er juillet 1955, la récolte de blé est estimée à environ 100 millions de quintaux, et on peut penser sans gros risque d'erreur que la récolte de 1955 sera d'un niveau au moins égal à celui de 1954.

Grossièrement le bilan du blé s'établirait ainsi :

Production probable : 105 millions de quintaux.
Consommation humaine : 50 millions de quintaux.

(1) L'évolution de la consommation intérieure de coton a été diversement appréciée par la commission. Certains pensent qu'elle est en très légère progression, tout en restant inférieure au développement général de la consommation sous le double effet de la substitution dans les articles d'habillement, de la bonneterie à la consommation de tissu, et, par ailleurs, de la substitution d'autres consommations à la consommation d'habillement.

D'autre commissaires mettent l'accent sur ce dernier phénomène et pensent que la consommation de coton décroît. Ils expliquent cette diminution par l'insuffisance relative des bas revenus par tête, dont les détenteurs sont gros consommateurs de cotonnades, et le développement de la consommation des biens durables non accompagnés d'un développement corrélatif du pouvoir d'achat des bas et moyens revenus.

(2) L'indice de MM. Klatzmann et Cournier, qui rassemble provisoirement, sur la base de la production 1934-1938, la récolte d'une campagne et la production animale d'une année légale s'établit, après rectification, à :

1953: 117. 1954: 123.

L'augmentation de 1954 sur 1953 apparaît encore plus forte qu'on ne le pensait précédemment ce qui, inversement, risque d'affaiblir l'accroissement de 1955 sur 1954.

L'écart est extrêmement important, et il faut faire entrer en ligne de compte le report de l'année précédente. On peut penser que la consommation animale probable s'élèvera jusqu'à 15 ou 20 millions de quintaux. Il nous faudra exporter de 10 à 20 millions de quintaux de blé, auxquels correspondront quelque 15 à 30 milliards de francs de subventions nécessaires (1). On ne connaît malheureusement pas, à l'heure actuelle, quel sera le cours sur le marché mondial, quelle sera la récolte aux Etats-Unis et dans les gros pays producteurs et quelle sera la politique américaine en matière d'exportation. Mais, quoi qu'il en soit, on peut penser que le problème des débouchés se posera de façon sérieuse.

b) Céréales secondaires

L'an dernier, le prix plancher fixé pour l'orge a été trop élevé et, de ce fait, l'O. N. I. C a dû restreindre les importations d'Afrique du Nord. Si cette année le prix plancher est fixé à un niveau raisonnable, on peut s'attendre à des importations d'Afrique du Nord et, par suite, à un usage plus large de l'orge pour la nourriture du bétail, ce qui accroîtrait les quantités de lait et les quantités de porcs, en particulier, mises sur le marché au cours des années prochaines.

c) Betteraves

Les betteraves sont cette année en retard et la récolte se présente sous un jour peu brillant. Nous avons exporté des quantités importantes de sucre au début de cette année. Aucune pénurie n'est à craindre, en raison des ressources des territoires d'outre-mer.

d) Pommes de terre

Il n'y a pas de problème grave d'approvisionnement dans ce domaine, en dépit du retard de la récolte. En ce qui concerne les pommes de terre nouvelles, les prix baissent actuellement plus vite que l'an passé et plus vite qu'on ne s'y attendait (2). Les productions ont légèrement pâti des gelées de printemps. La récolte de pommes de terre de fin d'été apparaît bonne.

e) Légumes et fruits

La récolte de primeurs n'est pas bonne et la récolte de fruits ne s'annonce pas très brillante, surtout en ce qui concerne les fruits à noyaux. Les grêles de juillet ont porté préjudice à la récolte de fruits en plusieurs endroits.

La hausse notable des prix des fruits et légumes au cours de ces derniers mois ne devrait pas être suivie de baisse de grande ampleur.

f) Vin

La récolte de vin se présente dans de très bonnes conditions, en ce qui concerne la quantité du moins. Les possibilités d'écoulement paraissent assez difficiles.

g) Matières premières destinées a l'industrie ou a la consommation non alimentaire

Ce secteur souvent négligé est néanmoins important. Il comprend notamment le tabac, les fleurs coupées, le lin. Il est également en expansion.

2° PRODUCTION ANIMALE

a) Viande

L'amélioration des conditions atmosphériques a eu des répercussions très favorables sur la production fourragère. Bien que l'on ne puisse pas encore se prononcer sur la récolte définitive, toute crainte en ce qui concerne l'alimentation du bétail au cours de l'hiver prochain semble écartée actuellement.

Quoi qu'il en soit, le cheptel est en net accroissement, la baisse du prix du lait ayant orienté les agriculteurs vers la viande plutôt que vers le lait. Le marché est beaucoup plus souple que jadis, les agriculteurs ont aussi bien la possibilité de thésauriser et de stocker des bêtes sur pied, que de vendre si le prix leur paraît rémunérateur. Il est peu probable qu'il y ait de grosses difficultés dans le secteur « viande ». La tendance des cours des bovins à la Villette est plutôt à la hausse. Au cours de ces derniers mois, les cours sont nettement supérieurs à ceux de la période correspondante de 1954, mais cette tendance ne paraît pas pour le moment inquiétante, car on peut s'attendre à une augmentation de la quantité des bœufs amenés à la Villette pendant les prochains mois.

Pour les porcs, on observe une forte baisse de prix. Il est probable que beaucoup de porcs ont été engraissés à l'aide de la récolte de pommes de terre de l'an dernier et, de ce fait, mis sur le marché dans les derniers mois.

On a exporté au début de l'année 1955 une quantité de bovins vivants très supérieure à celle qui était exportée au cours de ces dernières années. Il est probable que les possibilités d'exportation dans ce domaine se maintiendront au cours des mois à venir. Les exportations de porcs, au contraire, n'ont pas marqué d'accroissement au cours des derniers mois.

b) Produits laitiers

La production laitière saisonnière est aussi forte que d'ordinaire, et les exportations de beurre au cours des premiers mois de 1955 ont même provoqué une hausse des cours sur le marché intérieur qui a entraîné l'obligation d'importer du beurre en même temps qu'on en exportait. Cependant, cette légère erreur de manœuvre a été passagère et il ne semble pas qu'il doive y avoir des difficultés du côté du beurre au cours des mois à venir.

3° DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE PRODUCTION

La campagne 1954-1955 a vu se développer considérablement l'achat par les agriculteurs de moyens de production.

La production de tracteurs agricoles au cours de la présente campagne est absolument extraordinaire. A la fin de 1954 et au début de 1955, le rythme de production est de plus de 4.000 tracteurs par mois contre moins de 2.500 au cours de la même période en 1953-1954.

La production et la consommation d'engrais ont notablement crû également: hausse de 10 p. 100 de la production d'engrais azotés et de 25 p. 100 de la production d'engrais composés, hausse également en ce qui concerne les superphosphates, seules la potasse et les scories Thomas maintiennent leur production au niveau de l'année précédente.

Ces deux renseignements semblent montrer que les dépenses des agriculteurs, en particulier les dépenses tendant à moderniser leur mode d'exploitation et à accroître la productivité de leur travail, sont en nette expansion. On doit cependant mettre au compte de la vente à crédit le développement des achats de certains équipements.

C. — L'activité commerciale.

Malgré l'imprécision et le caractère limité des statistiques commerciales, il est facile de se rendre compte que l'activité commerciale a suivi l'essor de la production.

L'activité du commerce intérieur était, au premier trimestre 1955, en progrès moyen d'environ 6 p. 100 par rapport à 1954. Il est intéressant de constater que les commerces alimentaires ne sont pas en retard sur l'expansion générale, ce qui conduit à penser que l'élasticité des consommations alimentaires est plus élevée qu'on ne le pensait généralement. Après les augmentations de salaires intervenues en avril, cette caractéristique se retrouvera vraisemblablement au second trimestre.

La répartition des achats du public continue à favoriser les grands magasins et les entreprises à succursales multiples au détriment du petit commerce. La progression d'activité par rapport à l'année dernière est de + 13 p. 100 pour les grands magasins et + 8 p. 100 pour les magasins à succursales multiples contre + 5,1 p. 100 dans le petit commerce. La seule exception est celle de l'ameublement où les petits commerces tiennent la concurrence.

Cette expansion générale semble avoir mis un terme au mouvement de déflation des fonds de commerce qui durait depuis 1953: alors que depuis de nombreux mois le nombre des points de vente avait tendance à diminuer — et cela de façon notable — on observe depuis février 1955 un nouvel accroissement du nombre des points de vente, accroissement qui semble s'amplifier au cours des tous derniers mois. Cette expansion vient en particulier d'une augmentation du nombre des

(1) Une partie de cette charge est supportée par les agriculteurs eux-mêmes.

(2) M. Milhau a expliqué excellemment l'effondrement du marché de la pomme de terre:

La récolte a été plus tardive que d'habitude;

La politique d'importation plus brutale, pour cette raison même;

Les anciennes pommes de terre ont été excellentes pendant longtemps et ont concurrencé les pommes de terre nouvelles.

« extensions d'activité » beaucoup plus que d'une augmentation des créations de fonds proprement dites. Il faut noter, tout spécialement, un accroissement du nombre des succursales.

Par ailleurs, l'accroissement du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 1955 par rapport au premier trimestre 1954 a été un peu plus élevé dans les grands magasins de Paris que dans les grands magasins de province. Sur ce dernier point, l'évolution récente confirme et accentue l'évolution des années précédentes.

On peut remarquer que les commerces où l'on a constaté l'accroissement le plus marqué de l'activité au premier trimestre 1955 ne sont pas ceux où se sont vendus des articles de première nécessité: la librairie, par exemple, ou la quincaillerie ont vu leurs ventes s'accroître dans des proportions nettement supérieures à la hausse du pouvoir d'achat, tandis que des branches comme le textile ou la chaussure ont vu leurs ventes augmenter dans une proportion inférieure.

L'accroissement considérable des ventes de scooters et de vélomoteurs est fréquemment incriminé par les autres secteurs commerciaux comme « cause » du moindre accroissement de consommation d'autres articles.

D. — Conclusion.

L'expansion s'est donc maintenue pendant le premier semestre malgré des craintes vers les mois d'avril-mai. En outre, l'incertitude que l'on manifestait dans le dernier rapport, au sujet de la conjoncture à la rentrée d'octobre 1955, peut être reportée au printemps de l'année 1956. C'est pour maintenir cette expansion — et lui conserver des bases saines — qu'une politique économique doit être mise en œuvre. Ce sera l'objet du rapport de M. Malterre.

Mais il n'est pas inutile de se demander pourquoi l'optimisme dont on faisait ici preuve il y a six mois a été non seulement justifié mais reconduit d'un semestre.

La première et plus importante cause en est certainement la haute conjoncture internationale. Comme nous le verrons plus loin, la crise américaine n'a pas eu lieu et l'économie allemande a donné un élan à celles des pays voisins. Le développement des exportations, l'absence de concurrence étrangère à l'intérieur sur des produits en pénurie comme le charbon en sont une manifestation.

La deuxième cause est l'accroissement des dépenses d'investissement, et particulièrement de construction immobilière, en hausse de 10 p. 100 par rapport à 1954. Par contre, l'augmentation des équipements en machines-outils est beaucoup moins importante et ne dépasse guère 3 p. 100. C'est nettement insuffisant pour assurer dans les années à venir la poursuite de l'expansion.

Enfin, la hausse des salaires d'avril est incontestablement une cause essentielle du maintien de la vente des biens de consommation durables sur le marché intérieur. Tant que la masse monétaire n'est pas en excès par rapport au niveau des prix et de la production et quand l'expansion des économies étrangères développe les exportations, l'accroissement de la demande, par hausse des revenus et par suite du déficit budgétaire, joue un rôle actif dans l'expansion.

II. — STABILITE DE L'EMPLOI ET DES PRIX ET MOUVEMENT DES SALAIRES

Une des caractéristiques de l'expansion, tant industrielle qu'agricole, du premier semestre 1955 est qu'elle s'est réalisée dans une relative stabilité de l'emploi et des prix. Alors qu'il y a six mois, on pensait terminée la période de « récupération » des progrès réalisés en matière de productivité, mais non inscrits dans les chiffres de production, et qui avaient permis les augmentations de production de 1954 sans changement notable dans l'emploi et dans les prix, il semble bien qu'un tel processus ne soit dans l'ensemble maintenu.

A. — Stabilité de l'emploi.

1° INDUSTRIE EN GENERAL

A l'exception du bâtiment et de l'industrie textile et des mines, les progrès de la production industrielle ne se sont que peu inscrits dans les chiffres de l'emploi:

L'augmentation du nombre des effectifs occupés a été plus faible au 1er avril que l'on ne s'y attendait d'après les chiffres de production.

Au 1er avril 1955, l'enquête du ministère du travail indique une activité de la main-d'œuvre supérieure de 2 p. 100 à celle observée en avril 1954. L'explication n'en est pas dans une augmentation de la durée moyenne du travail, stabilisée autour de quarante-cinq heures, mais dans une avance des effectifs, qui approche 8 p. 100 pour le bâtiment et les travaux publics (1), ce qui correspond à l'augmentation de la production.

L'évolution du chômage déclaré confirme cette tendance; la régression atteint 16 p. 100, au 15 mai, pour le chômage secouru, et l'on note une offre d'emploi pour 9 demandes non satisfaites au 1er mai, contre une pour 17 en mai 1954.

Il est difficile d'espérer une diminution sensible du nombre des chômeurs totaux.

On peut rappeler que le recensement de 1954 a permis de montrer qu'en mai 1954 il y avait en France 330.000 personnes qui n'avaient pas de travail et qui en cherchaient. L'enquête sur l'emploi, avec une autre méthode, et une définition du chômage assez voisine révélait, au 4e trimestre 1954, 463.000 chômeurs. L'écart entre ces deux chiffres tenait, en partie, à l'augmentation saisonnière du nombre des jeunes, n'ayant jamais travaillé et cherchant du travail (2).

On peut enfin s'étonner de la permanence de la moyenne de la durée hebdomadaire de travail. C'est le signe que l'augmentation de la production a été due essentiellement à la productivité.

2° EMPLOI DANS LE BATIMENT

L'augmentation de l'emploi dans le bâtiment est en partie saisonnière. En outre, on accroît à l'heure actuelle de façon très notable le nombre des stagiaires du bâtiment dans les centres de formation professionnelle accélérée; mais l'effectif global de ces stagiaires est relativement faible.

3° EMPLOI DANS LES MINES

Malgré la reprise des ventes de charbon, l'embauchage est arrêté et on commence à fermer certains bassins, mais les transferts de main-d'œuvre rencontrent des difficultés.

Les déplacements des mineurs des Cévennes en Lorraine rencontrent de très grosses oppositions de la part des travailleurs pour des motifs essentiellement psychologiques (difficultés d'adaptation des personnes ainsi déplacées à de nouvelles régions et attachement des populations méridionales, en particulier, à leur terroir). Il semble que, dans d'autres régions, des difficultés analogues sont actuellement rencontrées.

Les déplacements de main-d'œuvre — en dépit des primes qui peuvent être allouées à ceux qui se porteraient volontaires — semblent devoir être peu importants tant que l'on n'accordera pas aux facteurs psychologiques l'importance qu'ils semblent mériter.

4° L'EMPLOI DANS LE TEXTILE

La durée du travail dans le textile, d'après la dernière enquête du ministère du travail, a encore fortement diminué. Les effectifs sont également en baisse.

Dans le coton, en particulier, la durée du travail passe de 43,1 heures au 1er janvier 1955 à 40,8 heures au 1er avril.

On peut noter que la durée hebdomadaire moyenne du travail dans le coton en 1951 était de 44 heures, en 1952 de 38 heures, en 1954 de 41 heures.

(1) Dans les établissements occupant plus de cinq salariés.

(2) Au recensement, sont considérés comme chômeurs, les personnes ayant répondu aux questions réservées aux personnes « actuellement sans travail et qui cherchent du travail ». Dans l'enquête sur l'emploi, est défini chômeur la personne qui « au cours de la semaine précédant l'enquête n'a pas d'emploi, en cherche et perçoit ou ne perçoit pas l'allocation chômage ». La différence des définitions est faible. Celle des méthodes l'est plus. D'après les services officiels, l'enquête sur l'emploi surévalue le nombre des chômeurs, notamment parmi les personnes n'ayant jamais travaillé et parmi les personnes âgées et les inaptes. En ce qui concerne les chômeurs n'ayant jamais travaillé, l'époque à laquelle a été faite l'enquête sur l'emploi tend à surévaluer le nombre de ces personnes. De fait, pour les chômeurs ayant déjà travaillé, les chiffres des deux enquêtes sont beaucoup plus voisins: 310.000 en mai et 351.000 au 4e trimestre. Cependant, même pour cette catégorie de chômeurs la surélévation de l'enquête sur l'emploi (due à la méthode d'enquête) doit être importante, car l'évolution saisonnière normale et l'évolution de la conjoncture « emploi » entre mai et le quatrième trimestre (octobre - novembre) 1954 devraient donner une baisse du nombre des chômeurs, entre ces deux dates, et non pas une augmentation.

La crise de l'industrie cotonnière s'est encore aggravée ces derniers temps, mais cette dernière aggravation, à la différence des précédentes, ne résulte pas d'une diminution de la demande intérieure, mais plutôt des débouchés extérieurs et, dans une certaine mesure, d'un accroissement de productivité (dû dans certains cas à l'instauration du système de la 3e équipe) qui aurait permis aux entreprises bien équipées de satisfaire, à elles seules, une demande intérieure relativement stable.

Ainsi, à la crise accidentelle provoquée par la fermeture des débouchés outre-mer s'ajouterait une crise de concentration des petites entreprises.

5° L'EMPLOI DANS LE SALARIAT AGRICOLE

L'emploi est toujours insuffisant dans le Midi viticole et dans le Sud-Ouest agricole. Aucune amélioration n'est attendue dans ces secteurs.

B. — Stabilité des prix et mouvement des salaires.

1° MOUVEMENT DES SALAIRES

Les mesures décidées au commencement du mois d'avril en matière de salaire minimum se sont répercutées moins vite qu'on ne l'aurait pensé.

Très peu de conventions collectives comportant des accords de salaires ont été signées au cours des derniers mois et, de ce fait, la répercussion hiérarchique de l'augmentation des bas salaires, pratiquée en principe au 1er avril, sera probablement assez lente.

On peut cependant penser que les ouvriers qualifiés bénéficieront, au cours des mois à venir, de hausses de salaires qui leur permettront de rattraper les manœuvres, dont les salaires ont été accrus à partir du 1er avril.

Par ailleurs, on a noté l'existence d'un important « travail noir » dans l'industrie textile. Devant cette pratique, l'inspection du travail se reconnaît à peu près impuissante. Dans certaines régions, on a cité des salaires de 60 F de l'heure pour du personnel féminin travaillant à domicile.

Les organismes professionnels sont intervenus auprès des administrations qui auraient tendance, d'après eux, à donner les marchés aux moins offrants, pour que désormais le décret qui interdit cette façon d'opérer soit plus rigoureusement appliqué. En effet, les entreprises qui payent les salaires légaux sont actuellement en difficulté du fait de celles qui ont des prix de revient anormalement bas parce qu'elles payent des salaires inférieurs au S. M. I. G.

Au total, d'avril à juillet, l'augmentation du taux des salaires horaires bruts ne semble pas devoir dépasser 3 à 4 p. 100, ce qui ferait environ 5 p. 100 pour l'ensemble du semestre. Ce chiffre est à rapprocher de la hausse de 8 p. 100 acquise pendant l'année 1954. L'évolution est analogue pour les indices totaux des salaires (charges sociales incluses), publiés par la direction des prix (dans la construction électrique, la fonderie, la grosse forge).

La progression des salaires mensuels nets est un peu moins forte. Ces salaires sont établis d'après la durée horaire de travail et le taux de salaire horaire (manœuvre et professionnel), les prestations familiales, la prime de transport, déduction faite des retenues de sécurité sociale et de la surtaxe progressive.

2° EVOLUTION DES PRESTATIONS FAMILIALES

Au cours du deuxième trimestre de 1955 est intervenue une légère majoration de la moyenne des prestations familiales; elle résulte du décret du 3 avril 1955 resserrant l'éventail des abattements de zone. On peut l'évaluer à 2 p. 100.

La majoration précédente opérée en janvier 1955 s'était traduite par une augmentation de la moyenne des prestations par enfant bénéficiaire d'environ 2,5 p. 100, et celle qui s'était produite en janvier 1954 avait été de 4,4 p. 100.

Ce dernier ajustement venait après une longue période de stagnation des prestations familiales. Si bien que depuis octobre 1951, on peut estimer à 9 p. 100 environ seulement l'augmentation des prestations servies par enfant bénéficiaire, pour la section « salariés » du régime général.

3° PRIX DE GROS ET DE DETAIL

Les prix de détail sont restés relativement constants. L'indice des 213 articles, qui était aux environs de 145 pendant les premiers mois de l'année, a connu, avec l'introduction classique des pommes de terre nouvelles, une pointe de 145,7 en mai. Il est redescendu à 144,7 fin juin et descendra encore en juillet.

Cependant, ce mouvement recouvre des tendances diverses.

a) Fermeté des prix industriels

Bien que l'indice des produits manufacturés soit invariable, certaines raisons de fermeté sont apparues, notamment dans les prix de gros industriels.

Les marchés internationaux des métaux non ferreux, du caoutchouc et du pétrole sont en nette reprise.

Par ailleurs, il semble qu'on peut s'attendre à une stabilité des prix de l'acier dans le proche avenir, bien que certains utilisateurs d'acier voient croître leur prix d'achat parce que leurs commandes sont refusées par les sidérurgistes et qu'ils doivent s'adresser, devant les délais considérables qui leur sont demandés, à des marchands de fer pour certaines commandes exceptionnelles.

D'après les consignes de la C. E. C. A., les prix de la ferraille devraient baisser en juin de 8 p. 100 (noter qu'il y a eu des hausses au cours des derniers mois).

Les textiles baissent à peu près régulièrement depuis août 1954 (chûte de 7 à 8 p. 100), les matières premières baissant un peu plus que les fils et tissus.

Dans l'habillement, le textile, la chaussure, les producteurs ont comprimé au maximum leurs marges, et on peut même s'attendre à ce que la qualité des produits mis sur le marché diminue, les prix restant stables.

b) Prix alimentaires

Il y a, à l'heure actuelle, une légère tension des prix sur le marché de la viande et on peut craindre que, dans l'immédiat, cette tension se maintienne. Elle ne devra pas, cependant, durer longtemps, car seules les circonstances atmosphériques et quelques erreurs de manœuvre en matière d'exportations sont cause des tensions récentes. En octobre, la tendance sera à la baisse. Pour le poisson, hausse extrêmement importante des prix, supérieure à celle de la même saison en 1954.

Les mesures de détaxation prises en faveur d'un certain nombre d'articles d'épicerie et qui ont pris effet à partir du 1er juin, ont commencé depuis quelques semaines à se répercuter sur les prix des denrées alimentaires payés par le consommateur. L'existence de stocks et leur taxation a cependant ralenti cette baisse.

Il semble, d'autre part, que, sans mesure de soutien des prix agricoles, on devrait assister à une diminution des prix de détail des denrées alimentaires dans les mois à venir.

Mais il est très probable que le soutien des prix agricoles continuera à jouer. Par ailleurs, les évolutions des cours de gros et de détail sont loin d'être parallèles; dans ces conditions, on peut penser que la baisse saisonnière de l'été ne se produira pas.

Cependant, on note une forte hausse des prix des fruits et des légumes au cours des derniers mois, du même ordre que la hausse de la même période en 1954.

Si les conditions atmosphériques étaient toujours défavorables, on risquerait d'avoir des tensions dans ces deux secteurs, qui présentent une importance non négligeable pour les ménagères.

A noter qu'en matière de fruits et légumes frais, la chûte des cours à la production ne peut se répercuter que très partiellement sur les marchés de détail, car la part des frais de distribution dans le prix des fruits et légumes est très importante.

Les fruits et légumes frais n'étant pas dans l'indice des 213 articles, les budgets types établis par diverses organisations sont en hausse plus marquée au printemps.

Cependant malgré une hausse marquée il y a un mois, l'indice des fruits et des légumes frais à Paris est fort au-dessous du niveau de l'année dernière: 152,7 contre 163,2 en mai; 158,5 contre 171 en juin.

c) Services

Comme il est normal, même en période de stabilité des prix, les services continueront leur croissance, qui avait porté les loyers à l'indice 285 et les autres services à l'indice 183.

d) Cout de la construction

Pour ne pas être inscrit dans l'indice, le coût de la construction est fort important. Or on a noté une hausse de 3 p. 100 de l'indice de la construction au cours des derniers mois, due essentiellement à une hausse du prix du bois.

C. — Conclusion.

a) *Permanence de l'équilibre.*

La permanence de la stabilité simultanée des prix et de l'emploi est un phénomène assez curieux, dans un mouvement prolongé d'expansion.

Dans les pays voisins de la France, l'expansion s'est poursuivie soit avec un accroissement de l'emploi ou de la durée du travail (Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Angleterre), soit avec une augmentation de prix (Italie, Pays-Bas). Les prix industriels ont cependant baissé en Allemagne.

Certes, une amélioration rapide de la productivité peut permettre cette double stabilité. Mais, il est probable que cela est dû aussi aux possibilités françaises qui ne sont pas retracées par les chiffres: possibilité de récupérer de la main-d'œuvre mal utilisée, possibilité de jouer sur le prix de vente, dans certains cas largement bénéficiaire.

b) *Insuffisance de l'équilibre des prix.*

Les prix français sont encore nettement supérieurs aux prix étrangers. Mais il est difficile de donner un ordre de grandeur. Cette anomalie pourrait se résorber lentement. Elle nécessiterait, pour être rectifiée, la continuation du phénomène observé depuis un an: stabilité des prix français et hausse de certains prix étrangers. Cela supposerait que la période de haute conjoncture européenne se maintienne deux ou trois ans.

III. — BONNE POSITION DE NOTRE BALANCE DES PAYEMENTS

Le rapport de M. Malterre, ainsi d'ailleurs que le rapport de M. Philip, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, s'étendent longuement sur le commerce extérieur. Aussi n'est-il présenté ici que des faits. Le terme « amélioration » en particulier ne veut que retracer l'évolution d'une série statistique et non porter un jugement. En raison des travaux indiqués, on a supprimé toute conclusion .

Pour la première fois depuis la libération, la balance des payements courant de 1954, qui vient d'être publiée, révèle un solde fortement créditeur, qui amplifie singulièrement les indications déjà connues sur le premier semestre 1954. Ce résultat sera encore dépassé pour le premier semestre 1955.

Fin juin, les devises inscrites au bilan de la Banque de France atteignent 360 milliards de francs, contre 501 milliards en juin 1954.

En ce domaine encore, l'amélioration a été non seulement obtenue, mais consolidée. Il reste à voir si les bases en sont durables.

Le ministre des finances a communiqué, le 25 juillet 1954, les informations suivantes:

La balance des payements de 1954.

Dans quelques jours sera publiée la balance des payements pour l'année 1954, entre la zone franc et les pays étrangers. Ce document fera apparaître des résultats nettement plus favorables que ceux enregistrés au cours des années antérieures, puisque pour la première fois depuis l'année 1946 la balance des payements courants présente un solde positif et que nos réserves en devises se sont sensiblement accrues.

Le solde des payements courants a évolué comme suit depuis l'année 1951 (en millions de dollars):

1951	— 1.058	1953	— 220
1952	— 659	1954	+ 194

D'autre part, l'évolution des avoirs publics en or et en devises a été la suivante (en millions de dollars):

1951	— 225	1953	+ 25
1952	+ 50	1954	+ 347

Cette situation favorable est le résultat:

a) D'une amélioration de la balance commerciale qui ressort des chiffres suivants (en millions de dollars monnaie de compte):

	Exportations.	Importations.	Solde.
1951	2.861	3.723	— 862
1952	2.415	3.112	— 607
1953	2.519	2.954	— 435
1954	3.028	3.263	— 237

b) D'une amélioration des éléments non commerciaux (tourisme, transports, assurances, revenus) dont le solde, traditionnellement débiteur, est passé de 238 millions de dollars en 1953 à 139 millions de dollars en 1954;

c) D'une augmentation sensible des recettes à caractère gouvernemental (dépenses de l'armée américaine en zone franc, participation internationale à l'infrastructure, contrats *off shore*, participation aux dépenses de la guerre d'Indochine) qui, de 1953 à 1954, ont augmenté de plus de 400 millions de dollars, passant de 515 à 933 millions de dollars;

d) D'une augmentation du solde débiteur des opérations en capital qui est, en fait, le signe d'une situation financière plus favorable, puisqu'elle résulte essentiellement des remboursements anticipés de certains emprunts, remboursements rendus possibles par l'évolution favorable de nos réserves en devises, et qui ont atteint au total 169 millions de dollars.

On ne saurait cependant juger exactement de notre situation sur la base des seuls résultats globaux. Un examen plus détaillé révèle les causes de faiblesse. Trois observations importantes peuvent être faites:

a) Le déficit commercial avec la zone dollar, contrairement à la tendance générale, s'est aggravé. En effet, les importations en provenance de cette zone se sont accrues plus fortement que les exportations; l'augmentation de celles-ci est d'ailleurs imputable uniquement aux territoires d'outre-mer (en millions de dollars):

	1953.	1954.
Exportations	378	453
Importations	632	753
Solde	— 254	— 320

b) Le déficit commercial avec la zone sterling, bien que sensiblement moindre qu'en 1953, demeure important. Contrairement à ce qui se passe avec la zone dollar, le montant des importations de la zone sterling est resté stationnaire tandis que les exportations sur cette zone sont en augmentation, tant du fait de la métropole que du fait des territoires d'outre-mer:

	1953.	1954.
Exportations	558	643
Importations	863	862
Solde	— 305	— 219

c) Les recettes de caractère militaire, qui, en 1954, ont joué un rôle particulièrement important dans l'équilibre de la balance des payements, présentent pour la plupart un caractère exceptionnel. (Notamment celles qui ne sont pas liées à un service rendu et qui constituent donc une aide véritable doivent diminuer en 1955 et surtout en 1956.)

Cette étude plus détaillée fait du même coup apparaître le sens des efforts qui doivent être poursuivis pour assainir de façon durable notre balance des payements. Les résultats de 1954 sont cependant encourageants et il semble bien que les tendances qu'ils révèlent se sont poursuivies au cours du premier semestre 1955.

Les statistiques douanières montrent en effet que l'expansion générale des échanges constatée en 1954 s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1955, et que les exportations se sont accrues un peu plus rapidement que les importations (en millions de dollars):

	Importations.	Exportations.
1954 (moyenne mensuelle)	253,7	219
1er trimestre de 1955 (moyenne mensuelle)	280,2	250,7
Avril 1955	325,1	303,8
Mai 1955	292,4	271,7
Juin 1955	304,4	267,7

Par ailleurs, la France, au cours de ce semestre, n'a connu au sein de l'U. E. P, que des excédents qui se sont élevés au total à 90 millions de dollars.

Les recettes à caractère exceptionnel devant marquer au cours de cette année un mouvement dégressif qui ne peut d'ailleurs que s'accentuer par la suite, il devient d'autant plus nécessaire que le redressement sans doute encore lent, mais constant des éléments traditionnels de la balance des payements, qui a été enregistré depuis plusieurs mois se poursuive et s'accentue.

A. — Exportations.

1° STRUCTURE GENERALE DES EXPORTATIONS

La structure des exportations françaises au cours des derniers mois se présente de la façon suivante:

— Très fort accroissement de nos exportations agricoles;

— Fort accroissement de nos exportations de produits sidérurgiques;

— Exportations textiles vers l'étranger stationnaires à un niveau médiocre, et diminution de nos exportations vers l'outre-mer (tous les pays européens ont actuellement des difficultés dans leurs exportations textiles, les pays jadis gros importateurs s'étant actuellement équipés et travaillant eux-mêmes les matières premières);

— Diminution de nos exportations de produits raffinés du pétrole qui devraient d'ailleurs continuer à diminuer à l'avenir (équipement des pays jadis importateurs et remise en marche des raffineries iraniennes).

Dans l'ensemble, les exportations françaises apparaissent insuffisantes dans le secteur « biens d'équipement », en particulier machines et matériel de transports. La France exporte moins que les grands pays (18 p. 100 environ contre 38 p. 100 en Allemagne, Royaume-Uni, U. S. A.). La France, d'autre part, importe plus que les mêmes grands pays. L'évolution de nos exportations vers l'étranger est beaucoup plus satisfaisante que celle de nos exportations vers les territoires d'outre-mer.

Au cours des derniers mois, on note une détérioration de nos termes d'échange due à des exportations de produits agricoles qui ont, par ailleurs, amélioré notre balance commerciale (1).

2° CAS PARTICULIERS DES MARCHES EN DECLIN

a) Indochine

Les exportations totales vers l'Indochine sont en forte baisse depuis deux ans:

28 milliards au premier trimestre 1953

20 milliards au premier trimestre 1954.

18 milliards au premier trimestre 1955.

Il est à noter que les exportations de tissus n'avaient pas particulièrement diminué avant le 1er avril.

b) Etats-Unis

Le déficit de la balance commerciale avec la zone dollar s'est maintenu et même aggravé au commencement de l'année 1955. L'amélioration constatée en 1953 ne s'est pas retrouvée en 1954, année pour laquelle le déficit, comme en 1952, est d'environ 300 millions de dollars. La certitude de posséder des devises n'est pas étrangère à cette évolution.

Cependant, notre position en matière d'échanges avec les U. S. A. est fixée par la France de façon à peu près unilatérale et il n'y a pas lieu de penser que des difficultés surgiront en ce domaine au cours du proche avenir.

3° CAS PARTICULIER DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Les exportations de produits agricoles ont été particulièrement importantes au cours des premiers mois de 1955. Aussi méritent-elles les compléments d'explication suivants:

Les exportations dépendent de la qualité des récoltes en France et hors de France: l'an dernier, les récoltes en France ont été bonnes et hors de France moins bonnes; nous ne pouvons pas être certains que le phénomène se reproduira cette année.

(1) On a abandonné l'étude mois par mois des exportations et des importations dont les variations ne sont guère significatives, en particulier du fait des grèves des douaniers.

Le G. A. T. T., à la demande des Etats-Unis, a approuvé le principe des subventions à l'exportation des produits agricoles (mais non industriels). En ce domaine, on peut estimer que les subventions françaises à l'exportation de produits agricoles en 1955 se monteront au maximum à:

6 milliards pour le sucre;

33 milliards pour le blé;

5 milliards pour le lait et les produits laitiers;

2 milliards pour la viande,

sans compter le remboursement de 7 milliards de charges fiscales et sociales. (Par contre, une légère partie de ces ressources a été utilisée pour la prophylaxie, en ce qui concerne la viande.) On remarquera le faible montant affecté aux produits animaux. C'est que ceux-ci, en effet, sont exportables aux prix mondiaux actuels.

En face de ces subventions, il est intéressant de noter que le montant des exportations agricoles s'élève à environ 150 milliards.

Le rapport de notre collègue M. Philip a permis au Conseil de prendre position par rapport au problème des exportations agricoles.

4° CAS PARTICULIER DE LA LAINE

L'évolution du commerce mondial des filés de laine, appelle la remarque suivante:

La France — qui est le principal exportateur du monde — a non seulement maintenu, mais même légèrement amélioré sa position de 1928 à 1954, bien que l'ensemble du commerce mondial se soit amenuisé de moitié.

Au cours des toutes dernières années, la France a également maintenu sa place. Le pourcentage des exportations françaises — qui était de 31 p. 100 des exportations mondiales dans la période 1947-1950 — est de 32,4 p. 100 au cours de la période 1951-1954.

B. — Les importations.

La libération des échanges a eu peu d'effet jusqu'en mars 1955, grâce essentiellement aux taxes de compensation qui ont été instituées. Depuis, on ne dispose pas de renseignements sur les effets de la libération du 1er avril (libération à 75 p. 100). Cependant, une libération de 90 p. 100, comme celle qui est prévue pour le 1er octobre, risquerait d'avoir des effets importants.

La base de référence 1948, retenue pour définir le pourcentage de libération des échanges, a été choisie très proche de la fin des hostilités et, de ce fait, a permis de libérer des produits qui, en 1948, occupaient une très grande place parmi les importations françaises mais dont on n'avait plus besoin ou dont on avait peu besoin en 1955.

En ce qui concerne les taxes de compensation, on peut noter les renseignements suivants: en pour cent du total des importations d'avril:

72 p. 100 de produits importés l'ont été « hors taxe ».

6 p. 100 avec des taxes de compensation de 7 p. 100.

15 p. 100 avec une taxe de compensation de 11 p. 100.

7 p. 100 avec une taxe de compensation de 15 p. 100.

Les produits pour lesquels on note une nette augmentation des importations en avril, par rapport au mois précédent, sont:

Le cuivre.

Les machines.

Les produits fabriqués (qui sont protégés).

Le caoutchouc et « objets en caoutchouc ».

Les produits sidérurgiques.

Mais il apparaît difficile de porter un jugement sur les effets de la libération d'avril, au simple examen des importations du mois d'avril. Il faudrait connaître les résultats de mai et même de juin.

D'autre part, il est certain qu'en matière de statistiques du commerce extérieur, la comparaison d'un mois à l'autre est aléatoire.

C. — Commerce extérieur de la zone franc.

Les chiffres relatifs au commerce extérieur de l'Union française avec l'étranger sont connus avec beaucoup de retard. Même pour 1954, on ne peut donner que des estimations (les chiffres de 1953 sont définitifs).

Mouvement vers l'étranger.

(En milliards de francs.)

	Importations.		Exportations.	
	1953	1954	1953	1954
France	1.093	1.111	886	966
	202	180	154	145
Total de l'Union française	1.295	1.291	1.040	1.111

Ces chiffres comprennent la zone franc, sans l'Indochine, et la Côte française des Somalis.

De 1953 à 1954, le déficit des pays autres que la France a légèrement diminué. On se trouve dans des conditions voisines de l'équilibre.

D. — Aide étrangère.

Aide directe.

D'après la publication officielle américaine relative aux aides aux pays étrangers, les principaux postes relatifs à la France sont les suivants, après conversion en francs au taux de 350 francs le dollar.

Les dons, qui étaient d'environ 113 milliards en 1953, ont été portés à 160 milliards en 1954. Alors qu'en 1953, les dons étaient au titre de l'aide économique et technique, en 1954, près des trois quarts étaient au titre de l'aide militaire directe. De ces chiffres, on doit déduire quelques légers remboursements (8 et 5 milliards). A ces sommes s'ajoutent les dons à l'Indochine (12 et 20 milliards).

En matière de crédit, au contraire, les remboursements sont importants puisqu'ils ont dépassé les crédits, en raison de nos disponibilités en devises. Au total, la diminution des crédits a été de 15 milliards en 1953 et de 70 milliards en 1954.

Commandes off shore.

Il est difficile de préciser les chiffres des commandes off shore, certaines étant budgétaires, d'autres ne l'étant pas; par ailleurs, certaines donnent lieu à des contreparties, d'autres non.

Les chiffres les plus probables sont en 1953 de 63 milliards de francs de règlement auxquels s'ajoutent 90 milliards d'entretien et d'aménagement de bases militaires. En 1954, les chiffres sont du même ordre de grandeur. Mais, au début de 1955, les aménagements de bases sont en diminution sensible et il restait 65 milliards de commandes passées et non réglées. Un ralentissement des passations de commandes a accompagné les hésitations françaises à signer les accords de Paris. Les chiffres officiels de la balance des payements, en cours de publication, sont pour toute la zone (en millions de dollars) :

	1952	1953	1954
Règlements non commerciaux des gouvernements étrangers (commandes off shore)	302	508	602
Aide américaine en capital			507
Total			1.109

Le chiffre total de 1,1 milliard de dollars sera maintenu à peu près en 1955. Mais en 1956, la somme correspondante sera très inférieure. Il faut cependant noter qu'en 1954, les commandes off shore ayant plus que suffi à rendre la balance excédentaire, l'aide américaine en capital, ajoutée à cet excédent, nous a permis de rembourser des dettes ou d'accroître nos ressources en devises pour 700 millions de dollars. Un ralentissement des règlements pourrait se produire à la fin de l'année, mais une reprise ne tarderait pas à se dessiner.

IV. — L'EQUILIBRE MONETAIRE EST INSTABLE MAIS ASSURE

1. — L'excédent du commerce extérieur, l'effort d'investissements privés et le déficit des finances publiques ont, pendant le semestre écoulé, concouru à l'accroissement de la circulation monétaire, mais sans rompre l'équilibre des prix et de la monnaie.

a) *Rentrée en devises.*

De février à fin mai, les disponibilités à vue à l'étranger et les avoirs à l'U. E. P. ont augmenté d'environ 100 milliards de francs, qui s'ajoutent à l'avance au fonds de stabilisation des changes qui, pendant les deux premiers mois de l'année, a augmenté de 60 milliards.

Cet excédent a alimenté, dans une certaine mesure, les trésoreries des entreprises et des banques, et a dégagé les autres postes de ressources;

b) *Investissements privés.*

Les besoins d'investissements privés semblaient en excédent en 1955 par rapport à 1954.

L'enquête effectuée deux fois l'année par l'institut national de la statistique et des études économiques auprès des chefs d'entreprises a montré à la fin de 1954 que les prévisions déclarées pour 1955 étaient nettement orientées vers le maintien ou l'accroissement de l'effort réalisé en 1954. Seulement 25 p. 100 des entrepreneurs consultés dans l'industrie et 21 p. 100 dans le commerce annonçaient des investissements moins élevés. Ces renseignements pessimistes émanent principalement du textile et de l'habillement et également des industries alimentaires.

2. — Pour satisfaire cet effort d'investissements, les entrepreneurs ont eu recours à plusieurs procédés:

a) *Les crédits bancaires ont encore, en 1955, occupé une place importante dans les demandes des entreprises, mais on doit noter le recours aux instituts financiers spécialisés.*

Cependant, à l'exception des prêts à la construction accordés par le Crédit foncier de France, qui sont en forte augmentation, l'encours des crédits à moyen terme a peu varié. Cette stagnation apparue, provient essentiellement des amortissements dont le montant a à peu près compensé les crédits nouveaux. Ceux-ci ont tendance néanmoins à diminuer.

Cette tendance s'est manifestée, malgré une amélioration sensible du taux appliqué par le système bancaire, qui atteint, dans les meilleurs cas, 6 p. 100; il a diminué d'environ 2 p. 100 depuis dix huit mois, moitié du fait de la baisse du taux de l'escompte, moitié grâce à l'amélioration des conditions des banques et de la réforme fiscale qui permet de déduire les taxes bancaires de la taxe à la valeur ajoutée.

C'est donc, incontestablement, un changement de comportement à l'égard des banques qui s'est dessiné chez les industriels et qui se trouve confirmé par l'augmentation des placements à long terme.

L'importance des prêts accordés par le crédit national et les différents fonds d'investissements n'est d'ailleurs pas telle qu'elle change l'allure du problème.

b) *Marché financier.*

Pendant le premier trimestre de 1955, les émissions d'actions et des parts de sociétés à responsabilité limitée ont été de 40 milliards, contre 19 l'année précédente, et l'émission d'obligations de 95 milliards contre 71. Dans cette moyenne, les obligations indexées ont été très demandées, alors qu'on note une diminution du volume des titres non indexés.

Si l'on essaye d'extrapoler au premier trimestre, l'avance paraît moins sensible en ce qui concerne les actions, mais elle reste encore notable.

Le taux de capitalisation des valeurs françaises à revenu variable, qui avait diminué de façon considérable en 1954, et était tombé en avril 1955 à 2,6 p. 100, est remonté, à l'heure actuelle, légèrement au-dessus de 3 p. 100.

Dans l'ensemble, le taux de l'intérêt a donc diminué par rapport à l'année dernière, et il ne devrait pas être impossible de payer les crédits à moyen terme par des crédits à terme un peu plus long.

Cependant, ce relais aurait pour conséquence, au regard d'une bonne gestion financière, d'augmenter le taux de l'intérêt auquel les capitaux seraient prêtés. Il semble peu probable qu'un fort mouvement se dessine dans ce sens, malgré que la charge annuelle de trésorerie soit diminuée.

Si l'on considère les industries d'équipement, il semblerait, d'après des avis autorisés, que la consommation d'équipement en France serait, en 1955, supérieure d'environ 3 p. 100 à ce qu'elle avait été en 1954. On rappellera qu'elle avait été, l'année dernière, à peu près la même qu'en 1953 et à un niveau de 6,7 p. 100 inférieur à la consommation d'équipement en 1952, année record, en raison du démarrage des commandes d'armements. Certes, l'investissement privé n'est pas fait que d'outillage, mais, dans une certaine mesure, la part d'outillage comprise dans des investissements est relativement stable.

Pour toutes ces raisons, on peut penser qu'une augmentation d'environ 5 p. 100 de l'investissement privé pour 1955 est un maximum de ce qu'on peut prévoir. Dans ces conditions, étant donné les disponibilités accrues sur le marché financier, il ne semble devoir y avoir aucune évolution sensible, ni dans les taux de l'intérêt, ni dans le volume des prêts des crédits accordés pendant le reste de l'année.

c) *Le déficit des finances publiques.*

Le déficit des finances publiques en 1955 a deux caractères principaux. Il est supérieur à celui de l'année dernière; il porte, plus encore que de coutume, sur la deuxième partie de l'année.

Encore n'est-il pas sûr que les prévisions du deuxième semestre se réalisent entièrement. Si les charges d'exploitation ont augmenté plus que prévu, les recours des entreprises nationalisées au Trésor risquent d'être plus faibles, ces entreprises ayant disposé de fonds supplémentaires (auto-financement, emprunts spéciaux, etc.).

L'impasse doit atteindre 720 milliards de francs, d'après les données de la loi de finances, qui ne comprend pas les suppléments possibles au titre du budget militaire. En 1954, cette impasse était d'environ 670 milliards.

Cependant le « déficit budgétaire » au sens strict — différence entre les dépenses « budgétaires » et les ressources « budgétaires » — est moins important. Il a atteint:

362 milliards en 1952;
639 milliards en 1953;
427 milliards en 1954.

A titre de comparaison, on donnera pour les périodes passées la ventilation suivante des dépenses et des ressources:

	1952	1953	1954
	(Milliards de francs.)		
Dépenses totales du Trésor (y compris charge nette des comptes spéciaux)	3.609	3.923	4.051
Dont: « Investissements » (1)	690	846	995
Ressources:			
Fiscales et assimilées (2)	2.737	2.934	3.278
Aide américaine	186	165	109
Emprunts à long ou moyen terme	267	84	142
Emprunts à court terme (3)	290	254	271
Dépôts à vue (4)	108	175	188
Avances de la Banque de France	15	228	— 65
Diminution des encaisses	6	93	(5) 88

(1) « Dépenses en capital » et opérations sur ressources affectées et fonds d'expansion économique.

(2) Y compris ressources affectées aux investissements.

(3) Solde des opérations sur Bons du Trésor et traites de dépenses publiques.

(4) Solde des opérations du Trésor avec ses « correspondants » (principalement caisse des dépôts, caisse nationale d'épargne et chèques postaux).

(5) Pour l'année 1954 figure, en outre, une ligne de ressources du Trésor (44 milliards) intitulée « Opérations sur emprunts extérieurs et intérieurs pris en charge par la caisse autonome d'amortissement et le budget ».

On possède peu de renseignements sur les industries nationalisées, mais les tirages de celles-ci semblent à peine supérieurs à ceux de l'année dernière, alors que leur engagement pour l'année entière était sensiblement plus important.

Dans ce total des dépenses publiques, l'augmentation la plus sensible vient des crédits H. L. M. Le montant des crédits d'engagement s'est élevé à 100 milliards en 1954 et s'élèvera, en 1955, à 130 milliards. Les crédits de payement qui étaient de 70 milliards en 1954 seront de 107 milliards en 1955. Sur ces crédits d'engagement, 19 p. 100 étaient destinés à l'accession à la propriété en 1954 et ce pourcentage s'est maintenu en 1955.

Les crédits inscrits au budget, au titre des charges de la dette publique, doivent être accrus chaque année. De 1954 à 1955, l'augmentation est d'environ 25 milliards de francs. Très faible après la Libération, la proportion de ces charges dans les dépenses budgétaires retrouve une importance relative puisqu'elle est en voie d'atteindre un pourcentage de 10 p. 100. Cette dette publique en capital a atteint, fin 1954, 4.450 milliards de francs, à l'exclusion de la dette extérieure et de la dette propre de la caisse autonome d'amortissement et de celle du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

d) *L'équilibre monétaire est resté, dans ces conditions, précaire mais assuré.*

Pour les cinq premiers mois de l'année, la progression de la masse monétaire semble un peu plus forte en 1955 qu'en 1954. Si on ne peut en tirer des conclusions certaines pour l'évolution de l'année entière, les mouvements saisonniers n'ayant pas toujours la même amplitude, on peut considérer, néanmoins, que l'augmentation de la masse monétaire en 1955 sera en valeur relative du même ordre que l'année dernière.

Ce ralentissement, malgré l'expansion économique, est un signe que nous nous approchons de l'état de reconstitution des caisses publiques et privées, aux prix actuels.

Dans une économie qui n'aurait pas été secouée par l'inflation et qui ne comporterait pas de risque inflationniste pour l'avenir, le rythme de progression pour la masse monétaire serait environ le même que celui du revenu national (6 à 8 p. 100 en 1954). Depuis le commencement de la stabilisation des prix, l'écart entre les deux rythmes de croissance de la masse monétaire et du revenu national tend à diminuer.

Tant que durera la confiance dans la stabilité des prix, le circuit monétaire fonctionnera. Pour le moment, le déficit budgétaire alimente l'épargne et celle-ci alimente le Trésor. C'est la raison pour laquelle un déficit budgétaire important n'a pas pesé en 1955 sur les prix.

Cependant, nous nous rapprochons de plus en plus du moment où la reconstitution des encaisses sera complète et, à ce moment, le déficit budgétaire devra être beaucoup plus modéré qu'il n'est à l'heure actuelle.

V. — PROGRES PARALLELES DE L'ECONOMIE MONDIALE.

Comme lors du dernier rapport de conjoncture du Conseil économique, il faut replacer dans le contexte de l'évolution mondiale les progrès de l'économie française pour leur permettre de prendre toute leur valeur.

A la différence de ce qui se passait il y a six mois, les pronostics sont convergents et l'on ne peut plus opposer la reprise de l'économie de l'Europe occidentale à la stagnation de l'économie américaine.

Au premier semestre de 1955, l'expansion est à l'échelle mondiale. C'est pourquoi on étudiera successivement, en partant de nos voisins et en élargissant le domaine de l'étude, les pays de la C. E. C. A., l'économie anglaise, la conjoncture des Etats-Unis et la situation sommaire de l'économie mondiale.

1. — *Les pays de la C. E. C. A.*

Depuis le début de l'année, l'activité économique des pays de la Communauté connait une situation conjoncturelle en hausse.

Dans le premier trimestre de l'année, selon les chiffres, et dans les cinq premiers mois de l'année, selon les impressions, la production industrielle des six pays de la C. E. C. A. a été de 12 p. 100 plus élevée en moyenne que pendant la période correspondante de l'année passée, alors que le progrès du premier trimestre 1954 sur le premier trimestre 1953 n'avait été que de 8 p. 100.

Cependant, cet excellent résultat doit être apprécié, compte tenu de la période de référence. En effet, l'hiver 1954, malgré une activité moyenne, n'avait pas connu, notamment en ce qui concerne les activités sidérurgiques, la reprise industrielle qui ne s'est produite qu'au printemps. Aussi cette proportion de 12 p. 100 ne se maintiendra pas dans les mois à venir, sans que cela veuille dire un ralentissement de l'activité économique.

Il faut signaler en mai une légère hausse de la production sidérurgique en France, en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. A la fin juin, toutefois, l'ensemble de la production des pays de la C. E. C. A. semblait effectivement plafonner; les importations ont tendance à monter plus vite que les exportations (la France faisant exception).

Cette impulsion peut être localisée assez facilement dans l'espace et suivant les activités.

De ce dernier point de vue, il est incontestable que les impulsions conjoncturelles proviennent de l'activité d'investissements et des biens de consommation durables.

Cette observation n'est toutefois pas valable uniformément pour tous les pays. C'est en Allemagne où elle a toute sa valeur. Par contre, en France et en Belgique, l'augmentation de la consommation interne a joué un rôle non négligeable. Dans tous les pays, cependant, des investissements publics en accroissement ont maintenu cette hausse de conjoncture.

D'autre part, l'activité privée, dans le domaine du bâtiment, tout en étant très élevée, n'accuse pas une montée caractéristique en 1955 et les causes en sont, en général, dans le manque de main-d'œuvre spécialisée, ainsi que dans une capacité insuffisante de production.

Enfin, les constructions navales, entraînées par l'augmentation des prix, exercent une influence non négligeable dans cette reprise généralisée.

Du point de vue géographique, l'Allemagne joue incontestablement un rôle d'entraîneur dans cette expansion. Par rapport au premier trimestre de 1954, l'augmentation de sa production industrielle, bâtiment exclu, atteint presque 17 p. 100, alors que pour les autres pays cette amélioration n'est environ que de 8 p. 100.

La France se situe, elle, dans la moyenne.

En conséquence, dans tous les pays, le nombre des personnes occupées a augmenté; le nombre des chômeurs a diminué particulièrement en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne où l'on peut noter le chiffre le plus bas jamais atteint en mai avec 730.000 chômeurs contre 1.100.000 l'année dernière.

Cette résorption de la main-d'œuvre inemployée est plus discrète en France et en Italie où il existe probablement peu de productivité potentielle. Cependant, en France et même en Italie, il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

En effet, la productivité générale du travail a augmenté en 1954 d'environ 6 p. 100 pour l'ensemble des pays de la Communauté.

Cette situation sur le marché du travail a favorisé de nouvelles augmentations de salaires dans la plupart des pays, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas. Ces augmentations de salaires ainsi que les hausses mondiales de prix de gros des métaux non ferreux, du caoutchouc et du pétrole, ont pu être absorbées par cette augmentation de la productivité et c'est la raison pour laquelle, dans l'ensemble, les prix de détail et le coût de la vie n'ont plus augmenté jusqu'à présent, sauf en Italie, où l'on note une hausse de 4 p. 100, et surtout aux Pays-Bas où la hausse a été la plus importante (environ 9 p. 100) en raison de difficultés d'approvisionnement.

Ce dernier mouvement est d'ailleurs axé en faveur d'un rétablissement d'une parité des prix. En effet, comme il a été dit plus haut, les prix de la vie dans les Pays-Bas étaient nettement inférieurs, eu égard à la parité officielle du florin, aux prix moyens du coût de la vie dans l'ensemble des pays de la Communauté.

La production agricole n'est pas appréciée d'une manière générale; on peut cependant penser qu'elle sera en progression sensible sur celle de l'année dernière qui, à l'exception de la production agricole française, avait été une mauvaise année climatique.

Cette expansion s'est faite alors que les importations des pays de la Communauté ont relativement peu augmenté et cependant que les exportations se développaient au-delà des mers. Le résultat en a été une réduction sensible du déficit de la balance commerciale qui a été, au premier trimestre 1955, de 20 à 25 p. 100 inférieur à celui du premier trimestre 1954.

Les facteurs qui ont provoqué l'essor de la conjoncture existent toujours et les experts des pays intéressés estiment qu'ils n'ont rien perdu de leur force et que, pour l'année à venir, une activité économique favorable est à attendre dans les six pays de la Communauté.

Cependant, le mouvement ascendant de l'activité de la construction semble s'arrêter (1). En outre, les industries textiles connaissent des difficultés de débouché et créent le seul facteur récessif dans l'économie des pays de la Communauté.

Il semble qu'on ait atteint à cet égard, le point bas de la courbe et que, sans regagner le terrain perdu, on puisse s'attendre, dans les mois à venir, à une très légère reprise de la production textile entraînée par une augmentation de la consommation interne provenant d'une amélioration des revenus distribués.

En résumé, la situation des pays de la C. E. C. A. auxquels nous sommes directement liés, nous est favorable. Nous pouvons, en particulier, espérer que le marché charbonnier sera en pénurie, ce qui nous permettra d'oublier momentanément les difficultés d'écoulement de nos propres charbons, en particulier vers le Royaume-Uni.

En outre, tant que les balances commerciales de nos voisins s'améliorent, les pressions faites sur la France par ces voisins immédiats, pour demander une entrée plus grande de leurs marchandises en France, se seront pas d'une fermeté excessive.

2. — *L'économie anglaise.*

L'économie du Royaume-Uni connaît une situation particulière, tant du point de vue économique que du point de vue social. Les grèves qui viennent de troubler l'Angleterre illustrent ces deux points de vue.

Le développement de l'activité est freiné dans les secteurs, jusque là en expansion, par des goulots d'étranglement. La production de charbon plafonne, faute de main-d'œuvre et, dans la sidérurgie, il est impossible de faire face aux commandes, par suite de l'insuffisance de l'approvisionnement en ferraille ou de la capacité de production.

L'Angleterre connaît à l'heure actuelle un suremploi, notamment dans les régions du centre où le nombre de chômeurs est pratiquement nul.

Cette expansion avait eu comme conséquence de mettre l'économie britannique à la limite de l'inflation et, un déficit de la balance des payements, avec comme conséquence une diminution des réserves en devises, avait alerté les autorités britanniques. Aussi, en février dernier, le Gouvernement a décidé une hausse du taux de l'escompte et une réglementation du crédit à la consommation.

Cependant, sur le plan intérieur, le mouvement d'expansion n'a pas été arrêté pour autant. La production intérieure s'élève en mai à 138, en base 1948 contre 133. Mais on a l'impression d'un plafond.

Les grèves sont arrivées au moment où les mesures de restriction monétaire auraient commencé à faire sentir leur effet.

Certes, les grèves n'ont pas eu, dans l'immédiat, de répercussions catastrophiques, cependant elles peuvent affecter la baisse de l'activité dans l'industrie sidérurgique. La grève des dockers, qui se poursuit, aura certainement des conséquences plus graves (commandes annulées, etc.).

En conclusion, l'économie anglaise présente un caractère assez différent de celles des pays continentaux dont la structure apparaît pourtant semblable au premier abord. L'Angleterre apparaît plus en avance dans la voie du plein-emploi et des pénuries. C'est pourquoi, la politique anglaise, sans avoir une influence aussi déterminante sur la nôtre que celle des pays continentaux, est un excellent exemple des dangers que peut provoquer la fin d'une expansion et la liquidation des hausses potentielles de productivité.

3. — *Les Etats-Unis.*

Il y a six mois, le précédent rapport du Conseil économique faisait état de la récession américaine. Cependant, l'on constatait que l'indice de la production industrielle, corrigé par des variations saisonnières, qui était passé de 127 en 1952 à 134 en 1953, était assez brusquement redescendu à 124 en janvier 1954, mais était resté jusqu'à l'automne à peu près à ce niveau, accusant ainsi une baisse de 10 p. 100 au-dessous du maximum.

Au contraire, le trait dominant des premiers mois de 1955 est l'accélération de la reprise. L'indice de la production industrielle, en gagnant 10 p. 100 par rapport au premier trimestre de l'année précédente, a pratiquement récupéré tout le terrain perdu.

(1) En Allemagne, le ralentissement constaté dans le volume de la construction est dû à une amélioration de la qualité.

La progression de la production de biens durables et aussi de biens non durables, et, en particulier, la production hebdomadaire d'acier, atteint 2,3 millions de tonnes, contre 1,8 million au cours de l'année dernière. L'augmentation du revenu national par rapport au premier trimestre de 1954 n'est que de 5 p. 100 ce qui est normal, car cet agrégat est toujours moins sensible aux variations que la production industrielle proprement dite.

En outre, l'Etat n'a aucunement participé à cette reprise, au contraire, car ses dépenses ont enregistré un recul de 10 p. 100 environ provenant, en particulier, d'une forte réduction des dépenses militaires.

Comme l'on peut penser que ces dépenses se maintiendront au taux actuel, et, peut-être, continueront même à augmenter, un élément supplémentaire de reprise est donc à la disposition des autorités américaines.

La bonne tenue de l'économie américaine provenait, au démarrage, du maintien des dépenses de consommation individuelle, que nous avons déjà signalé il y a six mois, et, notamment, de la demande d'automobiles et de la construction privée qui a, en 1954, arrêté la récession en compensant les facteurs de baisse provenant des industriels et de l'Etat.

A ceux-ci, sont venus s'ajouter plus récemment, la reconstitution des stocks, les achats d'équipement et la reprise des constructions non résidentielles par les firmes productrices.

Certes, l'évolution de la conjoncture américaine ne la met pas à l'abri d'une récession ou, tout au moins, d'une stagnation dans les années à venir puisque certains éléments de l'activité ont remplacé d'autres défaillants, mais la résultante pour les douze mois à venir paraît être incontestablement la fermeté.

4. — *La production mondiale.*

Une revue d'ensemble des progrès de la conjoncture mondiale ne peut être forcément que grossière et nous nous contenterons d'en dégager les traits principaux.

A l'échelle du globe, les conditions atmosphériques sont relativement favorables et, depuis deux ou trois ans, la production agricole tend à dépasser très légèrement la croissance démographique (1).

Cette vue d'ensemble ne saurait d'ailleurs sous-évaluer les disproportions flagrantes entre les différents pays. En particulier parmi les pays sous-développés, deux grands groupes s'opposent; ceux qui, à l'instar de certains Etats sud-américains étaient à un niveau bas, mais sont parvenus à améliorer leur position moyenne, d'autre part, ceux qui, comme les pays d'Extrême-Orient, étaient déjà sous-alimentés et se trouvent actuellement dans une situation agricole encore plus défavorable que précédemment.

En Europe, les perspectives agricoles sont bonnes bien que la végétation soit, dans l'ensemble, assez en retard.

(1) Pour le blé, les prévisions faites par le Comité économique du Commonwealth sont les suivantes:

En hausse: Allemagne, Italie, Espagne, Grèce, Turquie (mais ce pays avait eu une récolte exceptionnellement mauvaise en 1954).

Pour la France, le C. E. C. prévoit 9,2 millions de tonnes contre 8,8 en 1954.

En baisse: Amérique du Nord (sauf pour le blé de printemps); mais les stocks sont toujours très importants: 51,4 millions de tonnes.

Pour le coton: selon le rapport du Comité consultatif international, il faut s'attendre à un « état chronique de surproduction » en dépit d'une légère augmentation de la consommation.

Pour la laine: le « département U. S. de l'agriculture » prévoit une légère hausse de la production pour 1955 en: Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, U. R. S. S., Moyen-Orient.

Production stable en Argentine et Uruguay.

Au total, la production mondiale s'accroît de 2 p. 100.

Pour le riz: on prévoit une légère baisse (mais les récoltes de l'an dernier avaient été exceptionnelles dans certains pays producteurs).

En Amérique du Nord, l'augmentation des superficies consacrées aux céréales entraîne une augmentation accélérée des stocks qui se répercute à l'échelon mondial.

Une situation semblable existe, d'ailleurs, pour les sucres, les produits laitiers et le coton. Aussi, un des problèmes économiques qui se pose avec le plus d'urgence à l'échelon mondial est la coexistence de ces stocks accrus et des populations sous-alimentées.

Il est difficile de donner un indice mondial de la production industrielle et même de se faire une idée d'ensemble de celle-ci (1). Cependant, l'ensemble de l'Europe occidentale et les Etats-Unis apparaissent en hausse à peu près continue. Il semble en être de même pour les pays de l'Est.

Enfin, l'évolution mondiale des prix est généralement estimée sur les grands marchés et plus particulièrement sur celui de New-York. En juin 1955, l'indice Moody's, particulièrement sensible et représentant les prix des matières premières, est à peine au niveau de juin 1950, avant l'invasion de la Corée du Sud. La tendance est à la baisse pour les produits végétaux (à l'exception du caoutchouc); elle est à la baisse pour les métaux non ferreux.

Au regard de l'expansion industrielle et de l'évolution générale des prix, ce retour au niveau de 1950, après une hausse d'environ 34 p. 100 au printemps 1951, représente une brusque dépression dans les prix. Cependant, ceci n'est qu'une moyenne et on note des divergences accentuées.

Certaines grandes matières premières, notamment le maïs, le cuir, la laine, le zinc et le pétrole, sont en dessous des cours de juin 1950. Le cacao, le coton, le caoutchouc et le charbon sont aux environs de ce niveau. Le blé, le café, le plomb, le cuivre sont au-dessus.

Il ne semble pas que des différences dans l'amélioration de la productivité soient en cause de ces variations, mais bien plutôt la demande de ces produits qui a atteint plus ou moins tôt un stade d'élasticité. En d'autres termes, l'abondance est revenue différemment suivant les matières. En outre, les produits qui avaient subi une hausse plus spectaculaire ont reculé ensuite avec plus de vigueur.

Cependant, de sérieuses difficultés résultent, pour certains grands pays exportateurs de matières premières (2), du fait du bas prix de leur production et c'est une des causes de crainte pour le commerce international.

5. — *Conclusions.*

L'ensemble de l'économie mondiale apparaît donc dans un équilibre satisfaisant tant pour les prix que pour le rythme de la production. Aussi ne semble-t-il pas devoir entraîner l'économie française dans un récession, ni même, si aucun phénomène ne se produit, dans une ascension des prix.

Cependant, derrière cet optimisme immédiat, il faut bien voir que les grands problèmes économiques à l'échelle de la planète, ne sont pas pour autant résolus; d'autre part, la différence des niveaux de vie, le stockage des biens alimentaires à côté de pays presque à l'état de famine, posent des questions qui peuvent facilement déborder de l'économique au politique, et même au stratégique.

Par ailleurs, pour se limiter aux nations déjà un peu industrialisées, il ne semble pas qu'une simple ouverture généralisée des frontières résoudrait le problème du commerce extérieur qui apparaît lié à des défauts de structure que l'on ne connaît même pas très bien, dans un domaine entièrement neuf à l'observation économique.

(1) Il existe bien un indice mondial de la production industrielle publié par l'O. N. U., mais il paraît contestable.

(2) Sauf pour le caoutchouc en raison de fortes demandes (russes, chinoises, etc.).

II. — TENDANCES ET OPTIONS

Rapport présenté au nom du Conseil économique par M. André Malterre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

PREMIÈRE PARTIE. — *Les tendances actuelles.*

I. — Les déséquilibres en régression.

II. — Les faiblesses persistantes.

DEUXIÈME PARTIE. — *Prévisions à court terme.*

I. — Prévisions sur l'activité.

II. — Prévisions sur les prix.

Prévisions à moyen terme.

TROISIÈME PARTIE. — *Les options.*

CONCLUSION.

INTRODUCTION

La loi du 20 mars 1951 fait une obligation au Conseil économique de procéder, deux fois par an, à l'établissement d'un rapport sur l'état du revenu national et sur les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production et de l'exportation. Ce rapport ne doit se préoccuper que de déceler l'état d'accroissement ou de contraction du revenu national et de poser les options propres à favoriser son élévation. Il n'appartient pas à la commission de la conjoncture économique et du revenu national de lever les options, cette tâche étant désormais confiée aux commissions spécialisées du Conseil économique et, notamment, à celle des affaires économiques et du plan, conformément aux directives données par le bureau.

Ce préambule était nécessaire afin de ne pas rechercher dans ce rapport la définition d'une politique économique, mais simplement les données de la conjoncture actuelle et les options qui permettront aux autres commissions et, par voie de conséquence, au Conseil, de définir les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production et de l'exportation.

Ce rapport fait suite à celui établi par M. Jacques Dumontier, dont l'objet est de dresser la photographie de la situation économique actuelle. Ne figureront donc dans ce rapport que l'étude des tendances et options de la conjoncture économique, afin de:

1° Déceler les traits caractéristiques de la conjoncture présente;

2° Déterminer les prévisions que l'on peut faire raisonnablement à court, à moyen et à long terme;

3° Dresser les listes des principales options qui conditionneront l'élaboration d'une politique économique et par voie de conséquence l'évolution du revenu national, à moyenne et à longue échéance.

PREMIERE PARTIE

Les tendances actuelles.

A la fin du premier semestre de 1955, les tendances de la conjoncture économique peuvent se préciser ainsi:

Réduction continue de certains déséquilibres globaux;

Mais compensation partielle de cette amélioration par la persistance de faiblesses inquiétantes.

I. — LES DESEQUILIBRES EN REGRESSION

1° Le point de départ

Pour les apprécier valablement, il est bon de mesurer à grands traits le chemin parcouru depuis la conjoncture de récession de l'année 1953.

Voici, brièvement rappelées, les caractéristiques dominantes de la situation à la fin du second semestre 1953, telles que les soulignaient les avis adoptés par le Conseil économique le 23 décembre 1953, sur les rapports de MM. Dumontier et Malterre.

a) *La stagnation économique était à peu près générale:*

Entre autres indices, l'importance du chômage déclaré se révélait constamment supérieure à celle de fin 1952;

Au quatrième trimestre 1953, l'indice d'ensemble, bâtiment exclu, de la production industrielle se maintenait difficilement au niveau atteint un an plus tôt: 147 (base 100 en 1938) alors qu'en année normale, la progression doit être de 3 à 4 p. 100;

La reprise de la production agricole faisait seule exception, sans que l'on se déclare encore pleinement assuré de son caractère durable.

b) *Les difficultés financières* s'aggravaient dans une économie ainsi arrêtée dans son expansion:

A l'intérieur, 1953 *a été l'année des « avances spéciales »* de la Banque de France. En définitive, les créances déjà substantielles de celle-ci devaient progresser de 150 milliards environ au cours de l'année;

Dans les relations avec l'étranger, l'indice le plus inquiétant avait été la dégradation continue de notre position à l'Union européenne des paiements (plus de 300 millions de dollars);

Telle était, schématisée, la situation de départ observée dans un rapport du Conseil, peu de temps avant la reprise dont les effets heureux peuvent être maintenant mieux appréciés.

2° Les résultats acquis a la fin du premier semestre 1955

a) *L'expansion souhaitée est devenue une réalité.*

L'abondance agricole réduit le risque d'inflation:

Elle a mis fin à cette insuffisance de l'offre alimentaire qui fut un des principaux facteurs d'inflation dans les années qui ont suivi la Libération;

Mais le problème est devenu celui des débouchés particulièrement nécessaires pour le blé ou les produits animaux. L'exportation est l'espoir, et l'on voit que la balance des échanges alimentaires avec l'étranger, marquée par une couverture limitée à 60 p. 100 en 1953, atteint 110 p. 100 en 1954 pour tendre, les 6 premiers mois de 1955, vers le pourcentage record de 130 p. 100.

(1) Un premier rapport, présenté par M. J. Dumontier, analyse l'état de la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1955.

La reprise industrielle apparaît plus forte et plus longue que la récession antérieure:

1952 était une année de ralentissement, l'avance de l'indice d'ensemble, bâtiment exclu, passant de 10 p. 100 au premier trimestre, à 1,5 p. 100 au quatrième. Cette évolution amorçait la récession de 1953, année de recul de l'indice (— 3,5 p. 100). Inversée depuis près d'un an et demi, la tendance est celle d'un progrès ininterrompu (9 p. 100 en 1954), accentuée depuis octobre dernier (11 p. 100). Même si l'importance de cette progression devait se réduire, selon l'indication apportée par les mois d'avril-mai (+ 7,5 p. 100), il n'apparaît pas que l'essor actuel doive se terminer rapidement, si l'on en juge par le niveau provisoire atteint par le même indice en juin (176, soit + 11,5 p. 100 par rapport à juin 1954) ainsi que par l'évolution récente des indices les plus rapidement connus: trafic de la Société nationale des chemins de fer français, transports fluviaux, consommation d'électricité, stock marchand de houille et lignite, chômage. Il en est de même, si l'on examine, avec la prudence nécessaire, les informations, malheureusement trop limitées, recueillies sur le volume de certains carnets de commande et celui de livraisons ou de stocks industriels.

b) *Le déficit extérieur est actuellement en voie de résorption.*

Vers l'étranger, la valeur globale des exportations de la France métropolitaine tend à se rapprocher du niveau des importations. Le premier semestre de 1955, le taux de couverture de celles-ci par nos ventes à l'étranger atteint près de 91 p. 100, contre 87 p. 100 pour l'année 1954 et 81,5 p. 100 en 1953.

De son côté, la balance commerciale française avec l'étranger et l'outre-mer est positive. En 1954, la position globale de la balance des payements courants de la zone franc est positive pour la première fois depuis la Libération (+ 194 millions de dollars contre — 220 en 1953). «

Mais on soulignera plus loin le caractère, en partie artificiel, de ce résultat, en raison de l'influence exercée par l'apport très substantiel en 1954, de l'aide américaine.

Toutefois, on sait qu'à l'Union européenne des paiements apparaît une situation durablement créditrice puisque, avec un solde favorable de près de 22 millions de dollars, le mois de juin dernier fait suite à plusieurs mois dont le solde est de même sens.

Après les remboursements effectués par ailleurs, ce retournement de notre situation a permis une réduction dépassant nettement 100 millions de dollars, depuis octobre dernier, de notre dette envers l'U. E. P. Il n'est pas besoin de souligner l'opportunité particulièrement bénéfique de cette nouvelle tendance qui a mis un terme — qu'il faut souhaiter définitif — à l'un des déséquilibres les plus inquiétants de nos échanges extérieurs. On notera, toutefois, la persistance de notre déficit avec la zone sterling, qui masque cependant une régression intéressante depuis 1954. Mais, il faut bien reconnaître qu'il s'agit là d'une difficulté permanente, par suite de l'importance des achats de matières premières (laine, coton, jute, pétrole). De ce fait, il est rare que les exportations dépassent de façon sensible la moitié de la valeur des achats en provenance de la zone sterling.

L'amélioration de nos réserves en devises est le second élément de progrès de nos finances extérieures. Au bilan de la Banque de France, le rythme des entrées s'est accéléré depuis 1954. Les six premiers mois de 1955, l'ensemble des réserves or-devises est en voie de doubler le niveau atteint le 30 juin 1954. Mais cette évolution, en soi si favorable, n'est pas due à la seule avance de nos exportations vers l'étranger, dont le caractère, qualifié surtout de « primaire » par la commission économique pour l'Europe (produits agricoles, matières premières et demi-produits), tempère d'autre part l'optimisme.

Ces considérations conduisent à souligner, après la réduction heureuse de certains déséquilibres fondamentaux de notre économie, le maintien d'insuffisances qui en prolongent la fragilité.

II. — LES FAIBLESSES PERSISTANTES

C'est en période de conjoncture ascendante qu'il faut se garder de les sous-estimer, car l'effort entrepris pour les réduire est la condition de la solidité des progrès réalisés.

L'expansion a éliminé ou réduit certains déséquilibres; mais d'autres persistent, qui ont tendance à devenir permanents, tandis que le caractère artificiel de certains des progrès réalisés à la fin du premier semestre 1955 hypothèque l'avenir.

1° Les déséquilibres permanents

a) *Le déséquilibre le plus constant est celui des finances publiques.*

Il ressort du rapport de M. Dumontier que le déficit des finances publiques qui, en 1954, était de 670 milliards, doit atteindre cette année 720 milliards environ, d'après les données de la loi de finances qui ne comprend pas les suppléments possibles au titre du budget militaire.

De même, il est peu vraisemblable que le budget de l'année prochaine soit plus satisfaisant du point de vue de l'équilibre. L'on peut donc se demander si le fait observé au cours des années précédentes, à savoir que l'existence permanente d'un tel déficit n'a pas eu d'influence au moins apparente sur les prix, va se maintenir.

Il est hors de doute que, dans la mesure même où les réserves de productivité sont absorbées, les revenus monétaires mis ainsi dans la circulation risquent à un moment donné de ne pas trouver de contrepartie dans un accroissement de biens de consommation.

Si cette situation se produisait, elle risquerait de provoquer dans certains secteurs un accroissement des importations de nature à déséquilibrer la balance des comptes.

Enfin on peut se demander, ainsi que le souligne M. Dumontier dans son rapport, si l'heureux fonctionnement actuel du circuit monétaire se maintiendrait dans l'hypothèse d'une moindre confiance dans la stabilité des prix.

b) *Déséquilibres partiels.*

Le progrès global de l'activité recouvre des *insuffisances partielles* dont la réduction est loin d'être assurée à court terme:

1. L'amélioration de *l'activité du bâtiment* est encore trop modeste pour laisser espérer son adaptation prochaine aux besoins réels de logement. On sait d'ailleurs qu'elle est obtenue, en partie, aux dépens des travaux d'entretien et de réparation des immeubles existants. De plus, il existe certains goulots d'étranglement (produits rouges et main-d'œuvre spécialisée...).

L'institut national de la statistique et des études économiques a pu faire apparaître utilement le contraste de la situation de ce secteur, qui affecte un besoin élémentaire fondamental, avec les résultats obtenus dans le secteur de l'automobile.

2. Il faut enfin signaler l'existence d'un certain nombre de déséquilibres partiels provoqués par *une insuffisance des débouchés*, tant dans le secteur industriel que dans le secteur agricole.

Toutefois, parmi les différentes branches atteintes, il convient de distinguer celles où le remède pourrait être trouvé dans une augmentation du pouvoir d'achat, de celles où l'on a, au contraire, l'impression qu'il s'agit d'un déséquilibre structurel nécessitant un processus de conversion.

On peut se demander, notamment, si le ralentissement qui se manifeste singulièrement au niveau de l'emploi dans l'industrie textile et, plus particulièrement dans l'industrie cotonnière, n'est pas dû à des facteurs permanents tels que: l'installation d'industries concurrentes dans des pays autrefois clients de la France, la modification des goûts en matière de mode et la diminution des besoins textiles provenant d'un accroissement du confort en matière d'habitat et des moyens de transport, au moins pour les classes aisées. L'amélioration de la conjoncture textile au cours de l'année 1954 semble donc être due, moins à l'amélioration de la conjoncture générale qu'aux ventes à l'armée et aux exportations en Indochine.

On peut également remarquer dans l'industrie du cuir tout comme dans celle du textile, la concurrence des produits de remplacement tels que les matières plastiques.

Mais on ne saurait négliger un problème de pouvoir d'achat, qui se pose sans doute pour une masse de consommateurs aux revenus modestes, pour lesquels on ne saurait prétendre que leurs besoins d'habillement soient largement satisfaits, comme l'a montré une enquête récemment publiée. (Commissariat général au plan.)

Dans le domaine agricole, depuis longtemps on sait que les problèmes *vinicole* et *betteravier*, et notamment celui de l'alcool, ne peuvent trouver de solution économiquement valable que dans le cadre d'une politique de conversion. L'apparition du problème des débouchés pour d'autres secteurs tels que les produits laitiers, le blé, la pomme de terre, pose, dans certains cas surtout, un problème de pouvoir d'achat et de répartition des revenus, ce qui semble être le cas des produits laitiers, mais également un problème de structure pour le blé et la pomme de terre.

Il est en effet douteux que l'augmentation de pouvoir d'achat se traduise par un accroissement de la consommation de pain et de pommes de terre.

On retrouve donc une nécessité d'adaptation soit en recherchant des débouchés sur les marchés extérieurs, soit par la conversion d'une partie des surfaces consacrées au blé et aux pommes de terre d'utilisation courante, soit par leurs transformation en produits animaux.

3. Il faut aussi signaler parmi les déséquilibres partiels le fait que *l'activité de certaines régions est restée stationnaire*, malgré une année d'expansion très marquée. Il est toutefois difficile de donner plus de détails dans ce domaine car nous manquons d'éléments statistiques: dans la plupart des cas, il est difficile de procéder, malgré les efforts très louables faits par certaines organisations, et par l'I. N. S. E. E., à une étude complète des situations régionales.

S'il n'y était pas porté remède, cet ensemble de déséquilibres pourrait être à son tour un facteur de déséquilibre global entre la production et la consommation, d'autant qu'il y a un certain nombre d'éléments favorables dont le caractère temporaire est malheureusement dominant. Il en est ainsi de l'aisance de la trésorerie en devises.

2° Les hypothèses sur l'avenir

a) « *L'aisance » de la trésorerie en devises ne doit pas faire illusion:*

Une large part en est *artificielle*, et même précaire dans son montant: il n'y a pas pour le moment, ou il y a peu, de commandes nouvelles « off shore » et l'effet des commandes antérieures va s'atténuer progressivement d'ici la fin de l'année et le début de 1956.

La place de l'aide extérieure dans le solde positif de la balance des payements de 1954, devra donc être soigneusement analysée.

Favorable à court terme, *l'évolution de la balance commerciale* pose de multiples problèmes à plus longue échéance — possibilités réelles du maintien des restrictions à l'importation, dans un climat de libération plus accentuée des échanges: réduction des taxes compensatrices et influence des écarts de prix réels, retour à la convertibilité d'autres monnaies, etc.

La commission économique pour l'Europe a souligné l'aspect « primaire » de nos exportations, où la part des matières premières et demi-produits est anormalement élevée au regard des ventes de produits fabriqués.

Il faut ajouter également à ces lacunes la persistance de la disparité des prix français et des prix étrangers dans la plupart des branches d'activité, au moins pour la majorité des entreprises. Les enquêtes, qui ont été faites depuis plusieurs années pour déceler l'origine de ce mal, permettent maintenant un certain nombre de conclusions générales. Il s'agit, d'une part, de l'avance prise par les prix français au cours de la période d'inflation des années 1950 et surtout 1951, tendance qui n'a pu être compensée par une réduction du coût de la vie, les principales baisses n'apparaissant qu'au stade du gros. D'autre part, l'application de systèmes de protection interne et externe, en sauvegardant l'existence d'entreprises ou de branches d'activité pour le maintien de prix plus élevés que les prix internationaux, a pour effet de mettre organiquement en position difficile toutes les entreprises qui se trouvent en aval de ce secteur protégé.

Tels sont les principaux éléments de la conjoncture actuelle. Toutefois, le tableau serait incomplet s'il n'était pas fait mention des caractéristiques n'apparaissant qu'à long terme et qui doivent, dans une large mesure, conditionner notre politique économique future. Il s'agit, notamment, du problème démographique.

b) *La pyramide démographique* française est caractérisée par une forte proportion d'éléments improductifs; vieillards et jeunes enfants. L'arrivée, en 1962, d'une génération plus importante d'actifs en âge de travailler est une excellente perspective en soi, puisqu'elle permettra de répartir les charges constituées par les retraites sur un plus grand nombre de personnes. Cependant, cette éventualité ne sera rendue possible que si une expansion continue de l'économie donne les emplois nécessaires aux jeunes générations dont le placement s'avère déjà difficile, leur assurant également un niveau de vie supérieur à celui de leurs aînés.

Ajoutons, enfin, que les préoccupations démographiques sont beaucoup plus immédiates, s'il s'agit des départements algériens (en 1952, l'accroissement des populations a été de 240.000 habitants, correspondant à un taux annuel de progression de 2,5 p. 100, l'un des plus élevés du monde). Cette question ayant été traitée d'une façon très approfondie par le Conseil économique, lors de la présentation du rapport sur l'Algérie par M. Delavignette, nous nous contenterons de souligner l'existence de cette situation et la nécessité d'y porter remède. Il y a lieu toutefois de rappeler le devoir français de faire face à l'immigration en France des travailleurs nord-africains, dont l'importance peut s'accroître en fonction de l'expansion démographique de l'Algérie.

Nous voyons donc que, du simple fait de l'accroissement de la population, *l'équilibre français ne peut être statique, mais doit être obligatoirement dynamique.* Par ailleurs, nous ne devons pas perdre de vue que le développement de la production française, au cours de ces dernières années, n'est pas supérieur à celui des grands pays industriels (il est même inférieur à celui de l'Allemagne), alors que, précédemment et, du fait de la politique malthusienne pratiquée en France de 1930 à 1939, de la défaite de 1940, de l'occupation et de ses conséquences, la France avait déjà pris un retard marqué sur ses principaux concurrents.

Il va de soi, que ce n'est pas uniquement sous l'angle de la production qu'il faut considérer l'expansion, mais également sous celui de la consommation, surtout dans une économie mixte, partie étatiste et partie capitaliste, comme celle de la France à l'heure actuelle, où le désir d'investir est fonction de l'existence des débouchés.

Par ailleurs, un climat d'expansion suppose réalisées un certain nombre de *conditions psychologiques* et, parmi celles-ci, la nécessité d'intéresser l'opinion par des mesures concrètes se traduisant par une *amélioration du niveau de vie.*

Il est donc indispensable de définir une orientation de la politique économique, d'abord à court terme, mais aussi à moyen et à long terme.

DEUXIEME PARTIE

Après ce tableau des principales données de la conjoncture actuelle, il s'agit de savoir quelles sont les prévisions que, partant de ces données, il est raisonnablement possible de faire pour les six mois à venir.

Prévisions à court terme.

Deux tendances se manifestent actuellement, l'une pessimiste et l'autre optimiste. Les partisans de la première estiment que la période d'expansion est terminée et sera suivie d'une période de stabilisation, sinon de récession. Leur argumentation repose sur une analyse des causes qui, selon eux, auraient motivé la précédente expansion. Celle-ci aurait été provoquée par trois facteurs principaux:

1° L'accroissement de l'activité du bâtiment par suite de l'accroissement de la construction de nouveaux logements, grâce à l'augmentation des crédits mis à la disposition aussi bien des constructeurs que des futurs utilisateurs;

2° Les commandes « off shore » d'origine militaire en provenance des Etats-Unis;

3° Les augmentations de salaires.

1. — Prévisions sur l'activité

a) Selon les pessimistes, le *bâtiment* devrait entrer dans une ère d'activité ralentie, les commandes « off shore » seraient appelées à diminuer très sensiblement et les marges d'augmentation des salaires seraient provisoirement épuisées.

A ceci, les optimistes opposent que le Gouvernement a pris une position très nette concernant l'augmentation du nombre de logements et que le programme intéressant la construction d'habitations à loyer modéré doit suffire à assurer une large activité à l'industrie du bâtiment, surtout si des mesures sont prises pour que, de ce côté-ci, il n'existe pas de goulots d'étranglement provenant d'une insuffisance de travailleurs spécialisés et du retard dans la production de certains matériaux, tels que plâtres et tuiles.

b) En matière de *salaires*, tout laisse prévoir, si l'on s'en tient aux précédents, que, d'une part, la dernière augmentation du salaire minimum social n'a pas encore fait sentir tous ses effets, et que, d'autre part, il est possible que des discussions d'accords de salaires et de conventions collectives entraînent une amélioration des taux de rémunération.

c) La réduction des *commandes* « off shore » *constituerait le seul élément* récessionniste, mais il semble que son existence poserait un problème beaucoup plus délicat au niveau de nos échanges extérieurs qu'à celui de l'activité globale

du pays. En effet, il paraît ressortir des enquêtes qui ont été faites sur les carnets de commandes et sur le comportement des industries que, sauf crise marquée venant de l'étranger, l'on doive prévoir une continuation modérée de l'expansion actuelle pour ce second semestre. Il convient, toutefois, de remarquer que la cadence d'augmentation, au cours de l'année 1954, avait été plus élevée que les cadences moyennes: + 9 p. 100 et + 10,5 p. 100 pour les cinq premiers mois de 1955 par rapport à ceux de 1954. Aussi, n'y aurait-il rien d'extraordinaire à ce que le rythme de production se trouve, dans une certaine mesure, ralenti. Il faut se souvenir, cependant — ce qu'indique la progression de l'indice d'ensemble, revenu à + 7,5 p. 100 en avril-mai — que ces chiffres doivent être considérés comme n'ayant pas une valeur impérative et qu'il est généralement admis que l'accroissement normal de la production d'une économie saine se situe entre 3 et 4 p. 100 par an.

2. — Prévisions sur les prix

A vrai dire, on peut se demander s'il ne faudrait pas plutôt se préoccuper d'une pression sur les prix due à un certain nombre d'éléments. Nous savons que c'est la première fois depuis 1929 que la France a réussi, pendant l'année 1954, à mener une politique d'expansion économique en sauvegardant la stabilité monétaire.

Les caractéristiques de l'économie française depuis 25 ans étaient, en effet, soit de connaître l'expansion, mais accompagnée d'une dégradation monétaire accélérée, soit de connaître la stabilité monétaire, mais au prix d'une récession plus ou moins marquée de la production. On peut donc avoir quelques craintes sur la stabilité des prix et se demander si, insensiblement, ceux-ci n'ont pas tendance à s'élever. La grosse inconnue en cette matière réside, évidemment, dans le fait que l'accroissement de la masse monétaire (14 p. 100 au cours de l'année 1954), au lieu d'avoir un effet bénéfique, lorsqu'elle est le stimulant d'un accroissement parallèle de la production et, notamment, de celle de biens de consommation, peut, au contraire, avoir un effet maléfique lorsque la production ne suit pas un même rythme d'accroissement. Or, ceci risque de se produire dans les mois qui vont suivre, en raison du maintien à un niveau élevé et, du reste, nécessaire, pour développer les investissements de crédits à moyen terme, qui aboutit à faire financer par la monnaie, dans une large mesure, le développement des biens d'équipement (le cas du bâtiment est typique à cet égard). D'autre part, le déficit des finances publiques intervient pour environ 25 p. 100 dans cette création monétaire. Nous devons être très attentifs au maintien des prix, non seulement pour des raisons internes, mais surtout pour des raisons externes: en effet, nous l'avons dit plus haut, la disparité entre les prix français et les prix étrangers constitue un des points faibles dans l'avenir de nos échanges extérieurs.

Prévisions à moyen terme.

Dans une recherche des prévisions à moyen terme, on devra noter à nouveau l'influence certaine, sur la continuation de l'expansion française, de la haute conjoncture internationale.

Celle-ci a largement facilité, en particulier, le développement de nos ventes à l'étranger, et il ne fait aucun doute qu'un ralentissement, et plus encore un retournement de la situation économique européenne ou mondiale, aurait une influence considérable sur notre avenir économique.

L'aléa majeur, en ce domaine, se trouve dans la difficulté accrue des prévisions rendues particulièrement difficiles, sur le plan international, par le retard des informations. Les chances de détente internationale posent le problème de la conversion de fabrications d'équipements militaires en productions de biens de consommation ou d'investissements productifs. Si ce problème n'était pas résolu, il pourrait s'ensuivre une crise économique d'autant plus grave que, dans certains pays, on peut se demander si le développement de la consommation suit les possibilités de la production, et si dans d'autres (Grande-Bretagne) il ne les dépasse pas.

D'une façon générale, il va de soi que toute prévision économique ne peut avoir la rigueur d'une prévision scientifique, car l'action des dirigeants de l'économie, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des chefs d'entreprise, peut amener, en bien ou en mal, des modifications sensibles à l'évolution observée. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire, à la fin de ce rapport, de poser clairement le problème des « choix ».

TROISIEME PARTIE

Les options.

Bien entendu, ces options, pour la commodité du raisonnement, doivent être exposées avec une vigueur qu'elles n'auront peut-être pas dans la réalité des choses.

Il est en effet très rare que dans la vie, le choix entre diverses solutions se fasse avec le même caractère de simplicité que dans les rapports écrits. Mais, si dans un rapport l'on veut être très nuancé et trop équilibré, on risque de ne pas être compris du lecteur.

A notre avis, une première constatation s'impose. Un équilibre statique n'est pas concevable dans le cas de la France. L'objectif d'une politique économique ne doit donc pas être le maintien du *statu quo*; celui-ci comporte trop de faiblesses et masque trop de déséquilibres partiels pour qu'il puisse constituer un équilibre durable, même si ce dernier était satisfaisant.

Le déséquilibre très important des finances publiques dû, pour une part, au poids des charges improductives, n'est supportable que dans la mesure où, en face du pouvoir d'achat excédentaire créé par la distribution de revenus, se trouve opposée, en contrepartie, une production en constante amélioration.

De plus, l'existence d'une série de déséquilibres partiels, atteignant certaines branches de l'activité industrielle et agricole, nécessite la mise en application, pour ces branches, d'une politique de conversion qui postule à son tour l'expansion économique, car pour convertir, c'est-à-dire changer d'activité, il faut qu'il existe des secteurs en expansion.

Il n'y a donc *pas de choix possible entre une politique d'expansion et une politique de* statu quo. Les options ne se posent qu'au stade des moyens et du rythme des investissements nécessaires pour mener à bien cette politique d'expansion.

Il n'est du reste pas inutile, arrivé à ce point du rapport, de rappeler qu'une politique d'accroissement des investissements, avec son corollaire, une augmentation de la production, n'a un sens que si elle s'accompagne d'une politique d'accroissement de la consommation, sinon immédiate du moins dans le futur.

1° Le premier choix à faire, qui est le plus immédiat et le plus lourd de conséquences pour l'avenir, est de déterminer le *cadre réel de la politique économique française.*

Devons-nous raisonner simplement à l'échelon de la France métropolitaine en considérant qu'elle forme une unité différente de celles des autres pays de l'Union française ou au contraire, devons-nous rechercher l'équilibre non pas simplement au stade de la France métropolitaine, mais aussi à celui que, pour une commodité du langage, nous appelons l'Union française.

Ce choix paraîtra aller de soi à beaucoup de bons esprits, mais il est quand même nécessaire de l'évoquer car il ne suffit pas de vouloir une politique, il faut encore en vouloir les conséquences, ce qui n'est pas toujours le cas en France.

Les conséquences d'une politique strictement métropolitaine seraient, dans l'immédiat, de permettre à notre pays d'investir moins et de ne modifier ses structures que dans une plus faible mesure.

L'inconvénient, en dehors de toute considération morale, politique ou stratégique, serait de nous priver de l'existence d'un grand marché économique susceptible de procurer à la métropole des débouchés et en même temps de lui fournir un certain nombre de produits essentiels à son économie, qu'elle serait obligée de se procurer à l'étranger, le plus souvent en devises fortes. La contrepartie, au moins dans l'immédiat, est celle qui vient d'être indiquée: nécessité d'investissements importants en outre-mer, et nécessité également d'assurer une amélioration du niveau de vie des populations d'Afrique.

Ceci peut entraîner, pour la métropole, la mise en application d'une politique d'aide, notamment pour l'exportation de produits agricoles à bas prix ou sous forme de dons. Cette politique est nécessaire dans une première étape, mais doit s'accompagner de mesures propres à moderniser l'économie des pays de l'Union française, afin que les échanges avec la métropole puissent se situer à plus ou moins longue échéance sur un plan d'égalité et revêtent un caractère économique.

2° *Option sur les échanges extérieurs.*

La seconde option se situe au niveau des échanges extérieurs. Il faut toutefois, à notre avis, poser comme impératif catégorique que, quel que soit le choix que l'on fasse, il est nécessaire *d'équilibrer notre balance des payements*, sans aide

extérieure, si nous voulons rester une nation économiquement indépendante, et l'on sait que souvent l'économique domine le politique.

Ceci dit, nous avons théoriquement le choix entre trois solutions:

a) La première consisterait à instaurer une politique de *commerce dirigé* comportant notamment des accords bilatéraux. Il est à remarquer qu'une telle ligne de conduite ne peut se concevoir que sur le plan de l'Union française et qu'elle supposerait une politique massive d'investissements de manière à permettre à la France, dans un délai aussi rapproché que possible, de cesser d'être tributaire de l'étranger pour des produits aussi indispensables à son économie que le pétrole, le coton, la laine et les métaux non ferreux.

Elle supposerait également une politique de renforcement du contrôle des changes et une planification autoritaire.

Enfin, dans l'immédiat, elle se traduirait par une diminution du niveau de vie provoqué par la protection même que l'on aurait accordée à certains secteurs, et par la nécessité en contrepartie, faute de devises, d'acheter des produits essentiels à notre économie à des prix plus élevés.

Ce serait donc, en définitive, une politique d'austérité.

Toutefois, les représentants de la C. G. T. ont fait remarquer qu'elle devrait s'accompagner d'une redistribution du revenu national, afin de faire porter le poids des sacrifices sur les détenteurs de revenus élevés. Dans l'esprit de ces promoteurs, une telle politique pourrait même, si elle n'était pas mise en application, servir de monnaie d'échange pour retarder au maximum la libération des échanges envisagés aussi bien à l'intérieur de l'O. E. C. E. qu'à l'intérieur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G. A. T. T.).

b) La deuxième solution que l'on pourrait qualifier d'option *libérale*, s'en remettrait à la concurrence étrangère pour nous imposer les réformes nécessaires. Elle pourrait du reste s'envisager, soit simplement dans le cadre européen, soit dans le cadre mondial, ce qui serait le cas notamment, si la convertibilité monétaire se trouvait rétablie.

Les conséquences de cette politique seraient à peu près certainement la mise en cause de la stabilité monétaire, car il ne semble pas que l'économie française soit actuellement suffisamment en bonne santé pour pouvoir supporter sans aucune protection, ou avec une protection très faible, la concurrence des pays étrangers. Mais l'on peut se demander surtout, si l'on se souvient des expériences passées, des résultats que donnerait un tel ajustement. Ne serait-il pas à l'origine d'une nouvelle crise inflationniste qui ferait perdre au pays les avantages, qui commencent à se manifester, d'une stabilité recouvrée ?

Certains craignent également que cette politique se traduise par une augmentation sensible du nombre des chômeurs.

c) Entre ces deux solutions extrêmes, on peut envisager une voie intermédiaire qui est celle que semblent prendre les pouvoirs publics: voie que l'on pourrait qualifier de politique *échangiste, sans être libre échangiste*, qui se traduirait par une suppression progressive de la quasi totalité des contingents, ainsi que celui des taxes compensatrices.

Toutefois, cet effort de libération des échanges ne serait pas consenti sans contrepartie, mais comporterait pour nos partenaires, des réalisations dans la voie de l'harmonisation des charges sociales, par l'application des recommandations du bureau international du travail et maintiendraient également un certain nombre de clauses de sécurité afin que ne soient pas mis en cause, ni le plein emploi, ni l'équilibre de la balance des comptes.

Cette politique pourrait donc s'accompagner du maintien d'un certain contrôle des changes, notamment en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les rapports entre la France et les pays de la zone dollar.

Théoriquement, cette option pourrait se scinder en deux: l'une à l'échelle européenne au sein de l'O. E. C. E. et de l'Union européenne des paiements; l'autre à l'échelon mondial, par l'intermédiaire du G. A. T. T. Il faut, toutefois, reconnaître que cette deuxième sous-option serait très voisine de l'option libérale.

Les avantages et les inconvénients de cette politique sont moins marqués que ceux des deux précédentes. Parmi les avantages, figure l'existence d'une pression provenant de la concurrence étrangère et entraînant nos prix de revient à s'aligner sur les prix étrangers, au moins européens. Ceci suppose la réalisation d'un certain nombre de réformes avec, toutefois, cette autre condition que ce processus ne soit pas trop brutal et que la France ne soit pas victime de l'existence de structures différentes dans les pays étrangers qui permettent à ceux-ci de bénéficier d'une protection invisible mais non moins efficace.

L'inconvénient, c'est que ce choix ne dépend pas entièrement de notre volonté; il suppose une certaine bonne volonté de la part de nos parlementaires européens, ainsi que de notre part, une politique qui aura besoin d'être d'autant plus stable qu'elle devrait être nuancée et tenir compte de l'évolution de la conjoncture mondiale.

Le maintien puis le développement d'une politique d'expansion dans les pays étrangers facilitent une politique échangiste. L'apparition d'une crise mondiale imposerait vraisemblablement la première solution de « commerce dirigé ».

Quoi qu'il en soit, dans le cadre de cette option, l'on ne peut définir que des objectifs à moyen terme se situant à mi-chemin entre l'improvisation semestrielle ou annuelle et les décisions à long terme, difficiles à prévoir, en raison des variations inévitables de la conjoncture internationale.

3° *Il faut choisir en fonction des précédentes options la cadence à laquelle devra se faire une politique d'investissement.*

Il ne peut certes être question d'entrer dans tous les détails ni de fixer les pourcentages à longue échéance entre investissements et revenu national. Il faut en effet tenir compte de l'évolution de la conjoncture. Toutefois, l'on peut envisager trois types de politique:

a) Une politique où l'on sacrifierait le présent à l'avenir, toutes les ressources disponibles étant consacrées à l'accroissement des investissements, de préférence à celui du niveau de vie;

b) Une politique inverse où l'effort principal porterait sur une augmentation maximum du pouvoir d'achat en ne procédant qu'aux investissements indispensables pour maintenir une expansion minima;

c) Une politique intermédiaire où, tout en poussant les investissements, l'on aura soin de maintenir le rythme d'amélioration du pouvoir d'achat à la fois pour créer un climat social satisfaisant et pour donner un stimulant aux investissements. On notera, à cet égard, qu'un effort accompli en matière d'habitat concourt à la fois au progrès des niveaux de vie, à l'équilibre social, et au développement des investissements.

4° Il a également été demandé que soit posée la question de savoir sur quel secteur il convenait de faire porter l'effort principal d'investissement. L'on sait que lors du premier plan de modernisation et d'équipement, la plus grosse partie des dépenses avait été consacrée aux industries de base.

Au contraire, le deuxième plan donne une place plus importante aux industries de transformation qui comprennent l'artisanat, et à l'agriculture. Cette orientation doit-elle être maintenue, ce qui supposerait, entre autres choses, qu'une politique de débouchés agricoles systématique soit mise sur pied, afin de pouvoir exporter les excédents agricoles ?

Doit-on, au contraire, comme certains le pensent, accroître considérablement l'industrialisation de la France, étant entendu que dans un processus de modernisation, l'artisanat aura sa juste part afin de vivifier les régions insuffisamment développées, l'industrie étant dans le cadre de cette politique, considérée comme un moyen de stimuler l'agriculture et de lui procurer des débouchés sur place ?

Il appartiendra à la commission compétente du Conseil économique de lever cette option fondamentale pour la réussite de plans d'équipement qui revêtiront ainsi un caractère sélectif.

CONCLUSION

Toutes ces options présentent leurs avantages et leurs inconvénients. L'essentiel est de les voir clairement.

Le choix principal qui commande tous les autres, consiste à savoir si l'on doit d'abord déterminer l'objectif puis ensuite les moyens pour l'atteindre ou, au contraire, fixer le but d'après les moyens existants.

La première méthode est celle des peuples jeunes et dynamiques; la seconde est vraisemblablement plus conforme à ce que nous savons de nos institutions et de notre état d'esprit. On doit le regretter, mais il serait dangereux de l'ignorer.

Avis formulé par le Conseil économique dans sa séance du 27 juillet 1955.

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, 2e alinéa, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique,

Après avoir entendu les rapports présentés au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national par M. Jacques Dumontier sur l'état de la conjoncture économique à la fin du premier semestre 1955, et par M. André Malterre sur les tendances et options de la conjoncture,

Emet l'avis suivant (1) :

I. — A la fin du premier semestre 1955, les tendances de la conjoncture économique peuvent être ainsi précisées:

a) La réduction de certains déséquilibres globaux, déjà observée en 1954, s'est confirmée:

1. — *Les progrès, bien que ralentis, de la production agricole paraissent devoir se maintenir* pour la campagne 1954-55, et les insuffisances ne sont plus du côté de l'offre, mais se constatent dans la recherche difficile des débouchés.

Les progrès industriels apparaissent de même *à peu près assurés* pour l'année, bien qu'à un rythme sans doute moins rapide.

2. — *Le déficit extérieur est, pour le moment, en voie de résorption*, aussi bien par l'amélioration sensible de la balance commerciale avec l'étranger que par l'influence actuelle d'apports substantiels en devises, relevant principalement de l'aide américaine.

b) *Mais il faut constater la persistance de faiblesses inquiétantes*, qui traduisent la fragilité de notre économie:

1. — Il y a *des déséquilibres permanents* qu'il faut se garder de sous-estimer dans une conjoncture ascendante.

Celui des *finances publiques est le plus constant et le plus large* et sa tendance ne paraît certes pas régressive. Ayant peu de répercussion sur les prix intérieurs en période de récession, ce déficit constitue un risque sérieux pour l'équilibre monétaire en période d'expansion à partir du moment où les revenus monétaires mis dans la circulation ne trouvent pas de contrepartie dans une élasticité suffisante de la production.

Cette situation risque également d'entraîner dans certains secteurs un accroissement des importations de nature à déséquilibrer la balance des comptes.

Le progrès global de l'activité recouvre des *déséquilibres partiels*: inadaptation, malgré les progrès obtenus, de l'activité du bâtiment aux besoins réels de logement, et existence, notamment sur ce plan fondamental, de certains goulots d'étranglement (matières rouges, main-d'œuvre spécialisée...); déséquilibres d'ordre structurel, marqués par l'insuffisance des débouchés textiles, céréaliers ou vinicoles; difficultés de vente des produits laitiers, signes de la faiblesse de nombreux pouvoirs d'achat; inégalités dans le rythme des différentes activités industrielles; stagnation ou recul d'activités régionales, avec leurs conséquences économiques et humaines.

Il faut enfin souligner, sur un plan général, les difficultés d'ordre psychologique qui résultent du climat social en France, l'évolution de nombreux pouvoirs d'achat restant en deçà des progrès de la production. Cet handicap ne peut être levé que par l'association évidente du progrès des niveaux de vie les plus défavorisés au développement de l'expansion économique.

Enfin, il faut noter que si l'on rapporte les indices de production à leur niveau de 1929, la France, depuis cette période, a moins progressé que les pays industriels de l'Europe et du monde.

2. — Des *hypothèques* pèsent sur la situation à moyen et à long terme.

(1) Ce vote a été acquis au scrutin public par 133 voix contre 15 (voir résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 2).

A moyen terme, l'aisance actuelle de la trésorerie en devises ne doit pas faire illusion. L'aide extérieure est précaire, notamment pour les commandes « off shore », et ses effets vont s'atténuer progressivement d'ici la fin de 1955 et le début de 1956. L'évolution favorable de la balance commerciale avec l'étranger s'explique aussi, dans une certaine mesure, par le maintien provisoire de protections ou d'aides sous forme de contingents, de droits compensateurs et de remboursements de charges fiscales et sociales. Mais la disparité des prix n'est pas sensiblement atténuée dans de nombreux cas. La France bénéficie également de la haute conjoncture internationale, dont le déclin aurait sur ses exportations des conséquences sérieuses.

De ce fait, le problème structurel de la balance des comptes n'est pas résolu, et les prévisions ne peuvent être que particulièrement prudentes en ce domaine.

La structure de notre commerce extérieur est caractérisée par l'insuffisance des exportations de produits fabriqués, et la prépondérance des exportations de matières premières, produits demi-finis et produits alimentaires.

A terme, *l'évolution démographique* nécessite une accélération du rythme de l'expansion pour assurer, en même temps qu'un niveau de vie croissant, le plein emploi aux nouvelles générations, dont le placement s'avère déjà difficile.

II. — Les tendances de la conjoncture économique, observées à la fin du premier semestre 1955, ouvrent à la politique économique des *options* qui se posent essentiellement au stade des moyens, *car il n'y a pas de choix* à faire *entre une politique de maintien d'un* statu quo, dont on a souligné les faiblesses, et *une politique d'expansion.* L'équilibre recherché ne peut être statique. Il doit être dynamique. En effet, l'accroissement de la production de biens de consommation tant industriels qu'agricoles à mettre en face de l'augmentation de la circulation monétaire, rendue également inévitable par la nécessité d'investissements financés par la monnaie, est d'autant plus nécessaire en raison du volume et du déficit actuel des finances publiques. Il est évident que l'importance des charges improductives, bien loin de concourir à la réalisation de cet objectif fait peser en permanence, et, surtout en période d'expansion, une menace inflationniste sur l'économie. D'autre part, il y a obligation de satisfaire les besoins d'une population en voie d'augmentation et de développer le progrès social.

a) La première option est celle du *cadre réel de l'action économique:*

1. — L'existence d'une *politique limitée à la France métropolitaine*, à côté et en dehors d'une autre action intéressant les terrritoires d'outre-mer est possible. Elle rendrait moins pénible l'incidence des investissements et moins urgente ou moins profonde la transformation nécessaire des structures économiques. Mais, au delà de ses inconvénients moraux et politiques, elle écarterait la formation souhaitable d'un large marché à l'échelle d'une économie moderne. Elle impliquerait, aussi, l'abandon des engagements pris vis-à-vis des pays de l'Union française.

2. — Si l'on reconnaît la nécessité d'une *politique économique de l'Union française*, il faut en admettre les conséquences premières: extension inévitable de l'aide de la métropole à l'outre-mer, en produits agricoles et en capitaux d'investissements, et priorité relative aux améliorations des niveaux de vie des populations d'outre-mer, l'instauration et le bénéfice d'échanges équilibrés étant à long terme.

b) La seconde option se situe au niveau des *échanges extérieurs*, étant admis, ici encore, que la réalisation de l'équilibre de notre balance des payements, sans aide extérieure, devrait être un objectif étranger à toute discussion.

1. — Une solution pourrait être trouvée dans une politique de *commerce dirigé*, avec accords bilatéraux, multilatéraux et de payement, et investissements dans le cadre de l'Union française, orientés vers la réduction des achats de pétrole brut, coton, laine et métaux non ferreux à l'étranger. Ce serait une politique d'austérité, au moins au départ, par suite des servitudes économiques de tout isolement relatif (limitation de certaines consommations, réduction des achats en devises, etc.) (1). Elle comporterait un effort tout particulier de répartition équitable des charges communes.

(1) Le Conseil économique a rejeté par un vote à main levée un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et tendant à la suppression de la deuxième phrase de l'alinéa 1 du paragraphe *b*.

2. — Une solution *libérale*, plus ou moins liée à un retour à la convertibilité des principales monnaies, s'appuierait sur la concurrence étrangère pour forcer les réformes nécessaires.

Les risques en sont connus: arrêts d'activité plus ou moins brutaux, et chômage; danger de dévaluation monétaire susceptible de provoquer une crise inflationniste.

3. — *Entre ces voies extrêmes*, peut être pratiquée une politique plus empirique que l'on qualifiera *d'échangiste sans être « libre-échangiste »*: d'une part, tendance à la libération mesurée des échanges, et, d'autre part, en contrepartie, recherche d'une harmonisation des condition ssociales entre pays concurrents (selon les recommandations du B. I. T.) la sauvegarde du plein emploi et de l'équilibre de la balance des payements sans aide extérieure étant recherchés en tout état de cause.

Cette action viserait à assurer l'effet favorable sur nos prix et nos structures d'une certaine pression étrangère, sans adaptations trop brutales.

c) Il faut choisir, enfin, au regard des précédentes options, *la cadence des efforts d'investissement productifs:*

1. — Leur rythme peut être très accéléré, aux dépens de l'augmentation du niveau de vie; ou bien l'on peut rechercher une augmentation maxima du pouvoir d'achat, en ne procédant qu'aux investissements indispensables à une expansion minima; ou encore adopter une politique intermédiaire, affectant les bénéfices de l'expansion aussi bien au progrès nécessaire des niveaux de vie qu'à l'avance non moins indispensable des investissements.

On notera d'ailleurs qu'un effort accompli en matière d'habitat concourt à la fois au progrès des niveaux de vie et au développement des investissements.

2. — On retrouve ici une option sur les activités à développer — industries de base d'un côté, et de l'autre, industries de transformation et artisanales — et, plus spécialement, sur l'ampleur à donner à la production agricole. En ce domaine, on ne peut se dispenser, soit d'accepter la réduction sensible de la production agricole, au profit de l'industrie, ou, si on la refuse, de rechercher l'accroissement, économiquement viable, des débouchés agricoles (1).

(1) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. et tendant à substituer une rédaction nouvelle au paragraphe c), a été rejeté au scrutin public par 112 voix contre 15 et 16 abstentions. (Voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

La rédaction proposée était la suivante:

« c) *L'option majeure* de notre économie se situe pourtant sur un autre plan. Elle consiste à savoir si l'on continuera à appliquer une politique économique aboutissant à l'accroissement constant et non limité des profits et à une stagnation voire à une réduction du niveau de vie des masses, politique portant en elle la menace d'une crise de surproduction, ou si l'on adoptera une politique entièrement différente, limitant les profits et développant le pouvoir d'achat des couches populaires, et en particulier des travailleurs salariés. Sous réserve d'une politique financière adéquate, comportant notamment une réduction massive des charges improductives, une telle politique ne saurait faire obstacle, bien au contraire, au développement de ceux des investissements qui sont souhaitables du point de vue de l'intérêt général du pays. »

ANNEXE

SCRUTIN N° 1

Sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à proposer une nouvelle rédaction au paragraphe c) de la deuxième partie du projet d'avis.

Nombre de votants 143

Ont voté pour 15
Ont voté contre 112
Se sont abstenus 16

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (15).

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C. G. T.).

Groupe des travailleurs C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

Groupe de l'Union française. — M. Djibo (C. G. T.).

Ont voté contre (112).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Compeyrot, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Léonet, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Gaussel, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Bertaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerié, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Delavignette, Lawrence, Rakotobé (C. F. T. C.).

Se sont abstenus (16).

Groupe de l'agriculture. — M. Blaise (F. O.).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. - F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Petters, Richard.

C. T. indépendats. — M. Dewez.

Groupe de l'Union française. — M. N'Diaye (C. G. T. - F. O.).

SCRUTIN N° 2

Sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 148

Ont voté pour..... 133
Ont voté contre..... 15

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (133):

Groupe des activité diverses. — MM. Colleville, Compeyrot, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Léonet, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, de Laulanié, Harasse, Gaussel, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Ferlet, Verret.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Bertaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerié, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagnard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, May, Philip, Sauvy, Soula.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reyiaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Petters, Richard.

C. T. indépendants. — M. Dewez.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron, Delavignette, Lawrence, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé.

Ont voté contre (15):

Groupe de l'agriculture. — M. Rius (C. G. T.).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leriche, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville.

Groupe de l'Union française. — M. Djibo (C. G. T.).

ANNEXES

NOTE DE PRESENTATION

En vue de suivre régulièrement l'évolution de la situation économique selon la mission qui leur a été confiée, les membres de la commission de la conjoncture économique et du revenu national du Conseil économique ont désiré recevoir une double information;

1. — Un *point mensuel de la situation économique* établi sur un mode schématique, et permettant, chaque mois, une *connaissance rapide* des données les plus récentes:

Niveau de l'activité et chômage.

Variation des prix et salaires.

Evolution des échanges extérieurs.

Données financières significatives.

Eléments de comparaison internationale.

2. — A la fin de chaque semestre, au moment de l'élaboration du rapport de conjoncture du Conseil, une *somme d'observations de base* détaillées, relatives aux derniers mois connus, et portant référence aux résultats des années antérieures. Le plan adopté est le suivant:

Présentation des observations de base *par* grande *division économique* classique (production, activité, transports, échanges extérieurs, prix, salaires, etc). (Partie A.)

Données étrangères comparatives, permettant de situer la conjoncture française par rapport à celle d'autres pays. (Partie B.)

L'existence de tables analytiques en tête de chaque partie permet de se référer très rapidement aux seules observations recherchées.

Dans le cadre de cette double série d'information, on trouvera ci-après:

Le *point mensuel de la situation économique* à la fin de juillet 1955.

Un *dossier d'observation de base*, portant sur la plus grande partie du 1er semestre 1955, avec référence aux années antérieures.

Ces documents comportent un caractère essentiellement descriptif et s'interdisent toute analyse des causes ou tout énoncé de solutions.

N. B. — Cette note n'est pas un document officiel du Conseil économique. Son seul objet est de répondre au désir exprimé par les membres de la commission de la conjoncture et du revenu national du Conseil économique, d'avoir chaque mois une connaissance rapide et objective des observations économiques les plus importantes.

Les données les plus récentes sont généralement provisoires.

ANNEXE I

POINT MENSUEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE A LA FIN DE JUILLET 1955

Résumé des observations présentées.

I. — Niveau de l'activité et chômage.

Situation agricole, 1er juillet:

Production végétale: prévisions de récolte égales (blé-oléagineux) ou supérieures (pommes de terre, textiles, raisin) à celles de 1954 (sauf betteraves).

Production animale: favorable, mais réserves de fourrages insuffisantes.

Activité industrielle:

Chômage: situation améliorée sur 1954 (sauf textile-habillement).

Transports: trafic S. N. C. F. en progrès accentué (+ 15,5 p. 100 au premier semestre).

Consommation d'électricité: avance de 10,5 p. 100 environ.

Stock houille-lignite aux mines: en diminution.

Ensemble de la production: + 10,5 p. 100 depuis janvier.

Energie: en progrès moins rapide en avril-mai (+ 4 p. 100 contre + 6 p. 100 au premier trimestre).

Industries d'équipement: en progrès accentué (sidérurgie et automobile surtout). — Avance sensible du bâtiment.

Industries de consommation: évolution inverse (progrès moins élevés qu'en 1954, engrais exceptés). — Stagnation du textile et nouveau recul du cuir.

Activité du commerce intérieur:

Chiffre d'affaires en progrès (sauf chaussures).

Liquidations judiciaires: + 25 p. 100 au premier trimestre; 3 p. 100 en avril-mai.

Activité de la main-d'œuvre:

Progrès de 2 p. 100 depuis un an (bâtiment et travaux publics: + 8 p. 100).

II. — Variation des prix et salaires.

Prix:

Indices d'ensembles:

Depuis un an, gros: — 1,5 p. 100 (alimentation — 3 p. 100); détail: + 1 p. 100.

Depuis janvier, gros: — 2 p. 100; détail: =

Fruits et légumes frais: recul au gros et au détail sur 1954 (— 5 à 6 p. 100).

Produits industriels pour l'agriculture: — 2 p. 100 (juin 1955/1954).

Salaires:

Salaires horaires bruts: progrès moyen de 5 p. 100 depuis un an (avril).

Salaires horaires et charges sociales: progrès moyen de 6 à 7 p. 100 depuis un an (mai) (construction électrique, fonderie, grosse forge).

Salaires mensuels nets: progrès moyen de 5 p. 100 depuis un an (avril).

III. — Evolution des échanges extérieurs.

Balance globale:

Couverture réduite au deuxième trimestre (99 p. 100 contre 103,5 p. 100 au premier trimestre).

En volume (premier semestre): progrès léger des importations (+ 5 p. 100). — Avance sensible des exportations (+ 13 p. 100).

Echanges avec l'étranger:

Couverture améliorée au deuxième trimestre (91,5 p. 100 contre 89,5 p. 100 au premier) (progrès en volume de 25 p. 100 des exportations le premier semestre) avec avance des importations (+ 6 p. 100).

Balance commerciale alimentaire: couverture à 129 p. 100 le premier semestre.

U. E. P.: situation constamment positive depuis octobre.

Produits fabriqués: en volume, avance très forte des importations le premier semestre 1955 (+ 28 p. 100).

Prix des matières premières importées:

Hausse en juillet.

IV. — Données financières significatives.

Finances publiques:

Rendement légèrement accru des impôts indirects (+ 2,5 p. 100) les cinq premiers mois 1955 et progrès des recettes budgétaires (+ 6,5 p. 100 au 30 avril).

Charges du Trésor en réduction.

Masse monétaire et crédit:

Expansion au profit de l'économie et doublement des réserves or-devises.

Epargne et marché financier:

Epargne liquide et marché fin, en net progrès.

Or et devises:

Or: recul accentué du napoléon.

Devises: baisse du dollar.

V. — Eléments de comparaison internationale.

Situation agricole: avance plus accentuée de la production alimentaire (par tête) au Royaume-Uni, en Belgique-Luxembourg, en Amérique du Nord et au Danemark par rapport à l'avant-guerre.

Chômage: autour de 1,5 p. 100 de la population active en France et 1 p. 100 au Royaume-Uni (4,5 p. 100 aux Etats-Unis et 6,9 p. 100 en Allemagne occidentale).

Production industrielle: avance générale en Europe les cinq premiers mois surtout en Allemagne (+ 16 p. 100), France (+ 10,5 pour 100) et Royaume-Uni (+ 8 p. 100). — Reprise aux Etats-Unis (+ 6,5 p. 100).

Prix: évolution récente non défavorable à la France, mais avance très nette par rapport à 1948.

Echanges extérieurs: progrès moins rapides de la France par rapport à l'Allemagne et aux Pays-Bas (volume des exportations).

Revenu national par tête (1953): la France est en dixième position dans le monde, très loin des Etats-Unis et du Canada, et dépassée par la Suède, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Danemark, la Belgique, la Norvège et le Royaume-Uni.

I. — NIVEAU DE L'ACTIVITE ET CHOMAGE

1° Situation agricole (1er juillet).

Végétaux: prévisions de récoltes égales (blé, oléagineux) ou supérieures (pommes de terre, textiles, raisins) à celles de 1954 (sauf betteraves).

Production animale: favorable, mais réserves de fourrages insuffisantes.

a) Végétaux

Blé: récolte probablement équivalente à celle de 1954 (105 millions de quintaux), avec rendements un peu plus faibles, mais surfaces plus élevées.

Sarclées:

Pommes de terre: prévision de récolte excellente.

Betteraves industrielles: probabilité de récolte moyenne.

Oléagineux: récoltes voisines de celles de 1954.

Textiles (lin et chanvre): prévisions de récoltes supérieures à celles de 1954.

Vignes: léger retard, mais conditions favorables, sauf en Champagne (effet des gelées antérieures).

Fruits: pêches en recul; probabilité de récolte meilleure pour le raisin.

b) Production animale.

Cheptel: élevage favorisé par l'état devenu favorable des herbages. Deuxièmes coupes de fourrages bonnes, mais réserves faibles (premières coupes mauvaises).

Lait: production légèrement supérieure à celle de l'an dernier.

2° Activité industrielle.

Chômage: diminution (sauf textile, habillement).

Transports: trafics S. N. C. F. en net progrès.

Electricité: avance moyenne de 10 p. 100.

Production: progrès de 10,5 p. 100 depuis janvier (plus accentué pour les industries d'équipement).

a) Chômage

15 juillet: situation améliorée (sauf textile-habillement).

			1er juil. 1955. / 1er juil. 1954.	15 juil. 1955 / 15 juil. 1954.
1. *Chômeurs secourus*....	50.650	(15 juil.) (59.360)	— 15,5 p. 100	1 p. 100
Fonds de chômage..	794		»	
Placement:				
Demandes non satisfaites	112.920	(1er juil.)	— 10 p. 100	
Offres non satisfaites	23.970		+ 89 p. 100	

Rapport demandes/offres: 1 offre pour 6 demandes contre 1 p. 12 1/2 au 1er juillet 1954.

Chômage réel estimé: 240.000 environ (sur la base des demandes non satisfaites 1,5).

2. *Chômage partiel.*	1er trim. 1955. / 1er trim. 1954.	Avril 1955. / Avril 1954.
Chômage partiel indemnisé (journées-ouvriers)	— 1 p. 100.	+ 23 p. 100.
Nombre de salariés ayant travaillé moins de 40 h.....	— 7,5 p. 100.	+ 5,5 p. 100.
Textiles-habillement		+ 37 p. 100.

3. *Activités les plus atteintes.*

En pourcentage de la population active salariée.

Dans chaque activité (1er juin 1955).

	Chômage secouru.	Demandes d'emploi.
Spectacles	3,8 p. 100.	16,1 p. 100.
Manutention	2,1 p. 100.	5,7 p. 100.
Textiles, tissus.....	1,8 p. 100.	4,8 p. 100.
Cuirs et peaux.....	1,3 p. 100.	2,6 p. 100.
Construction et bâtiment....	0,6 p. 100.	1,7 p. 100.
Services et domestiques.....	0,4 p. 100.	1,8 p. 100.
Emplois de bureau.....	0,35 p. 100.	1,2 p. 100.
Pêche et navigation.....	0,5 p. 100.	1,2 p. 100.
Ensemble	0,52 p. 100.	1,6 p. 100.

Chômage partiel indemnisé.

(Journées-ouvriers = 1.000.)

Aggravation dans le textile.

	Avril 1955	Avril 1954	
Activités les plus atteintes	334	272	(+ 23 %)
Textiles et annexes	250	152	(+ 64 %)
Habillement et travail des étoffes	37	35	(+ 6 %)
Chaussures	25	40	(— 37 %)

b) TRANSPORTS

1. *Trafic S. N. C. F.:* en progrès accentué.

	1953/1952	1954/1953	1955-1954 1er sem.	1955-1954 Juillet
Tonnage chargé (et entré chargé)	— 6 %	+ 7 %	+ 15,5 %	+ 21,5 % (22 jours.)
Recettes au tarif actuel	»	+ 4,5 %	+ 6 %	+ 6 %
Recettes brutes	— 4 %	+ 4,5 %	+ 6 %	+ 4,8 % (8 jours.)

2. *Transports fluviaux:*

	1953 (moy. hebd.)	1954 (moy. hebd.)	1955-1954 1er sem.	1955-1954 Juillet
Nombre de bateaux affrétés	1.758	1.818 (+ 4 %)	+ 7,5 %	— 3 % (9 jours.)

c) CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

(Avance de 10 p. 100.)

1952/1951	1953/1952	1954/1953	1er semestre 1955. / 1er semestre 1954.	Juillet 1955. / Juillet 1954.
+ 7 %	+ 1 %	+ 9 %	+ 10 %	+ 9,8 % (28 jours.)

d) STOCK MARCHAND DE HOUILLE ET LIGNITE

(Aux mines: forte baisse.)

1953 (moy. hebd.)	1954 (moy. hebd.) (1.000 tonnes).	1er semestre 1955. (moyenne).	Juillet (24 jours).
2.194	2.632 (+ 20 %)	2.616	2.001

e) EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ensemble: avance de 7,5 p. 100 en avril-mai (+ 12,5 p. 100 au premier trimestre 1955-1954).

Energie: progrès moins élevé en avril-mai (4 p. 100, contre 6 p. 100 au premier trimestre).

Industries d'équipement: en forte augmentation (sidérurgie + automobile surtout, et même bâtiment) (15 à 20 p. 100).

Industrie de consommation: évolution inverse (progrès moins élevés qu'en 1954, engrais exceptés).

Stagnation du textile et nouveau recul des cuirs.

1. *Ensemble:* avance de + 7,5 p. 100 en avril-mai (+ 12,5 p. 100 au premier trimestre 1955-1954) (bâtiment exclu).

Niveau atteint en 1954. 1929	1938	1953	1954	1954/1929	1954/1953	Evolution récente. 1er trimestre. 1954	1955	2e trimestre. 1954	1955
125	106	141	154	+ 23 %	+ 9 %	150	169 (+ 12,5 %)	159	172 (+ 8 %)

2. *Energie:* progrès moins élevé en avril-mai (4 p. 100 environ, contre 6 p. 100 au premier trimestre).

	1929/—	1954/—	1954/1953	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril-Mai 1955. / Avril-Mai 1954.
Ensemble	95	164	+ 6 %	+ 6 %	+ 4 %
Charbons	120	114	+ 2 %	»	+ 3 %
Electricité	76	218	+ 10 %	+ 10,5 %	+ 8 %
Pétrole	10	383	+ 10 %	+ 11,5 %	7,5 % (avril.)

3. *Equipement* (avance d'ensemble probable de 15 à 20 p. 100 les cinq premiers mois plus forte pour la sidérurgie et l'automobile). Progrès sensible du bâtiment (+ 8,5 p. 100 au 1er trimestre), mais recul considérable de l'aéronautique en avril-mai.

(1938 = 100.)

Niveau atteint en 1954.

	1929/—	1954/—	1954/1953
Ensemble	157	165	+ 8 %
Sidérurgie	»	165	+ 4 %
Automobile	»	240	+ 25 %
Ciments	»	263	+ 3,5 %
Extraction de matériaux de construction	134	152	— 1 %
Extraction de minerais métalliques	147	134	+ 1,5 %
Caoutchouc	90	229	+ 14,5 %
Bâtiment et travaux publics	190	138	+ 2 %
Aéronautique	»	68	— 24 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril-mai 1955. / Avril-mai 1954.
Ensemble	+ 17 %	
Sidérurgie	+ 29 %	+ 29 %
Automobile	+ 19 %	+ 14,5 %
Ciments	+ 17 %	+ 13,5 %
Extraction de matériaux de construction	+ 16,5 %	+ 19 % (avril)
Extraction de minerais métalliques	+ 11 %	+ 14,5 %
Caoutchouc	+ 7,5 %	+ 6,5 %
Bâtiment et travaux publics	+ 8,5 %	+ » %
Aéronautique	+ 7 %	— 53 %

4. *Industries de consommation:* évolution inverse de celle des industries d'équipement (progrès moins élevés qu'en 1954, sauf pour les engrais). Stagnation du textile et nouveau recul du cuir.

(1938 = 100.)

Niveau atteint en 1954.

	1929/—	1954/—	1954/1953
Ensemble	105	128	+ 12,5 %
Engrais	»	164	+ 15 %
Verre	161	171	+ 9,5 %
Industries chimiques	113	178	+ 15,5 %
Papiers-cartons	63	143	+ 15,5 %
Cuirs	117	65	+ 10 %
Textile	129	115	+ 7,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril-mai 1955. / Avril-mai 1954.
Ensemble	+ 9 %	»
Engrais	+ 13 %	+ 25 %
Verre	+ 10,5 %	+ 6,5 %
Industries chimiques	+ 12,5 %	+ 12,5 %
Papiers-cartons	+ 6,5 %	+ 6,5 %
Cuirs	+ 3,5 %	— 10,5 %
Textiles	=	=

3° Activité du commerce intérieur.

Chiffres d'affaires en progrès (sauf chaussures).

Liquidation judiciaire: + 25 p. 100 au 1er trimestre; — 3 p. 100 en avril-mai.

a) Variation des chiffres d'affaires moyens quotidiens du commerce de détail.

1. *Commerces alimentaires.*

Evolution récente.

	1953/1952	1954/1953
Coopératives de consommation	+ 7,5 %	+ 8 %
Sociétés à succursales multiples	+ 7 %	+ 8,5 %
Autres	+ 4 %	+ 8 %
Détaillants (ensemble)	+ 5 %	+ 8 %

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril-mai 1955. / Avril-mai 1954.
Coopérative de consommation...	+ 7,5 %	»
Sociétés à succursales multiples..	+ 10 %	+ 9,5 %
Autres	+ 7 %	»
Détaillants (ensemble).....	»	»

	1953. / 1952.	1954. / 1953.
2. *Commerces non alimentaires:*		
Grands magasins de Paris.....	+ 4 %	+ 9,5 %
Textiles (habillement).....	— 1 %	+ 4,5 %
Chaussures	+ 0,5 %	+ 4 %
Ameublement	— 2 %	+ 7,5 %
Droguerie, quincaillerie.....	+ 0,5 %	+ 5,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril 1955. / Avril 1954.
Grands magasins de Paris.....	+ 13,5 %	+ 14,5 %
Textiles (habillement).....	+ 8 %	+ 1 %
Chaussures	— 8,5 %	+ 4 %
Ameublement	+ 10 %	+ 5 %
Droguerie, quincaillerie.....	+ 9 %	+ 10,5 %

	1953. / 1952.	1954. / 1953.
b) Coiffeurs	+ 7 %	+ 8 %
c) Tirage des quotidiens parisiens.....	+ 3	+ 3,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril 1955. / Avril 1954.
b) Coiffeurs	»	»
c) Tirage des quotidiens parisiens.....	+ 9 %	+ 5 %

	1953 / 1952	1954 / 1953
d) Recette des spectacles à Paris.....	+ 3 %	+ 9 %
e) Faillites	+ 12 %	+ 10 %
Liquidations judiciaires.....	+ 9,5 %	+ 14,5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1955. / 1er trimestre 1954.	Avril-mai 1955. / Avril-mai 1954.
d) Recette des spectacles à Paris.....	+ 5,5 %	— 0,5 %
e) Faillites	+ 0,5 %	— 1 %
Liquidations judiciaires	+ 25 %	— 3,5 %

4. Activité de la main-d'œuvre.

Progrès de 2 p. 100 depuis un an (effectifs)
(Bâtiment et travaux publics: + 8 %).

Niveau atteint en 1954.

	1953.	1954.	
a) Durée du travail.....	44 h. 2	45 h. 2	(+ 1 %)
Indice 1938 = 100.....	(114)	(115)	
(1938 = 100.)			
b) Effectifs	109,1	110,2	(+ 1 %)
c) Activité:			
Nombre d'heures-ouvrier effectuées.	124,5	126,5	(+ 1,5 %)
Activité:			
Industries de transformation.....	135	138,5	(+ 2,5 %)
Transports	96	93,5	(— 2,5 %)
Activités commerciales et libérales.	107	109	(+ 2 %)
Bâtiment et travaux publics.....	181	193,5	(+ 7 %)

Evolution récente.

	Avril 1955.	Avril 1955. / Avril 1954
a) Durée du travail.....	45 h. 1	»
b) Effectifs	111,5	+ 2 %
c) Activité:		
Nombre d'heures-ouvrier effectuées.....	128	+ 2 %
Activité:		
Industries de transformation.....	141	+ 3,5 %
Transports	91,5	— 2 %
Activités commerciales et libérales.....	110	+ 2 %
Bâtiment et travaux publics.....	203	+ 8 %

II. — VARIATION DES PRIX ET DES SALAIRES

1° Variation des prix.

Indices d'ensemble:

Depuis un an: gros, — 1,5 p. 100 (alimentation, — 3 p. 100; détail, + 1 p. 100).

Depuis janvier: gros, — 2 p. 100; détail, = 2 p. 100.

Fruits et légumes frais: recul au gros et au détail sur 1954 (— 5 à 6 p. 100).

Produits indispensables pour l'agriculture: — 5,5 p. 100 (mars 1955/1954).

DÉSIGNATION	DERNIER indice (juin 1955) (1949 = 100) (provisoire).	ÉVOLUTION par rapport à 1952/1953. 1954 / 1953	ÉVOLUTION par rapport à 1952/1953. Depuis le max. 1952.	ÉVOLUTION récente. Depuis un an.	ÉVOLUTION récente. Depuis janv. 1955.
	(Chiffres arrondis.)	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
a) *Prix de gros.*					
1. Alimentation	119	— 0,5	— 12	— 3	— 4
2. Combustibles, énergie	138,5	»	— 5	»	— 0,5
3. Produits industriels.	141,5	— 3	— 15,5	»	»
4. Matières premières industrielles importées	112,5	— 1,5	— 23,5	— 1,5	+ 1
Indice général.....	133	— 1,5	— 12,5	— 1,5	— 2
Fruits et légumes frais (Paris)	137,5	+ 12	+ 5,5	— 6	+ 15

DÉSIGNATION	DERNIER indice. (1949 = 100) (provisoire).		ÉVOLUTION par rapport à 1952/1953. 1954 / 1953	ÉVOLUTION par rapport à 1952/1953. Depuis le max. 1952.	ÉVOLUTION récente. Depuis un an.	ÉVOLUTION récente. Depuis janv. 1955.
			P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100.
b) *Prix de détail.*						
1. Alimentation:						
Paris	136	(juin)	— 1,5	— 6	»	— 0,5
Province	136,5	(mai)	— 1,5	— 3,5	+ 0,5	»
2. Chauffage, éclairage:						
Paris	168,5	(juin)	»	— 3,5	— 0,5	— 2,5
Province	172	(mai)	+ 0,5	— 1	»	— 1,5
3. Objets manufacturés:			»			
Paris	126,5	(juin)	»	— 6	»	»
Province	128	(mars)	— 1	— 9,5	— 0,5	»
4. Services:						
Paris	197	(juin)	+ 3,5	+ 12	+ 5,5	»
Province	196,5	(mars)	+ 5	+ 12	+ 5	+ 2
Indice d'ensemble:						
Paris	144,5	(juin)	»	— 2,5	+ 0,5	— 0,5
Province	145	(mars)	+ 0,5	— 1	+ 1,5	»
Fruits et légumes frais:						
Paris	158,5	(juin)	+ 12	+ 5,5	— 7,5	+ 19
Province	145	(mai)	— 11	+ 3	— 4	+ 9,5

DÉSIGNATION	DERNIER indice (1949 = 100) (juin).	ÉVOLUTION par rapport à 1952-1953.		ÉVOLUTION récente.	
		1954 / 1953.	Depuis le max. 1952.	Depuis un an.	Depuis déc. 1954.
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
c) *Prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles*	128,7	— 4	— 16	— 2,1	— 2
Prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager..	147	— 1,5	— 4,5	»	»
Prix client, départ usine des véhicules à moteur..	143,3	— 1	— 5	— 2	— 0,5

d) *Variation des budgets-types à Paris* (juin 1954 à juin 1955):

I. O. E. (1) (célibataire)	+ 3,5 %
C. G. T.-F. O. (célibataire)	+ 1 %
C. G. T. (célibataire)	+ 0,5 %
U. N. A. F. (famille) (2)	+ 0,5 %
Indice I. N. S. E. E.....	+ 0,5 %

(1) Institut d'observation économique (budget du manœuvre).

(2) D'après salaire horaire, durée du travail, prestations familiales, prime de transport, retenues de sécurité sociale et surtaxe progressive (manœuvre et professionnel).

2° Evolution des salaires.

Salaires horaires bruts: progrès de 5 p. 100 depuis un an (avril).

Salaires mensuels nets: progrès moyen de 5 p. 100 depuis un an (avril).

(1949 = 100.)	1953	1954	ÉVOLUTION RÉCENTE 1955		Variation depuis un an.	
	(Moyenne mensuelle.)		Janvier.	Avril.	Janvier.	Avril.
					P. 100.	P. 100.
a) *Salaires horaires.*						
Salaires horaires bruts (ministère du travail)	167	179 (+7 %)	184,5	186	+ 8	+ 5
Salaires horaires plus charges sociales:				(Mai.)		(Mai.)
Construction électrique	178	184 (+3,5%)	191	194,5	+ 6	+ 6
Fonderie	164,5	171 (+4 %)	177,5	183,5	+ 6	+ 7,5
Grosse forge...	181	183 (+1 %)	189,5	193,5	+ 4,5	+ 7
b) *Salaires mensuels nets.*						
(Zone O, ministère du travail, I.N.S.E.E.) (1):				(Avril.)	(Janv.)	(Avril.)
Célibataire ...	175	189 (+6 %)	195	197	— 6	+ 5,5
Père de deux enfants	167	176 (+5,5%)	180	182	+ 4,5	+ 4,5
Père de cinq enfants	159	169 (+6,5%)	175	175	+ 6	+ 6

(1) Union nationale des associations familiales (budget d'une famille de quatre personnes).

III. — EVOLUTION DES ECHANGES EXTERIEURS

1° Evolution globale.

Couverture réduite au deuxième trimestre (99 p. 100 contre 103,5 p. 100 au premier trimestre.

En volume (6 mois 1955): léger progrès des importations (+ 4,5 p. 100), avance des exportations (+ 13 p. 100).

a) *Couverture à 101 p. 100 le premier semestre 1955.*

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE 1955	
	1953	1954	1er trim.	2e trim.
	(Milliards de francs.)			
Importations	121,5	127 (+4,5%)	132	145,5
Exportations	117	126 (+7,5%)	136,5	143,5
Solde.....	— 4,5	—1	+ 4,5	—2
Couverture en pourcentage	96 %	99,5 %	103,5 %	99 %
	(1949 = 100)			
Termes de l'échange..	96	92 (—4 %)	90	»

b) *En volume, progrès sensible des exportations.* (1949 = 100).

	1953	1954	PREMIER SEMESTRE 1954	PREMIER SEMESTRE 1955
Importations	126	132 (+ 5 %)	139	145 (+ 4,5%)
Exportations	150	170 (+13,5%)	167	189 (+13 %)

Couverture améliorée au deuxième trimestre (91,5 p. 100 contre 69,5 p. 100 au premier).

2° Echanges avec l'étranger.

Exportations supérieures, en volume, de 25 p. 100 à celles de 1954 (1er semestre) (exp. agric. surtout).

a) *Couverture à 91.5 p. 100 au deuxième trimestre (1er trimestre: 89,5 p. 100) malgré le progrès des importations.*

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE 1955	
	1953	1954	1er trim.	2e trim.
	(Milliards de francs.)			
Importations	91	92,5 (+1,5%)	99	109
Exportations	74	80,5 (+9 %)	88,5	99,5
Solde.....	— 17	— 12	— 10,5	— 9,5
Couverture en pourcentage.....	81,5 %	87 %	89,5 %	91,5 %

b) *Déficit maintenu avec la zone sterling, mais position positive depuis octobre de la zone franc à l'U. E. P.*

	1950	1953	1954	1955 1er trim.	1955 2e trim.
	(Moyenne mensuelle.)			(Moyenne mensuelle.)	
Solde sterling (milliards de francs)....	— 5,8	— 18,8	— 14,5	— 14,1	— 16,8
Couverture en pourcentage (or exclu)..	67 %	35 %	46,5 %	54,5 %	50 %
				(Millions de dollars.)	2e trim.
U. E. P. (zone franc).	»	»	»	+ 16,6	+ 13,5

En volume, sur la base 1949 = 100, progrès léger des importations le premier semestre et avance sensible des exportations (+ 26 p. 100).

	1953	1954	5 MOIS 1954	5 MOIS 1955
Importations	127	130 (+ 2,5%)	136	144 (+ 6%)
Exportations	162	190 (+17,5%)	184	230 (+25%)

c) *Evolutions significatives des échanges avec l'étranger.*

Balance alimentaire: couverture à 129 p. 100, le premier semestre 1955.

Produits fabriqués: avance très forte des importations le premier semestre 1955 (+ 30 p. 100). Dégradation des termes de l'échange.

	TENDANCE ANNUELLE 1952	1953	1954	EVOLUTION RECENTE 1955 (1er semestre).
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
Balance commerciale alimentaire, pourcentage couverture	47	60	110	129 p. 100

	1953	1954	1954	1955
Produits fabriqués:	(1949 = 100.)		(1er semestre.)	
Importations	136	143 (+ 5 %)	140	179 (+28 %)
Exportations	129	135 (+12,5%)	133	155 (+16,5 %)
			(1er trimestre.)	
Terme de l'échange (or exclu)	91	86 (— 5,5%)	87	83 (— 4,5 %)

3° **Evolution du prix des matières premières importées.**

Hausse en juillet.

	1951	1953	1954	1955 1er semestre.	1955 Juillet (15 jours).
a) Prix, en France, des matières premières industrielles importées, indice I.N.S.E.E. (1949 = 100)	212	145	153	141	»
b) Indice Moody's des prix de gros à New-York (31 décembre 1931 = 100)	489	412	423	404,5	404,8
c) Indice Reuter des prix à l'importation en Grande-Bretagne (18 septembre 1931 = 100)	606	494	488	498	501,1

IV. — DONNEES FINANCIERES SIGNIFICATIVES

1° **Finances publiques.**

Charges du Trésor en réduction.
Progrès léger des impôts directs (+ 2,5 p. 100).

a) *Rendement des impôts indirects.*

	1954/1955	EVOLUTION RÉCENTE 5 mois 1955 / 5 mois 1954	Réalisations / Prévisions
	P. 100.	P. 100.	
1. Contributions indirectes (alcool, garanties)	— 10,5	+ 1	»
2. Taxes sur le chiffre d'affaires:			
Taxe à la valeur ajoutée.....	+ 6	+ 4,5	»
Taxe sur les transactions.....	+ 3,5	— 2	»
	+ 5,5	+ 3	»
3. Taxes uniques (vin, viande).....	+ 0,5	— 5,5	»
Ensemble.....	+ 4	— 2,5	»

b) *Résultats de l'exercice budgétaire.*

	1954	1955
	(31 mai.)	
1. Dépenses.....	1.351	1.308
2. Recettes.....	1.309	1.402 (+ 7 %)
Solde.....	— 42	+ 94

c) *Situation du Trésor.*

	1954	1955
	(30 avril.)	
1. Charges:		
Budget et invest. (déficit, période compl. inclus).....	146	24
Comptes spéciaux (solde).....	2	56
	148	80
2. Ressources:		
Bons du Trésor.....	101	7
Emprunts à long et moyen terme.....	42	91
Autres opérations.....	— 5	— 18
	148	80
Evolution de la dette intérieure de l'Etat (depuis le 1er janvier).....	+ 60	+ 37

2° Masse monétaire et crédit.

Expansion au profit de l'économie et doublement des réserves or-devises (87 p. 100).

a) *Evolution globale* (Banque de France et banques).

	31 MAI 1954	31 MAI 1955	VARIATIONS 5 mois 1955 / 5 mois 1954
	(Milliards.)		
1. Disponibilités:			
Billets	2.324	2.572 (+ 10,5 %)	Masse monétaire + 14 p. 100.
Dépôts à vue	2.391	2.822 (+ 18 %)	
Masse monétaire	4.743	5.438 (+ 14,5 %)	Rotation (comptes créditeurs): — 5,5 pour 100.
Dépôts à terme	(149)	(179) (+ 20 %)	
2. Contrepartie:			Produits industriels + 10,5 p. 100.
Or et devises	299	560 (+ 87 %)	
Créances sur le Trésor	2.016	2.145 (+ 6,5 %)	Prix (moyen, gros, détail): =
Crédits à l'économie (ajustement)	2.552 (+ 25)	2.929 (+ 15 %) (—17)	

b) *Variation des principaux postes du bilan de la Banque de France.*

(Situations en fin de période.)

	1954 / 1953	1er trimestre.	2e trimestre.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Actif:			
Réserves or-change	+ 75	+ 86	+ 99
Créances sur l'Etat	— 4,5	— 12	— 8,5
Crédits à l'économie	+ 12,5	+ 19,5	+ 9,5
Passif:			
Billets en circulation	+ 10	+ 11	+ 10,5
Comptes créditeurs	— 6	— 11	+ 16,5
Total engagements à vue.	(+ 9,5)	(+ 11)	(+ 11)

c) *Crédit agricole* (solde fin de mois).

	1954 / 1953	1er TRIM. 1955 / 1er TRIM. 1954	AVRIL-MAI 1955 / AVRIL-MAI 1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Dépôts	+ 16	+ 18	+ 17
2. Prêts	+ 16	+ 12,5	+ 15

3° Epargne et marché financier.

Epargne liquide et marché financier en net progrès.

a) *Epargne liquide.*

	(30 avril) 1954	(30 avril) 1955
	(Milliards de francs.)	
1. Dépôts dans les caisses d'épargne	1.108 1.113 (31/3)	1.330 (+ 20 %) 1.336 (31/5)
2. Bons du Trésor et bons de la Défense nationale (particuliers et entreprises).	640	788 (+ 23 %)
3. Dépôts à échéance dans les banques	147	173
	1.895	2.291 (+ 21 %)

b) *Marché financier.*

	PREMIER TRIMESTRE 1954	PREMIER TRIMESTRE 1955
	(Milliards de francs.)	
Emissions publiques:		
Trésor	17	34 (× 2)
Entreprises nationalisées Autres	47	46 (— 2 %)
	64	80 (+ 25 %)
Emissions privées:		
Actions	17,5	36,5 (× 2)
Obligations	4	9,5 (× 2)
Parts sociétés à responsabilité limitée.	2,5	3 (+ 20 %)
	24	49 (× 2)

Total des émissions: 129 millards au 1er trimestre 1955 contre 88 en 1954 (+ 46 p. 100).

c) *Indices boursiers* (1949 = 100).

	ÉVOLUTION RÉCENTE 1954 (moy.)	1955 1er sem.	1955 Juillet (29 jours).	VARIATIONS 1955 (6 mois). 1954	1938
1. Valeurs françaises à revenu variable (295)	214	301	297	+ 41	× 34 ¼
Métropolitaines (185)	248	362	357	+ 46	× 37
Outre-mer (90)	153	175	165,7	+ 14,5	× 21
Sociétés françaises à l'étranger (20)	105	124	122,9	+ 18	× 19 ¼
2. Valeurs étrangères à revenu variable (25)	173	225	236,2	+ 30	× 15 ¼
3. Valeurs à revenu indexé (secteur industriel public)	153	180	187,9	+ 17,5	»

4° Or et devises.

Or: recul accentué du Napoléon.
Devises: baisse du dollar.

	COURS officiel.	COURS LIBRE Maximum 1952	Moyenne 1954	1er sem. 1955.	Juillet 1955. (27 jours).
1. Or:					
Gramme	393	631	424	425	420,4
Napoléon	(1) 2.266	5.040	2.754	2.583	2.500

	COURS libre.	COURS PARALLELE Maximum 1952	Moyenne 1954	1er sem. 1955.	Juillet 1955. (27 jours).
2. Devises:					
Dollar U. S. A.	350	486	369	369	364,7
Livre sterling	(2) 280	1.110	995	990	100,0
Franc suisse	80	111	86	86,7	86,50

(1) D'après le cours d'achat de l'or par la Banque de France.
(2) Cours officiel.

V. — ELEMENTS DE COMPARAISON INTERNATIONALE

(Evolution en ordre de grandeur, les indices ou données n'étant pas exactement comparables.)

1° Niveau de l'activité et chômage.

a) Situation agricole

Indices de la production alimentaire par tête (F. A. O.) pour quelques pays en 1954 (campagne 1953-1954).

(1934-1938 = 100.)

1. Turquie	143	Grèce	= 109
2. Royaume-Uni	121	Moyen-Orient	= 108
3. Belgique-Luxembourg	119	Afrique	= 105
4. Amérique du Nord	119	Amérique latine	= 96
5. Danemark	112	Océanie	= 93
6. France	111	Extrême-Orient	= 87
7. Italie	110		
8. Pays-Bas	103		
9. Allemagne de l'Ouest	94		

Production de blé.

(En millions de quintaux.)

	1935-1938	(1953-1954)		1934-1938	(1953-1954)
1. Etats-Unis	195	262 (+34%)	4. Canada	72	81 (+12,5%)
2. France	81	105 (+29%)	5. Italie	72	73 (=)
3. Allemagne occident.	25	29 (+16%)			

b) Activité industrielle

1. *Chômage.*

	4 premiers mois 1955. (Moyenne.)	Pourcentage approximatif de la population active. 1954	4 premiers mois 1955.
Etats-Unis	3.200.000	5 %	4,5 %
Allemagne occid.	1.475.000	5 %	6 %
Royaume-Uni	277.000	1,5 %	1 %
France	(3) 300.000	1,5 %	1,5 %

2. *Production* (évolution très approximative des indices).

Niveau atteint en 1954.

1929 = 100.		1938 = 100.	
1. Canada	170	1. Etats-Unis	260
2. Suède	262	2. Canada	240
3. Etats-Unis	190	3. Allemagne occidentale (1).	177
4. Allemagne occ.	187	4. Suède	170
5. Italie	171	5. Italie	170
6. Royaume-Uni	(120)	6. France	154
7. France	(120)	Europe occidentale	150

Evolution récente.

	5 mois 1955. / 5 mois 1954.
1. Allemagne occidentale	+ 16 %
2. France	+ 10,5 %
3. Etats-Unis	+ 8 %
4. Royaume-Uni	+ 6,5 %

2° Variation des prix et des salaires.

a) Prix

Hausse fin 1954 par rapport à 1948.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. Royaume-Uni	+ 53 %	1. France	+ 68 %
2. France	+ 52 %	2. Royaume-Uni	+ 35 %
3. Canada	+ 11 %	3. Canada	+ 21 %
4. Allemagne occidentale.	+ 10 %	4. Italie	+ 21 %
5. Belgique	+ 6 %	5. U. S. A.	+ 11 %
6. Etats-Unis	+ 5 %	6. Allemagne occidentale.	+ 10 %
7. Suisse	=	7. Belgique	+ 7 %
8. Italie	— 2 %	8 Suisse	+ 6 %

Variation avril 1954 à avril 1955.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. France	— 1,5 %	1. Belgique	— 1,5 %
2. U. S. A.	— 0,5 %	2. Etats-Unis	— 0,5 %
3. Canada	=	3. Canada	+ 0,5 %
4. Suisse	=	4. Suisse	+ 1 %
5. Italie	+ 0,5 %	5. Allemagne occidentale.	+ 1 %
6. Royaume-Uni	+ 1,5 %	6. France	+ 1,5 %
7. Belgique	+ 2 %	7. Italie	+ 3,4 %
8 Allemagne occidentale.	+ 2,5 %	8. Royaume-Uni	+ 3,5 %

b) Salaires horaires ouvriers

Comparaison au taux de change très approximative (I.N.S.E.E.).

(Octobre 1953)

	En francs.	Indices (2) (France = 100)		En francs.	Indices (2) (France = 100)
Etats-Unis	633	445	France	141	100
Suède	241	170	Allemagne-occidentale	131	96
Suisse	192	135	Italie	94	72
Royaume-Uni	170	120	Pays-Bas	94	68
Belgique	144	101	Espagne	66	62

3° Echanges extérieurs.

Pourcentage de couverture.

1er trimestre 1955.

1. Etats-Unis	136 %	5. Suisse	86 %
2. Allemagne occidentale	107 %	6. Pays-Bas	81 % (2 mois)
3. France	103,5 %	7. Royaume-Uni	77 %
4. Belgique	98 %	8. Italie	62 %

Volume des exportations.

	1954 janv. / 1953 janv.	Fév. 1955. / Fév. 1954.		1954 janv. / 1953 janv.	Fév. 1955. / Fév. 1954.
1. Allemagne occidentale	+ 24 %	+ 24 %	5. Royaume-Uni	+ 6 %	+ 13 %
2. Pays-Bas	+ 21 %	+ 14 %	6. Suisse	+ 2 %	+ 11,5 %
3. France	+ 13,5 %	+ 15 %	7. Etats-Unis	— 4 %	+ 5,5 %
4. Canada	— 3,5 %	+ 13,5 %	8. Italie	— 4 %	+ 3,5 %

4° Données financières.

1. *Pourcentage approximatif des dépenses publiques totales des Etats couvertes par les recettes fiscales en 1954* (commission économique pour l'Europe).

1. Royaume-Uni	90 %	6. Italie	81 %
2. Norvège	88 %	7. Pays-Bas	79 %
3. Suisse	87 %	8. Belgique	75 %
4. Allemagne occidentale	82 %	9. France	70 %

2. *Réserves or-devises* (en millions de dollars).

	1954 (fin de période.)	1955 (fin de période.)		1954 (fin de période.)	1955 (fin de période.)
Etats-Unis	21.790	21.760	Canada	1.950	1.880
Allemagne occidentale	2.680	2.760	Inde	1.780	1.780
Royaume-Uni	2.760	2.685	France	1.370	1.475 (février)

3. *Investissements.*

Formation brute de capital en pourcentage du produit national brut (O. E. C. E.).

	(1952)		
		Pays-Bas	17 %
Allemagne occidentale	25 %	France	16 %
Italie	22 %	Belgique	15 %

5° Revenu national.

Revenu national par habitant en 1953 (source O. N. U.)

(En dollars) (francs = 100).

1. Etats-Unis	1.905	(275)	7. Royaume-Uni	795	(115)
2. Canada	1.310	(190)	8. Danemark	740	(106)
3. Suède	990	(145)	9. Belgique, Norvège.	700	(102)
4. Suisse	985	(142)			
5. Nouvelle-Zélande.	955	(137)	10. France	695	(100)
6. Australie	940	(135)	11. Finlande	640	(92)

(1) 1936 = 100.
(2) Gratifications exceptionnelles incluses.
(3) Demandes d'emploi non satisfaites : 1,5.
(4) Allemagne occidentale depuis 1936.

ANNEXE II

Observations de base.

A. — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

CADRE DE PRESENTATION

Pages.

I. — **Population.**

1° Données démographiques

a) Nuptialité 502
b) Natalité 502
c) Mortalité 502
d) Population totale 502

2° Observations générales

3° Population active

a) Premiers résultats du recensement de 1954 503
b) Immigration 503

II. — **Activité et production.**

1° Résultats agricoles

a) *Production végétale:*

1. Blé 503
2. Céréales secondaires 503
3. Sarclées 503
   Pommes de terre 503
   Betteraves industrielles 503
4. Oléagineux 504
5. Légumes secs 504
6. Plantes industrielles 504
7. Production fourragère 504
8. Cultures maraîchères 504
9. Cultures fruitières 504
10. Vin 504

b) *Production animale:*

1. Lait 504
2. Viande 504

c) *Observations générales:*

Indices d'ensemble de la production agricole 504

2° Pêches maritimes 504

Pages.

3° Production industrielle

a) *Evolution d'ensemble annuelle* 505

b) *Energie:*

1. Présentation d'ensemble 505
2. Charbon 505
3. Electricité 506
4. Gaz 506
5. Pétrole 506

c) *Matières premières:*

1. Ensemble 506
2. Extraction des minerais métalliques 506
3. Extraction des matériaux de construction 507

d) *Produits industriels d'équipement:*

Ensemble 507

Production des métaux.

1. Sidérurgie 507
2. Métallurgie des métaux non ferreux 508

Transformation des métaux:

1. Première transformation 508
2. Fonderie 508
3. Machines agricoles 508
4. Automobiles 508

Industrie du verre 509
Bâtiments et travaux publics 509
Caoutchouc 509

e) *Produits industriels de consommation:*

Ensemble 509
Extraction et préparation de minéraux divers 509

Industries chimiques et assimilés:

1. Industries chimiques 509
2. Engrais 509
3. Tabacs et allumettes 510

Industrie textile:

1. Laine 510
2. Coton 510
3. Autres textiles 510

Corps gras 510
Papiers et cartons 511
Cuirs et peaux 511

f) *Indications sur l'industrie cinématographique* 511

g) *Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle* 512

h) *Indice du secteur public:*

1. Composition 513
2. Evolution 513

Pages.

4° Activité

a) *Evolution d'ensemble (toutes activités)* 513

1. Effectifs 513
2. Durée du travail 513
3. Niveau de l'activité 513

b) *Evolution par secteur ou branche d'activité:*

1. Energie 514
2. Industrie d'équipement 514
3. Industrie de consommation 515
4. Industrie de transformation 516
5. Transports 516
6. Activités commerciales et libérales 516

c) *Emploi et chômage:*

1. Chômeurs secourus 517
2. Fonds de chômage ouverts 517
3. Demandes d'emploi non satisfaites 517
4. Chômage partiel 518
5. Conflits de travail 518

d) *Activité générale* 518

5° Productivité

a) *Evolution de la productivité de 1949 à 1953:*

1. Productivité globale dans l'industrie française 519
2. Productivité globale à l'échelle mondiale 520

b) *Indices* (1949 = 100) 520

c) *Productivité agricole* (1934-38 = 100) 521

6° Echanges extérieurs en nature

a) *Résultats globaux:*

1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations 521
   Quantités 521
   Valeurs 521
   Indices des volumes 521
2. Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 522
3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination 522
4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation 522

b) *Echanges agricoles en nature:*

Echange de produits végétaux 523
1. Blé 523
2. Céréales secondaires 523
3. Sarclées 523
4. Oléagineux 523
5. Légumes secs 524
6. Légumes frais 524
7. Fruits 524
8. Plantes industrielles 524
9. Vin 524

Echanges de produits animaux:

1. Lait et produits laitiers 525
2. Viande 525

c) *Echanges industriels:*

Energie:

1. Charbon 525
2. Electricité 526
3. Pétrole et produits pétroliers 526

Matières premières:

1. Minerai de fer 526
2. Bauxite 526

Produits industriels d'équipement:

1. Métaux (production) 527
2. Métaux (transformation) 527
3. Verres 528
4. Caoutchouc 528

Produits industriels de consommation:

1. Produits chimiques 528
2. Corps gras 529
3. Textiles 529
4. Cuirs et peaux 530
5. Papiers-cartons 530

Pages.

7° Possibilités techniques d'accroissement de la production

a) *Résumé des prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise sur l'économie française au deuxième semestre 1955* 530

b) *Perspectives des diverses industries pour le deuxième semestre 1955* 530

c) *Perspectives économiques en agriculture pour 1955* 531

8° Distribution. — Tourisme

a) *Importance et répartition des entreprises commerciales:*

1. Nombre des établissements 532
2. Etablissements du commerce de détail en 1955 533
3. Répartition des salariés 534

b) *Indice du chiffre d'affaires:*

1. Commerces alimentaires 534
2. Commerces non alimentaires 534
3. Services et divers 534

c) *Evolution du commerce intérieur:*

1. Création de fonds 535
2. Dissolution et radiation 535
3. Liquidations judiciaires 535
4. Faillites 535

d) *Tourisme* 535

e) *Prévisions des chefs d'entreprises commerciales pour le deuxième semestre 1955* 535

9° Transports

a) *Evolution comparée des transports de marchandises (fer, eau, route)* 536

b) *Trafic par mode de transport:*

1. Fer (Société nationale des chemins de fer français) 536
2. Voies navigables 536
3. Mer 537
4. Air 537

c) *Route* 537

d) *Flotte marchande* 537

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie.**

1° Finances publiques

a) *Budget de l'Etat et trésorerie:*

1. Budget 538
2. Trésorerie 538
3. Dette publique 538
4. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs 538
5. Budget et revenu national 539

b) *Collectivités locales:*

1. Départements 539
2. Communes 539

2° Services publics

a) *S. N. C. F.* 540

b) *P. T. T.* 541

3° Services sociaux

a) *Sécurité sociale:*

1. Assurances sociales 541
2. Accidents du travail 541
3. Prestations familiales 541

b) *Etablissements hospitaliers:*

1. Recettes et dépenses 541
2. Situation 541

c) *Evolution bilan de la sécurité sociale* 542

Pages.

4° Crédit. — Banque. — Monnaie

a) *Evolution d'ensemble:*
1. Disponibilités monétaires 542
2. Contrepartie 543

b) *Epargne:*
1. Epargne totale 544
2. Epargne liquide (montant) 544
3. Epargne nette investie en valeurs mobilières 544
4. Actions et obligations: souscriptions nouvelles du public en numéraire 545

c) *Crédit* 545

d) *Banque de France* 549

e) *Crédit agricole* 550

f) *Franc* 550

5° Investissements et reconstruction

a) *Evolution 1952-1954:*
1. Montant global 551
2. Volume réel 551
3. Répartition 551
4. Moyens de financement 551
5. Evolutions particulières 553

b) *Reconstruction et investissements publics en 1952, 1953 et 1954* 553

c) *Investissements des entreprises nationales, investissements réalisés en 1953 et 1954 et prévisions 1955 (évaluations)* 554

d) *Investissements dans l'hôtellerie* 554

e) *Prévisions d'investissements des chefs d'entreprises privées pour 1955 et comparaison à 1954* 554

f) *Construction de logements* 555

6° Marché monétaire. — Or. — Devises

a) *Marché monétaire* 556

b) *Or fin* (francs) 556

c) *Devises* 556

d) *Valeurs mobilières* 558

e) *Marché financier* 558

7° Finances extérieures

a) *Balance commerciale:*
1. Résultats globaux 559
Pourcentage de couverture 559
Part de l'étranger et des U. F. O. M. 559
Importance de chaque zone 560
Evolution annuelle 560
2. Balance commerciale par monnaie 561
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 561
4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 562

b) *Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française* 563

c) *Indices des valeurs moyennes et taux d'échange* 567

d) *Balance des payements (zone franc):*
1. Payements courants (situations 1953 et 1954) 568
2. Evolution de 1945 à 1953 568
3. Evolution de la balance des payements courants depuis 1910 570
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 570
5. Balance du tourisme 570

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

1° Prix

a) *Prix de gros:*
1. Indice général 571
2. Indices partiels par branches de production 571
3. Indices des matières premières industrielles 571
4. Indices des produits importés 571
5. Indices des fruits et légumes frais à Paris 572
6. Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie 572

b) *Indices des prix de détail:*
1. Indice général 572
2. Indices du prix des denrées alimentaires 572
3. Indice du prix des objets manufacturés 572
4. Indice du prix de chauffage et éclairage 572
5. Indice du prix des services 572
6. Indice fruits et légumes frais 573
7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail. 573

Pages.

c) *Evolution des indices de prix sur la base 1938* 573

d) *Indices des prix des véhicules à moteur* 574

e) *Indices des prix de détail à Paris des appareils ménagers* 575

f) *Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles* 575

g) *Indice des recettes des spectacles à Paris* 575

h) *Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques* 575

i) *Comparaison des indices de prix de gros et des indices de prix de détail* 575

j) *Indices des prix de détail des objets manufacturés* 575

k) *Etude du prix de revient des principales industries* 576

l) *Indice du coût de la construction* 576

m) *Indice des prix de transport S. N. C. F.* 576

2° Coût de la vie

a) *Indices de l'I. N. S. E. E.* (rappel) 576

b) *Coût absolu d'un budget type:*
1. Budget-type d'un célibataire à Paris 577
2. Budget-type d'une famille 577

c) *Indice des variations des budgets-types* 578

3° Comparaison des variations dans le temps des salaires et du coût de la vie

a) *Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949* 578

b) *Variations des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951* 578

c) *Evolution des salaires horaires dans l'industrie des métaux et dans la construction électrique* 579

V. — **Salaires. — Profits. — Revenus.**

1° Salaires

a) *Indice des taux des salaires horaires:*
1. Indice d'ensemble 579
2. Indices par secteur 579
3. Indices suivant le sexe et la qualification 580

b) *Indices professionnels des salaires horaires* 580

c) *Indice total des salaires* (France entière) 581

d) *Indice des salaires mensuels nets* 582

e) *Salaire des domestiques* 582

f) *Masse des salaires bruts déclarés en 1951 et 1952* 583

g) *Salaires agricoles en 1953 et 1954* 585

2° Autres revenus

a) *Evolution du revenu de l'agriculture* 586

b) *Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales* 589

c) *Bénéfices industriels et commerciaux* 589

VI. — **Consommation.**

1. Indice du volume des biens et services de consommation 590
2. Dépenses de consommation des ménages 591
3. Energie 592

VII. — **Comptabilité nationale.**

Grandeurs caractéristiques du revenu national

1° *Revenu national* (définition O. E. C. E.) 593

2° *Evolution du revenu national de 1901 à 1953* 593

3° *Grandeurs caractéristiques de 1949 à 1953* 593

4° *Evolutions significatives:*
a) Part de la production et des importations dans les ressources nationales 594
b) Evolution des disponibilités pour la consommation privée 594

5° *Analyse du produit national net* 594

I. — POPULATION

1° DONNEES DEMOGRAPHIQUES

a) Nuptialité.

	1934-1938	1949	1953	1954	Variations. 1954 — 1934-1938 P. 100.	Variations. 1954 — 1949 P. 100.
1. Nombres absolus (1.000) (1)	282	339	306	312		
2. Taux (0/000)	137	163	144	146	+ 6,5	— 10,5

b) Natalité.

1. Nombres absolus (1.000).	636	865	797	804		
2. Taux (0/000) (2)	154	208	187	188	+ 22	— 9

c) Mortalité.

1. *Mortalité générale:*						
Nombres absolus (1.000)	642	568	550	513		
Taux (0/000)	156	137	129	120	— 22	— 12
2. *Mortalité infantile:*						
Nombres absolus	42,8	48,5	30,1	29,3		
Taux (0/00) (3)	67	56	37,5	36,5	— 45,5	— 34,5

Source: Institut national d'études démographiques.

(1) Nouveaux mariés pour 10.000 habitants.
(2) Naissances vivantes pour 10.000 habitants.
(3) Décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.

d) Population totale.

1. *Evolution globale* (1).

	1936	1946	1954
		(Millions.)	
Recensements (population légale)	(8/3) 41,9	(10/3) 40,5	(10/5) 42,9

	1936-38	1946	1954	1955	Variation. 1953 — 1936-38	Variation. 1953 — 1946
	(Millions.)				(1.000)	
Population moyenne évaluée (au 1er janvier)	41,9	40,3	42,9	43,2	+ 1.000	+ 2.600
					P. 100.	
					+ 2,4	+ 6,5

(1) Sont exclus: militaires du contingent hors métropole, fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zones d'occupation (187.000); personnes en déplacement (38.000), au total 43 millions d'habitants.

2. *Répartition par groupe d'âges.*

Proportion des enfants, adultes et vieillards:

ANNÉES	POPULATION (EN MILLIERS) Total.	Enfants (0-14 ans).	Adultes (15-64 ans).	Vieillards (65 ans et plus).
1901 (*a*, *b*)	38.451	10.038	25.258	3.155
1931 (*b*)	41.229	9.461	27.914	3.854
1936 (*b*)	41.183	10.178	26.947	4.058
1946 (*c*)	40.150	8.598	27.109	4.443
1954 (*b*)	42.942	9.999	27.733	5.290
1955 (*c*)	43.216	10.347	27.902	4.967
(Femmes)	(22.347)	(4.909)	(14.241)	(3.197)

ANNÉES	REPARTITION POUR 100 Total.	Enfants.	Adultes.	Vieillards (*).
1901 (*a*, *b*)	100,0	26,1	65,7	8,2
1931 (*b*)	100,0	22,9	67,7	9,4
1936 (*b*)	100,0	24,7	65,4	9,9
1946 (*c*)	100,0	21,4	67,5	11,1
1954 (*b*)	100,0	23,3	64,6	12,1
1955 (*c*)	100,0	23,9	64,6	11,5
(Femmes)	(52)	(14,4)	(33,2)	(7,4)

ANNÉES	NOMBRE POUR 100 ADULTES Enfants.	Vieillards.	Ensemble.
1901 (*a*, *b*)	39,7	12,5	52,2
1931 (*b*)	33,9	13,8	47,7
1936 (*b*)	37,8	15,1	52,9
1946 (*c*)	31,7	16,4	48,1
1954 (*b*)	36	18,8	56,8
1955 (*c*)	37,1	17,8	54,9

(*a*) 87 départements; (*b*) recensement; (*c*) 1er janvier.

(*) Les pourcentages correspondants étaient d'environ 9,2 p. 100 pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et 8 p. 100 pour les Etats-Unis en 1953.

2° OBSERVATIONS GENERALES

a) Remontée, en 1954, de l'excédent des naissances sur les décès.

(Progrès considérable sur la période 1934-1938.)

1934-1938	1949	1950	1953	1954
	(1.000)			
— 6	297	328	248	(285)

b) Régression continue de la mortalité infantile.

(Mais moins rapide depuis 1953.)

1934-1938	1946	1948	1949	1950	1952	1953	1954	Evolution. 1954 — 1934-1938
				(P. 1.000.)				
67	67,5	52	56	47	41	38	(37)	— 45 %

3° POPULATION ACTIVE

a) Premiers résultats du recensement de 1954.

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle.

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
		(1.000)	
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers :			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
	12.537	6.682	19.219

Source : recensement, I. N. S. E. E.

N. B. — Population active : personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de 14 ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivants leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

Population active par sexe et statut (1.000).

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Patrons (1)	3.983	2.665	6.648
2. Salariés :			
Secteur privé	6.287	3.089	9.376
Secteur public	2.067	778	2.845
	8.354	3.868	12.221
3. Statut non déclaré	11	8	19
4. Sans emploi	189	142	331
	12.537	6.682	19.219

(1) Propriétaires, exploitants agricoles, patrons de l'industrie et du commerce, indépendants sans salaires, aides familiaux inclus.

Observations.

1. — Ces résultats sont probablement inférieurs à la réalité, certaines catégories de population n'ayant pas été touchées par le recensement : militaires du contingent hors métropole, fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation (au total : 87.000).

Les personnes ne travaillant que quelques heures par semaine sont sans doute exclues (pour une part, les ménagères s'occupant de leur intérieur ne sont pas comptées).

2. — Les personnes ayant un emploi non agricole, armée exclue, sont passées de 12.700.000 en 1946 à 13.450.000 en 1954 (+ 5,9 p. 100, soit en comptant celles qui cherchent un emploi + 8,3 p. 100).

3. — La population active agricole a diminué, mais les résultats ne sont pas encore comparables à ceux de 1946 (définition difficile).

b) Immigration (1.000).

	1946	1949	1953	(1954)	Total 1946-1952
Immigration contrôlée (Office national d'immigration) :					
Travailleurs non saisonniers	30	59	15	12	280
Membres de leurs familles	»	27	5	4	77
	30	86	20	16	357
Algériens (immigration nette)	23	7	12	40	214

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

1° RESULTATS AGRICOLES

a) Production végétale.

(Production : millions de quintaux.)

(Rendement : quintaux à l'hectare.)

1930-1939	1953	1954	Variations. 1954/1930-39	Variations. 1954/1953
	(Moyenne.)		P. 100.	P. 100.
1. Blé				
80,5 (Rt. : 15,4)	90 (Rt. : 21,3)	105 (Rt. : 23,5)	+ 30 (Rt. : + 52)	+ 16,5 (Rt. : + 10)
2. Céréales secondaires				
Seigle.				
7,9 (Rt. : 11,6)	4,7 (Rt. : 11,4)	5,4 (Rt. : 12,9)	— 32	+ 15
Orge.				
11,04 (Rt. : 14,7)	22,4 (Rt. : 18,6)	25,2 (Rt. : 20,3)	+ 121 (Rt. : + 38)	+ 12,5 (Rt. : + 9)
Avoine.				
47,5 (Rt. : 14,3)	36,5 (Rt. : 16,1)	35,5 (Rt. : 16,2)	— 24	— 1
Maïs.				
5,35 (Rt. : 15,8)	8 (Rt. : 21,4)	8,7 (Rt. : 21,5)	+ 62 (Rt. : + 36)	+ 9 (Rt. : =)
3. Sarclées				
Pommes de terre (plein champ).				
156 (Rt. : 111)	136 (Rt. : 144)	159 (Rt. : 167)	+ 2	+ 17
Betteraves industrielles.				
91,1 (Rt. : 287)	125 (Rt. : 304)	114 (Rt. : 291)	+ 25	— 9

4. Oléagineux

Production totale.

0,133 (Moy. 1934-38)	1,2 (Rt. : 11)	1,03 (Rt. : 12,9)	+ 8	— 14

Colza.

0,13 (Rt. : 12,1)	0,85 (Rt. : 12)	0,77 (Rt. : 14,9)		

5. Légumes secs

2,5 (Rt. : 9,9)	2,3 (Rt. : 10)	2,2 (Rt. : 9,8)	— 12	— 4

6. Plantes industrielles

(Production en milliers de quintaux.)

Houblon.

21,47 (Rt. : 10,1)	23 (Rt. : 16,4)	19,6 (Rt. : 13)	— 9	— 15

Chanvre.

38,1 (Rt. : 11,3)	37,3 (Rt. : 11,4)	17 (Rt. : 10,6)	— 57	— 55

Lin.

180 (Rt. : 6,6)	289 (Rt. : 6,5)	341 (Rt. : 7,3)	+ 89	+ 18

7. Production fourragère

(Production en millions de quintaux.)

Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels.

351 (Rt. : 34,5)	401 (Rt. : 39)	414 (Rt. : 43,7)	+ 17 (Rt. : + 27)	+ 3 (Rt. : + 12)

Betteraves fourragères.

327 (Rt. : 336)	360 (Rt. : 523)	378 (Rt. : 455)	+ 15 (Rt. : + 25)	+ 5 (Rt. : + 22)

			Variations.	
1930-1939 — (Moyenne.)	1953 —	1954 —	1954 / 1930-39 — P. 100.	1954 / 1953 — P. 100.

8. Cultures maraîchères

Légumes frais plein champ (évaluation).

»	18,5 Production abondante.	Production abondante.	»	»

Total plein champ et jardins (évaluation).

»	»	»	»	»

9. Cultures fruitières

Pommes et poires.

Pommes et poires à cidre.

32,1	39	37	+ 15	— 5

Pommes de table.

2,44 (moyenne 1937-1940).	4,6	4,4	+ 80	— 4

Poires de table.

0,46 (moyenne 1937-1940).	1,53	1,47	× 3	— 4

Pêches.

0,57	1,83	1,42	× 2,5	— 24

Prunes.

0,5	0,9	1,06	× 2	+ 18

Châtaignes.

1,43	1,37	0,94	— 35	— 32

10. Vin (millions d'hectolitres).

58,9	59	58,5

Source : Ministère de l'agriculture.

b) Production animale.

	Avant-guerre —	1949 —	1953 —	1954 —
1. Lait (millions d'hectolitres)...	138 (Moy. 1937-1938)		180 (Rt par vache : 1.746 (1)	(190) (3)
2. Viande (millions de tonnes)....	1,7 (Moy. 1934-1938)	1,86	2,27	2,46 (30/10)
Cheptel (1.000) :		1949	(Oct.)	(Oct.)
Chevaux ...	2,77		2,27	
Bovins	15,7	15,43	16,89	17,57
Ovins	9,75	7,48	7,83	7,98
Porcins	7,08 (Moy. 1934-1938)	6,76	7,33	7,56

Source : ministère de l'agriculture.

c) Observations générales.

Indices de la production agricole

Production finale, nette, c'est-à-dire ensemble des produits allant au consommateur ou à l'industrie (2).

(Ordre de grandeur.)

	1934-38 —	1949 —	1950 —	1951 —
Production végétale (consommation humaine).....	100	88-95	90-95	105-110
Production animale (alimentaire)	100	95-100	100-105	105-112
Production totale.....	100	93-97	95-100	105-110
	1952 —	**1953 —**	**1954 —**	**1955 —**
Production végétale (consommation humaine.....	93-97	102-106	108-113	
Production animale (alimentaire)	105-110	110-115	120-125	
Production totale.....	100-105	105-110	115-120	

Source : I. N. S. E. E.

2° PÊCHES MARITIMES

	1938 —	1949 —	1950 —	1951 —	1952 —	1953 —
Production totale métropolitaine :						
a) (1.000 tonnes) :						
Poissons frais.....	312	293	281	330	316	345
Morue salée.....	71	47	51	52	(4) 58	61
Huîtres et coquillages (évaluation)	60	44	37	39	38	34,6
Indications de valeurs :						
b) Vente du poisson frais (en milliards de francs)	»	22,5	21	(5) 25,6	(6) 28,6	(7) 34

Source : Ministère de la marine marchande.

(1) La production moyenne annuelle des vaches de race laitière est de 2.150 litres environ.
(2) Campagnes 1947-48, 1948-49, 1949-50, etc.
(3) L'estimation de l'institut national de la statistique et des études économiques est de 210 millions d'hectolitres.
(4) Production directement débarquée à Saint-Pierre et Miquelon : 431 tonnes, et exportée directement des lieux de pêche : 3.993 tonnes.
(5) Morue, 3,065 milliards ; crustacés, 2,2 milliards, soit au total, avec le poisson frais, 31 milliards.
(6) Morue, 3,861 milliards ; crustacés, 2,906 milliards, soit au total, 36,4 milliards.
(7) Morue, 3,333 milliards : crustacés, 4,385 milliards.

3° PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices I. N. S. E. E.: 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

a) Evolution d'ensemble annuelle.

Indice général.

	1929	1951	1952	1953	1954	Variation. 1954/1929 P. 100.
1. Avec bâtiment	133	138	144	140	152	+ 14
2. Sans bâtiment	125	139	145	141	154	+ 23

Energie.

1. Combustibles minéraux solides	110	113	118	112	114	+ 4
2. Electricité	76	182	194	198	218	+ 187
3. Gaz (naturel et usine)	109	180	181	177	186	+ 71
4. Pétrole et carburant	10	282	329	348	383	38
Energie	95	148	156	155	164	+ 73

Equipement.

Matières premières:						
1. Extraction de minerais métallurgiques	147	111	126	132	134	— 9
2. Extraction de matériaux de construction	134	137	174	151	152	+ 13
3. Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	140	146	147	157	— 8
Produits d'équipement:						
4. Production de métaux (sidérurgie métallurgique des métaux non ferreux).	151	160	177	163	172	+ 14
5. Transformation des métaux	150	149	173	157	172	+ 15
6. Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	156	171	+ 6
7. Bâtiments et travaux publics	190	132	137	135	138	— 27
8. Caoutchouc	90	202	200	200	229	+ 154
Equipement	157	147	164	153	165	+ 5

Consommation.

1. Extraction et préparation minéraux divers (potasse, sel, etc.)	96	140	146	146	168	+ 7,5 %
2. Industrie verre (50 p. 100)	161	177	149	156	171	+ 6 %
3. Industries chimiques et assimilées (sauf caoutchouc)	113	153	146	154	178	+ 58 %
4. Tabacs et allumettes	107	154	152	159	159	+ 49 %
5. Corps gras	92	86	76	86	91	— 1 %
6. Industrie textile	120	115	103	107	115	— 4 %
7. Cuirs	117	73	64	59	65	— 44 %
8. Papiers et cartons	63	134	107	124	143	+ 127 %
9. Presse, édition		120	113	115	133	
Consommation	105	121	109	114	128	+ 22 %

EVOLUTION TRIMESTRIELLE RÉCENTE

1938 = 100 (moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Energie:				
1953	165	152	136	165
1954	172	161	152	173
1955	181			
Equipement:				
1953	156	163	138	156
1954	154	170	157	178
1955	180			
Consommation:				
1953	110	118	101	127
1954	127	134	115	136
1955	136			
Ensemble (bâtiment exclu):				
1953	144	147	125	147
1954	150	159	142	164
1955	169	(172)		

N. B. — L'indice de la production industrielle ne rend compte, en fait, que de l'activité d'un certain nombre de branches pour lesquelles il n'a d'ailleurs pas toujours été possible d'utiliser des données directes sur leur production. Ainsi, pour l'indice « Bâtiment et travaux publics », le seul renseignement disponible utilisé est le nombre d'heures-ouvrier, effectuées chaque mois. Les industries alimentaires, celles du bois et de l'ameublement, l'habillement et le travail des étoffes sont exclues. Il faut noter, en outre, que les indices composants sont corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables. (Voir page 512 une estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.)

Les observations présentées sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre. Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

b) Energie.

1. PRÉSENTATION D'ENSEMBLE (indices 1939 = 100).

	1929	1951	1952	1953	1954	Variation 1954/1929
Combustibles minéraux solides	110	113	118	112	114	+ 4 %
Electricité	76	181	194	198	218	+ 187 %
Gaz (naturel et d'usine).	109	180	181	177	186	+ 71 %
Pétrole et carburants	10	282	329	348	383	× 38
Energie	95	148	156	155	164	+ 73 %

Source: I. N. S. E. E.

2. CHARBON

Houille et lignite.

Production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	4.996	4.405	3.866	4.911
1954:	4.986	4.407	4.514	4.865
1955:	4.993			

Moyenne mensuelle: 1938 = 3.963.
1952 = 4.780.
1953 = 4.514.
1954 = 4.693.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Cokes.

Production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	924	834	736	843
1954:	856	814	800	890
1955:	938			

Moyenne mensuelle: 1938 = 806.
1952 = 899.
1953 = 834.
1954 = 850.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Agglomérés.

Production totale sauf distillés (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	630	579	511	543
1954:	550	588	516	537
1955:	575			

Moyenne mensuelle: 1938 = 630.
1952 = 660.

Houille et lignite.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	126	116	96	126
1954:	128	116	111	125
1955:	127			

Moyenne mensuelle: 1929 = 117.
1952 = 121.
1953 = 116.
1954 = 120.

Source: I. N. S. E. E.

1953 = 566.
1954 = 557.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Cokes.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	116	104	90	104
1954:	108	101	98	[illegible]
1955:	118			

Moyenne mensuelle: 1952 = 111.
1953 = 104.
1954 = 105.

Source: I. N. S. E. E.

Agglomérés.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	100	96	85	90
1954:	93	98	81	88
1955:	92			

Moyenne mensuelle: 1952 = 105.
1953 = 93.
1954 = 90.

Source: I. N. S. E. E.

3. Electricité

Production totale (millions kWh).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	3.530	3.330	3.060	3.706
1954:	3.830	3.710	3.510	4.093
1955:	4.223			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.733.
1952 = 3.440.
1953 = 3.450.
1954 = 3.797.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	207	194	178	215
1954:	234	215	201	234
1955:	248			

Moyenne mensuelle: 1929 = 76.
1952 = 194.
1953 = 198.
1954 = 218.

Source: I. N. S. E. E.

STATISTIQUE PARTIELLE

Centrales thermiques ≥ 5.000 kWh (puissance installée).
Centrales hydrauliques ≥ 1.000 kWh (puissance installée).

Moyenne mensuelle (millions de kWh).

	I	II	III	IV
1953:				
Hydraulique	1.774	1.882	1.615	1.512
Thermique	1.580	1.268	1.308	2.034
	3.354	3.150	2.023	3.546
1954:				
Hydraulique	1.662	2.256	1.906	2.017
Thermique	1.945	1.241	1.401	1.826
	3.607	3.497	3.307	3.843
1955:				
Hydraulique	2.490			
Thermique	1.484			
	3.974			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.548. — 1952 = 3.208. — 1953 = 3.243. — 1954 = 3.567.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Gaz

Gaz d'usine.

Production totale disponible (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953:				
Mètres cubes (millions)	241	196	169	222
Calories (1) (milliards)	1.012	823	710	932
1954:				
Mètres cubes (millions)	256	204	177	226
Calories (1) (milliards)	1.075	857	797	949
1955:				
Mètres cubes (millions)	253			
Calories (1) (milliards)	1.063			

Moyenne mensuelle (m³): 1938 = 179. — 1952 = 207. — 1953 = 207. — 1954 = 216.

Indices 1938 = 100.

Production calorifique (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	169	136	116	152
1954	180	141	122	155
1955	177			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. — 1953 = 143. — 1954 = 149.

Gaz naturels.
(Millions de m³.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	23,5	18,7	17,3	22
1954	23,8	20,3	20,1	22,2
1955	22,2			

Moyenne mensuelle: 1952: 22,2
1953: 20,4
1954: 21,6

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble.
(Gaz d'usine, gaz naturels.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	209	166	145	190
1954	221	176	156	192
1955	215			

Moyenne mensuelle: 1929: 109.
1952: 181.
1953: 177.
1954: 186.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Le pouvoir calorifique moyen est de 4.200 calories par mètre cube contre 4.500 en 1938.

5. Pétrole

Production métropolitaine de brut.

(Moyenne mensuelle.)
(1.000 tonnes.)

	I	II	III	IV
1953	28,8	29,9	31,4	32,5
1954	31,6	34,6	44,6	58,7
1955	51,1			

Moyenne mensuelle: 1938 = 6.
1952 = 29,1.
1953 = 30,6.
1954 = 42,4.

Production métropolitaine de brut.

Indices (1938 = 100.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	487	499	518	537
1954	535	574	738	970
1955	864			

Moyenne mensuelle: 1952 = 484.
1953 = 511.
1954 = 704.

Pétrole brut mis en œuvre dans les raffineries.

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	1.766	1.868	1.951	1.941
1954	1.911	2.012	2.048	1.852
1955	1.951			

Moyenne mensuelle: 1952 = 1.791.
1953 = 1.887.
1954 = 1.987.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble: pétrole et carburants.
(Production métropolitaine, pétrole traité dans les raffineries.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	331	348	356	357
1954	358	375	393	406
1955	399			

Moyenne mensuelle: 1952 = 329.
1953 = 348.
1954 = 383.

Source: I. N. S. E. E.

c) Matières premières.

1. Ensemble

Indice 1938 = 100.

	1929	1951	1952	1953	1954	Variations. 1954/1929
Extraction de minerais métalliques	147	111	126	132	134	— 9 %
Extraction de matériaux de construction	134	137	174	154	152	+ 13 %
Céramique et fabrication de matériaux de construction.	170	140	146	147	154	— 8 %

2. Extraction de minerais métalliques

Indice 1938 = 100.

	I	II	III	IV
1953	136	143	114	137
1954	135	134	126	143
1955	151			

Source: I. N. S. E. E.

Minerai de fer.

Production totale de minerai marchand (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	3.653	3.675	3.146	3.663
1954	3.607	3.512	3.568	3.921
1955	4.160			

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.754.
1952 = 3.393.
1953 = 3.531.
1954 = 3.652.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Minerai de fer.

Production totale de minerai marchand (1.000 tonnes).

Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	133	140	112	135
1954	133	133	127	145
1955	151			

Moyenne mensuelle: 1951 = 107.
1952 = 124.
1953 = 130.
1954 = 134.

Source: I. N. S. E. E.

Bauxite.

(1.000 tonnes.)

	I	II	III	IV
1953	99	101	87	101
1954	108	107	94	115
1955	122			

Moyenne mensuelle: 1938 = 54.
1952 = 93.
1953 = 97.
1954 = 106.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie

Bauxite.

Indices (1938 = 100).

	I	II	III	IV
1953	190	188	158	188
1954	203	207	170	215
1955	226			

Moyenne mensuelle: 1952 = 173.
1953 = 181.
1954 = 199.

Source: I. N. S. E. E.

3. Extraction de matériaux de construction

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	139	182	117	150
1954	119	161	167	168
1955	137			

Moyenne mensuelle: 1929 = 134. — 1952 = 174. — 1953 = 154. — 1954 = 152.

Source: I. N. S. E. E.

Productions totales (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Ardoises de couverture.

	I	II	III	IV
1953	12,8	12,9	9	13,2
1954	12,6	11,9	10,2	11,6
1955	11			

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,7. 1952 = 13,1. 1953 = 12. 1954 = 11,6.

Pierres à bâtir (1).

	I	II	III	IV
1953	154	181	139	127
1954	87	120	146	134
1955	136			

Moyenne mensuelle: 1938 = 127. 1952 = 131. 1953 = 150. 1954 = 130.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1953	2.036	2.885	2.813	2.523
1954	1.838	2.856	3.160	3.057
1955	2.262			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.244. 1952 = 2.537. 1953 = 2.563. 1954 = 2.740.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1953	1.804	2.250	1.905	1.885
1954	1.527	2.009	2.083	2.043
1955	1.793			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.109. 1952 = 1.826. 1953 = 1.964. 1954 = 1.980.

N. B. — Ciments (2).

	I	II	III	IV
1953	595	838	803	757
1954	581	847	872	823
1955	676			

Moyenne mensuelle: 1938 = 296. 1952 = 720. 1953 = 754. 1954 = 781.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

Ardoises.

	I	II	III	IV
1953	112	139	92	137
1954	133	129	103	126
1955	111			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137. 1953 = 128. 1955 = 121.

Pierres à bâtir.

	I	II	III	IV
1953	121	119	108	101
1954	69	98	112	126
1955	107			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137. 1953 = 120. 1954 = 101.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1953	164	213	224	203
1954	118	240	248	247
1955	181			

Moyenne mensuelle: 1952 = 193. 1953 = 209. 1955 = 221.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1953	163	213	171	171
1954	139	190	184	185
1955	162			

Moyenne mensuelle: 1952 = 168 1953 = 179. 1954 = 171.

Ciments.

	I	II	III	IV
1953	203	284	269	262
1954	198	287	292	276
1955	232			

Moyenne mensuelle: 1952 = 243. 1953 = 254. 1954 = 263.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).

(2) Ciments de Portland, de hauts fourneaux, de laitier au clinker, ciments spéciaux et ciments-bâtiment.

d) Produits industriels d'équipement.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	1929	1951	1952	1953	1954	Variation. 1954/1929
Production des métaux:	—	—	—	—	—	—
Sidérurgie	»	158	175	159	165	»
Métallurgie des métaux non ferreux.	»	175	190	194	218	»
Ensemble	151	160	177	163	172	+ 14 %
Transformation des métaux	150	149	173	157	172	+ 15 %
Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	156	171	+ 6 %
Bâtiment et travaux publics	190	132	137	135	138	— 27 %
Caoutchouc	90	202	200	200	229	+ 154 %

Source: I. N. S. E. E.

PRODUCTION DES METAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	176	177	150	161
1954	160	170	170	189
1955	203			

Moyenne mensuelle: 1929 = 151. — 1952 = 177. — 1953 = 163. — 1954 = 172.

Source: I. N. S. E. E.

1. Sidérurgie

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	177	171	132	156
1954	157	160	161	185
1955	201			

Moyenne mensuelle: 1952 = 175. — 1953 = 159. — 1954 = 165.

Productions (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Fonte.

Production totale de fonte brute (1).

	I	II	III	IV
1953	819	780	616	671
1954	678	696	736	831
1955	687			

Moyenne mensuelle: 1938 = 501. 1952 = 814. 1953 = 722. 1954 = 737.

Acier.

Production totale d'acier brut.

	I	II	III	IV
1953	911	887	697	838
1954	826	852	875	988
1955	1.050			

Moyenne mensuelle: 1938 = 518. 1952 = 906. 1953 = 833. 1954 = 886.

Produits finis.

Production totale de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.

	I	II	III	IV
1953	634	604	485	591
1954	559	578	597	689
1955	744			

Moyenne mensuelle: 1938 = 343. 1952 = 647. 1953 = 581. 1954 = 606.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

Fonte.

	I	II	III	IV
1953	166	156	122	134
1954	135	139	146	164
1955	180			

Moyenne mensuelle: 1952 = 162. 1953 = 144. 1954 = 147.

Acier.

	I	II	III	IV
1953	178	172	134	160
1954	162	165	168	189
1955	205			

Moyenne mensuelle: 1952 = 174. 1953 = 161. 1954 = 171.

Produits finis sidérurgiques.

(Laminés à chaud.)

	I	II	III	IV
1953	186	187	139	173
1954	166	177	170	202
1955	218			

Moyenne mensuelle: 1952 = 189. 1953 = 171. 1954 = 179.

Source: I. N. S. E. E

(1) Ferro-alliages au haut fourneau inclus.

2. Métallurgie des métaux non ferreux

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	173	214	197	194
1954	201	240	222	217
1955	221			

Moyenne mensuelle: 1952 = 190. — 1953 = 194. — 1954 = 218

Aluminium.

Production totale 1re et 2e fusion.
(Tonnes.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953..	9.698	12.446	11.894	11.369
1954..	11.238	13.455	12.979	11.358
1955..	11.867			

Moyenne mensuelle: 1938 = 4.235.
1952 = 10.554.
1953 = 11.352.
1954 = 12.258.

Aluminium.

Production totale.
Indices 1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953.....	232	289	272	273
1954.....	269	318	304	266
1955.....	284			

Moyenne mensuelle: 1952 = 218.
1953 = 266.
1954 = 289.

Productions totales (tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

Production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné, 2e fusion (1).

	I	II	III	IV
1953....	1.828	1.834	1.348	1.807
1954....	2.317	2.653	1.846	2.410
1955....	2.328			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.751.
1952 = 1.987.
1953 = 1.741.
1954 = 2.313.

Indices (1938 = 100.)
(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

Production totale.

	I	II	III	IV
1953....	105	109	80	112
1954....	156	172	103	148
1955....	146			

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 109.
1954 = 145.

Plomb.

Production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion (2).

	I	II	III	IV
1953....	6.069	5.914	5.393	7.217
1954....	6.360	6.169	5.106	7.462
1955....	7.723			

Moyenne mensuelle: 1938 = 4.723.
1952 = 5.936.
1953 = 6.148.
1954 = 6.849.

Plomb.

Production totale.

	I	II	III	IV
1953....	128	121	112	150
1954....	137	171	110	154
1955....	166			

Moyenne mensuelle: 1952 = 125.
1953 = 128.
1954 = 143.

Zinc.

Production totale de zinc, 1re et 2e fusion.

	I	II	III	IV
1953....	7.809	8.236	7.079	9.013
1954....	10.956	11.366	10.598	12.164
1955....	12.104			

Moyenne mensuelle: 1938 = 6.568.
1952 = 7.786.
1953 = 8.041.
1954 = 11.312.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Zinc.

Production totale.

	I	II	III	IV
1953....	120	126	107	136
1954....	162	172	160	188
1955....	187			

Moyenne mensuelle: 1952 = 118.
1953 = 122.
1954 = 172.

Source: I. N. S. E. E.

(1) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(2) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de 1re et 2e fusion soit de déchets ou d'alliages.

TRANSFORMATION DES METAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	169	166	138	158
1954	166	179	160	186
1955	196			

Moyenne mensuelle: 1929 = 150. — 1952 = 173. — 1953 = 157. — 1954 = 172.

Source: I. N. S. E. E.

1. Première transformation

Grosse forge, tréfilés, étirés, laminés à froid, tubes d'acier.
Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	121	117	99	129
1954	123	137	119	150
1955	155			

Moyenne mensuelle: 1952 = 132. — 1953 = 116. — 1954 = 133.

Source: I. N. S. E. E.

2. Fonderie

Production totale des fonderies autonomes de fonte et d'acier.
(1.000 tonnes.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	89	86	81	104
1954....	100	98	89	116
1955....	118			

Moyenne mensuelle: 1938 = 78.
1952 = 108.
1953 = 91.
1954 = 101.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Fonderies autonomes.
Indice 1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	116	115	102	134
1954....	135	132	112	149
1955....	152			

Moyenne mensuelle: 1952 = 140.
1953 = 117.
1954 = 131.

Source: I. N. S. E. E.

3. Machines agricoles

Production totale (pièce).

Tracteurs.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953...	1.756	2.581	2.275	2.609
1954...	2.576	3.203	3.307	3.955
1955...	4.728			

Moyenne mens.: 1938 = 145.
1952 = 2.086.
1953 = 2.354.
1954 = 3.287 (1).

Motoculteurs et mototreuils.
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	497	534	398	502
1954....	475	643	491	600
1955....	736			

Moyenne mensuelle: 1938 = 36.
1952 = 396.
1953 = 492.
1954 = 552.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Automobiles

Voitures particulières (1.000).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	30,7	32	27,7	32,3
1954....	34,6	38,7	32,5	39,8
1955....	44,9			

Moyenne mens.: 1938 = 15,2 (2).
1952 = 39,8
1953 = 30,7
1954 = 36,4

Véhicules utilitaires (1.000).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	10	9,9	8,8	13
1954....	13,4	11	11,7	14,3
1955....	14,2			

Moyenne mensuelle: 1938 = 3,3.
1952 = 10,3.
1953 = 10,4.
1954 = 13,1.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) La moyenne mensuelle de 1954 tient compte de 1.300 tracteurs à roues non compris dans les situations mensuelles.
(2) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Automobiles (1).

	I	II	III	IV
1953	187	205	164	210
1954	233	263	206	260
1955	277			

Moyenne mensuelle: 1952 = 189. — 1953 = 191. — 1954 = 240.

Source: I. N. S. E. E.

INDUSTRIE DU VERRE

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	149	162	142	170
1954	165	178	156	183
1955	182			

Moyenne mensuelle: 1929 = 161. — 1952 = 149. — 1953 = 156. — 1954 = 171.

Source: I. N. S. E. E.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	121	143	133	144
1954	118	143	141	150
1955	128			

Moyenne mensuelle: 1929 = 190. — 1952 = 137. — 1953 = 135. — 1954 = 138.

Source: I. N. S. E. E.

CAOUTCHOUC

Pneumatiques.

Production totale de pneumatiques (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	12,3	12,1	10,6	14
1954	14,7	14,6	13,4	15,6
1955	16,3			

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,7.
1952 = 13,4.
1953 = 12,2.
1954 = 14,5.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Pneumatiques.

Indices 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	185	190	156	210
1954	225	230	193	236
1955	246			

Moyenne mensuelle: 1952 = 200.
1953 = 185.
1954 = 221.

Source: I. N. S. E. E.

Caoutchouc (ensemble).

	I	II	III	IV
1953	192	210	171	226
1954	236	240	198	245
1955	(249)			

Moyenne mensuelle: 1952 = 200. — 1953 = 200. — 1954 = 229.

Source: I. N. S. E. E.

e) Produits industriels de consommation.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indice 1938 = 100.

	1929	1951	1952	1953	1954	Variation. 1954/1929
	—	—	—	—	—	—
Extraction et préparation de minéraux divers	96	140	146	146	168	+ 75 %
Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	156	171	+ 6 %
Industries chimiques	113	153	146	154	178	+ 58 %
Tabacs et allumettes	107	154	152	149	159	+ 49 %
Corps gras	92	76	76	86	91	— 1 %
Industrie textile	120	115	103	107	115	— 4 %
Cuirs	117	73	64	59	65	— 44 %
Papiers et cartons	63	134	107	124	143	+ 127 %
Presse-édition	»	120	113	115	133	» %
Ensemble	105	121	109	114	128	+ 22 %

Source: I. N. S. E. E.

(1) Indice calculé d'après l'indice général pondéré de la production établi par la direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie et basé sur les tonnages à vide fabriqués des divers véhicules, répartis en cinq catégories.

EXTRACTION ET PREPARATION DE MINERAUX DIVERS

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	144	155	107	177
1954	179	167	151	180
1955	189			

Moyenne mensuelle: 1929 = 96. — 1952 = 146. — 1953 = 146. — 1954 = 168.

Source: I. N. S. E. E.

INDUSTRIES CHIMIQUES ET ASSIMILEES

Indices 1938 = 100.

1. Industries chimiques

(Moyenne mensuelle).

Produits chimiques minéraux de base (1).

	I	II	III	IV
1953	150	160	148	175
1954	171	185	176	190
1955	191			

Moyenne mensuelle: 1952 = 151.
1953 = 158.
1954 = 181.

Colorants.

	I	II	III	IV
1953	114	115	106	152
1954	148	149	105	129
1955	123			

Moyenne mensuelle: 1952 = 81.
1953 = 122.
1954 = 132.

Engrais
(Ci-dessous, en 2).

Goudrons et benzols.

	I	II	III	IV
1953	152	129	102	144
1954	146	128	105	143
1955	163			

Moyenne mensuelle: 1952 = 135.
1953 = 132.
1954 = 131.

Peintures et vernis.

	I	II	III	IV
1953	125	158	144	143
1954	139	186	161	161
1955	154			

Moyenne mensuelle: 1952 = 136.
1953 = 142.
1954 = 161.

Ensemble.

	I	II	III	IV
1953	149	154	141	172
1954	172	184	170	188
1955	193			

Moyenne mensuelle: 1929 = 113. — 1952 = 146. — 1953 = 154. — 1954 = 178.

Source: I. N. S. E. E.

2. Engrais

Production totale (1.000 tonnes).

Engrais azotés (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	24,4	23,8	20,3	25
1954	25,6	25,1	26	29,4
1955	30,9			

Moyenne mensuelle: 1938 = 14,7.
1952 = 23,7.
1953 = 23,1.
1954 = 26,5.

Engrais phosphatés (3).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	398	288	304	419
1954	418	371	369	431
1955	495			

Moyenne mensuelle: 1938 = 312.
1952 = 324.
1953 = 354.
(4) 1954 = 417.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Acides sulfuriques et nitriques, amoniac de synthèse, carbonate de soude.

(2) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évaluée en tonnes d'azote).

(3) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

(4) Livraison d'amendements calcaires en 1952-1953 (1er avril 1952 au 30 mars 1953) en tonnes de CaO (chaux) contenues dans les produits livrés: 1.110.000 tonnes (source: Ministère de l'agriculture).

Indices 1938 = 100.

Engrais.

Production totale (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	154	134	122	157
1954	164	155	156	178
1955	191			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. — 1953 = 142. — 1954 = 164.

Source: I. N. S. E. E.

3. Tabacs et allumettes

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	156	162	104	172
1954	149	177	123	186
1955	176			

Moyenne mensuelle: 1929 = 107. — 1952 = 152. — 1953 = 149. — 1954 = 159.

Source: I. N. S. E. E.

INDUSTRIE TEXTILE

Indice d'ensemble 1938 = 100.

1929	120
1951	115
1952	103
1953	107
1954	115

Variations:
1929/1954 = — 4 p. 100.

Source: I. N. S. E E..

1. Laine

Peignée.

Production totale (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	5,7	6,1	5,4	6,9
1954....	6,8	6,5	5,5	6,1
1955....	6,4			

Moyenne mensuelle: 1938 = 5,25. 1952 = 4,7. 1953 = 6. 1954 = 6,2.

Filés.

Production totale de filés purs ou mélangés pour tissage, tricotage, machines et merceries (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	9,1	10,2	9,2	11,4
1954....	10,4	10,9	9,7	11,8
1955....	10,4			

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,8. 1952 = 9,2. 1953 = 10. 1954 = 10,7.

Tissus.

Production totale de tissus et feutres de laine (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	5,6	5,75	5,25	6,18
1954....	5,9	6,2	5,57	6,2
1955....	5,9			

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,65. 1952 = 6,1. 1953 = 5,7. 1954 = 6.

Indices 1938 = 100.

Laine.

Production totale (1).

	I	II	III	IV
1953....	89	98	84	104
1954....	99	106	88	103
1955....	97			

Moyenne mensuelle: 1952 = 92. 1953 = 94. 1954 = 99.

2. Coton

Filés.

Production totale de filés de coton purs ou mélangés, fibrannés (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	21,9	22,5	19,8	25,85
1954....	25,6	25,1	21,4	26,25
1955....	24,96			

Moyenne mensuelle: 1938 = 20,8. 1952 = 21,4. 1953 = 22,5. 1954 = 24,6.

Tissus.

Production totale de tissus de cotons purs ou mélangés, fibranne.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953.....	13	13,24	11,7	15,4
1954.....	14,8	15	12,6	15,4
1955.....	14,6			

Moyenne mensuelle: 1938 = 13,2. 1952 = 12,5. 1953 = 13,3. 1954 = 14,5.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Indice peignés, filés, tissés.

Coton.

Production totale. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	101	107	90	120
1954	118	121	97	120
1955	115			

Moyenne mensuelle: 1952 = 98. — 1953 = 105. — 1954 = 114.

Source: I. N. S. E. E.

3. Autres textiles

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Lin et chanvre.

Production de tissus de lin et de chanvre et de métis lin-coton.

	I	II	III	IV
1953....	134	138	117	157
1954....	146	147	120	156
1955....	146			

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. 1953 = 137. 1954 = 141.

Sisal.

Production de filés (1).

	I	II	III	IV
1953....	129	130	69	107
1954....	142	171	115	134
1955....	162			

Moyenne mensuelle: 1952 = 135. 1953 = 109. 1954 = 142

Rayonne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1953....	171	173	140	193
1954....	199	210	161	202
1955....	204			

Moyenne mensuelle: 1952 = 148. 1953 = 169. 1954 = 193.

Jute.

Production de filés et tissus.

	I	II	III	IV
1953....	107	123	103	130
1954....	115	122	106	138
1955....	137			

Moyenne mensuelle: 1952 = 108. 1953 = 116. 1954 = 120.

Fibranne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1953....	818	980	726	909
1954....	892	1.053	811	1.104
1955....	1.091			

Moyenne mensuelle: 1952 = 627. 1953 = 858. 1954 = 965.

Soie et rayonne.

Production de tissus et rubans.

	I	II	III	IV
1953....	79	83	65	88
1954....	87	87	70	87
1955....	86			

Moyenne mensuelle: 1952 = 77. 1953 = 79. 1954 = 83.

Source: I. N. S. E. E.

CORPS GRAS

1. Ensemble (huilerie, margarinerie, etc.)

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	79	96	79	91
1954	84	94	82	104
1955	87			

Moyenne mensuelle: 1929 = 82. — 1952 = 76. — 1953 = 86. — 1954 = 91.

Source: I. N. S. E. E.

2. Savonnerie

Production totale de savons et lessives (1.000 tonnes) (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	25,3	29,7	26,3	28,9
1954....	26,7	29,3	27,4	34
1955....	30,1			

Moyenne mensuelle: 1938 = 35,9. 1952 = 24,1. 1953 = 27,5. 1954 = 30,1.

Contenant en acide gras (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953....	11,7	13,8	12,7	13,2
1954....	12	12,7	13	16
1955....	12,2			

Moyenne mensuelle: 1938 = 16. 1952 = 11,5. 1953 = 12,9. 1954 = 14.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Y compris les filés de sisal destinés à la fabrication de ficelle-lieuse.

(2) Evaluations.

Indices 1938 = 100.

Savonnerie (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	70	85	70	80
1954	74	83	73	92
1955	77			

Moyenne mensuelle: 1952 = 67. — 1953 = 76. — 1954 = 80.

Source: I. N. S. E. E.

PAPIERS ET CARTONS

Indice 1938 = 100.

Indice pondéré « Papiers et cartons »: pâtes à papier, papier paille et d'emballage, papier d'impression et papier journal et, en outre, papiers minces et spéciaux et cartons.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	116	132	108	141
1954	115	151	127	155
1955	159			

Moyenne mensuelle: 1929 = 63. — 1952 = 107. — 1953 = 124. — 1954 = 143.

Source: I. N. S. E. E.

1. Pates a papier

Production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches (1).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	46,2	50,2	43,2	55,3
1954	57,4	59	49,2	59,9
1955	64			

Moyenne mensuelle: 1938 = 28,9. 1952 = 43. 1953 = 48,7. 1954 = 56,3.

Pâtes à papier.

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	159	182	148	192
1954	202	214	166	208
1955	221			

Moyenne mensuelle: 1952 = 149. 1953 = 170. 1954 = 197.

2. Papier d'impression et d'écriture

Production totale (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	51,2	56,4	48,3	61,3
1954	63,2	63,5	54,6	67,1
1955	69,4			

Moyenne mensuelle: 1938 = 48,7. 1952 = 49,2. 1953 = 54,5. 1954 = 62,1.

Papier d'impression et papier journal.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	106	122	98	126
1954	132	137	109	139
1955	143			

Moyenne mensuelle: 1952 = 101. 1953 = 135. 1954 = 159.

3. Papier paille et emballage

Production totale (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	33,6	35,4	32,2	41,1
1954	41,4	39,7	34	43,6
1955	45,4			

Moyenne mensuelle: 1938 = 36,6 (2) 1952 = 27. 1953 = 35,6. 1954 = 39,8.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Papier paille et emballage.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	126	139	119	155
1954	159	156	125	165
1955	171			

Moyenne mensuelle: 1952 = 109. 1953 = 135. 1954 = 151.

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude, et autres pâtes chimiques.

(2) Non compris ateliers intégrés.

CUIRS ET PEAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1953	61	60	53	60
1954	61	69	62	69
1955	63			

Moyenne mensuelle: 1929 = 177. — 1952 = 64. — 1953 = 59. — 1954 = 65.

Source: I. N. S. E. E.

Cuirs et peaux finis

Cuirs finis de bovins (1).

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	3,5	3,3	2,95	3,3
1954	3,3	3,6	3,15	3,8
1955	3,6			

Moyenne mensuelle: 1938 = 5,4. 1952 = 3,5. 1953 = 3,25. 1954 = 3,53.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice 1938 = 100.

Cuirs finis (ensemble).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	65	64	55	63
1954	63	70	63	72
1955	67			

Moyenne mensuelle: 1952 = 66. 1953 = 62. 1954 = 67.

Source: I. N. S. E. E.

Cuirs finis (pour chaussures).

(Consommation.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	56	57	50	57
1954	58	68	60	67
1955	60			

Moyenne mensuelle: 1952 = 61. — 1953 = 55. — 1954 = 63.

Source: I. N. S. E. E.

f) Indications sur l'industrie cinématographique.

(Long métrage = 1.300 mètres.)

1. Production de films

	(Moyenne mensuelle.) I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952	1953	1954
1953	8	11	11	6	108	108	108	96	111	96
1954	7	9	10	6						
1955	5									

2. Visas de censure

Français.

	I	II	III	IV	1949	1950	1951	1952	1953	1954
1953	8	7	9	12	96	108	120	108	111	96
1954	9	7	8	9						
1955										

Américains (total).

	I	II	III	IV						
1953	24	35	25	25	336	324	348	312	324	468
1954	25	25	24	47						
1955										

(1) Evaluations.

Autres (total).

	I	II	III	IV						
1953....	32	28	30	35	192	276	288	288	372	156
1954....	33	31	20	10						
1955....										

Total visas.

	I	II	III	IV						
1953....	64	70	64	72	624	708	756	708	804	720
1954....	67	63	49	63						
1955....										

3. Visas d'exportation (1)

	I	II	III	IV	1949	1950	1951	1952	1953	1954
1953....	126	104	125	112	1.020	1.356	2.520	1.440	1.488	1.572
1954....	128	138	135	128						
1955....	136									

4. Nombre de spectateurs (millions).

	I	II	III	IV	1949	1950	1951	1952	1953	1954
1953....	30,9	29,1	26	34,4	385	372	254	356	356	377
1954....	33,2	29,8	27,6	35						
1955....	32,8									

Sources: Ministère de l'industrie et de l'énergie et Centre national du cinéma.

5. Evolution financière

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Coût moyen des films (millions de francs).	38,5	42	59	63	82	
Prix moyen des places:						
Valeur absolue (prix moyen en francs)	57,18	69,68	80,09	107,80	112	
Indice 1939 = 100.	929	1.193	1.418	1.752	1.823	
Recette brute (millions de francs):						
En valeur absolue.	22.170	25.861	33.254	38.382	41.500	(2) (31.500)
En valeur réelle...	22.260	23.800	25.550			
Répartition des recettes en pourcentage:						
Exploitants	39,7	40,3	40,8	40	39,2	
Producteurs	22,5	22,5	22,1	Prod./distr. 18,8	19,1	
Distributeurs.....	9,7	9,7	9,5	Prod./distr. 12,6	12,7	
Impôts	26,2	25,8	26	26,9	27,3	
Autres	1,9	1,7	1,6	1,7	1,7	
	100	100	100	100	100	

6. Production court métrage (moins de 1.300 mètres.)

Visas de censure.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Français	194	234	310	234	233	163
Américains (3).....	467	546	460	(3) 345	(3) 460	(3) 367
Autres (3).....	121	117	114	(3) 194	(3) 197	(3) 154
Total	782	897	884	782	890	783

Source: Centre national du cinéma.

(1) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).

(2) 3 trimestres — 4e trimestre = chiffres provisoires = 101,9 millions.

(3) Version originale et version doublée:

Américains, version originale: 1952, 228; 1953, 304, 1954, 211. — Version doublée: 1952, 126; 1953, 156; 1954, 155.

Divers, version originale: 1952, 116; 1953, 133; 1954, 100. — Version doublée, 1952, 78; 1953, 164; 1954,54.

g) Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluations (laiteries, conserves de poisson...).

En hausse continuelle depuis 1946, l'indice ne dépasse toutefois le niveau de 1938 que de 5 p. 100 en 1950 et 1951; la plupart des indices partiels qui le composent sont en hausse en 1951 (meunerie, sucrerie, raffinerie, brasserie, biscuiterie); mais il faut noter un recul sensible dans la distillerie (11 p. 100) et la chocolaterie (20 p. 100).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail* des *étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes. Le niveau de 1951 dépasse de 15 p. 100 celui de 1938.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute-tension. En ordre de grandeur, l'indice serait de 37 p. 100 au delà de l'indice 1938.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946	1947	1948	1949
Industries alimentaires....	50	69	63	76	90
Habillement et travail des étoffes	30	73	89	104	99
Bois et ameublement.....	20	95	100	125	125
Ensemble	100	75	78	94	100

	Pondération.	1950	1951	1952	1953	1954
Industries alimentaires....	50	106	105	94	105	105
Habillement et travail des étoffes	30	109	115	103	104	111
Bois et ameublement.....	20	130	137	137	140	150
Ensemble	100	112	114	105	112	116

Indices complets de la production industrielle

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), *deux indices complets de la production industrielle* ont été calculés par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Le premier de ces indices (1) comprend, dans l'indice habituel des vingt branches, un indice d'activité du bâtiment et des travaux publics basé sur le nombre d'heures-ouvrier.

Dans le *second* indice complet (2), l'indice « Bâtiment » est élaboré à partir de plusieurs séries: activité et consommation de matériaux et d'énergie.

En fait, note l'I. N. S. E. E., les deux indices complets ainsi calculés s'écartent relativement peu de l'indice partiel publié mensuellement:

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946	1947	1948	1949
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)	20	75	78	94	100
Indice partiel publié mensuellement (20 branches).	100	84	99	113	123
Indice complet I (23 branches) (1)	120	83	96	110	119
Indice complet II (23 branches) (2)	120	82	96	111	120

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics.

	Pondération.	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)	20	112	114	105	112	116
Indices partiel publié mensuellement (20 branches).	100	123	138	144	140	152
Indice complet I (23 branches) (1)	120	121	134	138	135	146
Indice complet II (23 branches) (2)	120	122	136	139	137	148

Source: I. N. S. E. E.

b) Indice du secteur public.

1. Composition de l'indice

Cet indice a été publié, pour la première fois, dans le numéro de janvier 1950 du Bulletin mensuel de statistique de l'I. N. S. E. E.

Il rend compte de l'évolution du volume de la production réalisée par les activités dont la gestion est assurée, directement ou non, par l'Etat: services industriels de l'Etat, services nationalisés, sociétés d'économie mixte et à participation majoritaire.

Ces activités, déjà saisies par l'indice général de la production industrielle, sont les suivantes:

Electricité.

L'indice retenu pour ce secteur est l'indice « électricité » servant déjà au calcul de l'indice d'ensemble.

Il convient de noter que cet indice est inférieur à l'indice qui représenterait le seul secteur public, à l'exclusion des centrales privées, l'effort d'équipement et de production ayant surtout porté, depuis la Libération, sur les grands ensembles relevant d'entreprises publiques. La discrimination n'a pas été faite entre entreprises publiques et privées en raison de leur étroite indépendance, l'Electricité de France disposant d'un pouvoir étendu de coordination.

Gaz (naturel et d'usine).

L'indice « Gaz naturel et d'usine » a été de même retenu (Gaz de France et régie autonome des pétroles).

Combustibles minéraux solides.

Pour la houille et lignite, l'indice « houille et lignite » habituel est retenu. Il se distingue très légèrement en effet, de l'indice calculé en ne tenant compte que des mines nationalisées. (Charbonnages de France).

Sont représentées, d'autre part, la production d'agglomérés des usines minières et la production totale de coke et semi-coke, à l'exclusion des cokeries sidérurgiques (production de coke de gaz et coke de four, des cokeries gazières de Gaz de France, et production des cokeries minières de Charbonnages de France).

Potasse.

Indice « Potasse » I. N. S. E. E. (production nationale de potasse, évaluée en K^2O pure, des mines domaniales d'Alsace et de Kali-Sainte-Thérèse).

Automobile.

Production de la régie Renault (direction des industries mécaniques et Electriques au ministère de l'industrie et de l'énergie).

Aéronautique.

Indice I. N. S. E. E. (indice général du volume de la production calculé à partir du tonnage total de cellules fabriquées (poids 2/3) et la puissance totale des moteurs produits (poids 1/3), source: ministère de l'air).

Tabacs et allumettes.

Indice I. N. S. E. E. habituel.

N. B. — Des activités, comme celle de « Francolor » et de l'office national industriel de l'azote, ne sont pas représentées. Elles occupaient, en 1949, environ 2 p. 100 du personnel du secteur public.

La pondération, adoptée pour la synthèse de ces indices, reprend celle retenue pour l'indice d'ensemble de la production industrielle et est donc basée sur les valeurs nettes, correspondant à la période de référence 1938. (Des coefficients particuliers ont dû être cependant calculés pour le coke non sidérurgique, les agglomérés et l'automobile [Renault]).

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics

2. Evolution de l'indice

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Evolution trimestrielle récente.

	I	II	III	IV
Avec aéronautique:				
1953	145	143	115	145
1954	148	147	127	148
1955	157			
Sans aéronautique:				
1953	161	154	129	165
1954	172	165	149	175
1955	182			
Indice de la production industrielle bâtiment exclu:				
1953	144	146	124	147
1954	150	162	142	164
1955	169	(172)		

Evolution annuelle.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Avec aéronautique	100	110	127	134	137	143
Sans aéronautique	124	133	149	155	152	165
Indice de la production industrielle, bâtiment exclu	122	123	139	145	141	154

4° ACTIVITE

a) Evolution d'ensemble.

(Toutes activités.)

1. Effectifs

(1938 = 100.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	110,6	110,7	111	110,9
1953	108,8	108,7	109,4	110
1954	108,8	109,3	110,9	111,4
1955	110,7	111,6		

Moyenne 1949 = 106,6. — 1950 = 107,1. — 1951 = 109,7. — 1952 = 110,4. — 1953 = 109,1. — 1954 = 110,2.

2. Durée hebdomadaire du travail

(Heures.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	45,1	44,9	44,8	45
1953	44,5	44,5	45 (1)	45,1
1954	45	45	45,3	45,3
1955	45,2	45,1		

Moyenne: 1949 = 44,6. — 1950 = 45. — 1951 = 45,2 — 1952 = 44,9. — 1953 = 44,8. — 1954 = 45,2.

3. Niveau de l'activité

(Heures-ouvriers effectuées = effectifs × durée du travail.)

1938 = 100.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	127	126,3	126,4	126,8
1953	123,2	123	125,3	126,2
1954	124,6	124,9	127,5	128,4
1955	127,2	127,9		

Moyenne: 1949 = 120,7. — 1950 = 122,5. — 1951 = 126,1. — 1952 = 125,9. — 1953 = 124,5. — 1954 = 126,5.

Source: Ministère du travail et de la sécurité sociale. — Enquête trimestrielle effectuée, par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de 10 salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la Société nationale des chemins de fer français, les Houillères et la Régie autonome des transports parisiens sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés, les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

(1) En juin 1953, 43,6 p. 100 (enquête I. N. S. E. E. — tous salariés) ou 43,3 p. 100 (enquête ministère du travail — établissements de plus de 10 salariés, ouvriers et employés) de la population salariée occupée dans l'industrie travaillant 48 heures et plus. De 3,3 p. 100 (enquête ministère du travail) à 8,6 p. 100 (enquête I. N. S. E. E.) travaillant moins de 40 heures.

b) Evolution par secteur ou branche d'activité.

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (3° Production industrielle), et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.) I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h.). I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV	NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.) I (1er jour du trimestre.)	II	III	IV
1. ENERGIE												
Combustibles minéraux solides.												
1953.....	104,8	103,5	101,5	99,9	48	48 *	48	48	125,8	124,2	121,8	119,9
1954.....	99,5	98,9	98,1	96,3	48	48	48	48	119,4	118,7	117,7	115,6
1955.....	96,2	96,5			48	48			115,4	114,6		
	Moyenne : 1950 = 113,6. — 1951 = 107,8. 1952 = 106,5. — 1953 = 101,8. 1954 = 97,8.				Moyenne : 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48. 1954 = 48.				Moyenne : 1950 = 136,3. — 1951 = 129,4. 1952 = 127,4. — 1953 = 122,2. 1954 = 117,4.			
Eau, gaz, électricité.												
1953.....	108,8	108,4	108,6	108,4	48	48	48	48	130,6	130,1	130,3	130,1
1954.....	107,9	107,6	107,5	107,7	48	48	48	48	129,5	129,1	129	129,2
1955.....	107,4	106,7			48	48			128,9	128		
	Moyenne : 1950 = 108,5. — 1951 = 109,4. 1952 = 109,2. — 1953 = 108,4. 1954 = 107,6.				Moyenne : 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48. 1954 = 48.				Moyenne : 1950 = 130,3. — 1951 = 131,3. 1952 = 131,1. — 1953 = 130,1. 1954 = 129,1.			
Pétrole et carburants liquides.												
1953.....	163,1	157,4	158,8	159,9	46,8	46,6	47,2	46,9	191,8	184,3	188,3	188,4
1954.....	159,9	161,8	166,3	166,5	47,4	46,7	47,1	47,1	190,4	189,8	196,7	197
1955.....	167,5	175,4			47,3	47,2			199	208		
	Moyenne : 1950 = 144,1. — 1951 = 158,7. 1952 = 163,5. — 1953 = 159,8. 1954 = 164,4.				Moyenne : 1950 = 47,2. — 1951 = 47,2. 1952 = 46,6. — 1953 = 47. 1954 = 47,9.				Moyenne : 1950 = 171,1. — 1951 = 188,1. 1952 = 191,6. — 1953 = 188,6. 1954 = 194,6.			
Ensemble.												
1953.....	109	107,7	106,5	105,4	47,9	47,9	48	47,9	130,7	129	127,7	126,4
1954.....	105	104,6	104,2	103,1	48	47,9	48	48	126	125,4	124,9	123,6
1955.....	103	102,7			48	48			123,5	123,1		
	Moyenne : 1950 = 114. — 1951 = 111. 1952 = 110,3. — 1953 = 106,7. 1954 = 104.				Moyenne : 1950 = 47,9. — 1951 = 47,9. 1952 = 47,9. — 1953 = 47,9. 1954 = 48.				Moyenne : 1950 = 136,7. — 1951 = 133,1. 1952 = 132,1. — 1953 = 128. 1954 = 124,7.			
2. INDUSTRIES D'ÉQUIPEMENT												
Extraction de minerais divers												
1953.....	105,5	106,2	105,7	107	46,2	46,5	46,8	46,8	121,9	123,5	123,7	125,2
1954.....	105,7	106,7	108,5	106,8	46,3	46,8	47,2	47,4	122,4	124,8	128	126,6
1955.....	104,1	105,2			46,7	47,5			121,6	125		
	Moyenne : 1950 = 108,7. — 1951 = 109,3. 1952 = 108,1. — 1953 = 106. 1954 = 106,1.				Moyenne : 1950 = 46,9. — 1951 = 46,7. 1952 = 46,9. — 1953 = 46,5. 1954 = 46,9.				Moyenne : 1950 = 127,5. — 1951 = 127,7. 1952 = 126,7. — 1953 = 123,3. 1954 = 124,7.			
Céramique et matériaux de construction.												
1953.....	118,9	119,3	119,4	118,2	45,3	45	45,7	45,8	138,9	138,4	140,4	139,5
1954.....	116,4	118,7	121,3	120,6	45,6	45,4	46,1	46,2	136,8	138,9	144,1	143,6
1955.....	118,7	121,9			45,8	46			140,2	144,6		
	Moyenne : 1950 = 113,3. — 1951 = 117,8. 1952 = 121,8. — 1953 = 118,4. 1954 = 119,1.				Moyenne : 1950 = 45,4. — 1951 = 45,9. 1952 = 45,8. — 1953 = 45,5. 1954 : 45,8.				Moyenne : 1950 = 132,7. — 1951 = 139,3. 1952 = 143,7. — 1953 = 138,8. 1954 = 140,7.			
Production de métaux.												
1953.....	115,3	113,5	111,6	110,4	47,3	47,7	47,4	47,3	137,7	136,8	133,6	131,8
1954.....	109,2	107,9	107	106,9	47,3	46,3	46,8	47,2	130,4	126,1	126,5	127,4
1955.....	107,5	108,7			48,7	48,3			130,6	132,6		
	Moyenne : 1950 = 112,3. — 1951 = 114,3. 1952 = 116,2. — 1953 = 112. 1954 = 107,7.				Moyenne : 1950 = 48,1. — 1951 = 48,2 1952 = 48,3. — 1953 = 47,4. 1954 = 47,1.				Moyenne : 1950 = 137. — 1951 = 139. 1952 = 141,5. — 1953 = 134,1. 1954 = 128,2.			

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.) I	II	III	IV	DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h.) I	II	III	IV	NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.) I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
Industrie mécanique et électrique.												
1953.....	126	124,1	123,9	124,1	45,1	44,7	45,8	45,8	145,3	141,8	145,1	145,3
1954.....	125,2	126,2	126,7	127,3	46,1	46,1	46,3	46,4	147,6	148,8	150	151,1
1955.....	128,7	130,6				46,5	46,5		153	155,3		
	Moyenne : 1950 = 122,8. — 1951 = 126,4. 1952 = 128,8. — 1953 = 124,7. 1954 = 126,8.				Moyenne : 1950 = 45,8. — 1951 = 46,5. 1952 = 46,1. — 1953 = 45,5. 1954 = 46,3.				Moyenne : 1950 = 143,8. — 1951 = 150,4. 1952 = 151,9. — 1953 = 145. 1954 = 150,1.			
Industrie du verre.												
1953.....	93,9	92,6	93,5	93,9	44,1	44,3	44,6	45	106,8	105,7	107,4	108,9
1954.....	94,5	95,2	94,9	95	45,1	45,2	45,1	45,6	109,8	110,9	110,3	111,6
1955.....	95,3	96,6			45,4	45,2			111,5	112,5		
	Moyenne : 1950 = 102,3. — 1951 = 104,2. 1952 = 99,8. — 1953 = 93,7. 1954 — 95.				Moyenne : 1950 = 45,8. — 1951 = 46,1. 1952 = 44,4. — 1953 = 44,6. 1954 — 45,3.				Moyenne : 1950 = 120,8. — 1951 = 123,7. 1952 = 114,9. — 1953 = 107,7. 1954 — 110,8.			
Bâtiments et travaux publics.												
1953.....	148,2	153,2	156,4	159,5	45,9	47	47,7	47,7	170,1	180	186,6	190,3
1954.....	154,6	159,5	166,8	170,6	46,4	47,1	48	48,1	179,3	187,9	200,2	205,2
1955.....	166,5	171,5			46,6	47,4			194,8	203,2		
	Moyenne : 1950 = 134. — 1951 = 141,6. 1952 = 150,1. — 1953 = 154,4. 1954 — 163,6.				Moyenne : 1950 = 46,7. — 1951 = 46,9. 1952 = 47,1. — 1953 = 46,9. 1954 — 47,2.				Moyenne : 1950 = 156,6. — 1951 = 166. 1952 = 176,3. — 1953 = 181,1. 1954 — 193,5.			
3. INDUSTRIES DE CONSOMMATION												
Industrie chimique et caoutchouc.												
1953.....	118,6	119,2	119,9	120	44,4	44,3	44,6	44,5	133,3	133,7	135,4	135,2
1954.....	120,8	122,8	123,4	123,2	45,1	44,8	45	45	138	139,3	140,6	140,3
1955.....	124,2	125,7			44,9	44,1			141,2	142,3		
	Moyenne : 1950 = 117. — 1951 = 122,6. 1952 = 120,9. — 1953 = 119,7. 1954 — 122,9.				Moyenne : 1950 = 44,6. — 1951 = 44,9. 1952 = 44,6. — 1953 = 44,6. 1954 — 45.				Moyenne : 1950 = 132,3. — 1951 = 139,5. 1952 = 136,4. — 1953 = 135,1. 1954 — 139,9.			
Industrie textile.												
1953.....	93,4	92	91,5	91,7	41,1	40,9	42,1	42,3	102,9	101,1	103,6	104,3
1954.....	94,8	91,2	90,3	89,8	42,6	42,1	42,3	42,6	105,1	103,2	102,7	102,8
1955.....	89,2	87,5			42,5	41,3			101,9	97,1		
	Moyenne : 1950 = 100. — 1951 = 100,9. 1952 = 95,6. — 1953 = 92. 1954 — 90,5.				Moyenne : 1950 = 42,9. — 1951 = 42,9. 1952 = 40,7. — 1953 = 41,8. 1954 — 42,4.				Moyenne : 1950 = 115,4. — 1951 = 116,5. 1952 = 105,1. — 1953 = 103,4. 1954 = 103,1.			
Cuirs et peaux												
1953.....	96,5	96,2	94,4	93,7	41,6	41,2	41,2	41,4	106,7	105,4	103,5	103,2
1954.....	92,3	92,4	90,9	90,8	41,4	41,3	41,3	42,3	102,7	101,5	99,8	102,2
1955.....	91,2	91			42	42,1			101,9	101,9		
	Moyenne : 1950 — 99,4. — 1951 = 98,7. 1952 = 95,7. — 1953 = 94,8. 1954 = 91,7.				Moyenne : 1950 = 41,3. — 1951 — 41 1952 = 41,1. — 1953 = 41,4. 1954 = 41,7.				Moyenne : 1950 = 109,3. — 1951 — 107,7. 1952 = 104,8. — 1953 = 104,3. 1954 = 101,6.			
Papiers et cartons.												
1953.....	102	102,6	103,6	105,1	43,2	43,7	44,8	44,6	114,1	116,1	120,3	121,4
1954.....	105,3	105,8	106,2	106	45	44,6	44,8	44,6	122,8	122,2	123,3	122,4
1955.....	105,9	105,6			45,1	44,6			123,7	122		
	Moyenne : 1950 — 99,4. — 1951 = 104,7. 1952 = 104,5. — 1953 = 103,7. 1954 = 105,8.				Moyenne : 1950 = 44,5. — 1951 — 45. 1952 = 42,7. — 1953 = 44,3. 1954 = 44,8.				Moyenne : 1950 — 114,6. — 1951 = 122,1. 1952 = 116,3. — 1953 = 118,9. 1954 = 122,9.			

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.)				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h.).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
Industries agricole et alimentaire.												
1953.....	108,4	109,1	116	123,1	44,6	44,1	45,5	45,3	122,7	122,1	134	141,6
1954.....	112,1	109,3	120,7	123,4	45	44,3	45,5	45,1	128	122,9	139,4	141,3
1955.....	116,4	116,2			45,7	44,3			135	130		
	Moyenne: 1950 = 103,9. — 1951 = 110,7. 1952 = 111,3. — 1953 = 113,7. 1954 = 116,1.				Moyenne: 1950 = 45,3. — 1951 = 45. 1952 = 44,7. — 1953 = 44,9. 1954 = 45,1.				Moyenne: 1950 = 119,5. — 1951 = 127,5. 1952 = 126,5. — 1953 = 129,7. 1954 = 133,3.			
Industrie du bois et ameublement.												
1953.....	114,8	112,5	112,2	111,9	43,3	44,2	45,5	45,7	131,4	128,5	131,9	132,2
1954.....	112,1	110,8	110,4	110,6	45,3	44,9	45,5	45,9	131,3	128,5	129,8	131,2
1955.....	111,2	111,5			45,5	45,4			130,8	130,8		
	Moyenne: 1950 = 115,3. — 1951 = 118,9. 1952 = 118,7. — 1953 = 112,7. 1954 = 111.				Moyenne: 1950 = 45,2. — 1951 = 45,7. 1952 = 45,3. — 1953 = 45. 1954 = 45,4.				Moyenne: 1950 = 134,6. — 1951 = 140,6. 1952 = 139. — 1953 = 131,1. 1954 = 130,3.			
Habillement, travail des étoffes.												
1953.....	95,9	97,4	97,1	97,4	40,4	41,2	40,7	40,9	99,8	103,4	101,9	102,7
1954.....	96	96,2	94,2	94,1	40,7	40,6	40,5	40,8	100,7	100,6	98,3	99
1955.....	92,8	92,8			40,2	40,5			96,1	96,9		
	Moyenne: 1950 = 91,2. — 1951 = 96,1. 1952 = 95,8. — 1953 = 96,8. 1954 = 94,7.				Moyenne: 1950 = 40,6. — 1951 = 40,6. 1952 = 40,4. — 1953 = 40,8. 1954 = 40,6.				Moyenne: 1950 = 95,4. — 1951 = 100,6. 1952 = 99,8. — 1953 = 101,7. 1954 = 98,9.			
4. Industries de transformation (bâtiment inclus)												
Ensemble.												
1953.....	117,4	117,4	118,2	119,4	44,1	44,2	44,9	45	132,9	133	136,2	137,8
1954.....	117,8	118,7	120,7	121,6	44,8	44,8	45,3	45,3	135,6	136,3	139,8	141,4
1955.....	120,7	122,1			45,1	45			139,6	140,8		
	Moyenne: 1950 = 114,3. — 1951 = 118,2. 1952 = 119,6. — 1953 = 118. 1954 = 119,9.				Moyenne: 1950 = 44,9. — 1951 = 45,2. 1952 = 44,7. — 1953 = 47,6. 1954 = 45.				Moyenne: 1950 = 131,6. — 1951 = 137,1. 1952 = 1937. — 1953 = 135,1. 1954 = 138,5.			
5. Transports												
Société nationale des chemins de fer français.												
1953.....	79,8	78,8	78,3	77,5	48	48	48	48	95,8	94,6	94	93
1954.....	77,2	76	75,5	74,9	48	48	48	48	92,6	91,2	90,6	89,9
1955.....	74,4	73,3			48	48			89,3	88		
	Moyenne: 1950 = 88,1. — 1951 = 83,8. 1952 = 81. — 1953 = 78,3. 1954 = 75,6.				Moyenne: 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48. 1954 = 48.				Moyenne: 1950 = 105,7. — 1951 = 100,6. 1952 = 97,2. — 1953 = 94. 1954 = 90,7.			
Ensemble.												
1953.....	81,1	80,4	80,3	79,8	47,6	47,6	47,6	47,6	97	96,2	96	95,4
1954.....	79	78,3	78,3	77,9	47,6	47,6	47,7	47,6	94,6	93,6	93,8	93,2
1955.....	77,2	76,4			47,6	47,6			92,4	91,5		
	Moyenne: 1950 = 87,8. — 1951 = 84,5. 1952 = 82,2. — 1953 = 80,1. 1954 = 78,1.				Moyenne: 1950 = 47,6. — 1951 = 47,6. 1952 = 47,6. — 1953 = 47,6. 1954 = 47,6.				Moyenne: 1950 = 105,1. — 1951 = 101,2. 1952 = 98,3. — 1953 = 95,9. 1954 = 93,5.			
6. Activités commerciales et libérales												
1953.....	97,6	97,9	99,3	99,1	43,4	43,4	43,5	43,5	106	106,1	108	107,9
1954.....	98,6	99	100,8	100,8	43,6	43,5	43,7	43,7	107,5	107,7	110,2	110,1
1955.....	100,4	101,1			43,7	43,6			109,6	110,1		
	Moyenne: 1950 = 94,5. — 1951 = 96,9. 1952 = 97,9. — 1953 = 98,5. 1954 = 99,9.				Moyenne: 1950 = 43,3. — 1951 = 43,4. 1952 = 43,4. — 1953 = 43,5. 1954 = 43,6.				Moyenne: 1950 = 102,3. — 1951 = 105,2. 1952 = 106,3. — 1953 = 107,1. 1954 = 108.			

Source: Ministère du travail.

Durée hebdomadaire du travail par branche d'activité (ouvriers et employés).

(I. N. S. E. E.: enquête par sondage sur l'emploi d'octobre 1954.)

	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
	(Heures.)		
Agriculture, forêts, pêche	44,7	35,8	43,5
Energie	43,4	41,7	43,3
Industrie	44,2	38,8	42,7
Transports	45,3	37,4	43,8
Commerce	46,6	41,5	44,5
Professions administratives et libérales	42,9	38,9	40,8
Service domestiques, hygiène	37,9	33,5	35,4
Non déclaré	42,2	26,9	34,3
Ensemble	41,4	38,9	42,7

c) Emploi et chômage.

1. Chômeurs secourus

Total France entière (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1953	54,3	75,5	60,07	51,9
1954	61,9	75,9	61,7	48,4
1955	57,4	67,2	50,7	

Moyenne mensuelle: 1938 = 373,6. — 1950 = 52,4. — 1951 = 41,2. — 1952 = 37,8. — 1953 = 61,8. — 1954 = 62,6.

Dont:

Hommes de moins de soixante ans aptes au travail:

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1953	28,5	43,2	48,5	26,1
1954	32,9	43,2	32,5	23
1955	28,9	35,9	38,4	

N. B. — Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout, un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

Source: Ministère du travail.

2. Fonds de chômage ouverts

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1953	555	856	801	701
1954	751	979	949	755
1955	770	917	794	

Moyenne mensuelle: 1951 = 395. — 1952 = 435.

Source: Ministère du travail.

3. Demandes d'emploi non satisfaites

Nombre (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1953	182	207	159,3	154,5
1954	193	218,6	169,4	152,5
1955	177,9	198,8	142,9	

Moyenne mensuelle: 1938 = 402. — 1950 = 153. — 1951 = 120. — 1952 = 132. — 1953 = 179. — 1954 = 183,9.

Rapports des offres aux demandes d'emploi non satisfaites.

Nombre d'offres pour 100 demandes.

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1953	3,7	5,3	7,9	8,6
1954	3,7	5,3	8,7	11,5
1955	5,7	7,8	16,7	

Moyenne mensuelle: 1938 = 0,9. — 1950 = 10,3. — 1951 = 21,7. — 1952 = 12,1. — 1953 = 5,7. — 1954 = 7,3.

N. B. — Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent en effet des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offices de placement. Toutefois, les enquêtes par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

Source: Ministère du travail.

Proportion des demandeurs d'emplois et des chômeurs secourus dans la population active.

Nombre de demandes restant à satisfaire pour 10.000 salariés.

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
Ensemble:				
1953	166	188	145	141
1954	175	199	154	139
1955	162	199		

Moyenne: 1952 = 115. — 1953 = 163. — 1954 = 167.

Nombre de chômeurs secourus à l'exclusion des inaptes pour 10.000 salariés.

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
Ensemble:				
1953	49	69	55	47
1954	56	69	56	44
1955	52	67		

Moyenne: 1952 = 35. — 1953 = 56. — 1954 = 57.

Activités les plus atteintes en 1954.

Nombre de demandes restant à satisfaire pour 10.000 salariés.

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
Spectacles	1.915	1.978	2.092	1.934
Manutention	646	755	605	507
Textiles:				
Production de fil et d'étoffes	206	247	264	240
Utilisation des tissus	148	174	143	146
Cuirs et peaux	269	293	295	231
Construction et bâtiment	282	376	219	147
Production et utilisation des métaux	149	158	116	112
Services et domestiques	215	217	166	162

Nombre de chômeurs secourus à l'exclusion des inaptes pour 10.000 salariés.

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
Spectacles	358	394	381	299
Manutention	221	266	222	174
Textiles:				
Production de fil et d'étoffes	65	98	99	74
Utilisation des tissus	53	67	55	54
Cuirs et peaux	129	153	166	124
Construction et bâtiment	94	147	93	56
Production et utilisation des métaux	69	78	60	52
Services et domestiques	46	50	37	29

Source: Ministère du travail.

4. Chômage partiel

(Evaluation du ministère du travail.)

Voici d'abord la statistique portant sur l'ensemble des branches recensées (industries, transports, activités commerciales et libérales).

Effectif ouvrier ayant travaillé par semaine.

	MOINS de 32 heures.	DE 32 à 35 heures.	DE 36 à 39 heures.
1er avril 1954	45.400	64.500	59.100
1er avril 1955	37.800	67.800	72.400

BRANCHE D'ACTIVITÉ	OUVRIERS OCCUPÉS au 1er avril 1955.			ENSEMBLE	
	Moins de 32 heures.	32 heures à 35 heures.	36 heures à 39 heures.	1er janvier 1955.	1er avril 1955.
Extraction de minerais divers construction..	»	»	»	400	»
Production des métaux.	»	»	»	»	»
Industrie mécanique et électrique	»	2.100	2.100	4.100	4.200
Industrie du verre....	»	»	500	900	500
Céramique, matériaux de construction.....	»	200	600	200	800
Bâtiment, travaux publics	»	»	900	7.600	900
Industrie chimique et caoutchouc	500	500	2.000	1.400	3.000
Industrie agricole et alimentaire	4.500	6.400	4.800	8.800	15.700
Industrie textile.....	8.900	32.200	30.300	33.200	71.400
Habillement et travail des étoffes.....	5.800	13.400	5.500	32.000	24.700
Cuirs et peaux.....	2.400	3.800	5.800	13.100	12.000
Industrie du bois, ameublement	1.200	700	1.800	2.500	3.800
Papier-carton	100	200	400	700	700
Industrie polygraphique	200	1.400	12.300	16.400	13.800
Industries diverses.....	300	1.400	1.500	1.200	3.200
Industries de transformation (y compris le bâtiment).	24.000	62.300	68.400	122.500	154.700
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.).	»	»	200	200	200
Transports	»	»	200	200	200
Commerces agricoles et alimentaires	900	»	600	800	1.500
Commerces non alimentaires	1.000	1.000	1.300	2.500	3.300
Banques, assurances, agences	»	»	»	»	»
Spectacles	200	100	300	500	600
Hygiène	9.800	3.000	1.500	23.200	14.300
Professions libérales...	1.900	1.400	100	2.300	3.400
Toutes activités...	37.800	67.800	72.400	152.000	178.000

Chômage partiel indemnisé.

(1.000.)

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
1953:				
Salariés indemnisés.....	124	97	37	32
Journées perdues (1).....	702	508	204	191
1954:				
Salariés indemnisés.....	60	50	30,5	21,6
Journées perdues (1).....	353	272	188,5	96
1955:				
Salariés indemnisés.....	355 (2)	333,7		
Journées perdues.....	67 (3)	69,6		

5. Conflits de travail

Nombre de journées perdues (1.000).

	I (Janvier)	II (Avril)	III (Juillet)	IV (Octobre)
1953.....	23,5	153,2	153	401
1954.....	67	74	37,9	60
1955.....	91,3	59,8		

Source: Ministère du travail.

d) Activité générale.

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la S. N. C. F. (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

1. Indice d'ensemble de la production industrielle

(Bâtiment exclu.)

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	144	146	124	147
1954	150	162	142	165
1955	169	172		

Moyenne mensuelle: 1950 = 123. — 1951 = 139. — 1952 = 145. — 1953 = 141. — 1954 = 154.

2. Trafic S. N. C. F.

Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant (4).

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	137	135	130	129
1954	132	125	126	129
1955	141 avril (137) mai (141)			

Moyenne mensuelle: 1950 = 135. — 1951 = 153. — 1952 = 156. — 1953 = 128. — 1954 = 128.

Tonnage chargé et entré chargé.

Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes).

(Moyenne par trimestre.)

	I	II	III	IV
1953	454	446	382	504
1954	457	427	435	539
1955	515 avril (527)			

Moyenne mensuelle: 1938 = 362. — 1951 = 481. — 1952 = 471. — 1953 = 446. — 1954 = .

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

(2) + 158 en raison des inondations.

(3) + 27 en raison des inondations.

(4) Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 38, ramenées au taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux.

3. INDICE DE LA PRODUCTION TOTALE D'ÉLECTRICITÉ

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	207	194	180	215
1954	224	215	201	234
1955	248 avril (235) mai (230)			

Moyenne mensuelle: 1950 = 160. — 1951 = 182. — 1952 = 194. — 1953 = 198. — 1954 = 198.

Source: I. N. S. E. E.

5° PRODUCTIVITE

a) Evolution de la productivité de 1949 à 1953.

CALCUL DES INDICES DE LA PRODUCTIVITE GLOBALE

(Note de l'I. N. S. E. E.)

Les indices donnés ci-dessous comportent en général une large part d'incertitude et ne peuvent être considérés que comme des ordres de grandeur.

1. INDICES DE LA PRODUCTIVITÉ GLOBALE DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE

(Base 100 en 1938.)

Définition et méthodes. — La productivité globale est définie par le rapport en nature:

$$\frac{\text{production industrielle}}{\text{ensemble des facteurs utilisés par l'industrie.}}$$

a) La production industrielle, entendue comme la production finale de l'industrie (nationalisée ou non) comprend:

Les biens sortant du secteur « industrie » (à destination des consommateurs, de l'agriculture, des services ou de l'extérieur);

Les biens, qui restent au sein du secteur industrie, en accroissent les stocks.

Pratiquement, nous partirons de l'indice de la production industrielle de l'I. N. S. E. E. (sans bâtiment) et ajouterons les quatre grandes branches non comprises dans l'indice (bâtiment et travaux publics, industries alimentaires, bois, habillement); puis nous pratiquerons une correction estimative pour transformer l'indice ainsi obtenu en indice de la production finale (tenant compte des économies d'énergie, matières premières ou demi-produits, ainsi que des variations de stocks de matières premières et demi-produits).

b) Les *facteurs de production* mis en œuvre par l'industrie sont les suivants:

Le *travail*, mesuré pratiquement par le nombre d'heures de travail des salariés dans les établissements de plus de dix salariés (enquête du ministère du travail: énergie et industrie de transformation);

Les fournitures de l'agriculture, dont les variations sont estimés d'après l'évolution des industries alimentaires, des industries du bois, etc.);

Les services utilisés par l'industrie (transports, P. T. T., banques, assurances, etc.); leurs variations sont estimées, au mieux d'après les données disponibles;

Le capital équipement de l'industrie, pour lequel il semble raisonnable d'admettre un accroissement net de 2 p. 100 par an depuis 1949;

Enfin les importations de matières premières ou énergétiques, destinées à l'industrie; nous sommes renseignés sur ce point par les indices du volume du commerce extérieur de l'I. N. S. E. E. (groupements d'utilisation) (1).

La pondération de ces différents facteurs est effectuée d'après leur coût total en 1938 (2), le capital-équipement intervenant au titre de l'amortissement.

Les indices annuels obtenus pour la production et les facteurs sont utilisés sans tenir compte du décalage qui existe entre la mise en œuvre des facteurs et l'obtention des produits. Mais la date même des enquêtes du ministère du travail implique en fait un délai de près de deux mois entre travail et production finale de l'industrie. Les délais réels sont souvent plus importants, mais variable selon les branches et mal connus.

(1) Les importations de biens d'équipement doivent être exclues, car elles servent seulement à augmenter le capital-équipement de l'industrie française.

(2) Source: « Estimation du revenu national français » (Commissariat au plan, 1947).

Calcul des indices de productivité globale dans l'industrie française.

(Base 100 en 1938.)

PONDÉRATIONS	DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953 (1)
	a) Production industrielle.					
73	Indice I.N.S.E.E., bâtiment exclu.....	122	123	139	145	140
10,5	Bâtiment, travaux publics (2).....	137	140	147	153	155
8	Industries alimentaires (3).....	90	106	105	94	103
3,5	Industries du bois (3).	125	130	137	137	128
5	Habillement, travail des étoffes (3).....	99	109	115	103	105
100	Indice global brut (3)..	120	122	136	139	135
	Indice global corrigé (4).....	122	128	139	140	138
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 5	+ 8,5	+ 1	− 1,5
	b) Facteurs de production.					
48	Heures de travail.....	129	132	137	138	135
8	Fournitures de l'agriculture	90	100	102	100	103
14	Services utilisés par l'industrie	118	119	138	138	136
(5) 18	Capital-équipement de l'industrie	102	104	106	108	110
12	Volume des importations destinées à l'industrie (6):					
	Energies	114	98	126	144	134
	Matières premières.	103	103	133	131	140
	Total brut	107	102	132	136	139
	Total corrigé (7)...	107	110	130	133	134
100	Indice global des facteurs	117	120	128	129	128
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 2,5	+ 7	+ 1	− 1
	c) Indice productivité globale.	104	106,5	108,5	108,5	107,5
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 2,5	+ 2	0	− 1

(1) Estimations provisoires.
(2) Indice estimé d'après l'activité, la consommation d'énergie et de matériaux.
(3) Voir le *Bulletin mensuel de statistiques* de juillet 1954, page 3.
(4) Correction estimative permettant de passer de l'indice brut à l'indice de la production finale.
(5) Pondération correspondant à l'amortissement.
(6) Pondération: énergie, 1; matières premières, 2.
(7) Correction estimative pour variation des stocks.

Production et productivité du travail dans quelques secteurs (1).
(Indices: base 1938 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Pétrole et carburants:					
Production	159	208	282	329	348
Productivité du travail (1).	101,5	121,5	150	171	185
Charbon (houille et lignite):					
Production	112	112	116	121	116
Productivité du travail (2).	85,5	94	103,5	109	113
Gaz et électricité:					
Production	150	163	181	191	194
Productivité du travail (1).	117	125	138	145,5	149
Production des métaux:					
Production	143	139	160	177	163
Productivité du travail (1).	104	101,5	115	125	121
Chemins de fer (S. N. C. F.):					
Trafic (3)	109,5	105,5	100,5	97	94,5
Productivité du travail	130,5	127,5	151	154	140

(1) Production par heure de travail.
(2) Rendement fond et jour par poste.
(3) Evalué à partir des unités-trafic (t. km + v. km) et des recettes à tarif constant (moyenne de ces deux indices).
Source: Centre d'étude et de mesure de la productivité.

2. Indice de la productivité globale a l'échelle nationale, base 100, en 1934-1938.

Définitions et méthodes. — La productivité globale est définie comme par le rapport en nature

$$\frac{\text{production nationale}}{\text{ensemble des facteurs utilisés par l'économie nationale}}$$

a) La *production nationale* entendue comme la production finale de la nation comprend:

Tous les biens et services allant aux consommateurs;
Toutes les exportations (y compris celles des services);
Parmi les autres biens, tous ceux qui accroissent les stocks ou l'équipement de l'économie nationale.

Pratiquement, nous combinerons les trois indices partiels suivants:

Production industrielle, calculée comme ci-dessus, mais à l'exclusion des produits allant à l'agriculture ou aux services (en fait les mêmes chiffres peuvent être conservés, sous réserve du changement de base);

Production agricole, y compris l'accroissement du cheptel, mais à l'exclusion des produits allant à l'industrie (les bouchers, charcutiers, etc. sont considérés comme faisant partie du secteur agricole) (1).

Services rendus aux particuliers ou à l'extérieur (logement, transports, P. T. T., soins personnels, soins médicaux, spectacles, banques, etc.); ces services sont estimés sur la base des diverses statistiques existantes.

La pondération des trois indices partiels est effectuée d'après les valeurs des différentes productions en 1938 (2).

b) Les *facteurs de production* mis en œuvre par l'économie nationale sont les suivants:

Le travail dans l'industrie et les services, mesuré pratiquement par le nombre d'heures de travail dans les établissements de plus de dix salariés (enquête du ministère du travail, toutes activités);

Le travail dans l'agriculture, dont les variations peuvent être estimées à partir de la population active et de la durée du travail d'ailleurs très mal connues l'une et l'autre;

L'ensemble de l'équipement national, pour lequel on peut admettre un accroissement net de l'ordre de 1 p. 100 par an depuis 1949 (logements compris);

Les importations de matières premières ou énergétiques, qui sont à peu près celles que nous avons admises pour l'industrie seule.

La pondération de ces différents facteurs est effectuée d'après leur coût total en 1938 (2), l'équipement national intervenant au titre de l'amortissement.

La terre n'est pas prise en considération, bien qu'elle soit le facteur de production essentiel de l'agriculture; en effet, qu'elle n'a pas en principe à être « amortie » et sa valeur ne résulte que de sa rareté, d'où controverses possibles...

D'autre part, aucune correction n'est intervenue pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la mise en œuvre des facteurs et l'obtention des produits. L'imprécision des chiffres rend d'ailleurs illusoire une telle correction.

(1) Contrairement à la définition antérieurement utilisée, nous considérons que les récoltes de 1950, par exemple, concernent le second semestre de 1950 et le premier semestre de 1951. La comparaison des progrès de productivité avec ceux du salaire réel en est facilitée.
(2) Source; « Estimation du revenu national français », déjà citée.

Calcul des indices de productivité à l'échelle nationale,
(Base 100 en 1934-1938.)

PONDÉRATIONS	DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953 (1)
	a) Production.					
48	Production industrielle:					
	Base 100 en 1938...	122	128	139	140	138
	Base 100 en 1934-1938	121,4	127,4	138,3	139,3	137,3
32	Production agricole (2).	91	98	100	105	110
20	Services	108	109	111	111	112
100	Indice production nationale	109	115	121,5	123,5	124
	Variations annuelles (p. 100)		+ 5,5	+ 5,5	+ 1,5	+ 0,5
	b) Facteurs de production.					
62	Heures de travail (industries, services):					
	Base 100 en 1938...	120,7	122,5	126,1	126,6	124,4
	Base 100 en 1934-1938	117	118,5	122	122,5	120,5
19	Heures de travail (agriculture)	91	90	89	88	87
(3) 12	Equipement national..	98	99	100	101	102
7	Volume des importations (énergie et matières premières)	107	110	132	133	134
100	Indice facteurs de production	109	110	113,5	114	113
	Variations annuelles (p. 100)		+ 1	+ 3	+ 0,5	— 1
	c) Indice productivité globale.	100	104,5	106,5	108	109,5
	Variations annuelles (p. 100)		+ 4,5	+ 2	+ 1,5	+ 1,5

(1) Estimations provisoires.
(2) La production végétale de l'année *n* comprenant la moitié des récoltes de l'année *n* 1 et la moitié des récoltes de l'année *n*.
(3) Pondération correspondant à l'amortissement.

b) **Indices base 100 en 1949.**
(En ordre de grandeur.)

1° *Ensemble de l'industrie française*
(Indice base 100 en 1949.)

	1949	1950	1951	1952	1953
Production finale	100	105	114	115	113
Facteurs de production	100	102,5	109,5	110,5	109,5
Productivité	100	102,5	104,5	104,5	103,5
Variations annuelles de la productivité (%)		+ 2,5	+ 2	0	— 1

2° *Ensemble de l'économie française.*
(Indice base 100 en 1949.)

	1949	1950	1951	1952	1953
Production finale	100	105,5	111	113,5	114
Facteurs de production	100	101	104	104,5	103,5
Productivité	100	104,5	106,5	108	109,5
Variations annuelles de la productivité (%)		+ 4,5	+ 2	+ 1,5	+ 1,5

Dont:

Productivité du travail.
(D'après le centre d'études et de mesure de la productivité.)

	1949	1950	1951	1952	1953
Industrie et services	100	103	107	107	108
Agriculture	100	109	112	119,5	126,5
Ensemble	100	105	108,5	109,5	111
		(+ 5 %)	(+ 3,5 %)	(+ 1 %)	(+ 1,5 %)

c) Evolution de la productivité agricole.

(1934-1938 = 100.)

Indices: base 1934-1938 = 100.

	1946	1947	1948	1949	1950
Productivité agricole globale.	93	87	98	101	117
Variation annuelle (accroissement + ou réduction — en p. 100.....	•	— 6	+ 12	+ 3	+ 16

	1951	1952	1953	1954
Productivité agricole globale.	112	119	124,6	129,1
Variation annuelle (accroissement + ou réduction — en p. 100.....	— 4	+ 6	+ 5	+ 4

Source: « La productivité agricole en France de 1892 à 1952 », par Pierre Coutin (*Bulletin technique d'information des ingénieurs des services agricoles*, avril 1949, remise à jour en juillet 1954). (Voir rapport 1954 du « Commissariat général au plan ».)

6° ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

a) Résultats globaux.

N. B. — Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations (1)

(Or inclus.)

IMPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954...	4.356	4.367	4.402	4.393
1955...	4.554	4.944		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4.111.	1951 = 4.054.
1929 = 4.955.	1952 = 4.365.
1938 = 3.952.	1953 = 4.082.
1949 = 3.839.	1954 = 4.380.
1950 = 3.257.	

EXPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954...	3.508	3.584	3.773	4.176
1955...	4.311	4.973		

Moyenne mensuelle:

1928 = 3.427.	1951 = 3.324.
1929 = 3.325.	1952 = 3.116.
1938 = 2.249.	1953 = 3.403.
1949 = 2.263.	1954 = 3.760.
1950 = 2.858.	

IMPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954...	130,5	134,43	118,61	123,79
1955...	131,99	145,4		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,45.	1951 = 133,64.
1929 = 4,85.	1952 = 132,64.
1938 = 3,84.	1953 = 121,52.
1949 = 77,19.	1954 = 126,84.
1950 = 69,39.	

Source: Ministère des finances.

EXPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1954...	124,44	126,17	115,22	138,29
1955...	136,36	143,7		

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,28.	1951 = 123,24.
1929 = 4,48.	1952 = 118,04.
1938 = 2,55.	1953 = 117,24.
1949 = 65,33.	1954 = 129,03.
1950 = 89,39.	

Source: I. N. S. E. E.

(1) Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation; et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Volume (indices).

(Valeurs échangées à prix constant.)

IMPORTATIONS

Indice (1949 = 100.)

	I	II	III	IV
1954....	136	142	123	129
1955....	140	153		

1938 = 99.	1952 = 125.
. . . . .	1953 = 126
1950 = 105.	1954 = 132
1951 = 123	

EXPORTATIONS

Indice (1949 = 100.)

	I	II	III	IV
1954....	165	169	157	190
1955....	189	191		

1938 = 85.	1952 = 142.
. . . . .	1953 = 150.
1950 = 136.	1954 = 170.
1951 = 161.	

Indice (1938 = 100.)

1913 = 93.	1951 = 124.
1928 = 108.	1952 = 125.
. . . . .	1953 = 126.
1949 = 101.	1954 = 132.
1950 = 105.	

Indice (1938 = 100.)

1913 = 110.	1951 = 195.
1928 = 161	1952 = 172.
. . . . .	1953 = 182.
1949 = 118.	1954 = 206.
1950 = 161.	

Indice 1928 = 100.

	1938	1949	1952	1953	1954
Importations	93	94	116	117	122
Exportations	61	72	105	111	126

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — En raison de l'arrêt des statistiques douanières au 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, les mois douaniers ont la longueur du mois précédent soit 31 jours pour février, 28 ou 29 jours pour mars.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles, telles que retard d'horaire de bateaux dus au mauvais temps, peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées, par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 274 à l'importation, 338 à l'exportation contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, *pour accorder les indices base* 100 *en* 1949 *à ceux à base* 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir *Bulletin de la statistique générale* de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

2. Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913

Indicés bruts (1913 = 100).

	Importations.	Exportations.
1913.....	100	100
1919.....	121	45
1920.....	114	86
1921.....	82	83
1922.....	108	86
1923.....	109	103
1924.....	115	119
1925.....	106	124
1926.....	111	134
1927.....	109	116
1928.....	116	118
1929.....	133	147
1930.....	143	132
1931.....	141	112
1932.....	118	86
1933.....	123	88
1934.....	106	91
1935.....	103	81,5
1936.....	113	78
1937.....	120	84
1938.....	107	90,5
1939.....	94	87,5
1940.....	*	40
1941.....	30	30
1942.....	24	45

Indices bruts (1938 = 100).

	Importations.	Exportations.
1938.....	100	100
1939.....	87,6	99,1
1940.....	64	44,5
1941.....	28,3	34,9
1942.....	22,8	50,2
1943.....	12,1	46,3
1944.....	5,8	26,7
1945.....	86,4	15,3

Indice corrigé (I. N. S. E. E.).

(1938 = 100.)

	Importations.	Exportations.
1946.....	109	40
1947.....	116	70
1948.....	98	82
1949.....	101	118
1950.....	105	164
1951.....	123	195
1952.....	125	172
1953.....	126	182
1954.....	132	206

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Source: Statistique générale de la France (Bulletin de décembre 1945).

3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination

(Etranger, Union française, outre-mer.)
1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1954				1955	
	I	II	III	IV	I	II
Importations:						
Etranger	135	137	122	125	138	151
U. F. O. M.....	138	155	124	140	147	158
Ensemble	136	142	123	129	140	153
Exportations:						
Etranger	181	187	182	212	221	240
U. F. O. M.....	142	143	123	158	145	122
Ensemble	165	169	157	190	189	191

Evolution annuelle.

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1950	1951	1952	1953	1954
Etranger:						
Importations	91	103	128	128	127	130
Exportations	99	150	178	142	162	190
U. F. O. M.						
Importations	132	111	109	117	123	139
Exportations	62	116	139	141	133	142
Ensemble:						
Importations	99	105	123	125	126	132
Exportations	85	136	161	142	150	170

Source: I. N. S. E. E.

4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation

(Alimentation humaine, matières premières et demi-produits, produits fabriqués.)

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

Importations

Alimentation humaine.
(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	129	139	103	123
1955....	142	154		

Matières premières et demi-produits.
(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	141	142	131	127
1955....	135	147		

Produits fabriqués.
(Etranger.)

	I	II	III	IV
1954....	128	153	135	150
1955....	173	186		

Exportations

Alimentation humaine.
(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	222	222	195	311
1955....	327	254		

Matières premières et demi-produits.
(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1954....	188	192	188	203
1955....	204	236		

Produits fabriqués.
(Etranger.)

	I	II	III	IV
1954....	127	132	117	144
1955....	137	132		

Evolution annuelle.

	1938	1950	1951	1952	1953	1954
Alimentation humaine:						
Importations:						
Etranger	78	98	128	114	102	81
U. F. O. M.....	145	117	107	120	126	145
Ensemble	119	111	114	118	117	123
Exportations:						
Etranger	97	191	198	125	138	259
U. F. O. M.....	90	127	158	181	193	214
Ensemble	94	160	179	152	164	237
Matières premières et demi-produits:						
Importations:						
Etranger	99	96	123	127	130	136
U. F. O. M.....	94	95	117	112	122	129
Ensemble	99	96	122	125	129	135
Exportations:						
Etranger	105	159	196	161	193	210
U. F. O. M.....	56	115	141	148	133	137
Ensemble	93	148	183	157	179	193
Produits fabriqués:						
Importations:						
Etranger	68	140	148	147	126	143
Exportations:						
Etranger	89	123	140	118	120	135
U. F. O. M.....	58	113	133	129	119	126
Ensemble	73	117	136	124	119	130
Ensemble:						
Importations:						
Etranger	91	103	128	128	127	130
U. F. O. M.....	132	114	109	117	123	139
Ensemble	99	105	123	125	126	132
Exportations:						
Etranger	99	150	178	142	162	190
U. F. O. M.....	62	116	139	141	133	142
Ensemble	85	136	161	142	150	170

Source: I. N. S. E. E.

b) Echanges agricoles en nature.

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1er (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

Indice du volume 1949 = 100.

Produits de l'agriculture et des industries alimentaires.

	IMPORTATIONS I	II	III	IV		EXPORTATIONS I	II	III	IV
1953...	134	135	104	122	1953...	152	162	135	203
1954...	135	141	111	132	1954...	216	208	185	293
1955...	144				1955...	209			

Evolution annuelle.

	1950	1952	1953	1954
Importations	108	119	124	130
Exportations	154	155	163	225

Source: I. N. S. E. E.

ECHANGES DE PRODUITS VEGETAUX (1.000 quintaux).

1. Blé

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	2.011	1.748	6.628	205	35,2	1,6
U. F. O. M.....	2.708	1.032	1.021	2.180	2.502,3	723,2
Total	4.719	2.780	7.649	2.385	2.537,5	724,8
Exportations:						
Etranger	718	5.004	1.108	2.332	12.050	8.621,5
U. F. O. M.....	7	100	46	3	225	»
Total	725	5.104	1.154	2.335	12.275	»

2. Céréales secondaires

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Seigle:						
Importations:						
Etranger	»	»	1	147	21,7	»
U. F. O. M.....	»	»	»	21	5,5	»
Total	»	»	1	168	27,2	»
Exportations:						
Etranger	»	102	5	»	2	11,8
Orge:						
Importations:						
Etranger	298	369	174	272	38,6	0,5
U. F. O. M.....	439	1.521	1.879	2.306	295,9	3,8
Total	737	1.890	2.053	2.578	334,5	4,3
Exportations:						
Etranger	»	25	195	8	515	368,5
U. F. O. M.....	»	»	»	»	1,2	1,1
Total	»	25	195	8	516,2	369,6
Avoine:						
Importations:						
Etranger	»	10	12	4,6	3,3	1,1
U. F. O. M.....	»	211	129	12,4	28,6	1,9
Total	»	221	141	17	31,9	3
Exportations:						
Etranger	2,7	69,7	25	0,6	28,4	144,2
U. F. O. M.....	»	»	»	1,4	1,2	0,3
Total	2,7	69,7	25	2	29,6	144,5
Maïs:						
Importations:						
Etranger	265	5.488	4.240	3.570	2.484	252,4
U. F. O. M.....	6.816	213	580	472	837	713,2
Total	7.081	5.701	4.820	4.042	3.318	965,6
Exportations:						
U. F. O. M.....	»	10	10	5	0,9	»
Riz:						
Importations:						
Etranger	229	424	230	203	29,2	12,9
U. F. O. M.....	5.405	355	84	104	617,3	307,2
Total	5.634	779	314	307	646,5	320,1
Exportations:						
Etranger	»	»	»	71	0,2	7,5
U. F. O. M.....	»	8	26	18	7,5	3,6
Total	»	8	26	89	7,7	11,1

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Céréales et farines.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954
Importations:				
Etranger	83	115	49	27
U. F. O. M.....	81	75	180	101
Ensemble	82	96	73	62
Exportations:				
Etranger	631	205	326	1.429
U. F. O. M.....	121	96	97	123
Ensemble	261	123	152	447

	1954 I	II	III	IV	1955 I
Importations:					
Etranger	30	22	28	28	7
U. F. O. M.....	103	107	91	104	124
Ensemble	64	62	58	64	61
Exportations.					
Etranger	1.576	1.116	973	2.049	3.613
U. F. O. M.....	147	116	99	129	101
Ensemble	501	365	316	605	972

Source: I. N. S. E. E.

3. Sarclées, pommes de terre

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	791	1.105	1.274	2.508	1.434	489
U. F. O. M.....	756	1.106	809	970	980	382
Total	1.547	2.211	2.083	3.478	2.414	871
Exportations:						
Etranger	133	526	419	127	218	284
U. F. O. M.....	764	1.263	1.155	1.377	1.637	542
Total	897	1.789	1.574	1.504	1.855	826

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

4. Oléagineux

Total graines et fruits oléagineux (1).

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	»	3.872	1.414	2.023	2.615	1.605
U. F. O. M.....	»	3.809	3.783	4.281	4.863	1.296
Total	»	7.681	5.197	6.304	7.478	2.901
Exportations:						
Etranger	»	59	276	117	55,6	26,7
U. F. O. M.....	»	13	27	19	11,8	1,1
Total	»	72	303	136	67,4	27,8

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Arachides principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.

Oléagineux et corps gras.

	1950	1952	1953	1954
Importations:	—	—	—	—
Etranger	46	83	109	153
U. F. O. M.	111	107	119	140
Ensemble	91	99	116	144

	1954				1955
	I	II	III	IV	I
Importations:					
Etranger	148	133	160	170	219
U. F. O. M.	137	204	112	108	106
Ensemble	140	182	127	128	142

Source: I. N. S. E. E.

5. Légumes secs

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	475	327	78	224	204	23,3
U. F. O. M.	805	489	764	954	832	279,6
Total	1.280	816	842	1.178	1.036	302,9
Exportations:						
Etranger	231	56	19	19	206	15,9
U. F. O. M.	77	59	47	67	68	17,4
Total	308	115	66	86	274	33,3

Source. Statistique mensuelle du commerce extérieur.

6. Légumes frais

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	563	461	520	609	420	333
U. F. O. M.	963	1.140	1.287	1.421	1.576	636
Total	1.526	1.601	1.807	2.030	1.996	969
Exportations:						
Etranger	552	831	695	649	707	498
U. F. O. M.	»	130	99	88	115	36
Total	»	961	794	737	822	534

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Légumes et fruits.

Indice du volume: 1949 = 100.

	1950	1952	1953	1954
Importations:				
Etranger	174	176	213	183
U. F. O. M.	110	126	132	144
Total	128	140	155	155
Exportations:				
Etranger	100	86	88	95
U. F. O. M.	114	107	123	135
Total	103	91	96	104

	1954				1955
	I	II	III	IV	I
Importations:					
Etranger	235	297	59	143	255
U. F. O. M.	173	182	79	141	191
Total	191	215	73	142	209
Exportations:					
Etranger	71	53	67	188	73
U. F. O. M.	130	52	94	263	152
Total	85	53	74	205	192

Source: I. N. S. E. E.

7. Fruits

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Fruits à pépins (1) :						
Importations:						
Etranger (2)	517	605	313	311	324,5	200,2
Exportations:						
Etranger	1.359	347	240	536	65,8	9,6
U. F. O. M.	26	82	113	107	83,5	17,5
Total (2)	1.385	429	353	643	149,3	27,1
Fruits à noyaux:						
Importations:						
Etranger	67	53	82	56	80,7	5
U. F. O. M.	106	73	62	53	76,6	»
Total	173	129	144	109	157,3	5
Exportations:						
Etranger	140	57	15	59	30	»
U. F. O. M.	»	2	2	3	4,1	»
Total	140	59	17	62	34,1	»
Raisins frais:						
Importations:						
Etranger	»	14	35	45	116,3	23
U. F. O. M.	128	74	35	67	47,6	»
Total	128	88	70	112	163,9	23
Exportations:						
Etranger	129	267	291	272	407,8	0,2
U. F. O. M.	»	1	2	2	9,1	1,7
Total	129	268	293	274	416,9	1,9

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

8. Plantes industrielles

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Houblon:						
Importations:						
Etranger	»	3,8	5,5	9	4,5	3,6
Exportations:						
Etranger	»	4,2	11	6	3,2	2,9
U. F. O. M.	»	0,5	1	2	1,2	0,5
Total	»	4,7	12	8	4,4	3,4

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

9. Vin (1.000 hectolitres.)

(Vins et apéritifs à base de vin.)

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	173	84	72	83	102	31,6
U. F. O. M.	16.153	10.012	11.686	11.741	15.160	6.248,2
Total	16.326	10.096	11.758	11.824	15.262	6.279,8
Exportations:						
Etranger	761	786	811	1.052	1.426	457
U. F. O. M.	271	606	668	627	213,5	56
Total	1.032	1.392	1.469	1.679	1.639,5	513

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraiches.

Boissons (1).

Indice du volume 1949=100.

	1950	1952	1953	1954 (4 mois)
Importations:				
Etranger	26	44	36	33
U. F. O. M.	125	128	127	159
Ensemble	116	119	119	146
Exportations:				
Etranger	127	131	146	172
U. F. O. M.	135	321	368	391
Ensemble	129	182	205	230

	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV	1955 I
Importations:					
Etranger	37	25	44	24	37
U. F. O. M.	147	154	158	176	190
Ensemble	137	143	148	164	178
Exportations:					
Etranger	144	176	152	215	152
U. F. O. M.	392	416	282	472	288
Ensemble	210	240	187	284	189

Source: I. N. S. E. E.

ECHANGES DE PRODUITS ANIMAUX

(1.000 quintaux.)

1. Lait et produits laitiers

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Lait concentré:						
Importations:						
Etranger:	24	54	39,2	52	27,8	12,2
Exportations:						
U. F. O. M.	53,2	181,3	177,4	152	(2) 166,6	(3) 62,8
Fromages:						
Importations:						
Etranger	142	90	165	83	83,6	43,4
U. F. O. M.	»	1,85	2,7	2	1,5	0,2
Total	142	91,8	167,7	85	85,1	43,6
Exportations:						
Etranger	46	45,5	36,5	34	38,5	14,4
U. F. O. M.	74	130	142,6	133	147,8	52,3
Total	120	175,5	179,1	167	186,3	66,7
Beurre:						
Importations:						
Etranger	6	136	150	192	13,5	8,6
U. F. O. M.	»	0,65	0,56	»	»	»
Total	6	136,65	150,56	192	13,5	8,6
Exportations:						
Etranger	»	0,8	0,7	0,8	12,3	47,4
U. F. O. M.	25	16,2	11,6	14,1	15,8	11,2
Total	25	17	12,3	14,9	28,1	58,6

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

(1) Vins essentiellement et, en outre, eaux et glaces, bières, cidres, eaux-de-vie, liqueurs.

(2) Exportations totales de lait non concentré: 45,6.

(3) Exportations totales de lait non concentré: 14,4.

Produits laitiers.

Indice du volume: 1949=100.

	1950	1952	1953	1954
Importations:				
Etranger	93	76	75	26
Exportations:				
Etranger	90	65	57	83
U. F. O. M.	96	118	109	122
Ensemble	93	102	93	110

	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV	1955 I
Importations:					
Etranger	41	25	19	19	31
Exportations:					
Etranger	57	59	70	144	282
U. F. O. M.	107	116	124	141	154
Ensemble	91	98	108	142	194

Source: I. N. S. E. E.

2. Viande (fraîche ou congelée).

	1938	1951	1952	1953	1954	1955 (4 mois)
Importations:						
Etranger	84	345	223	64	216,2	134,2
U. F. O. M.	125	64	56	23	40,5	5,5
Total	209	409	279	87	256,7	139,7
Exportations:						
Etranger	5	103	24	92	452,1	132,9
U. F. O. M.	»	16	21	12	25,7	10,5
Total	5	119	45	104	477,8	143,4

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

c) Echanges industriels.

ENERGIE

1. Charbon

Ensemble combustibles minéraux solides (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations (et livraisons de Sarre).

	I	II	III	IV
1953..	1.322	1.216	1.202	1.264
1954..	1.345	1.235	1.327	1.379
1955..	1.458			

Exportations (2).

	I	II	III	IV
1953..	202	224	190	224
1954..	274	164	210	298
1955..	534			

	1938	1949
Importations	1.842	1.752
Exportations (2).	96,3	195

	1952	1953	A
Importations.	1.549	1.251	1.324
Exportations.	140	211	241

Source: I. N. S. E. E.

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations (étranger) (1).

	I	II	III	IV
1953 ..	73	64	57	58
1954 ..	67	66	66	70
1955 ..	76			

Exportations (totales).

	I	II	III	IV
1953 ..	125	131	116	138
1954 ..	126	114	124	170
1955 ..	186			

	1950	1952	1953	1954
Importations (1):				
Etranger ..	59	81	63	67
Exportations:				
Etranger ..	108	100	124	129
U.F.O.M. .	502	495	443	538
Ensemble .	113	105	128	134

Houille et lignite (1.000 tonnes).

Importations (et livraisons de Sarre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953 ..	908	799	856	960
1954 ..	1.044	938	955	985
1955 ..	1.022			

1938	1949	1952	1953	1954
1.278	1.329	1.112	883	971

(1) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés). Les importations d'outre-mer sont très faibles.

(2) Sarre exclue.

Cokes.

Cokes et semi-cokes (1.000 tonnes) (1).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953..	411	398	317	258	—	—	—	—	—
1954..	264	264	336	332	197	422	426	313	316
1955..	422								

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Electricité (millions de kWh)

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953..	29,2	33,7	74,4	49,1	1953..	64	33,9	29,6	61,4
1954..	31,5	26,9	65,3	32,5	1954..	74,7	55,3	48,4	36
1955..	27,7				1955..	59,9			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Importations	34,5	85,4	53,2	45	46
Exportations	10	22,7	52,6	45	67

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. Pétrole et produits pétroliers

Indice du volume (1949 = 100) (2).

Importations (étranger).	I	II	III	IV	Exportations (totales).	I	II	III	IV
1953	170	177	183	178	1953	290	311	297	298
1954	196	191	200	182	1954	267	272	316	281
1955					1955				

	1950	1952	1953	1954
	—	—	—	—
Importations	117	173	177	197
Exportations	151	297	299	284

Source: I. N. S. E. E.

Pétrole brut (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953 ..	1.718	1.829	1.902	1.849	—	—	—	—	—
1954 ..	2.049	1.957	2.054	1.852	580	983	1.768	1.832	1.970
1955 ..	1.856								

Essences (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953	9,9	21,2	22,1	21,1	1953 ..	135,3	132,0	113,7	137,7
1954	16,2	16,2	28,8	40,3	1954 ..	131,5	106,5	124,8	136,9
1955	36,8				1955 ..	113,2			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Importations	57,8	16,6	16,1	18,5	25,5
Exportations	18,1	40,8	122,9	130,3	124,1

Gas oil (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953...	17,8	»	2,6	0,4	1953...	80,2	112	110	102,4
1954...	3,5	1,3	0,58	0,46	1954...	73,3	102,2	117,3	102,6
1955...	0,17				1955...	81,8			

(1) Y compris livraisons de la Sarre.
(2) Brut, essences, gas oil, fuel oil, et autres produits.

Fuel oil (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953...	5	18,1	5,3	14,3	1953...	346	345	318,2	278,5
1954...	42,2	21,3	23,9	21,7	1954...	211	254,6	261,3	204
1955...	19,9				1955...	151			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Importations	6,9	6,1	11	5,3	0,79
Exportations	11	67,3	141,7	101,5	105,6

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Importations	33,2	23,6	20,2	10,7	27,3
Exportations	8,6	67,5	287,6	321,9	241

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

MATIERES PREMIERES

Indice du volume (1949 = 100) (1).

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	132	155	142	134	1953....	137	155	131	153
1954....	146	150	157	150	1954....	137	140	153	158
1955....	178				1955....	152			

	1950	1952	1953	1954
	—	—	—	—
Importations	110	134	141	151
Exportations	111	156	141	147

Source: I. N. S. E. E.

1. Minerai de fer

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

Exportations.

	I	II	III	IV
1953	807	895	757	890
1954	901	910	957	969
1955	1.079			

2. Bauxite

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

Exportations.

	I	II	III	IV
1953	27,5	22,9	24,1	17,8
1954	30,2	29,6	26,6	29,6
1955	24,4			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Minerai de fer	814	592	763	837	935
Bauxite	24,3	15,9	28,2	23,1	26,5

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

PRODUITS INDUSTRIELS D'EQUIPEMENT

Métaux communs et produits de leur transformation

Indice du volume 1949 = 100.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953 ..	120	107	93	110	1953 ..	141	150	117	149
1954 ..	108	124	119	133	1954 ..	146	166	145	166
1955 ..	148				1955 ..	177			

	1950	1952	1953	1954
	—	—	—	—
Importations	99	120	107	121
Exportations	132	136	139	156

Source: I. N. S. E. E.

(1) Matières premières et demi-produits: minerais et pyrites de fer, et, en outre, minerais de plomb, zinc et amiante (indice « autres produits minéraux »).

1. Métaux (production).

Sidérurgie.

Indices du volume 1949 = 100.

(Sidérurgie et première transformation.)

Importations (de l'étranger)	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952	71	85	44	63	1952	153	145	129	167
1953	99	53	106	139	1953	191	201	156	197
1954	162	214	243	291	1954	178	200	208	223
1955	341		—		1955	268			

	1950 —	1952 —	1953 —	1954 —
Importations	57	66	99	221
Exportations	172	149	186	203

Source: I. N. S. E. E.

Ensemble: fonte, acier, produits finis (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953	14,3	8	23,4	30,7	1953	297	349	277	332
1954	35,3	49,9	48,9	67,1	1954	332	317	363	431
1955	82,5				1955	450,2			

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
Importations	6,2	16,4	9,2	19	50,2
Exportations	173	163	218	319	407

Fonte (fonte brute et ferro-alliages) (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	0,89	1,55	5,74	8,76	1953....	36,8	31,5	24,6	14,7
1954....	8,32	8,48	9,32	8,18	1954....	9,33	9,1	16,4	23,8
1955....	11,51				1955....	22,42			

Acier (lingots et demi-produits, fer et acier) (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	5,7	3,22	7,4	11,14	1953....	29,8	30,8	28,4	25,7
1954....	10,6	12,37	11,46	17,6	1954....	33,8	46,7	33,5	40,2
1955....	16,8				1955....	43,6			

Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid).

(1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	7,7	3	7,05	8,64	1953....	222	264	191	235
1954....	14,76	22,25	22,04	26,44	1954....	218	221	228	306
1955....	26,72				1955....	317,1			

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
Fonte:					
Importations	2,78	1,25	1,62	4,23	9,36
Exportations	45,1	17,1	28,7	26,9	14,7
Acier:					
Importations	0,08	1,08	3,88	6,88	12,9
Exportations	15,2	14,1	14,98	29,2	38,6
Produits finis:					
Importations	2,2	12,9	2,9	6,58	20,6
Exportations	75	117	167	223	281,5

N. B. — Echanges extérieurs des ferrailles et déchets (1.000 tonnes):

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	0,06	0,20	3	2,14	1953....	8,6	22,4	32,9	57
1954....	1,64	6,78	6,09	14,85	1954....	71,2	70,9	85,5	61
1955....	27,49				1955....	67,13			

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
Importations	1,2	1,2	0,8	1,35	7,34
Exportations	37,4	15,1	7,1	39,7	72,1

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Métaux non ferreux (et alliages).

Indice du volume 1949 = 100.

(Cuivre, aluminium, nickel, étain, zinc.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1953....	106	72	70	86	1953....	144	190	168	166
1954....	97	114	122	118	1954....	168	216	161	114
1955....	112				1955....	127			

	1950 —	1952 —	1953 —	1954 —
Importations	83	128	83	113
Exportations	177	64	167	165

Source: I. N. S. E. E.

Importations (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
Aluminium:					Aluminium:				
1953 } Les importations sont très faibles.					1953.	3,14	4,58	4,8	2,06
1954 }					1954.	2,21	1,51	1,63	0,9
1955 }					1955.	1,70			
Cuivre (1):					Cuivre (1):				
1953.	13	7,8	4,6	7,7	1953.	0,64	1,32	0,65	1,25
1954.	9,66	10,75	11,4	12,2	1954.	1,19	1,84	1,59	0,57
1955.	11,69				1955.	0,45			
Plomb:					Plomb:				
1953.	3,5	2,76	3,5	4,63	1953.	1,1	0,56	0,61	1,60
1954.	3,26	5,03	5,26	5,64	1954.	1,32	1,95	0,86	0,77
1955.	4,71				1955.	0,34			
Zinc:					Zinc:				
1953.	2,1	0,77	1,4	1,49	1953.	0,03	0,032	0,046	0,076
1954.	2,59	2,30	1,47	2,43	1954.	0,09	0,115	0,096	0,097
1955.	2,52				1955.	0,05			

Evolution annuelle (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
Aluminium:					
Exportations	1,17	1,16	0,84	3,65	1,56
Cuivre:					
Importations	10	12,1	12,5	8,3	11,75
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,96	1,29
Plomb:					
Importations	4	2,1	4,5	3,6	4,8
Exportations	0,25	1,71	0,54	0,96	1,22
Zinc:					
Importations	2,85	4,19	3,74	1,43	2,2
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,017	0,10

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Métaux (transformation), ouvrages en métaux et machines

Indice du volume 1949 = 100.

Exportations.

Ouvrages en métaux.

	I	II	III	IV
1953...	135	136	106	159
1954...	161	188	132	150
1955...	143			

Machines et appareils.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1953...	142	141	104	133
1954...	123	124	118	125
1599...	130			

Tracteurs, automobiles, cycles.

	I	II	III	IV
1953...	102	114	90	108
1954...	125	144	106	120
1955...	145			

Constructions électriques.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1953...	124	116	95	129
1954...	130	168	114	133
1955...	141			

Autres produits en métaux.

(Equipement surtout.)

	I	II	III	IV
1953...	83	110	92	114
1954...	120	139	119	116
1955...	142			

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.

	1950	1952	1953	1954
Ouvrages en métaux:	—	—	—	—
Exportations	122	116	134	158
Machines et appareils:				
Importations (étranger)	109	124	128	122
Exportations	108	119	130	122
Tracteurs, automobiles, cycles:				
Exportations	109	116	104	124
Constructions électriques:				
Exportations	114	131	115	136
Autres produits en métaux (équipement):				
Importations (étranger)	131	124	105	105
Exportations	120	127	100	131

Source: I. N. S. E. E.

Fonderie (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953....	0,155	0,157	0,21	0,225
1954....	0,155	0,235	0,57	0,833
1955....	0,393			

Moyenne mensuelle: 1949 = 0,116
1952 = 0,185
1953 = 0,19
1954 = 0,415

(Chauffage, sanitaires, poteries principalement et, très faiblement tuyaux de fonte et fonte mécanique.)

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	16	21,56	19,15	22,3
1954....	21,1	21,6	20,3	23,9
1955....	26,3			

Moyenne mensuelle: 1949 = 16,48
1952 = 20,1
1953 = 19,74
1954 = 22,53

(Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.)

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Machines agricoles.
Tracteurs (pièce) (1).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953....	652	1.111	1.153	439
1954....	390	501	800	650
1955....	713			

Moyenne mensuelle: 1949 = 1.014
1952 = 783
1953 = 838
1954 = 585

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	187	251	215	382
1954....	314	371	384	316
1955....	382			

Moyenne mensuelle: 1949 = 219
1952 = 350
1953 = 255
1954 = 359

Motoculteurs (pièce).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953....	29	73	109	33
1954....	68	73	55	
1955....	50			

Moyenne mensuelle: 1949 = 61
1952 = 89
1953 = 61
1954 = 58

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	5	5	2	5
1954....	5	77	17	5
1955....	55			

Moyenne mensuelle: 1949 = 18
1952 = 7
1953 = 5
1954 = 27

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Automobile (pièce).
(Moyenne mensuelle.)

Voitures particulières.

Importations.

	I	II	III	IV
1953 ...	295	601	503	614
1954 ...	425	633	935	579
1955 ...	789			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953 ...	6.087	7.809	6.344	6.785
1954 ...	8.173	10.405	7.235	7.968
1955 ...	9.909			

Véhicules utilitaires.

Importations.

	I	II	III	IV
1953 ...	28	70	27	55
1954 ...	33	39	24	54
1955 ...	15			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953 ...	1.548	1.688	1.513	1.863
1954 ...	2.577	2.519	1.715	2.221
1955 ...	2.388			

Voitures particulières.

	Importations.	Exportations.
1949.....	119	6.896
1952.....	648	6.896
1953.....	503	6.772
1954.....	613	8.108

Véhicules utilitaires.

	Importations.	Exportations.
1938	66	200
1949.....	12	1.669
1952.....	54	1.701
1953.....	41	1.654
1954.....	38	2.225

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement à chenilles.

3. Verres (faïence, porcelaine, verrerie)

Indice du volume: 1949 = 100.

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	131	133	106	137
1954....	134	144	124	151
1955....	152			

Moyenne mensuelle:

1950	115
1952	124
1953	127
1954	138

Source: I. N. S. E. E.

4. Caoutchouc

Pneumatiques et bandages (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953....	0,55	0,38	0,21	0,29
1954....	0,32	0,32	0,58	0,52
1955....	0,39			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	2,5	2,8	2,28	2,52
1954....	3,53	3,33	3,06	3,47
1955....	3,67			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
Importations	0,31	0,35	0,65	0,35	0,44
Exportations	0,83	1,75	2,4	2,61	3,35

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice du volume: 1949 = 100.

(Importations de matières premières.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953....	135	106	103	121
1954....	140	114	109	119
1955....	128			

Moyenne mensuelle:

1950	95
1952	123
1953	116
1954	121

Source: I. N. S. E. E.

PRODUITS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION

1. Produits chimiques

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations (de l'étranger).

	I	II	III	IV
1953....	131	134	119	147
1954....	166	155	162	186
1955....	189			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953....	156	164	148	180
1954....	193	188	218	211
1955....	212			

	1950	1952	1953	1954
	—	—	—	—
Importations.....	116	125	133	164
Exportations.....	133	144	162	202

Source: I. N. S. E. E.

Engrais (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1953:				
a) Nitrate soude naturel.....	6,9	10,8	6,1	4,9
b) Nitrate soude synthétique.....	»	»	»	»
c) Superphosphates	»	»	0,2	1,6
1954:				
a) Nitrate soude naturel.....	15,7	9,2	8	11
b) Nitrate soude synthétique.....	»	»	»	»
c) Superphosphates	2,1	1,1	1,1	1,5
1955:				
a) Nitrate soude naturel.....	6,7			
b) Nitrate soude synthétique.....	»			
c) Superphosphates	2,2			

	1938	1949	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—
a) Nitrate soude naturel.....	9,6	8,4	5,19	7,17	11,8
b) Nitrate soude synthétique..	7,4	0,7	»	»	»
c) Superphosphates	6,2	0,1	»	0,43	1,5

Exportations.

	I	II	III	IV
1953:				
1. Superphosphates	1,9	2,2	2,8	1,9
2. Scories de déphosphorisation	17,8	12,5	17,9	52
3. Engrais composés	5,6	2,8	4,5	11,8
1954:				
1. Superphosphates	5,8	0,5	0,5	0,54
2. Scories de déphosphorisation	25,9	17,7	29,5	22,2
3. Engrais composés	6,8	5,1	7,1	10
1955:				
1. Superphosphates	4			
2. Scories de déphosphorisation	7			
3. Engrais composés	7,3			

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
1. Superphosphates	3,4	13,6	5,16	2,1	1,83
2. Scories de déphosphorisation	23,2	21,8	25,2	25	23,8
3. Engrais composés	3,9	5,3	6,5	6	7,3

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Corps gras

Indice du volume: 1949 = 100.

Oléagineux et corps gras.

Importations.

	I	II	III	IV
1953	92	136	131	104
1954	140	182	127	128
1955	142			

Moyenne mensuelle :

1950	91
1952	99
1953	116
1954	144

Source: I. N. S. E. E.

3. Textiles

Indice du volume: 1949 = 100.

Matières premières.

Importations.

	I	II	III	IV
1953	126	104	105	88
1954	130	122	92	95
1955	121			

Exportations (1).

	I	II	III	IV
1953	147	145	99	130
1954	140	170	150	156
1955	180			

Fils, filés, ficelles.

Importations.

	I	II	III	IV
1953	»	»	»	»
1954	»	»	»	»
1955	»	»	»	»

Exportations.

	I	II	III	IV
1953	124	132	114	149
1954	119	137	143	169
1955	163			

Tissus et confection, bonneterie, chapellerie.

Importations (1).

	I	II	III	IV
1953	101	99	92	106
1954	95	83	110	114
1955	111			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953	111	114	100	143
1954	122	125	116	148
1955	123			

Ensemble.

Importations.

	I	II	III	IV
1953	122	102	103	89
1954	125	117	93	97
1955	119			

Exportations.

	I	II	III	IV
1953	118	121	103	142
1954	129	132	125	154
1955	138			

	1950 —	1952 —	1953 —	1954 —
Matières premières:				
Importations	100	91	106	110
Exportations	127	130	130	157
Fils, filés, ficelles:				
Exportations	157	90	130	149
Tissus:				
Importations	246	129	99	100
Exportations	121	112	117	128
Ensemble:				
Importations	116	94	104	108
Exportations	129	110	121	135

Source: I. N. S. E. E.

(1) Etranger seulement.

Laine (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
Laine brute (base lavée à fond, blousses, déchets, effilochés inclus):				
1953	10,9	9,5	12	7,2
1954	11,8	12	9	7,1
1955	11,3			
Laine peignée:				
1953	0,225	0,21	0,122	0,114
1954	0,129	0,196	0,162	0,263
1955	0,163			
Filés (purs ou mélangés):				
1953	0,022	0,013	0,020	0,018
1954	0,026	0,022	0,037	0,038
1955	0,026			
Tissus:				
1953	0,055	0,065	0,098	0,098
1954	0,101	0,091	0,132	0,141
1955	0,165			

Exportations.

	I	II	III	IV
Laine peignée:				
1953	1,53	1,69	0,92	1,37
1954	1,55	1,94	1,54	1,5
1955	1,63			
Filés (purs ou mélangés):				
1953	1,29	1,32	1,18	1,52
1954	1,53	1,27	1,41	1,68
1955	1,54			
Tissus:				
1953	0,29	0,31	0,44	0,555
1954	0,38	0,337	0,433	0,167
1955	0,33			

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —	1954 —
Laine brute:					
Importations	10,4	0,4	8,1	9,9	9,96
Laine peignée:					
Importations	0,067	0,009	0,15	0,17	0,188
Exportations	1,87	1,02	1,47	1,38	1,63
Filés:					
Importations	0,047	0,021	0,016	0,018	0,031
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,33	1,47
Tissus (1):					
Importations	0,06	0,025	0,08	0,079	0,118
Exportations	0,28	0,77	0,35	0,396	0,40

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Coton (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
Coton brut (déchets exclus):				
1953	29,5	22,7	20,1	22,3
1954	29,3	26,4	22,1	26,96
1955	27,9			
Filés (purs ou mélangés):				
1953	0,11	0,14	0,12	0,11
1954	0,1	0,13	0,12	0,086
1955	0,53			
Tissus de coton (purs ou mélangés):				
1953	0,34	0,25	0,22	0,25
1954	0,22	0,22	0,32	0,27
1955	0,16			

(1) Statistiques nouvelles pour 1952 (tapis exclus).

Exportations.

	I	II	III	IV
Coton brut (déchets exclus) :				
1953	Les exportations sont négligeables.			
1954				
1955				
Filés (purs ou mélangés) :				
1953	0,89	0,75	0,47	0,61
1954	0,63	0,61	0,55	0,98
1955	0,75			
Tissus de coton (purs ou mélangés) :				
1953	4,4	4,1	3,3	5,2
1954	4,5	4,24	3,86	5,4
1955	4,4			

	1938	1949	1952	1953	1954
Coton brut :					
Importations	23,2	21,6	20,5	23,6	26,1
Filés :					
Importations	0,04	0,55	0,3	0,12	0,11
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,68	0,68
Tissus :					
Importations	0,054	0,63	0,70	0,266	0,257
Exportations	3,72	4,12	4,08	4,25	4,48

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Cuirs et peaux

Cuirs et peaux finis de bovins (tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1953	24	35	16	22	1953	337	350	237	313
1954	13	10	11	20	1954	406	502	375	429
1955	17				1955	375			

	1938	1949	1952	1953	1954
Importations	87	10	23	24	14
Exportations	123	99	264	309	428

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice du volume : 1949 = 100.

(Matières premières et demi-produits.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1953	138	138	136	130	1953	167	172	139	186
1954	118	150	137	136	1954	196	211	194	216
1955	143				1955	215			

	1950	1952	1953	1954
Importations	126	123	138	135
Exportations	195	154	166	205

Source. I. N. S. E. E.

5. Papiers-cartons

Indice du volume : 1949 = 100.

Importations de l'étranger. *Pâtes à papier* (étranger).	I	II	III	IV	Exportations. *Papier* (édition exclue).	I	II	III	IV
1953	136	119	95	133	1953	95	95	82	109
1954	154	139	117	154	1954	112	109	108	134
1955	174				1955	133			

Moyenne mensuelle : 1950 = 114. 1952 = 102. 1953 = 118. 1954 = 111.

Moyenne mensuelle : 1950 = 138. 1952 = 93. 1953 = 95. 1954 = 116.

Source : I. N. S. E. E.

Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	42,2	59,7	32,1	42,4
1954	50,1	46,3	38,3	52,7
1955	61,3			

Moyenne mensuelle : 1938 = 33. — 1949 = 34,3. — 1952 = 35,2. — 1953 = 39,1. — 1954 = 46,6.

Source : Ministère de l'industrie et de l'énergie.

7° POSSIBILITES TECHNIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

(D'après l'équipement, l'activité, les anticipations, etc.)

L'appréciation de ces possibilités ne relève pas seulement d'observations économiques, mais aussi d'informations d'ordre qualificatif qui ont leur place dans le rapport de conjoncture proprement dit. Elle implique un travail d'interprétation qui déborde une présentation élaborée des observations les plus essentielles à l'établissement de ce rapport.

L'institut national de la statistique et des études économiques a effectué, en mai 1955, une nouvelle enquête auprès des chefs d'entreprise pour recueillir leurs prévisions sur la situation de l'économie française en général et de leurs entreprises en particulier, pour le deuxième semestre 1955.

N. B. — 3.852 chefs d'entreprise (dont 2.675 pour l'industrie et 1.117 pour le commerce) ont été consultés. Les observations résumées ci-dessous portent sur 2.029 réponses (dont 1.466 pour l'industrie et 551 pour le commerce).

a) Résumé des prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise sur l'économie française au deuxième semestre 1955.

(Par comparaison avec le premier semestre 1954.)

Production industrielle	Augmentation.
Emploi	Sans changement.
Volume des exportations :	
Vers l'étranger	Légère augmentation.
Vers l'U. F. O. M.	Sans changement.
Prix de gros	Très légère tendance à la hausse.
Volume des affaires dans le commerce	Augmentation.

b) Perspective des divers secteurs de l'industrie pour le deuxième semestre 1955.

INDUSTRIES	PRODUCTION	COMMANDES
Industries extractives	Augmentation.	Légère augmentation.
Production des métaux	Augmentation.	Augmentation.
Transformation des métaux	Augmentation.	Augmentation.
Industries chimiques	Augmentation.	Augmentation.
Matériaux de construction, céramique, verre	Augmentation.	Légère augmentation.
Industries textiles	Diminution.	Diminution.
Habillement et bonneterie	Augmentation.	Augmentation.
Industries alimentaires	Légère augmentation.	Sans changement.
Cuirs	Augmentation.	Légère augmentation.
Bois et liège	Augmentation.	Augmentation.
Papier et carton	Augmentation.	Augmentation.

INDUSTRIES	EMPLOI	EXPORTATION vers l'étranger.
Industries extractives	Sans changement.	Augmentation.
Production des métaux	Sans changement.	Augmentation.
Transformation des métaux	Légère augmentation.	Augmentation.
Industries chimiques	Légère augmentation.	Augmentation.
Matériaux de construction, céramique, verre	Sans changement.	Diminution.
Industries textiles	Diminution.	Sans changement.
Habillement et bonneterie	Sans changement.	Légère augmentation.
Industries alimentaires	Sans changement.	Sans changement.
Cuirs	Sans changement.	Sans changement.
Bois et liège	Légère augmentation.	Sans changement.
Papier et carton	Sans changement.	Légère augmentation.

L'Institut national de la statistique et des études économiques conclut dans les termes suivants son enquête:

Après dix-huit mois d'expansion dans la stabilité des prix, on peut envisager trois éventualités pour l'évolution à court terme de l'économie française: ou bien la continuation de ce mouvement, ou bien une altération du caractère de cette expansion par l'apparition de tendances inflationnistes, ou bien un ralentissement de la progression.

L'enquête montre que, dans l'esprit des chefs d'entreprises, c'est la première de ces trois éventualités qui prévaut très nettement, et que le climat économique général reste, de leur point de vue, le même qu'à la fin de l'année dernière.

Pourtant, quelques symptômes d'altération de ce climat apparaissent, et d'abord la situation préoccupante du secteur textile, qui envisage les mois à venir avec un pessimisme marqué. Sans être aussi spectaculaire, le fléchissement des perspectives dans d'autres industries de biens de consommation (industries alimentaires et habillement) peut laisser entrevoir, à échéance un peu plus lointaine, un avenir peut être moins brillant. Et, du côté des exportations, l'optimisme tend aussi à s'estomper quelque peu. Mais l'importance des commandes détenues par la plupart des grands secteurs industriels (sidérurgie, automobile et constructions mécaniques en tête), ainsi qu'une demande soutenue au stade de la consommation écartent dans l'immédiat le risque de voir s'amorcer une phase de récession, ou même simplement de stagnation.

A l'opposé, le danger d'une dégénérescence inflationniste de l'expansion actuelle apparaît aussi peu probable à travers les prévisions des chefs d'entreprises. Leurs pronostics au sujet de l'accroissement de l'activité demeurent dans des limites assez étroites, les perspectives des prix restant dominées par la stabilité, en dépit d'un léger glissement vers la hausse.

c) Perspectives économiques en agriculture pour 1955.

On trouvera ci-après des extraits des résultats de l'enquête effectuée par l'Institut national de la statistique et des études économiques:

« Une enquête sur les perspectives agricoles en 1955 vient d'être effectuée par l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'exploitations. Ceux-ci ont été invités à émettre leur opinion sur de nombreuses questions: prix des produits agricoles et des produits industriels nécessaires à l'agriculture; investissements réalisés en 1954 et prévisions pour 1955; remembrement, main d'œuvre, exode rural. On leur a demandé également des indications sur les caractéristiques de leur exploitation, afin de permettre une interprétation correcte des réponses. En effet, le point de vue d'un viticulteur sur une question donnée peut être très différent de celui d'un producteur de céréales. Les problèmes que pose chacune de ces cultures n'étant pas les mêmes. De même, il est intéressant de savoir si telle opinion a été exprimée par le propriétaire d'une grande exploitation ou un métayer cultivant une petite ferme.

Sur les 8.900 *exploitants agricoles consultés*, 4.000 - soit 45 p. 100 - ont bien voulu participer à l'enquête en renvoyant les questionnaires remplis.

Parmi ceux qui avaient déjà répondu aux enquêtes précédentes, la proportion des réponses a atteint 70 p. 100 environ. Les exploitants interrogés pour la première fois ont répondu dans la proportion de 30 p. 100. Il y a lieu de souligner qu'ils avaient été choisis par tirage au sort.

En dehors des réponses aux questions posées, on trouve dans les questionnaires remplis de très nombreux commentaires, qui ont été lus avec beaucoup d'attention car ils permettent de connaître l'opinion des agriculteurs consultés, sur de multiples problèmes.

Ces commentaires reflètent l'état d'esprit des exploitants sur la situation actuelle non seulement du secteur agricole, mais encore de l'ensemble de l'économie nationale. Ils apportent des précisions sur les difficultés rencontrées et soulignent les principaux sujets de préoccupations des agriculteurs.

On peut lire aussi dans les commentaires des suggestions très variées sur les moyens de remédier au « malaise qui règne sur l'agriculture française ». Les divergences de vues n'ont rien de surprenant. La diversité des conditions (taille de l'exploitation, mode de faire-valoir, région, activité principale, etc.) amène les commentateurs à des conceptions très différentes.

Plusieurs agriculteurs ont manifesté leur satisfaction d'avoir été consultés et exprimé leur désir de participer à la prochaine enquête, qui aura lieu au printemps 1956.

Dans ce qui suit, on trouvera succinctement exposées les réponses des agriculteurs aux différentes questions ainsi qu'une brève analyse des commentaires.

Ventes de produits agricoles.

La comparaison des réponses relatives à la vente des produits agricoles donne les résultats suivants:

Vente des produits agricoles.

	1953	1954	1955
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Plus difficile que l'année précédente	70	70	52
Sans changement avec l'année précédente	25	27	45
Plus facile que l'année précédente	5	3	3

Prix à la production.

OPINIONS DES AGRICULTEURS sur les prix des produits agricoles à la production.	PRINTEMPS		
	1953	1954	1955
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Augmentation	17	9	6
Sans changement	44	39	41
Diminution	39	52	53

Prix des produits industriels nécessaires à l'exploitation.

OPINIONS DES AGRICULTEURS sur les prix des produits industriels nécessaires à l'exploitation.	PRINTEMPS		
	1953	1954	1955
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Augmentation	56	42	30
Sans changement	33	46	57
Diminution	11	12	12

Remembrement.

Près de 600 agriculteurs sur 4.000 ayant répondu déclarent que leur exploitation a été remembrée. Cette forte proportion semble indiquer que les réponses positives concernent souvent des remembrements à l'amiable (échanges culturaux). C'est surtout dans la région du Nord et la région parisienne que le pourcentage des exploitations remembrées est élevé (une réponse positive sur trois). Vient ensuite la région du Nord-Est où une exploitation sur quatre a été remembrée. C'est dans les régions montagneuses que le remembrement est le moins rapide: moins de 10 p. 100 dans le Jura, les Alpes du Nord et le Massif Central.

Suivant la taille des exploitations, les résultats sont les suivants:

SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS	PROPORTION d'exploitations remembrées.
20 hectares	11 p. 100.
20-40 hectares	14 p. 100.
40-50 hectares	17 p. 100.
50-100 hectares	23 p. 100.
100 hectares	34 p. 100.

La progression constatée peut s'expliquer par deux raisons:

1° Le remembrement a eu lieu surtout dans des régions de grandes exploitations;

2° Les grandes exploitations pratiquent plus souvent que les autres des échanges culturaux à l'amiable.

En ce qui concerne l'opinion des agriculteurs sur le remembrement, 440 exploitants sur 500 se trouvent satisfaits de cette opération; les autres expriment leur mécontentement.

Exode rural.

La question de l'exode rural semble beaucoup préoccuper les agriculteurs. En effet, dans presque tous les commentaires, cette question est abordée et les raisons les plus variées sont invoquées pour l'expliquer. A la question: « Dans votre région, y a-t-il des gens qui ont quitté la terre en 1954 », les réponses obtenues ont été les suivantes:

Beaucoup: 42 p. 100 (Massif Central: 60 p. 100; Jura, Alpes, Nord, Normandie, Bretagne: 49 p. 100).

Peu: 42 p. 100 (Nord, région parisienne: 55 p. 100).

Pas du tout: 8 p. 100.

Commentaires.

L'état d'esprit actuel des agriculteurs se manifeste mieux encore à la lecture des commentaires, dans lesquels ils ont pu traiter les problèmes qui les préoccupent le plus en les envisageant sous leurs aspects les plus variés, tant en leurs causes qu'en leurs conséquences et leurs solutions.

Parmi ces problèmes, *la distorsion des prix des produits agricoles et des produits industriels, les difficultés d'écoulement et l'exode rural sont le plus fréquemment abordés.*

A de très nombreux exploitants, l'écart entre les prix des produits agricoles et des produits industriels nécessaires à l'agriculture paraît la cause essentielle du « malaise dont souffre l'agriculture française depuis quelques années ». Pour eux, l'alignement des prix des produits agricoles au niveau des prix industriels serait le moyen le plus efficace de rétablir la situation. Tous ne réalisent pas que cet alignement nécessiterait une intervention croissante de l'Etat, un dirigisme rigoureux.

D'autres agriculteurs, par contre, souhaitent une diminution des prix des produits industriels et l'allégement de la fiscalité, afin de produire à meilleur marché.

De telles mesures, ayant pour conséquence la réduction des prix des produits agricoles français, augmenteraient les possibilités d'exportation vers des marchés étrangers, jusqu'à présent approvisionnés par des pays produisant moins cher.

Les circuits commerciaux sont aussi l'objet de nombreux commentaires. De l'avis de plusieurs producteurs, la consommation intérieure pourrait sensiblement s'accroître si les prix au détail étaient moins élevés. Ils trouvent qu'il y a trop d'intermédiaires et que leurs marges bénéficiaires sont excessives. Certains appuient leurs arguments en citant l'écart entre les prix à la production et au détail de produits agricoles n'ayant subi aucune transformation (œufs et pommes de terre, par exemple).

De même que le problème des prix, celui de *l'écoulement des produits agricoles est très largement commenté*, notamment par les viticulteurs. Les mesures prises par le Gouvernement en cette matière semblent inefficaces aux uns et aggravantes aux autrss. Le blocage et la distillation obligatoire sont parfois considérés comme des brimades.

Parmi les nombreuses suggestions sur les moyens d'élargir les débouchés, il est souvent question de la qualité des produits. Le label de qualité serait, selon l'opinion de certains, la meilleure garantie d'écoulement.

En ce qui concerne *l'exode rural*, les raisons les plus variées sont invoquées pour l'expliquer et, dans la grande majorité des cas, l'approuver.

Les *avantages sociaux* — allocations familiales et congés payés, en particulier — dont bénéficient les salariés, *semblent être un facteur décisif* pour beaucoup de jeunes agriculteurs.

Mais l'élément le plus important semble être l'incertitude des revenus, l'*insécurité* de l'agriculture. De nombreux cultivateurs affirment qu'ils préfèrent pour leurs enfants un petit emploi dans n'importe quelle branche d'activité autre que l'agriculture.

Les jeunes qui voudraient rester à la terre trouvent les prix de reprise d'une ferme trop élevés. Compte tenu du coût du matériel, les capitaux investis leur paraissent sans rapport avec les revenus.

On signale fréquemment que c'est *le départ des jeunes filles* — dont l'existence à la terre est particulièrement pénible — qui entraîne, comme conséquence, celui des travailleurs masculins.

Source: I. N. S. E. E.

8° DISTRIBUTION-TOURISME

a) Importance et répartition des entreprises commerciales.

(D'après une exploitation du fichier des établissements géré par l'I. N. S. E. E., octobre 1953.)

1. Nombre des établissements

N. B. — Les chiffres donnés ci-après peuvent être légèrement supérieurs à la réalité, les créations d'établissement étant notifiées plus régulièrement que les suppressions.

Commerces proprement dits: *vendeurs de produits, c'est-à-dire exerçant leur activité dans le cadre des circuits amenant les produits du producteur final au consommateur final:*

Définition restrictive: commerces, acheteurs et vendeurs de produits, sans opération de fabrication ou transformation...	(1)	963.000
Intermédiaires vendant pour le compte d'autrui (commissionnaires, courtiers, mandataires, agents).		28.000
Commerces de détail ayant une activité de production (boulangeries, pâtisseries, charcuteries).....		92.000
		1.083.000
A déduire:		
Commerces travaillant en amont de la production (exemple: négociants, importateurs de laine brute, etc.).....	—	17.000
Commerces reliant deux branches de production (exemple: commerces d'engrais).....		
Commerces reliant deux stades successifs de production (exemple: marchands de fer, négociants en matériaux de construction).....	—	6.000
Commerces mixtes (à la fois activité de distribution et relais entre producteurs) (exemple: marchands de bestiaux).....		
Total des commerces proprement dits..	=	1.060.000

(1) Inclus: débits de boissons et restaurants annexés à un hôtel (vendeurs de produits: 43.000). — Exclus: pharmaciens, herboristes, opticiens, orthopédistes (16.000 en 1950).

Dont:

a) Commerces de détail:		
Vente au détail.....		787.000
Boulangeries, pâtisseries, charcuteries.....		92.000
		879.000
Plus mixtes (détail plus autres activités commerciales de gros ou demi-gros).....	(1)	63.000
Points de vente à la consommation.....		942.000
b) Autres commerces:		
Gros, demi-gros		90.000
Intermédiaires		28.000
		118.000

Vendeurs de services.

Salons de coiffure.....		55.000
Hôtels (sans café ou restaurants).....	(2)	9.000
Blanchisseries		8.000
Teintureries		8.000
		80.000

(*N. B.* — Transports, spectacles, garages, réparateurs exclus.)

Donc, total des commerces, au sens large du mot: de 1.140.000 (1.060.000 commerces proprement dits, plus 80.000 vendeurs de services) à 1.160.000 (1.083.000 commerces toute nature plus 80.000 vendeurs de services).

Analyse détaillée

1. *Points de vente à la consommation:* 942.000.

(chiffre probablement supérieur à la réalité, les cessations de commerce étant mal connues).

a) Non sédentaires ou forains.....		99.000
Alimentation	36.000	
Textiles, habillement.....	28.000	
Autres produits.....	8.000	
Activités non indiquées.....	27.000	
	99.000	
b) Sédentaires.....		843.000

2. *Alimentation* (600.000).

Débits de boissons, restaurants (274.000):

Débits.....	186.000	(dont 18.000 avec tabac et 44.000 avec commerce alimentaire).
Restaurants.....	45.000	(dont 3.000 cantines d'entreprises et 1.700 établissements analogues).
Hôtels avec café ou restaurant..	43.000	
	274.000	

Commerces de détail alimentaires (326.000):

Boulangeries, pâtisseries.....	59.000	
Boucheries (charcuteries, triperies)	69.000	
Poissonneries	6.000	
Alimentation générale, épiceries, boissons, crémeries, fruiteries, confiseries).....	192.000	(dont 2.700 coopératives d'entreprises ou d'administration) (3).
	326.000	

N. B. — Total:

Débits, restaurants.....	274.000
Commerces de détail alimentaires sédentaires.....	326.000
	600.000

(1) Mais une partie des commerces mixtes pratiquement aussi la vente en gros et demi-gros.

(2) Total des hôtels: 43.000 commerces avec café et restaurant plus 9.000 = 52.000.

(3) 29.000 établissements sur le total de 192.000 (soit 15 p. 100) sont exploités par des sociétés à succursales multiples (y compris les sociétés coopératives de consommation).

3. *Commerces de détail non alimentaires* (sédentaires) (243.000).

Non spécialisés (7.000) :		
Grands magasins	150	
Prix uniques	180	
Bazars, galeries	6.600	
	7.000	(environ).
Textile. Habillement (75.000) :		
Chemiserie, lingerie, bonneterie	16.000	
Tissus	14.000	
Mercerie	11.500	
Confection	8.500	
Chapellerie, mode	2.800	
Autres	2.500	
Non spécifiés	20.000	
	75.000	(environ).
Quincaillerie, ménage, chauffage	14.000	
Chaussure	13.500	(dont 1.600 sociétés à succursales multiples).
Charbons	12.800	
Drogueries	11.000	
Tabacs (sans débits)	8.600	
Papeteries	7.500	
Ameublement	5.000	
Ameublement (occasion)	4.500	
Carburants	4.800	
Horlogerie, bijouterie	4.800	
Librairie	4.500	
Librairie (journaux, revues)	3.000	
Fleurs	4.500	
Appareillages de radio	4.100	
Céramique, verrerie	2.600	
Cycles	2.400	
Parfumeries	2.200	
Maroquineries	2.200	

POURCENTAGES

1. *Pourcentages par rapport au nombre total des commerces proprement dits* (1.060.000).

Par nature de vente.

Détail		89
Gros ou assimilé :		
Etablissements	8,5	
Intermédiaires	2,5	
		11
		100

Par produit vendu.

Alimentation :		
Débits restaurants	26	
Commerces alimentaires	44	
		70
Textiles habillement		10,5
Autres		19,5
		100

2. *Pourcentages par rapport au nombre total des points de vente à la consommation* (942.000).

a) Non sédentaires ou forains (10,5 p. 100).

Alimentation	4
Textiles, habillement	3
Autres	3,5
	10,5

b) Sédentaires (89,5 p. 100).

Alimentation :		
Débits restaurants (1)	30	
Autres	33,5	
		63,5
Commerces de détail non alimentaires :		
Non spécialisés		0,75
Textiles habillement		8
Autres		17,25
		26

Total :

Alimentation	(2)	67,5
Textiles, habillement		11
Autres		21,5
		100

N. B. — Les commerces de textiles habillement représentent 33 p. 100 des points de vente au détail non alimentaires.

(1) Soit 33 p. 100 du nombre des commerces de détail sédentaires.

(2) Vente à consommer sur place : 274.000 (débits restaurants), hôtels cafés et hôtels restaurants). — Vente à emporter : 410.000 (commerces de détail : 326.000 + forains (36.000) + annexes alimentaires aux débits (44.000) = 420.000 environ)

2. ETABLISSEMENTS DU COMMERCE DE DÉTAIL EN 1954

DÉSIGNATION	NOMBRE total d'établissements. (En milliers.)	REPARTITION EN P. 100 suivant le nombre de salariés. 0	1 ou 2	3 à 10	Plus de 10
Commerces alimentaires.					
Alimentation générale	214,7 (1)	71	26,5	2,2	0,3
Boulangerie, pâtisserie	61,3	31	55	13,5	0,5
Boucherie	51,4	48	45,5	5,8	0,7
Charcuterie	15,7	40	47	12,4	0,6
Crémerie	11,7 (2)	62	30	7,3	0,7
Poissonnerie, huîtres	6,0	73	21,5	5,4	0,1
Autres	12,2	59,5	30	9,5	1
Non sédentaires	39,9	88	11,5	0,5	0
Total	412,9	62	32,6	5,1	0,3
Commerces non alimentaires.					
Grands magasins	0,35 (3)	///	///	27	73
Textiles, habillement	74,1 (4)	60	28,5	10	1,5
Chaussures	13,4 (5)	57,5	28,5	12,4	1,6
Ameublement	5,6 (6)	40	39	18	3
Droguerie, quincaillerie	28,6 (7)	60,5	26	11	2,5
Librairie, papeterie, journaux	16,5	60	30	9	1
Electricité, radio	5,5	50	34	14	2
Horlogerie, bijouterie	6,0	55	34	10,5	0,5
Maroquinerie	6,4	63	28	8,5	0,5
Combustibles et carburants	19,3 (8)	48	40,5	10	1,5
Pharmacie	14,2	21	52,5	25	1,5
Jouets, articles de sports	3,2	62	30	7,5	0,5
Cycles	2,8	63	29,5	6,9	0,6
Autres	38,6 (9)	56	29	12	3
Non sédentaires	56,1	92	7,5	0,5	0
Total	290,6	62,5	26,6	9,4	1,5

(1) Dont 32,5 pour les sociétés à succursales multiples et les coopératives de consommation et 50,1 pour les commerces associés à des débits de boisson.

(2) Dont 0,6 pour les sociétés à succursales multiples.

(3) Y compris les magasins « à prix uniques ».

(4) Dont : vêtements confectionnés, 9,6 ; tissus, 13,2 ; chemiserie, lingerie, etc., 20,3 ; mercerie, 10,9 ; non spécifiés, 18,3.

(5) Dont 1,7 pour les sociétés à succursales multiples.

(6) Non compris les marchands de meubles d'occasion.

(7) Y compris les commerces de vaisselle et verrerie.

(8) Dont 2,6 pour les commerces associés à un débit de boisson.

(9) Dont : bazars, 6,9 ; meubles d'occasion, antiquités, etc., 6,9 ; fleurs, 4,4 ; bois, 2,9 ; parfumerie, 2,3 ; photo, optique, 1,5.

3. Répartition des salariés

(Commerces de détail proprement dits, services et débits de boissons autonomes exclus).

DÉSIGNATION	NOMBRE total d'établissements.	REPARTITION EN P. 100 suivant le nombre de salariés.			
		0	1 ou 2	3 à 10	Plus de 10
	(En milliers.)				
Commerces alimentaires.					
Alimentation générale	214,7 (1)	71	26,5	2,2	0,3
Boulangerie, pâtisserie	61,3	31	55	13,5	0,5
Boucherie	51,4	48	45,5	5,8	0,7
Charcuterie	15,7	40	47	12,4	0,6
Crémerie	11,7 (2)	62	30	7,3	0,7
Poissonnerie, huîtres	6,0	73	21,5	5,4	0,1
Autres	12,2	59,5	30	9,5	1
Non sédentaires	39,9	88	11,5	0,5	0
Total	412,9	62	32,6	5,1	0,3
Commerces non alimentaires.					
Grands magasins	0,35 (3)	/»	/»	27	73
Textiles, habillement	74,1 (4)	60	28,5	10	1,5
Chaussures	13,4 (5)	57,5	28,5	12,4	1,6
Ameublement	5,6 (6)	40	39	18	3
Droguerie, quincaillerie	28,6 (7)	60,5	26	11	2,5
Librairie, papeterie, journaux	16,5	60	30	9	1
Electricité, radio	5,5	50	34	14	2
Horlogerie, bijouterie	6,0	55	34	10,5	0,5
Maroquinerie	6,4	63	28	8,5	0,5
Combustibles et carburants	19,3 (8)	48	40,5	10	1,5
Pharmacie	14,2	21	52,5	25	1,5
Jouets, articles de sports	3,2	62	30	7,5	0,5
Cycles	2,8	63	29,5	6,9	0,6
Autres	38,6 (9)	56	29	12	3
Non sédentaires	56,1	92	7,5	0,5	0
Total	290,6	62,5	26,6	9,4	1,5

(1) Dont 32,5 pour les sociétés à succursales multiples et les coopératives de consommation et 50,1 pour les commerces associés à des débits de boisson.

(2) Dont 0,6 pour les sociétés à succursales multiples.

(3) Y compris les magasins « à prix uniques ».

(4) Dont : vêtements confectionnés, 9,0; tissus, 13,2; chemiserie, lingerie, etc., 20,3; mercerie, 10,9; non spécifiés, 18,3.

(5) Dont 1,7 pour les sociétés à succursales multiples.

(6) Non compris les marchands de meubles d'occasion.

(7) Y compris les commerces de vaisselle et verrerie.

(8) Dont 2,6 pour les commerces associés à un débit de boisson.

(9) Dont : bazars, 6,9; meubles d'occasion, antiquités, etc., 6,9; fleurs, 4,4; bois, 2,9; parfumerie, 2,3; photo, optique, 1,5.

Source : I. N. S. E. E. (Fichier des établissements — 1954).

b) **Indices du chiffre d'affaires.**

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

1. Commerces alimentaires

Indice : 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Sociétés à succursales multiples.

	I	II	III	IV
1953	142	158	169	168
1954	162	174	184	186
1955	(178)			

1951 = 124. — 1952 = 151. — 1953 = 162. — 1954 = 176.

Coopératives de consommation.

	I	II	III	IV
1953	159	170	174	186
1954	169	183	191	195
1955	(181)			

1951 = 130. — 1952 = 158. — 1953 = 170. — 1954 = 184.

Autres détaillants.

	I	II	III	IV
1953	133	137	135	148
1954	140	148	147	162
1955	(150)			

1951 = 116. — 1952 = 132. — 1953 = 138. — 1954 = 149.

Ensemble (indice pondéré).

	I	II	III	IV
1953	139	143	145	155
1954	147	157	159	170
1955				

1951 = 120. — 1952 = 139. — 1953 = . — 1954 = .

N. B. — Ensemble prix 1950 = 100. — 1951 = 110. — 1952 = 122. — 1953 = 121. — 1954 = 118.

2. Commerces non alimentaires

(Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)

(Indice : 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Grands magasins.

Paris (6).

	I	II	III	IV
1953	157	147	125	246
1954	166	159	148	238
1955	188			

1951 = 131. — 1952 = 155.
1953 = 161. — 1954 = 176.

Province :

	I	II	III	IV
1953	142	147	148	225
1954	152	171	165	254
1955	171			

1951 = 142. — 1952 = 159.
1953 = 166. — 1954 = 187.

Textiles-habillement.

	I	II	III	IV
1953	110	124	97	130
1954	103	140	126	158
1955	110			

1951 = 119. — 1952 = 122.
1953 = 121. — 1954 = 127.

Chaussures.

	I	II	III	IV
1953	94	137	109	153
1954	96	159	127	153
1955	97			

1951 = 114. — 1952 = 124.
1953 = 125. — 1954 = 130.

Droguerie-quincaillerie.

	I	II	III	IV
1953	138	150	147	163
1954	147	160	156	174
1955	157			

1951 = 132. — 1952 = 150.
1953 = 151. — 1954 = 159.

Ameublement.

	I	II	III	IV
1953	122	140	157	185
1954	153	161	160	174
1955	169			

1951 = 142. — 1952 = 157.
1953 = 154. — 1954 = 166.

Source : I. N. S. E. E.

3. Services et divers

(Indice du chiffre d'affaires moyen.)

(Indice : 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Spectacles.

(Recettes mensuelles.)

	I	II	III	IV
1953	150	118	108	181
1954	164	139	123	
1955	173			

1951 = 121. — 1952 = 142.
1953 = 147. — 1954 = 160.

Coiffure.

(Chiffres d'affaires moyen quotidien.)

	I	II	III	IV
1953	141	167	162	166
1954	140	183	176	183
1955				

1951 = 122. — 1952 = 147.
1953 = 157. — 1954 = 170.

Source : I. N. S. E. E.

c) Evolution du commerce intérieur.

1. Création de fonds (1)

(Moyenne mensuelle.)

France entière.

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953...	4.823	4.615	3.640	4.956	—	—	—	—	—
1954...	3.596	3.391	2.619	3.209	»	»	4.690	4.709	3.204
1955...	3.516								

Actes de constitution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	491	472	350	363	—	—	—	—	—
1954.....	387	330	280	361	294	650	484	419	340
1955.....	386								

2. Dissolution et radiation

(Moyenne mensuelle.)

Radiation de fonds (France entière) (1).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953...	4.605	3.001	2.573	3.839	—	—	—	—	—
1954...	4.884	3.230	2.9.0	3.782	»	»	3.380	3.549	3.706
1955...	4.999								

Acte de dissolution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	255	202	170	264	—	—	—	—	—
1954.....	306	204	171	307	117	247	228	219	247
1955.....	307								

3. Liquidations judiciaires (déclarées).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	153	141	107	117	—	—	—	—	—
1954.....	160	161	133	139	115	98	125	137	127
1955.....	162								

Dont: *Commerces agricoles et alimentaires:*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	23	22	15	26	—	—	—	—	—
1954.....	24	26	17	18	31	»	22	21	22
1955.....	22								

4. Faillites (déclarées).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	415	435	302	477	—	—	—	—	—
1954.....	492	438	336	516	405	283	369	415	442
1955.....	478								

Dont. *Commerces agricoles et alimentaires:*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953	1954
1953.....	71	72	42	73	—	—	—	—	—
1954.....	84	69	55	82	70	58	66	64	72
1955.....	73								

Source: I. N. S. E. E.

d) Tourisme: mouvement des affaires dans l'hôtellerie.

L'I. N. S. E .E. a effectué en avril 1955 une nouvelle enquête auprès des hôteliers, afin de connaître leur opinion sur les résultats de leur activité au cours des six derniers mois écoulés, et les perspectives de la prochaine saison d'été.

Le questionnaire utilisé était identique à celui des deux précédentes enquêtes, la question annuelle relative aux investissements ayant toutefois été remplacée par une question concernant la composition de la clientèle de l'hôtel et l'évolution de celle-ci.

L'ensemble des hôteliers interrogés a été modifié; on a pensé en effet qu'il était inutile de consulter à nouveau ceux qui n'avaient répondu à aucune des enquêtes précédentes (soit environ 200 personnes), et on les a remplacés par d'autres, choisis dans les mêmes catégories et dans des localités analogues. Le nombre total d'hôteliers consultés s'élevait à 922, répartis à peu près également entre les quatre catégories.

Les questionnaires ont été envoyés dans les premiers jours d'avril. A la fin du mois, l'I. N. S. E .E. avait reçu 407 réponses exploitables; d'autres sont arrivées par la suite, qui n'ont pu être retenues dans le dépouillement. Par rapport à l'enquête d'avril 1954, le rendement se trouve donc sensiblement amélioré (362 réponses avaient été recueillies alors).

La répartition des réponses suivant les catégories d'hôtels s'établit ainsi:

* 82
** 103
*** 115
**** 107

Les stations balnéaires de la Manche d'une part, celles de l'Atlantique d'autre part, ont fourni moins de 30 réponses.

(1) Intermédiaires exclus.

Résumé des résultats et des perspectives dans l'hôtellerie

DESIGNATION	RESULTATS — Octobre 1954-mars 1955 par rapport à octobre 1954-mars 1954.	PERSPECTIVES — Avril-septembre 1955 par rapport à avril-septembre 1954.
Coefficient moyen d'occupation	Légère augmentation.	Augmentation.
Tourisme étranger ...	Sans changement.	Augmentation.
Durée moyenne des séjours	Très légère diminution.	Sans changement.
Recettes logement (moyenne par journée-voyageur)	Très légère augmentation.	Légère augmentation.
Autres recettes (moyenne par journée-voyageur)	Sans changement.	Très légère augmentation.

Principaux facteurs ayant limité l'activité (par ordre décroissant):

Manque de clientèle étrangère.
Manque de clientèle française.
Concurrence des autres pays.

Localités les plus favorisées au cours des six derniers mois:

Stations balnéaires de la Méditerranée.

e) Prévisions des chefs d'entreprises commerciales pour le deuxième semestre 1955.

L'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprises par l'institut de la statistique et des études économiques en mai 1955, a donné les indications suivantes pour 554 réponses obtenues des entreprises commerciales fin juin.

(Par rapport au deuxième semestre 1954.)

1. Volume des affaires dans le commerce

(Réponses pondérées selon le chiffre d'affaires.)

	Pourcentage des réponses.	(novembre 1954).
Prévision d'augmentation.....	80	(78)
Stabilité ou indécision.....	13	(18)
Diminution.....	7	(4)

Prévision selon les entreprises:

	Augmentation. — P. 100.	Sans changement. — P. 100.	Diminution. — P. 100.
Gros:			
Alimentaires	61	23	16
Autres	81	17	2
Détail:			
Alimentaires (sociétés à succursales multiples surtout).....	90	9	1
Autres	78	9	13

Les grandes entreprises sont les plus optimistes dans leurs prévisions (entreprises à succursales multiples notamment, ce qui explique, avec la stagnation du commerce des boissons, les réponses moins favorables des grossistes qui n'approvisionnent guère ces entreprises).

2. Volume des achats, stocks et prix

	Augmentation. — P. 100.	Sans changement. — P. 100.	Diminution. — P. 100.
Volume des achats:			
Gros	49	42	9
Détail	71	26	3
Volume des stocks:			
Gros	24	61	15
Détail	27	69	4
Prix d'achat:			
Gros	26	60	14
Détail	11	77	12
Prix de vente:			
Gros	22	58	20
Détail	12	69	20

9° TRANSPORTS

a) Evolution comparée des transports de marchandises

(fer, eau, route).

Unités: tonnage chargé = million de tonnes. — Tonnage kilométrique = milliard de kilomètres. — Distances = kilomètres.

MODES de transport.	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Fer:							
Tonnage chargé.	222,7	132,3	160,6	151,7	176,6	174	163
Tonnage kilométrique	41,6	26,5	41	38,9	45,4	44	40,3
Parcours moyen d'une tonne ..	188	200	256	257	257	254	248
Eau:							
Tonnage chargé.	50	45	39	43	49	50,1	50,8
Tonnage kilométrique	6,8	8,3	6	6,7	7,5	7,7	7,8
Parcours moyen d'une tonne ..	136	183	155	156	153	152	153
Route (1):							
Tonnage chargé.	51,1	67,7	86,8	94,3	107,9	108	117
Tonnage kilométrique	3,5	5,4	8,4	9,2	10,5	10,5	11,5
Parcours moyen d'une tonne ..	69	80	96,5	96	97	97	98
Total : fer + eau + route:							
Tonnage chargé.	323,8	245	285,9	285,8	328,7	332	330,8
Tonnage kilométrique	52,1	40,2	55,4	54,8	63,4	62,2	59,6
Parcours moyen d'une tonne ..	161	164	194	189	190	187	180
Parts respectives des divers modes de transport dans le total du trafic (tonnage kilométrique) p. 100:							
Fer	80,2	65,9	74	71	71,6	70,7	67,6
Eau	13,1	20,6	10,8	12,2	11,8	12,4	13,1
Route	6,7	13,5	15,2	16,8	16,6	16,9	19,3

(1) Compte tenu des réserves qui s'imposent en ce qui concerne l'évaluation du trafic routier.

Source: Commissariat général au plan.

b) Trafic (par mode de transport).

1. Fer (Société nationale des chemins de fer français).

Trafic voyageurs kilométrique (millions).

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1953...	1.807	2.313	2.810	1.883
1954...	1.633	2.200	2.913	1.987
1955...	1.770 janvier. 1.630 février.			

Moyenne mensuelle:
1929 = 2.350.
1938 = 1.837.
1949 = 2.456.
1952 = 2.380.
1953 = 2.140.
1954 = 2.183.

Trafic marchandises kilométrique (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1953...	3.403	3.387	2.260	3.742
1954...	3.447	3.267	3.253	3.880
1955...	3.730 janvier. 3.610 février.			

Moyenne mensuelle:
1929 = 3.480.
1938 = 2.210.
1949 = 3.420.
1952 = 3.675.
1953 = 3.376.
1954 = 3.462.

Tonnages chargés et entrés chargés.

(Moyenne journalière des transports commerciaux.) (1.000 tonnes.)

(Moyenne par trimestre.)	I	II	III	IV
1953....	454	446	382	504
1954....	456	427	435	539
1955....	515			

Moyenne mensuelle:
1938 = 362.
1951 = 484.
1952 = 474.
1953 = 446.
1954 = 464.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.

Evolution du parc de matériel roulant de la S. N. C. F. (1).

CATÉGORIES de matériel.	1929	1938	1946	1950	1951
Locomotives à vapeur.	19.800	15.200	13.800	12.300	11.500
Locomotives et automotrices électriques.	790	1.120	1.180	1.251	1.320
Locomotives diesel ...	64	7	16	110	133
Autorails		664	618	718	747
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques).	35.200	30.800	18.000	17.900	17.500
Wagons et fourgons...	521.000	485.000	329.000	409.000	393.000

CATÉGORIES de matériel.	1952	1953	PRÉVISIONS 1954.	VARIATIONS 1954/1929.
Locomotives à vapeur.	10.460	9.800	9.550	— 52 %
Locomotives et automotrices électriques.	1.360	1.390	1.450	+ 83 %
Locomotives diesel ...	155	165	185	× 16
Autorails	780	840	880	
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques).	16.800	16.200	16.000	— 55 %
Wagons et fourgons...	379.000	363.000	364.000	— 30 %

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Tonnage moyen des trains de marchandises (en tonnes).

1938	1949	1953	1953/1938
729	776	833	+ 14 0/0

Chargement moyen par wagon (en tonnes).

1938	1949	1953	1953/1938
9	12	14	+ 55 0/0

Evolution du trafic et de la productivité de la Société nationale des chemins de fer français.

DÉSIGNATION	UNITÉS	1929	1938	1953
Trafic:				
Voyageurs	Milliards de voyageurs-kilomètre.....	28,2	22,1	25,7
Marchandises	Milliards de tonnes-kilomètre.....	41,8	26,5	40,5
Total	Milliards d'unités-trafic	70	48,6	66,2
Productivité:				
Du travail.....	Base 100 en 1929.....	100	83	134
De la consommation d'énergie ...	Base 100 en 1929.....	100	85	157

Source: Commissariat général au plan (rapport 1954).

2. Voies navigables

Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:	560	698	696	652
1954:	522	718	730	756
1955:	613			

Moyenne mensuelle:
1929 = 567.
1938 = 629.
1949 = 521.
1952 = 640.
1953 = 651.

Source: I. N. S. E. E.

Composition de la flotte fluviale à la fin de 1953.

TYPES DE BATEAUX	FLOTTE TOTALE (y comprise flotte rhénane).		FLOTTE RHÉNANE seule.	
	Unités.	Tonnages.	Unités.	Tonnages.
Marchandises générales:				
Bateaux tractionnés.	6.687	2.419.565	207	254.900
Automoteurs	2.999	1.036.481	139	112.151
Citernes:				
Bateaux tractionnés.	210	107.750	12	13.397
Automoteurs	620	231.229	3	2.531
Remorqueurs	435	»	66	»
Total	10.951	(1) 3.795.025	427	382.979

(1) Soit 5.062.735 tonnes en équivalent de péniches.

Si l'on estime que la capacité de transport d'un automoteur est double de celle d'un bateau tractionné, on constate que l'équivalent en bateaux tractionnés du tonnage disponible est légèrement supérieur en 1953 (5.063.000 tonnes) à ce qu'il était en 1935 (4.942.000 tonnes), l'augmentation portant pour la plus large part sur la flotte rhénane.

Source: Commissariat général du plan (rapport 1954).

3. Mer

(Moyenne mensuelle.)

Voyageurs (grande navigation).

(1.000.)

Débarquements :

	I	II	III	IV
1953.....	13,1	25,4	27,5	15,8
1954.....	13,1	26,2	31,11	14,8
1955.....	13,2			

Moyenne mensuelle: 1938 = 16,9.
1949 = 16,4.
1952 = 21,6.
1953 = 20,9.
1954 = 21.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1953.....	13,4	19,3	29,2	24,9
1953.....	12	17,7	31,3	21,2
1955.....	11,8			

Moyenne mensuelle: 1938 = 18,6.
1949 = 22,4.
1952 = 23,1.
1953 = 22,3.
1954 = 21,2.

Marchandises (toutes).

(1.000.)

Débarquements:

	I	II	III	IV
1953....	3.256	3.347	3.274	3.407
1954....	3.522	3.630	3.454	3.591
1955....	3.707			

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.989.
1949 = 3.006.
1952 = 3.558.
1953 = 3.371.
1954 = 3.599.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1953....	1.823	1.897	1.892	1.894
1954....	1.834	1.738	1.963	2.063
1955....	2.187			

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.650.
1949 = 1.266.
1952 = 1.860.
1953 = 1.898.
1954 = 1.974.

Source: I. N. S. E. E.

4. Air

(Moyenne mensuelle.)

Passagers.

(Millions de voyageurs-kilomètre.)

	I	II	III	IV
1953.....	152,4	212	258	196
1954.....	152,4	235,3	305,9	229,4
1955.....	186,3			

Moyenne mensuelle:
1938 = 6,1. — 1949 = 110.
1952 = 179. — 1953 = 205.
1954 = 229.

Poste (Air France).

(Milliers de tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV
1953....	1.705	1.646	1.306	1.718
1954....	1.763	1.741	1.607	1.950
1955....	1.650			

Moyenne mensuelle:
1938 = 95,4. — 1949 = 941.
1952 = 1.578. — 1953 = 1.602.
1954 = 1.759.

Fret (sans la poste).

(Milliers de tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV
1953....	7.346	6.863	5.334	6.955
1954....	6.073	6.362	6.335	6.942
1955....	6.877			

Moyenne mensuelle:
1938 = 85,3. — 1949 = 4.251.
1952 = 6.792. — 1953 = 6.645.
1954 = 6.263.

Source: I. N. S. E. E.

c) **Route (indications).**

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1. Parc routier au 31 décembre 1954

Voitures particulières et commerciales.

2.522.000, dont 56 p. 100 construites depuis 1950 et 28 p. 100 de 5 CV au moins.

Véhicules utilitaires.

1.476.000, dont 40.5 p. 100 construites 1950

Dont:

Cars et autobus (surtout 30 à 40 places et plus).....	2 p. 100
Camions, camionnettes, véhicules spéciaux.....	71 p. 100
Remorques et semi-remorques.....	9 p. 100
Tracteurs agricoles, forestiers.....	17 p. 100
Tracteurs routiers.....	1 p. 100

Source: I. N. S. E. E.

2. Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953:				
Essence auto.....	177	223	257	207
Super-carburant	53	76	98,2	86
1954:				
Essence auto	169	216	243	207
Super-carburant	76	113	139	108
1955:				
Esence auto	177			
Super-carburant	97			

Moyennes mensuelles: 1938 = 225 au total. — 1949 = 148. — 1952 = 205 et 57. — 1953 = 216 et 77. — 1954 = 207 et 108.

Gas oil (livraison au marché intérieur).

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953	87	97,4	109	115
1954	93,5	109	119	123
1955	110			

Moyennes mensuelles: 1938 = 25,3. — 1949 = 63. — 1952 = 85. — 1953 = 101. — 1954 = 110.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

d) **Flotte marchande.** (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos.	TOTAL
1er janvier:				
1929.....	1.300.000	170.000	1.600.000	3.870.000
1938.....	1.210.000	260.000	1.220.000	2.690.000
1939 (1/9)....	1.166.000 (146)	323.000 (72)	1.214.000 (375)	2.734.000 (676)
1945 (1/8)....	365.000	102.000	375.000	842.000
1946.....	Pas de statistiques (Cf août 1945).			
1947.....	421.000	176.000	859.000	1.456.000
1948.....	457.000	276.000	1.267.000	2.000.000 (585)
1949.....	569.000 (4)	434.000 (67)	1.421.000 (447)	2.424.000
1950.....	608.000	538.000	1.562.000	2.708.000
1951.....	709.000	612.000	1.645.000	2.966.000
1952.....	739.000	711.000	1.723.000	3.173.000
1953.....	784.000	849.000	1.760.000	3.395.000
1954.....	873.000	869.000	1.803.000	3.545.000
1955 (1/5).....	832.000 (86)	1.088.000 (123)	1.724.000 (546)	3.645.000 (725)

N. B. — Pourcentage du tonnage de 1939 (au 1er décembre 1954): navires à passagers, 74 p. 100; cargos, 138 p. 100; pétroliers, 309 p. 100. — Total: 131 p. 100.

En construction et reconstruction (commandes.)

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos	TOTAL
1955 (1er janvier)				
France.....	16.500 (2)	223.000 (13)	188.000 (39)	427.000 (54)
Etranger.....	»	68.000 (4)	5.500 (2)	73.500 (6)
Total.....	16.500 (2)	291.000 (17)	193.500 (41)	500.500 (60)

Source: Ministère de la marine marchande.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE

1° FINANCES PUBLIQUES

a) Budget de l'Etat et trésorerie.

1. Budget.

DÉSIGNATION	1954 (1) Loi de finances	1954 (1) Situation réelle	1955 Loi de finances
	Milliards de francs.		
Dépenses			
Budget civil (dépenses ordinaires)	1.612,5	1.736	(2) 1.863
Budget civil (dépenses en capital)	295,5	308	352
Budget militaire (après déduction de l'aide américaine)	970,5	970,5	(4) 989
Budget des dommages de guerre	312,5	312,5	271
Suppression du droit d'enregistrement sur les marchés	»	»	— 10,5
Total des charges budgétaires	3.191	3.327	(3) 3.465
Recettes.			
Ressources ordinaires et extraordinaires	2.824	2.903	2.990
Aide américaine (reliquats)	45	»	»
Déficit des opérations budgétaires	322	424	475

(1) Présentation du projet de loi de finances 1955.
(2) Dont 7 milliards au fonds de garantie mutuelle de la production agricole.
(3) Dépenses sur ressources affectées exclues (88 milliards).
(4) Prévision.

2. Trésorerie

DÉSIGNATION	1954 (1) Loi de finances	1954 (1) Situation réelle	1955 Loi de finances.
	Milliards de francs.		
Comptes spéciaux du Trésor	55	55	55
Fonds d'expansion économique	240	192	205
Total des charges du Trésor	587	671	735

(1) Présentation du projet de loi de finances 1955.

3. Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant.

DÉSIGNATION	1938 (Fin d'année.)	1953	1954 (Fin d'année.)
	Milliards de francs.		
Dette intérieure	414	4.177	4.530
(Non exigible)	(390)	(3.791)	(4.056)
(Instituts d'émission)	(36,2)	(880)	(815)
Dette extérieure	6,8	1.240	1.120

Charges (Etat).

DÉSIGNATION	1953 (Crédits votés.)	1954 (Crédits votés.)	1955
	Milliards de francs.		
Dette intérieure	123	152	»
Dette extérieure	— 26	25	»
Total	149	177	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs

Produits budgétaires.

DÉSIGNATION	CINQ PREMIERS MOIS Résultats.
	Milliards de francs.
Taxes sur le chiffre d'affaires:	
Taxe sur la valeur ajoutée:	
1954	359
1955	374
Taxe sur les transactions:	
1954	92
1955	90
Pénalités:	
1954	1,3
1955	1,2
Total:	
1954	452
1955	465
Taxes uniques:	
Taxe sur les vins:	
1954	15,9
1955	14
Taxe sur les viandes:	
1954	21,1
1955	20,6
Total:	
1954	37
1955	34,6
Contributions indirectes (1):	
1954	21,7
1955	21,9
Total général:	
1954	120,2
1955	121,2
Taxes locales:	
Taxe municipale sur les spectacles:	
1954	4,4
1955	4,6
Total (taxes locales):	
1954	89,1
1955	81,5
	Quatre mois.
Tabacs:	
1954	59,8
1955	59,6

(1) Boissons, alcools, vélocipèdes, garantie or et argent, etc.
Source: Ministère des finances.

Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.

Francs courants.

DÉSIGNATION	1938	1949	1953	1954
	Milliards de francs.			
Contributions indirectes	5,7	52,6	59	53
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production	9,8	479	876	921
Taxe sur les transactions	»	141	215	223
Tabacs	5,2	130	198	198

Francs 1952 (1).

DÉSIGNATION	1938	1949	1953	1954	1952/1938
	Milliards de francs.				P. 100.
Contributions indirectes	149	74	60	55	— 62
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production	257	671	731	848	— 3,5
Taxe sur les transactions	»	197	198	211	»
Tabacs	136	182	185	164	+ 38

(1) Transformation en francs 1952 d'après la moyenne des indices des prix de gros et des prix de détail (base 100 en 1938).

Evaluation des taxes sur le chiffre d'affaires en pourcentage des ressources fiscales totales.

DÉSIGNATION	1938	1953	1954
	Milliards de francs.		
Ressources fiscales totales	35,2	2.903	2.990
Part des taxes sur le chiffre d'affaires	18 %	37 %	38 %

Source: Ministère des finances.

Produit du prélèvement sur les salaires.

(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954
107,5	135	165	207	211	228

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

5. Budget et revenu national.

Dépenses publiques et produit ou revenu national.

ANNÉES	SERVICES RENDUS par l'Etat. Services civils (fonctionnement)	SERVICES RENDUS par l'Etat. Dépenses militaires.	TRANSFERTS (Pension et allocations, dette, subventions.)	INVESTISSEMENTS publics.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Par rapport au produit national brut.				
1953	5,6	8,9	5,5	6,9
	14,5			
1954	5,5	7,7	5,7	6,8
	13,2			
Par rapport au revenu national net.				
1953	7,3	11,7	7,3	9,1
	19			
1954	7,2	10,1	7,4	9
	17,3			

Recettes fiscales et produit ou revenu national.

ANNÉES	PAR RAPPORT au produit national brut.	PAR RAPPORT au revenu national net.
	P. 100.	P. 100.
1953	21,4	28,1
1954	20,2	26,8
N. B. — Impôts locaux:		
1953	3,1	4,1
1954	3,1	4,1

Source: Ministère des finances.

Evolution des dépenses militaires inscrites au budget et des dépenses budgétaires totales par rapport au revenu national.

ANNÉES	DÉPENSES militaires.	DÉPENSES budgétaires totales (1).	REVENU national.	POURCENTAGE par rapport au revenu national. Dépenses militaires.	POURCENTAGE par rapport au revenu national. Dépenses budgétaires totales.
	Milliards de francs.			Pourcentage.	
1913	1,8	5,07	50	3,6	10,1
1938	29,4	99	360	8,2	27,5
1946	154	681	2.596	6	26,2
1947	203	914	3.303	6,1	27,7
1948	283	1.591	5.439	5,2	29,3
1949	377	2.047	6.640	5,7	30,8
1950	477	2.423	7.510	6,3	32,3
1951	896	3.059	9.000	9	34,4
1952	1.257	3.718	10.310	12,2	36
1953	1.253	3.801	10.470	12	36,3
Prévisions (2):					
1954	970	»	»	»	»
1955	989	»	»	»	»

(1) Compte tenu, à partir de 1938, des dépenses d'investissements, de reconstruction et des charges de la caisse autonome d'amortissement intégrées dans les chiffres du budget à partir de 1950 (comptes spéciaux et emprunts garantis inclus).

(2) Après déduction de l'aide militaire américaine.

b) **Collectivités locales.**

Situation financière à la clôture de l'exercice (1).

(Milliards de francs.)

1. Départements

	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	155	171	204	267	295
Dépenses	157	162	192	219	272
Solde	— 2	+ 9	+ 12	+ 18	+ 23
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	— 3,2	+ 2,7	+ 8,8	+ 12	+ 19
Dette en capital	41,4	59	87	94	108

2. Communes

	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	308	331	385	592	667
Dépenses	257	288	372	467	520
Solde	+ 51	+ 43	+ 13	+ 125	+ 147
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	+ 23	+ 46	+ 47	+ 56	+ 57
Dette en capital	74	103	153	194	256

Source: Ministère des finances.

(1) Année civile plus période complémentaire (fin février pour les départements, fin mars pour les communes).

2° SERVICES PUBLICS

a) Société nationale des chemins de fer français.

1. Recettes (milliards de francs).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1953	6,5	9,3	11,8	8,1
1954	6,8	9,8	13,5	8,4
1955	7,1			
Marchandises (2):				
1953	21	21,3	18,2	23,3
1954	21,7	20,3	19,9	23,1
1955	22,6			
Total (1):				
1953	28,7	32	30,6	33,1
1954	29,8	31,5	34,8	33,3
1955	31,1			

	1938	1949	1952	1953	1954
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	8,7	2,6
Marchandises	0,840	15,6	19,3	21	21,2
Total (1)	1,237	22,2	32,4	31,1	32,1

Indice des recettes à prix constant (3).
1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1953	145	133	134	127
1954	125	126	121	128
1955	127			
Marchandises:				
1953	138	135	116	130
1954	134	125	130	129
1955	144			
Total:				
1953	139	134	112	129
1954	132	125	126	129
1955	140			

	1949	1952	1953	1954
Voyageurs	133	133	122	126
Marchandises	144	156	131	129
Total	141	150	128	128

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

2. Evaluation des résultats financiers de la société nationale des chemins de fer français de 1946 a 1954

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (Chiffres provisoires)
Déficit comptable	3,9	5,6	30,2	7,6	36,1	7,9	32,2	47,1	70
Indemnités compensatrices	4,3	4,7	0,9	54,6	50	80,2	»	13,1	»
Contribution de l'Etat aux dépenses d'infrastructure, de retraite et de gardiennage des passages à niveau	»	»	»	»	»	»	65,6	61,5	65,9
Charges de grand équilibre supportées par l'Etat	4,4	4,6	5,4	»	»	»	»	»	»
Résultats financiers bruts	— 12,6	— 14,9	— 36,5	— 62,2	— 86,1	— 88,1	— 97,8	— 122,3	— 135,9
Redevance d'usage	»	»	»	»	»	»	9	11,3	13,8
Perte de recettes résultant d'abaissement de tarifs non compensés par une subvention	4,4	5	7,3	»	»	»	»	»	»
Résultats financiers	— 8,2	— 9,9	— 29,2	— 62,2	— 86,1	— 88,1	— 88,8	— 111	— 122,1

Source: Statistiques et études financières.

3. Evolution des tarifs et des prix

(Base 100 en 1938.)

ANNÉES	INDICE des tarifs voyageurs (prix moyen pondéré du voyageur-kilomètre pour l'usager).	INDICE des tarifs marchandises (prix moyen pondéré de la tonne-kilomètre pour l'usager).	INDICE des prix de gros.	ANNÉES	INDICE des tarifs voyageurs (prix moyen pondéré du voyageur-kilomètre pour l'usager).	INDICE des tarifs marchandises (prix moyen pondéré de la tonne-kilomètre pour l'usager).	INDICE des prix de gros.
1946	421	442	618	1951	1.399	1.500	2.651
1947	582	622	989	1952	1.690	1.830	2.778
1948	833	1.199	1.712	1953	1.910	1.840	2.645
1949	1.055	1.342	1.917	1954	2.045	1.865	2.607
1950	1.362	1.280	2.166				

Source: Statistiques et études financières.

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.
(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

4. Trafic en milliards d'unités-kilomètres

DÉSIGNATION	1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (chiffres provisoires).
Voyageurs-kilomètres	22,1	31,5	31,4	30,4	29,5	26,4	28,1	28,6	25,9	26
Tonnes-kilomètres	26,5	33,9	37,1	41,3	41	38,9	45,4	44	40,3	41
Total	48,6	65,4	68,2	71,7	70,5	65,3	73,5	72,6	66,2	67

Source: Statistiques et études financières.

5. Variations des effectifs de la Société nationale des chemins de fer français de 1938 a 1955

DÉSIGNATION	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Effectifs moyens des cheminots (en milliers)	514	477	469	451	429	415	402	391	384
Pensionnés	»	320	»	»	»	»	»	»	386

Source: Statistiques et études financières.

b) **Postes, télégraphes et téléphones.**

Recettes totales

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

Mois cumulés (en milliards de francs.)

	I	II (fin de trimestre)	III	IV (année entière)
1951	19,5	41,1	62	85,9
1952	29,5	67,5	98,1	143
1953	32	71,1	118,8 (1)	150
1954	43,7	81,3	123,5	161,7
1955	47,8			

3° SERVICES SOCIAUX

a) **Sécurité sociale.**

BILAN FINANCIER GLOBAL DES TROIS LÉGISLATIONS

(Assurances sociales. Accidents du travail. Prestations familiales.)

(Milliards de francs.)

1. Assurances sociales

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Recettes..	173	216,8	234	300	384	414	480,5
Dépenses.	140	217,1	271	344	416	451,5	514
Solde.	+ 33	— 0,3	— 37	— 44	— 32	— 37,5	— 33,5

2. Accidents du travail

	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes..	31,5	33,61	37,2	43,5	54	59,5
Dépenses.	21,2	33,66	39,2	44,4	53	60
Solde.	+ 10,3	— 0,05	— 2	— 0,9	+ 1	— 0,5

(1) Août.

3. Prestations familiales (1)

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Recettes..	133	201	222	293	393	425,5	454,5
Dépenses.	147	195	216	284	353	353	399,5
Solde.	— 14	+ 6	+ 6	+ 9	+ 40	+ 41	+ 55

Source: Ministère du travail et de la sécurité sociale.

b) **Etablissements hospitaliers.**

Résultats à la clôture de l'exercice (2).

(Milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

	1949	1950	1951	1952	1943
Recettes	95	115	150	176	195,5
Dépenses	87	101	138	163	180
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13	+ 15,5

2. Situation

(Compte tenu des restes à récouvrer et à payer.)

(Milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953
+ 9,6	+ 13,4	+ 11	+ 16	+ 26

Dette en capital.

1949	1950	1951	1952	1953
4,4	6	8,7	12	16

Source: Ministère des finances.

(1) Salariés et employeurs et travailleurs indépendants (salariés: 401 et 360,5 en 1953).

(2) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

c) **Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.**
(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants.)
(En milliards.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954 (provisoire)
I. — *Recettes.*								
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	300,3	384,1	414,2	440,2
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,2	59,8	63,6
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,6	400,9	434,5
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,1	21,4	24,8	29,9
Action sanitaire et sociale	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.			
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,3	899,7	968,2
II. — *Dépenses.*								
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	415,8	451,8	489,9
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,1	53,9	60,2	66
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5	403,6
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,2	27,9
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.			
Ensemble	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	825,1	896,7	987,9
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	133,3	»

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

4° CREDIT, BANQUE, MONNAIE

a) Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contre-partie.

1. Disponibilités monétaires (et dépôts à terme).

Milliards de francs.

Comptes créditeurs (1).

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	2.327	2.384	2.468	2.715	+ 17	+ 47	+ 84	+ 247
1955...	(2.728)				(+ 13)			
31 décembre:	1949 = 1.433.				1950 = + 97.			
	1950 = 1.530.				1951 = + 265.			
	1951 = 1.795.				1952 = + 240.			
	1952 = 2.035.				1953 = + 285.			
	1953 = 2.320.				1954 = + 395.			

Billets en circulation.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	2.327	2.374	2.444	2.551	+ 17	+ 47	+ 70	+ 107
1955...	(2.581)				(+ 33)			
31 décembre:	1949 = 1.301.				1950 = + 289.			
	1950 = 1.590.				1951 = + 293.			
	1951 = 1.883.				1952 = + 241.			
	1952 = 2.124.				1953 = + 186.			
	1953 = 2.310.				1954 = + 241.			

(1) Comptes courants créditeurs des entreprises et des particuliers à la Banque de France, dépôts à vue dans les banques, dépôts aux comptes courants postaux, dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Milliards de francs.

Masse monétaire.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	4.661	4.738	4.912	5.266	+ 34	+ 94	+ 54	+ 354
1955...	(5.312)				(+ 46)			
31 décembre:	1949 = 2.734.				1950 = + 386.			
	1950 = 3.120.				1951 = + 558.			
	1951 = 3.678				1952 = + 481.			
	1952 = 4.159.				1953 = + 471.			
	1953 = 4.630.				1954 = + 636.			

Dépôts à terme.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	147	151	160	167	+ 11	+ 4	+ 9	+ 7
1955...	(173)				(+ 6)			
31 décembre:	1949 = 38.				1950 = + 22.			
	1950 = 60.				1951 = + 20.			
	1951 = 80.				1952 = + 19.			
	1952 = 99.				1953 = + 37.			
	1953 = 136.				1954 = + 31.			

Ensemble masse monétaire plus dépôts à terme.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	4.811	4.909	5.072	5.433	+ 45	+ 98	+ 63	+ 361
1955...	(5.485)				(+ 52)			
31 décembre:	1949 = 2.772.				1950 = + 408.			
	1950 = 3.180.				1951 = + 578.			
	1951 = 3.758.				1952 = + 500.			
	1952 = 4.258.				1953 = + 508.			
	1953 = 4.766.				1954 = + 667.			

2. Contrepartie des disponibilités monétaires

Milliards de francs.

Or et devises (1).

Années	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1954...	259	282	308	394	+ 34	+ 23	+ 26	+ 86
1955..	(482)				(+ 88)			

31 décembre: 1949 = 154. 1950 = 467. 1951 = 279. 1952 = 236. 1953 = 225.

1950 = + 313. 1951 = — 188. 1952 = — 43. 1953 = — 11. 1954 = + 169.

Créances sur le Trésor public (2).

Années	MONTANTS I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
1954...	2.084	2.076	2.067	2.198	+ 64	— 8	— 9	+ 131
1955..	(2.086)				(— 100)			

31 décembre: 1949 = 1.397. 1950 = 1.373. 1951 = 1.550. 1952 = 1.763. 1953 = 2.020.

1950 = — 24. 1951 = + 177. 1952 = + 216. 1953 = + 257. 1954 = + 178.

Crédits à l'économie.

Années	MONTANTS I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
1954...	2.459	2.542	2.677	2.852	— 59	+ 83	+ 135	+ 175
1955..	(2.892)				(+ 40)			

31 décembre: 1949 = 1.189. 1950 = 1.355. 1951 = 1.903. 1952 = 2.271. 1953 = 2.518.

1950 = + 166. 1951 = + 548. 1952 = + 367. 1953 = + 247. 1954 = + 334.

Total des contreparties.

Années	MONTANTS I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
1954...	4.811	4.909	5.072	5.433	+ 45	+ 98	+ 65	+ 361
1955..	(5.485)				(+ 52)			

31 décembre: 1949 = 2.772. 1950 = 3.180. 1951 = 3.778. 1952 = 4.258. 1953 = 4.766.

1950 = + 408. 1951 = + 578. 1952 = + 500. 1953 = + 508. 1954 = + 667.

(Ajustement.)

	I	II	III	IV
1954...	+ 9	+ 9	+ 20	+ 11
1955..	(+ 25)			

1949 = + 32. 1950 = — 15. 1951 = + 26. 1952 = — 12. 1953 = + 3.

Source: Conseil national du crédit.

(1) Encaisses or et prêt d'or au fonds de stabilisation des changes. Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union européenne des paiements. Avances au fonds de stabilisation des changes.

(2) Créances de la Banque de France. Portefeuilles d'effets publics de la Banque de France et des banques. Contrepartie au Trésor des comptes courants postaux et des fonds particuliers.

N. B. — Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires

a) L'évolution des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlement en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57, obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)

1,95

	I	II	III	IV	Année
1952.....	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953.....	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954.....	2,07	2,06	2,15	2,13	2,10
1955.....	2,02				

Avril: 1,68
Mai: 1,89

Source: Conseil national du crédit.

b) *Mouvement des disponibilités monétaires.*

(Evolution depuis 1938.)

Années	Prix de gros (Indices.) (1).	Disponibilités monétaires: Milliards de francs courants (2).	Disponibilités monétaires: Milliards de francs 1938 d'après l'indice des prix de gros.	Indice de la production industrielle (sans bâtiment) (1).
1938	100	192	(100) 192	(3) 100
1945	459	1.013	221	(3) 42
9148	1.945	2.165	111	114
1949 (4)..	1.899	2.704	142	124
1950	2.160	3.120	144	134
1591	2.761	3.678	133	145
1952	2.597	4.159	160	148
1953	2.539	4.630	182	147
1954	2.490	5.266	(110) 211	165

(1) Indice moyen du dernier trimestre de chaque année.
(2) Fin décembre de chaque année.
(3) Moyenne annuelle.
(4) A partir de 1949, nouvel indice (base 100 = 1949) ramené à la base 100 = 1938.

Rapport au produit national brut.

	1946	1949	1952	1954
Produit national brut.....	3.018	8.480	13.680	14.720
Disponibilités monétaires.....	1.349	2.704	4.159	5.266
Rapport.....	2,2	3,1	3,3	2,8

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. — Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses

Source: Conseil national du crédit.

b) **Epargne.**

1. Epargne totale (recensable).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955 (30 avril.)
	Milliards de francs.						
Epargne liquide directe:							
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (augmentation):							
Bons sur formules (1)	30	57	80	77	98	137	43
Bons en compte courant (2)				— 1	— 6	+ 35	— 12
Epargne liquide collectée:							
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne	90	124	74	121	188	220	100
Dépôts à échéance dans les banques (augmentation)	20	22	24	19	37	31	6
Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances-vie (4)	12	18	23	26	28	46	»
Total épargne liquide	152	221	201	245	345	469	(3) 137
Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières	121	104	86	283	229	363	»
Epargne totale	273	325	287	528	574	832	»

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à 1 an, à 2 ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.
(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.
(3) Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances vie exclue (connue seulement par année).
(4) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

Source: Conseil national du crédit.

De 1949 à 1950, augmentation de 52 milliards, soit près de 20 p. 100, soit encore 4,3 p. 100 du revenu national en 1950 contre 4 p. 100 en 1949. Mais il n'y a pas de progrès sensible si l'on tient compte de la hausse des prix et, en valeur réelle, les résultats représentent environ 50 p. 100 seulement de l'épargne collectée en 1938 par les mêmes moyens.

En 1951, il y a réduction de 14 p. 100 par rapport à 1950, de l'épargne totale recensable qui ne représente que 2,8 p. 100 environ du revenu national (4,3 p. 100 en 1950).

En 1952, le progrès apparent est de 82 p. 100 par rapport à 1951 et de 68 p. 100 en tenant compte de la variation des prix: l'épargne totale recensable représenterait environ 5 p. 100 du revenu national contre 2,8 p. 100 en 1951. La situation est à peu près identique en 1953.

En 1954, le progrès apparent est d'environ 45 p. 100 par rapport à 1953.

2. Epargne liquide (montant).

(A l'exclusion de l'épargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances sur la vie.)

DÉSIGNATION	1949	1953	1954	1955 (30 avril)
	Milliards de francs.			
Directe:				
Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises:				
Bons sur formules et bons défense nationale	243	548	685	728
Bons en comptes courants (non banquiers)		37	72	60
Collectée:				
Dépôts dans les caisses d'épargne (intérêts capitalisés inclus)	500	1.010	1.230	1.330
Dépôts à échéance dans les banques	34	136	167	173
Total	777	1.731	2.154	2.291

Source: Conseil national du crédit.

3. Epargne nette investie en valeurs mobilières

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

A. — *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	Milliards de francs.					
Valeurs à revenu fixe et indexé.						
Secteur public et semi-public.						
1. Etat	108	34	»	228	43	110
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés	0,7	25	7	2	12	10
3. Entreprises nationalisées	14,3	15,5	24	31	62	70
4. Caisse nationale de crédit agricole	»	3,5 (Argent frais.)	12	8	38	72
5. Crédit foncier	4	8	»	»	»	»
Totaux	127	83,00	43	269	155	262
Secteur privé.						
Obligations industrielles	9,8	10,7	11	7	24	44
Totaux des valeurs à revenu fixe	136,8	93,70	54	276	179	306

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	Milliards de francs.					
Valeurs à revenu variable.						
Actions (souscription directe de l'Etat exclue)	41	31	44	67	54	80
Parts de sociétés à responsabilité limitée	9	9,7	6	7	12	11
Placement dans le public des actions Société nationale d'investissement appartenant au Trésor	»	»	»	»	6	2
Totaux	50	40,7	50	74	72	93
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières	187	135	104	350	251	399
A déduire:						
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis	13	12	13	15	17	31
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation)	8	1	»	»	»	»
Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations	45	18	5	52	5	5
Totaux	66	31	18	67	22	36

B. — *Epargne nette investie.*

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	Milliards de francs.					
Epargne apparente	187	135	104	350	251	399
Déductions	— 66	— 31	— 18	— 67	— 22	— 36
Totaux	121	104	86	283	229	363

La diminution observée de 17 milliards a affecté à peu près également le secteur public et le secteur privé en 1950.

En 1951, la réduction de 18 milliards concerne le seul secteur public, les émissions du secteur privé passant de 51 milliards en 1950 à 61 milliards de francs en 1951.

En 1952, l'augmentation très importante de l'épargne nette investie sur le marché financier, soit plus 197 milliards de francs, a porté presque entièrement sur les émissions de secteurs publics et semi-publics.

Source: Conseil national du crédit.

4. ACTIONS ET OBLIGATIONS

Souscriptions nouvelles du public en numéraire.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	Milliards de francs.							
	Actions et obligations.							
	Actions émises contre espèces (1) :							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1953...	12,9	15,3	9,6	12,7				
	50,5				— 5,4	+ 2,4	— 5,7	+ 3,1
1954...	17,1	14,1	12,2	35				
	78,3				+ 4,4	— 3	— 1,9	+ 12,8
1955...	36,1				+ 1,1			
	1938 = 1,5.				1949 = — 0,4.			
	1948 = 39,4.				1950 = — 8,5.			
	1949 = 39.				1951 = + 11,5.			
	1950 = 30,5.				1952 = + 24.			
	1951 = 42.				1953 = 15,5.			
	1952 = 66.							
	Obligations.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1953...	38	21,1	31,3	32,2				
	122,5				+ 11,5	— 17	+ 10,2	+ 0,9
1954...	50,6	71,2	26,7	44,3				
	192,8				+ 18,4	+ 20,6	— 44,5	+ 17,6
1955...	55,8				+ 11,5			
	1938 = 1,3.				1949 = + 14,9.			
	1948 = 13,2.				1950 = + 9,7.			
	1949 = 28,1.				1951 = + 6,7.			
	1950 = 37,8.				1952 = + 4,5.			
	1951 = 44,5.				1953 = + 75,5.			
	1952 = 49.							
	Dont sociétés privées (obligations) (2) :							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1953...	6,4	0,05	6,2	11,6				
	24,4				+ 5,5	+ 6,3	+ 6,1	+ 5,4
1954...	3,9	7,3	11,2	21,5				
	43,8				— 7,7	+ 3,4	+ 3,9	+ 10,3
1955...	9,6				— 11,9			
	1938 = 0,5.				1950 = + 1,1.			
	1949 = 9,8.				1951 = + 0,3.			
	1950 = 10,9.				1952 = — 4,2.			
	1951 = 11,2.				1953 = + 17,4.			
	1952 = 7.							
	Total (actions et obligations) (3).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1953...	51	36,4	40,9	44,9	— 6	— 14,6	+ 4,5	+ 4
	173							
1954...	67,7	85,3	39,1	80				
	272,7				+ 22,8	+ 17,6	— 46,2	+ 40,9
1955...	92,4				+ 12,4			
	1938 = 2,8.				1949 = + 14,5.			
	1948 = 52,6.				1950 = + 1,2.			
	1949 = 67,1.				1951 = + 18,2.			
	1950 = 68,3.				1952 = + 28,5.			
	1951 = 86,5.				1953 = + 58.			
	1952 = 115.							

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
	Milliards de francs.							
Plus collectivités locales et groupement de sinistrés :								
1953...	0,009	7,8	3,4	0,99	— 0,011	+ 7,8	— 4,4	— 2,4
	11,7							
1954...	0,523	0,232	6,3	»	— 0,47	— 0,29	+ 6,3	— 6,3
	9,57							
1955...	0,145				+ 0,1			
	1938 = 1,63.				1951 = — 17,6.			
	1950 = 24,6.				1952 = — 5.			
	1951 = 7.				1953 = + 9,7.			
	1952 = 2.							
Plus emprunts du Trésor à long et à moyen terme:								
1953...	»	14	»	32	— »	+ 14	— 14	+ 32
	46							
1954...	17	22,5	»	6,8	— 15	+ 5,5	— 22,5	— 68
	107,5							
1955...	33,8				— 34,2			
	1938 = 7,5.				1951 = — 30,7.			
	1950 = 30,7.				1952 = + 217.			
	1951 = » (1).				1953 = — 171.			
	1952 = 217.							

(1) Bons de la défense nationale à intérêt progressif de 5 ans au plus : souscriptions du public: 43 milliards (pour mémoire).

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS I	II	III	IV
	Milliards de francs.							
Plus sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (1) :								
1953...	2,7	3,5	2,5	3,7	+ 1,4	+ 0,8	— 1	+ 1,2
	12,4							
1954...	2,4	2,7	2,5	3,5	— 1,3	+ 0,3	— 0,2	+ 1
	11,7							
1955...	3,1				— 0,4			
	1950 = 9,7.				1951 = — 3,6.			
	1951 = 9,7.				1952 = + 1,3.			
	1952 = 7,4.				1953 = + 5.			
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier.								
1953...	53,7	61,7	46,8	81,9	— 15,9	+ 8	— 14,9	+ 35,1
	243							
1954...	87,6	110,7	47,9	151,5	+ 5,7	+ 23,1	— 62,8	+ 103,6
	401							
1955...	129,4				— 22,1			
	1950 = 133,3.				1951 = — 33,7.			
	1951 = 99,6.				1952 = + 241.			
	1952 = 341.				1953 = — 98.			

(1) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Source : Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

c) Crédit.

1° *Crédits accordés par l'institut d'émission, les banques et les instituts publics et semi-publics de crédit, à l'Etat et à l'économie.*

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.	1954 au 30 sept.	1954 au 31 déc.	1955 au 30 mars.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	1.465	1.723	1.977	2.084	2.076	2.067	2.230	2.137
Dont accordés par:								
La Banque de France	880	1.031	1.181	1.181	1.174	1.112	1.152	1.052
Les banques	310	371	425	505	490	517	574	582
Les instituts publics et semi-publics	275	321	371	398	412	438	504	503
Crédits à l'économie.								
Total	1.889	2.430	2.780	3.010	3.101	3.244	3.486	3.521
De la Banque de France	533	858	931	951	991	1.091	1.122	1.138
Des banques	1.070	1.240	1.405	1.508	1.551	1.586	1.730	1.754
Crédits sur ressources non monétaires ou sur ressources extra-métropolitaines	286	332	444	551	559	567	634	629
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	3.354	4.153	4.757	5.094	5.177	5.311	5.776	5.658

2° *Evolution des crédits sous forme d'indices.*
(Fin 1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.	1954 au 30 sept.	1954 au 31 déc.	1955 au 30 mars.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	109	128	147	155	154	153	165	159
Dont accordés par:								
La Banque de France	97	114	130	130	130	123	127	116
Les banques	119	143	163	194	194	199	221	224
Les instituts publics et semi-publics	150	175	203	217	225	239	275	275
Crédits à l'économie.								
Total	166	213	244	264	272	285	306	309
De la Banque de France	185	299	324	331	345	380	391	397
Des banques	143	165	187	201	207	211	231	234
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	138	171	191	205	208	214	230	227

3° *Evolution résumée des crédits consentis par les organismes de crédit* (en cours).

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.	1954 au 30 sept.	1954 au 31 déc.	1955
	Milliards de francs.							
Crédits dont l'activité des bénéficiaires est identifiée :								
Métropole	1.493	2.018	2.360	2.584	2.639	2.790	2.995	3.034
Sarre	31	42	57	61	66	67	68	64
Autres crédits (1)	366	370	352	365	396	387	423	423
Ensemble des crédits utilisés	1.889	2.430	2.769	3.010	3.101	3.244	3.486	3.521
Dont crédits recensés par le service central des risques	1.446	1.916	2.237	2.453	2.501	2.654	2.858	2.894

(1) Crédits aux entreprises nationalisées inclus.

Evolution annuelle des indices (fin 1949=100).

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954
Créance sur le Trésor	103	109	128	147	157
Crédits sur l'économie	125	166	213	244	282
Ensemble	114	138	171	191	214

4° *Etat des utilisations de crédit bénéficiant à des activités identifiées* (1).

Répartition des crédits d'après leur nature.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954 31 mars.	1954 30 juin.	1954 30 sept.	1954 31 déc.	1955 31 mars.
	Milliards de francs.							
Crédits d'investissements	409	632	870	1.010	1.051	1.136	1.230	1.291
Prêts mobilisables du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier	12	45	110	162	189	222	261	301
Crédits bancaires	216	329	423	463	463	485	515	516
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit.	181	258	337	385	407	429	454	474
Autres crédits	1.112	1.370	1.491	1.574	1.580	1.654	1.765	1.743
Caisse des marchés	50	80	79	68	63	65	64	58
Escompte d'effets commerciaux	582	701	717	764	797	804	889	869
Autres crédits mobilisables	265	355	397	412	378	402	432	422
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit	215	234	298	330	312	383	370	394
Total général des crédits	1.521	2.002	2.361	2.584	2.639	2.790	2.995	3.034

(1) Sarre exclue.

Répartition des crédits d'après le secteur d'activité bénéficiaire.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954				1955
				31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.	31 mars.
				Milliards de francs.				
Charbon, énergie, transport:								
Crédits totaux	179	262	328	351	350	384	395	393
Dont investissements	90	140	196	229	222	237	263	262
Sidérurgie, minerais et métaux:								
Crédits totaux	369	546	620	650	684	693	734	732
Dont investissements	126	179	236	267	278	288	296	303
Textiles:								
Crédits totaux	167	181	192	214	214	225	216	224
Dont investissements	9	16	18	17	17	18	19	18
Produits chimiques:								
Crédits totaux	129	169	175	173	173	176	182	186
Dont investissements	31	48	53	47	46	48	52	50
Bâtiments, travaux publics:								
Crédits totaux	83	105	115	115	128	135	132	131
Dont investissements	17	20	26	31	34	36	38	39
Crédits immobiliers:								
Crédits totaux	12	42	110	162	189	221	257	299
Dont investissements	12	42	110	162	189	221	257	299
Cuirs, papier, bois:								
Crédits totaux	80	94	100	110	109	112	115	116
Dont investissements	6	10	12	13	13	13	14	15
Commerces non spécialisés:								
Crédits totaux	69	78	82	102	99	100	112	121
Dont investissements	2	3	5	7	7	8	8	8
Industries et commerces alimentaires :								
Crédits totaux	131	160	166	184	184	176	193	198
Dont investissements	10	16	17	16	17	17	17	18
Agriculture et stockage des produits agricoles:								
Crédits totaux	220	313	373	410	382	431	483	478
Dont investissements	99	146	179	201	214	226	241	252
Etablissements financiers et activités diverses:								
Crédits totaux	56	72	95	113	127	137	146	156
Dont investissements	9	13	18	20	22	24	25	27
Corrections d'échéances reportées:								
Crédits totaux	»	»	»	»	»	»	30	»
Dont investissements	»	»	»	»	»	»	»	»
Total:								
Crédits totaux	1.384	2.025	2.356	2.584	2.639	2.790	2.995	3.034
Dont investissements	372	632	870	1.010	1.059	1.136	1.230	1.294

5° *Evolution des crédits recensés par le service central des risques.*

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954				1955
				31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.	31 mars.
				Milliards de francs.				
Crédits:								
Autorisations accordées	2.245	2.951	3.568	3.969	4.065	4.241	4.501	4.686
Pourcentage d'utilisation des autorisations (1).	64,7	64,9	62,4	61,7	61,5	62,5	63,5	61,7
Cautions et avals:								
Autorisations accordées	334	414	479	528	528	531	550	551
Pourcentage d'utilisation des autorisations	64,7	67,4	67,5	66,4	64,7	64,2	65,3	65,5
Nombre de bénéficiaires	44.275	51.464	58.609	64.686	68.006	69.170	70.158	75.067

(1) Ce pourcentage correspond aux « crédits utilisés, recensés par le service central des risques ».

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

d) Banque de France.

1. Situation mensuelle (Fin de mois).

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.
	Milliards de francs.											
ACTIF												
Or, devises:												
1954	240	244	259	277	299	282	291	302	308	327	347	394
1955	416	460	482	»	560	561	»	»	»	»	»	»
Encaisse-or:												
1954	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201	201
1955	201	201	201	201	201	201	»	»	»	»	»	»
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.:												
1954	18	21	24	28	33	34	38	41	45	49	52	57
1955	60	66	86	»	164	184	»	»	»	»	»	»
Avances au fonds de stabilisation des changes:												
1954	21	22	34	48	65	47	52	60	62	77	94	136
1955	135	193	195	»	198	176	»	»	»	»	»	»
Créances sur le Trésor:												
1954	1.138	1.121	1.181	1.147	1.096	1.174	1.159	1.131	1.112	1.061	1.071	1.138
1955	1.054	1.047	1.040	»	1.012	»	»	»	»	»	»	»
Prêts et avances provisoires (1):												
1954	675	675	675	675	675	675	675	675	675	675	675	675
1955	670	670	670	»	670	670	»	»	»	»	»	»
Avances spéciales (2):												
1954	191	220	200	181	163	177	173	180	155	139	160	140
1955	113	140	118	»	120	100	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1954	28	26	28	27	33	32	24	32	29	27	36	45
1955	24	25	29	»	31	33	»	»	»	»	»	»
Effets publics en portefeuille (3):												
1954	222	200	192	177	194	214	235	228	220	210	184	121
1955	190	146	123	»	163	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales (4):												
1954	22	»	86	87	31	76	52	16	33	10	16	87
1955	54	66	100	»	28	»	»	»	»	»	»	»
Crédits à l'économie:												
1954	1.009	1.000	951	931	1.003	991	1.062	1.056	1.094	1.134	1.109	1.122
1955	1.118	1.099	1.138	»	1.085	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés (5):												
1954	940	926	877	903	931	915	984	980	1.013	1.051	1.043	1.058
1955	1.050	1.032	1.071	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1954	8	8	9	10	10	11	10	10	11	11	11	11
1955	10	10	10	»	»	11	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France (6):												
1954	61	66	65	63	62	65	68	66	67	72	53	53
1955	58	57	57	»	»	»	»	»	»	»	»	»
PASSIF												
Engagements à vue:												
1954	2.416	2.425	2.437	2.453	2.440	2.493	2.544	2.526	2.549	2.583	2.568	2.687
1955	2.639	2.667	2.706	»	»	2.769	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1954	2.290	2.301	2.327	2.338	2.324	2.374	2.420	2.401	2.444	2.471	2.457	2.551
1955	2.523	2.547	2.584	»	2.572	2.630	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1954	126	124	110	115	116	119	124	125	105	112	111	136
1955	»	»	»	»	»	139	»	»	»	»	»	»

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: bons du Trésor négociables, 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953 maintenues à 195 milliards en 1954).

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards, réduit de 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date, et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 le 16 mars 1955, 100 le 16 juin 1955, 80 le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluse dans la sous-rubrique « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique « Effets négociables achetés en France ».

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE			
	Milliards de francs.			
e) **Crédit agricole.**				
1. Solde des dépôts				
A vue:	I	II	III	IV
1953	130	126,5	151	148
1954	152	149,4	178,5	176,4
1955	182			
		Fin 1951 = 109 6.		
		Fin 1952 = 127.		
A échéance:				
1953	6.8	7.9	8.2	8,6
1954	9,9	10,4	10,8	10,2
1955	10,6			
		Fin 1951 = 2 6.		
		Fin 1952 = 5,7.		
2. Bons a 5 ans				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1953	25.7	27,5	28.6	30,6
1954	32 3	34,6	36,9	40,3
1955	43,5			
		Fin 1951 = 21,4.		
		Fin 1952 = 24,8.		
3. Bons a 3 ans				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1953	»	»	»	»
1954	3.7	8,5	13,2	21
1955	29,6			
4. Soldes des prêts				
A court terme:	I	II	III	IV
1953	177	148	180	206
1954	186,9	155,1	179,2	201
1955	188,5			
		Fin 1951 = 134.		
		Fin 1952 = 187.		
A moyen terme:				
1953	73,8	78,1	81,3	84.2
1954	87,8	93,1	97,4	102,8
1955	108			
		Fin 1951 = 58,6.		
		Fin 1952 = 72,7.		
A long terme:				
Individuels:				
1953	12,7	13 6	14,2	14,8
1954	15	15,3	17,3	19,7
1955	22,3			
		Fin 1951 = 9,1.		
		Fin 1952 = 12,4.		
Collectifs:				
1953	52,3	57	61,5	68,7
1954	75.3	81,7	87,9	94,2
1955	97,5			
		Fin 1951 = 30.8.		
		Fin 1952 = 47,6.		
Dont électrification rurale:				
1953	16,4	17,8	19	22
1954	22.9	24,2	24,6	24,7
1955	24,5			
		Fin 1951 = 9.1.		
		Fin 1952 = 15,4.		
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1953	11.2	12 6	13,4	14
1954	14.9	16,1	16,6	17,2
1955	17,6			
		Fin 1951 = 5,65.		
		Fin 1952 = 9,8.		

Source: Caisse nationale du crédit agricole.

f) **Franc.**

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc (en milligr. à 900/1000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal	322,58	5.18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier	—	36	179
12 novembre 1938. Franc Reynaud	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud.	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération	—	49,267	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8,288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer	(4,69)	214,392	864
17 octobre 1948 — Queuille	—	264	1.082
27 avril 1949. — (Petsche)	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche.	(2,87)	350	980

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952) sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952 d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

1914-1953 (base: prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants.	
			En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,04
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33.45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).

1938-1953 (base : moyenne des prix de gros et détail).

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants. en francs 1938.	en francs 1951.	en francs 1952.	en francs 1953
1938...	100	100	100	100	1	21,65	26,21	25,35
1939...	105	108	106	91,3	0,943	23,26	24,73	23,91
1940...	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56	18,91
1941...	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28	15,74
1942...	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94	13,48
1943...	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44	11,06
1944 ..	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53	9,21
1945...	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82	6,60
1946...	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05	3,92
1947...	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59	2,50
1948...	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57	1,51
1949...	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4	1,35
1950 ..	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27	1,23
1951...	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06	1,02
1952...	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1	0,97
1953...	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03	1
1954...	2.607	2.402	2.505	3,9	0,039	0,97	1,03	1

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.
(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

5° INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

a) Evolution 1952-1954.

1. Montant global des investissements publics et privés réalisés et de la reconstruction (France et Outre-mer)

N. B. — La méthode d'évaluation employée en 1954 pour les investissements dans la métropole diffère de celle utilisée pour les années 1947 à 1953. Elle s'appuie sur les travaux de la comptabilité nationale, qui estiment l'équipement brut à partir d'éléments divers et notamment sur la base des chiffres de production, d'importation et d'exportation, du coût des biens d'équipement.

La méthode antérieure consistait à additionner les chiffres d'investissements connus des services administratifs et aboutissait à un total moins élevé : 1.812 milliards pour 1952 et 1.800 milliards pour 1953.

On trouvera ci-après les estimations pour 1954, et ceux résultant de l'application de la méthode nouvelle aux années 1952 et 1953.

Evaluation (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prév.)
Métropole	2.267	2.272	2.370
Afrique du Nord	243	200	186
Territoires et départements d'outre-mer	120	109	109
Total	2.630	2.581	2.665

Répartition France-Outre-mer (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
Métropole	86 p. 100.	88 p. 100	89 p. 100
Outre-mer	14 p. 100	12 p. 100	11 p. 100

Source : Commission des investissements (septième rapport, décembre 1954).

2. Volume réel des investissements et de la reconstruction réalisés

Evolution à prix constants.

Cette évaluation est établie sur la base des prix moyens de 1949 et à partir de l'étude des variations de prix de certaines catégories de matériel et de travaux d'équipement.

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prév.)
	Milliards de francs 1949.		
Métropole	1.443	1.462	1.549
Outre-mer	222	205	192
Total	1.665	1.667	1.741

Evolution en indices.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
Indice des prix des biens d'équipement	50	88	100	107
Volume des investissements :				
Métropole	»	»	»	»
Outre-mer	»	»	»	»

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
Indice des prix des biens d'équipement	138	157	155,5	153
Volume des investissements :				
Métropole	»	100	101	107
Outre-mer	»	100	92,5	86,5
Total		100	99,5	104

3. Répartition des investissements réalisés dans la métropole en 1953

Investissements et reconstruction.

DÉSIGNATION	1953 Milliards de francs.	1953 Pourcentage.
Industrie et commerce	532	23,5
Logement et urbanisme	519	23
Transports et télécommunications	370	16,5
Energie	299	13
Etat et collectivités locales	282	12,5
Agriculture	270	11,5
Total	2.272	100

4. Moyens de financement

Evolution d'ensemble (métropole, outre-mer).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	Milliards de francs		
Montant global :			
Francs courants	2.630	2.581	2.665
Francs constants (1949)	1.675	1.660	1.741
Part des fonds publics métropolitains :			
Francs courants	836	853	866
Francs constants	522	548	566
Pourcentage	32	33	32,5

Source : Commission des investissements.

Financement des investissements et de la reconstruction réalisés dans la métropole (approximation).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	(Milliards de francs arrondis.)		
Fonds publics :			
Crédits et subventions budgétaires	127	144	160
Ministère ou caisse autonome de la reconstruction	300	289	264
Fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économique	203	194	277
Comptes spéciaux du Trésor	64	78	28
Total	694	705	729
Crédits :			
Prêts des organismes spécialisés (1)	88	112	170
Crédits bancaires à moyen terme	150	164	160
Total	238	276	330
Emissions :			
Actions	69	53	75
Obligations	37	103	130
Total	106	156	205
Autofinancement	1.220	1.135	1.106
Totaux	2.267	2.272	2.370

(1) Caisse des dépôts et consignations, Crédit national, Crédit foncier, caisse nationale de crédit agricole, caisse de crédit hôtelier, industriel et commercial.

Source : Commission des investissements.

Pourcentages approximatifs.

	1952	1953	1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Fonds publics	30,5	31	31
Crédits	10,5	12	14
Emissions	4,5	7	8,5
Autofinancement	54,5	50	46,5
Fonds publics	30,5	31	31
Autres ressources	69,5	69	69

Financement des investissements et de la reconstruction outre-mer.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
	Milliards de francs.			
Ressources d'origine métropolitaine.				
Fonds publics, :				
A. N.	5,7	29,3	42,4	60,8
T. O. M. - D. O. M.			34,2	49,6
			76,6	110,4
Prêts (organismes semi-publics de crédit) :				
A. N.	6,6	13,6	5,3	4,9
T. O. M. - D. O. M.			»	»
			5,3	4,9
Emissions :				
A. N.	»	»	»	4,6
T. O. M. - D. O. M.	»	»	»	»
			»	4,6
Totaux :				
A. N.	12,3	»	47,7	70,3
T. O. M. - D. O. M.	»	42,9	34,2	49,6
	12,3	42,9	81,9	119,9

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
	Milliards de francs.			
Ressources locales.				
Crédits budgétaires locaux, trésorerie, bons d'équipement :				
A. N.	»	»	39,1	46,4
T. O. M. - D. O. M.	»	»	0,3	1
			39,4	47,4
Ressources propres des organismes publics et collectivités locales. Prêts des organismes publics et semi-publics de crédit :				
A. N.	»	»	5,4	4,5
T. O. M. - D. O. M.	»	»	»	»
			5,4	4,5
Totaux :				
A. N.	19,5	19,7	44,5	50,9
T. O. M. - D. O. M.	»	»	0,3	1
			44,8	51,9
Montant probable des travaux réalisés compte tenu de l'auto-financement des entreprises :				
A. N.	32	63	130	170
T. O. M. - D. O. M.			49	66
			179	236

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
	Milliards de francs.			
Ressources d'origine métropolitaine.				
Fonds publics, :				
A. N.	53,2	51	62	63,5
T. O. M. - D. O. M.	71,3	91,5	86	74,5
	124,5	142,5	148	138
Prêts (organismes semi-publics de crédit) :				
A. N.	4,9	4,5	1	1
T. O. M. - D. O. M.	»	»	»	»
	4,9	4,5	1	1
Emissions :				
A. N.	2,3	4,2	2,5	3
T. O. M. - D. O. M.	»	»	»	»
	2,3	4,2	2,5	3
Totaux :				
A. N.	60,4	59,5	65,5	67,5
T. O. M. - D. O. M.	71,3	91,5	86,5	74,5
	131,7	151	152	142
Ressources locales.				
Crédits budgétaires locaux, trésorerie, bons d'équipement :				
A. N.	39,6	49	44	40
T. O. M. - D. O. M.	1	0,2	»	»
	40,6	49,2	44	40
Ressources propres des organismes publics et collectivités locales. Prêts des organismes publics et semi-publics de crédit :				
A. N.	24	44	27	34,5
T. O. M. - D. O. M.	»	»	»	»
	24	44	27	34,5
Totaux :				
A. N.	63,6	93	71,5	74,5
T. O. M. - D. O. M.	1	0,2	»	»
	64,6	93,2	71,5	74,5
Montant probable des travaux réalisés compte tenu de l'auto-financement des entreprises :				
A. N.	205	243	200	186
T. O. M. - D. O. M.	85	100	109	109
	290	343	309	295

Pourcentages.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Part des ressources métropolitaines dans les investissements et la reconstruction outre-mer :				
Fonds publics	17	46	43	47
Autres	22	22	3	3
Total	39	68	46	50

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Part des ressources métropolitaines dans les investissements et la reconstruction outre-mer :				
Fonds publics	43	41	48	47
Autres	2	3	1	1
Total	45	44	49	48

Source : Commission des investissements.

5. Evolutions particulières

Evolution des émissions dans le public (1).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	(1954)
	Milliards de francs.					
Valeur à revenu fixe.						
Secteur public et semi-public :						
Emprunts d'Etat et P. T. T.	109	31	»	228	37	(2) 54
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	14	25	7	2	16	9
Entreprises nationales	15	15,5	24	30	66	67
Crédit national, Crédit foncier, crédit agricole	6	11,5	12	8	(3) 37	(3) 74,5
Secteur privé :						
Obligations industrielles	10	10,7	11	7	25	45
Valeur à revenu variable.						
Actions et parts S. A. R. L.	50	40,7	50	74	66	85
	104	134,4	104	349	274	(2) 335
Fonds de contre-valeur de l'aide américaine affectés aux investissements	289	181	113	»	»	»

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

(2) Certificats d'investissements exclus (lancés en décembre).

(3) Bons à 5 ans ou moins de 5 ans de la caisse nationale de crédit agricole exclus.

Crédits bancaires d'investissements.

DÉSIGNATION	EN COURS au 31 déc. 1951.	EN COURS au 31 déc. 1952.	EN COURS au 31 déc. 1953.	EN COURS au 31 oct. 1954.
	Milliards de francs.			
I. — Crédits non mobilisables :				
Prêts directs des établissements publics ou semi-publics de crédit	210	289	368	441
II. — Crédits mobilisables :				
a) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables avec intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	(100)	152	210	218
b) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables sans intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat	(158)	222	257	269
c) Prêts mobilisables du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier de France	19	65	142	237
Total	487	728	977	1.165

Source : Conseil national du crédit.

b) **Reconstruction et investissements publics en 1952, 1953 et 1954** (crédits ouverts, déduction faite des blocages et abattements) **et 1955** (prévisions).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
	Milliards de francs.			(prév.)
1. Equipement des services civils	151	185	194	252
2. Reconstruction :				
Dommages de guerre	264	274	278	239
Crédits de reconstitution :				
S. N. C. F.	21	15,7	10,9	10
Flotte marchande et de pêche	31,3	37	24	17
Flotte rhénane	0,2	0,24	»	»
	52,5	53	35	27
	316,5	327	313	266
3. Investissements :				
Construction (H. L. M.)	67,8	58	(1) 85	107
Investissements économiques et sociaux :				
Emprunts garantis des entreprises nationales	92	120	96	99
Avances et prêts	282	292	(2)312	313
	374	412	408	412
	442	470	483	519
Ensemble	909	982	999	1.038

(1) Prêts H. L. M. : 75 + logements d'urgence : 10 milliards.

(2) Prêts inclus dans les « Dépenses en capital des services civils » (loi de finances présentation 1955) et rattachés au fonds d'expansion (102 et 108 milliards en 1954 et 1955) + dépenses de ce fonds (210 et 205 milliards pour 1954 et 1955).

Source : Commission des investissements.

c) Investissements des entreprises nationales.

Investissements réalisés en 1953-1954 et prévisions 1955.

(Evaluations.)

ENTREPRISES	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)		(Prév.)
1. Charbonnages de France:			
Fonds publics	30	38,5	20
Crédits bancaires	17	7,5	29
Emprunts	20,5	21,5	
Autofinancement	12	9	33
	79,5	76,5	82
2. Electricité de France:			
Fonds publics	50,5	55	70
Crédits bancaires	27	15	41
Emprunts	25	24	
Autofinancement	26	15	19
	128	109	130
3. Gaz de France:			
Fonds publics	18	17,5	22
Crédits bancaires	3	»	2
Emprunts	»	2	
Autofinancement	5	7,5	8
	26	27	32
4. Compagnie nationale du Rhône:			
Fonds publics	7	3,9	4,7
Crédits bancaires	2	2,3	3
Emprunts	»	2,2	
Autofinancement	0,2	1,8	1,8
	9	10,2	9,5
5. Air France:			
Fonds publics	(5)	3	5,5
Crédits bancaires	»	2	4
Emprunts	(5,5)		
Autofinancement	(2,5)	4	3
	(13)	9	12,5
6. S. N. C. F.:			
Fonds publics	15	11	10+7 (1)
Crédits bancaires	15	1,5	24
Emprunts	12	22,5	
Autofinancement	4	5	7
	46	40	48

(1) Prêt de 7 milliards du fonds d'expansion économique.

Source: Commission des investissements.

d) Investissements dans l'hôtellerie.

L'enquête d'octobre 1954 de l'institut national de la statistique et des études économiques sur le mouvement des affaires dans l'hôtellerie, apporte les indications suivantes:

« 4 p. 100 des hôteliers ayant répondu à l'enquête n'ont fourni aucune indication sur leurs investissements. Les renseignements donnés ci-après portent sur les 404 questionnaires comportant des réponses à ces questions.

« La proportion des hôteliers qui ont effectué des investissements dans leur établissement en 1954 est à très peu près la même qu'en 1953: 74 p. 100. On n'observe pas de différence significative entre les proportions relatives aux diverses catégories d'hôtels. C'est à Paris que la proportion d'hôteliers qui ont effectué des investissements est la plus forte (87 p. 100), dans les stations de montagne et sur les côtes de la Manche qu'elle est la moins élevée (60 p. 100); dans tous les autres groupes de stations elle est très voisine de 75 p. 100.

« Parmi les hôteliers qui ont fait des investissements en 1954, 31 p. 100 indiquent qu'ils ont pu réaliser entièrement le programme prévu pour cette année — sur ce point, on constate une légère amélioration par rapport à 1953, puisque l'an dernier 22 p. 100 seulement des réponses étaient affirmatives. La proportion est nettement plus élevée dans les hôtels **** (54 p. 100) que dans les autres catégories, et à Paris (50 p. 100) qu'en province.

« La cause essentielle de l'insuffisance des investissements réalisés est le manque de moyens de financement: 82 p. 100 des réponses incriminent ce facteur. Beaucoup d'hôteliers ont consacré leurs commentaires à ce sujet. Ils insistent sur la nécessité de moderniser leurs établissements, sur l'insuffisance de leurs moyens propres par suite de la faiblesse des marges bénéficiaires et des mauvais résultats de l'exploitation en 1953, et sur les conditions trop onéreuses du crédit. Parmi les hôteliers qui n'ont pas réalisé entièrement le programme d'investissements prévus, 16 p. 100 indiquent qu'ils ont été amenés à réduire ce programme en raison de l'état du marché; l'an dernier, la proportion des réponses en ce sens était sensiblement plus élevée (28 p. 100). C'est surtout dans les stations de montagne et sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique que ce facteur est pris en considération.

« Le tableau ci-dessous donne la répartition en pourcentage des réponses concernant la comparaison des investissements prévus pour 1955 avec les investissements réalisés en 1954.

CATÉGORIES	AUGMENTATION	SANS changement.	DIMINUTION	DONT investissements nuls en 1955	SANS réponse.
*	27	32	41	(10)	9
**	38	31	31	(5)	6
***	34	42	24	(7)	6
****	27	41	32	(1)	7
Ensemble	32	36	32	(6)	6

« Dans l'ensemble, les hôteliers qui ont effectué des dépenses d'investissements en 1954 en feront à peu près autant en 1955, ou tout au moins les proportions de ceux qui pensent réduire ces dépenses et de ceux qui envisagent de les accroître s'équilibrent.

« Par ailleurs, la moitié environ des hôteliers qui n'ont pas fait d'investissements cette année ont déclaré qu'ils prévoyaient d'en faire l'an prochain. Au total, les investissements dans l'hôtellerie pourraient donc être un peu plus importants en 1955 qu'en 1954.

« Cette progression des investissements ne porterait d'ailleurs que sur les hôtels des catégories moyennes (** et ***). Dans la catégorie **** les investissements seraient à peu près les mêmes que cette année, et dans les hôtels classés *, une certaine tendance à la réduction des investissements semble devoir se prolonger ».

e) Prévisions d'investissements des chefs d'entreprises privées pour 1955, et comparaison à 1954.

L'enquête sur les perspectives économiques effectuée, chaque semestre, par l'institut national de la statistique et des études économiques auprès des chefs d'entreprises privées comprend, une fois par an, une question sur les investissements.

On trouvera ici une synthèse rapide des réponses obtenues (soit 1.225 pour l'industrie et 569 pour le commerce), avec une forte perspective de grandes et très grandes entreprises représentées.

1. Investissements réalisés en 1954

87 p. 100 *des entreprises industrielles enquêtées et* 68 p. 100 *des entreprises commerciales déclarent avoir effectué des investissements.*

La fréquence des investissements s'accroît avec la dimension des firmes:

	Proportion des entreprises ayant fait des investissements en 1954.
Entreprises industrielles:	—
Occupant moins de 100 personnes....	69 p. 100
Occupant de 100 à 200 personnes....	86 p. 100
Occupant de 200 à 1.000 personnes....	91 p. 100
Occupant plus de 1.000 personnes....	98 p. 100
Entreprises commerciales:	
Ayant un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions.....	41 p. 100
Ayant un chiffre d'affaires compris entre 100 et 200 millions.....	52 p. 100
Ayant un chiffre d'affaires compris entre 200 et 500 millions.....	56 p. 100
Ayant un chiffre d'affaires compris entre 500 et 1.000 millions.....	82 p. 100
Ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1.000 millions.....	85 p. 100

Dans presque tous les secteurs de l'industrie, 85 p. 100 à 90 p. 100 des chefs d'entreprises signalent qu'ils ont fait des investissements en 1954. La proportion n'atteint toutefois que 75 p. 100 dans les industries du cuir et du bois, ainsi que dans les industries extractives, alors qu'elle atteint 95 p. 100 dans les secteurs production des métaux et papier.

Les sommes consacrées aux investissements en 1954 sont plus élevées qu'en 1953.

En pondérant les réponses proportionnellement au montant des dépenses d'investissements, on obtient la répartition suivante:

	Industrie.	Commerce.
	—	—
Augmentation	49 p. 100	55 p. 100
Sans changement.....	37 p. 100	39 p. 100
Diminution	14 p. 100	6 p. 100

Il est intéressant d'observer que cette tendance paraît avoir été plus marquée dans les entreprises de dimensions moyennes que dans les plus grandes.

Le rapport investissements/chiffre d'affaires ressort en moyenne à 4,8 p. 100 dans l'industrie et 1,6 p. 100 dans le commerce, pour les entreprises ayant fait connaître le montant de leurs dépenses d'investissements.

La valeur du rapport s'accroît en général avec l'importance des entreprises.

Les réalisations auraient été, dans l'ensemble, un peu supérieures aux prévisions.

Objectifs poursuivis.

26 p. 100 des entreprises ont déclaré, d'après le montant des investissements réalisés, avoir procédé au lancement de *fabrications nouvelles,* surtout dans les secteurs transformation des métaux, industries chimiques et industries du cuir.

Mais *l'abaissement du prix de revient* apparaît comme le but principal des investissements réalisés dans l'industrie.

Dans le commerce, 30 p. 100 seulement des réponses mentionnent l'abaissement du coût de la distribution; les buts recherchés sont surtout l'extension de l'activité et l'amélioration du service rendu à la clientèle.

Les achats de *matériel et d'outillage sont prépondérants dans l'industrie:*

70 p. 100 du total des dépenses. (Les dépenses de bâtiment représentent 22 p. 100, et l'aménagement, l'installation des ateliers ou bureaux 8 p. 100.)

Dans le commerce, les pourcentages sont de 54 p. 100 pour les bâtiments, 34 p. 100 pour le matériel, 11 p. 100 pour les achats de véhicules.

Financement.

60 p. 100 des chefs d'entreprises industrielles déclarent n'avoir pas eu de conditions différentes qu'en 1953 (réponses pondérées selon les dépenses d'investissements).

Plus de la moitié des industriels, en moyenne, ont financé leurs investissements par leurs propres moyens; mais la proportion varie en fait en sens inverse de l'importance des entreprises. Pour *l'ensemble des entreprises industrielles ayant fait connaître leurs dépenses d'investissements, l'autofinancement représente* 57 p. 100, *les crédits bancaires* 28 p. 100, *le marché financier* 9 p. 100 *et les fonds publics ou assimilés* (6 p. 100).

2. Prévisions d'investissements pour 1955

Importance.

En ne tenant compte que des entreprises ayant effectué des investissements en 1954 et prévoyant d'en faire en 1955, la répartition des réponses concernant la comparaison des investissements au cours de ces deux années est la suivante:

	Industrie.	Commerce.
	—	—
Investissements plus importants en 1955 qu'en 1954	34 p. 100	41 p. 100
Investissements à peu près équivalents..	41 p. 100	38 p. 100
Investissements moins importants en 1955 qu'en 1954	25 p. 100	21 p. 100

En attribuant aux réponses un poids proportionnel au montant des investissements réalisés en 1954, la répartition devient la suivante:

	Industrie.	Commerce
Augmentation	45 p. 100	23 p. 100.
Sans changement.....	34 —	37 —
Diminution	21 —	40 —

Il y aurait progression des investissements dans les industries chimiques et la transformation des métaux, réduction dans le textile, l'habillement, les industries alimentaires.

Objectifs poursuivis.

La répartition des investissements prévus entre dépenses d'outillage et matériel (71 p. 100), construction et aménagement de bâtiments (21 p. 100) et installation ou réorganisation d'ateliers et bureaux (8 p. 100) est analogue à celle de 1954 dans l'industrie.

Financement.

47 p. 100 des entreprises industrielles, prévoyant des investissements en 1955, déclarent que la réalisation de leurs projets dépendra de nouveaux concours financiers, plus importants qu'en 1954 pour la grande majorité d'entre elles.

Conclusions.

Il y a eu progression des investissements en 1954 dans les entreprises privées de l'industrie et du commerce.

Le marché financier étant peu développé et accessible aux seules entreprises importantes, et le coût de l'intervention bancaire demeurant élevé, les entreprises recourent largement à l'autofinancement.

Les entreprises seraient sans doute disposées à accroître notablement leurs investissements si les possibilités de financement se révélaient plus favorables; celles-ci conditionnent en fait la décision de très nombreuses entreprises.

f) Construction de logements.

1. Logements achevés

DÉSIGNATION	1929-1932	1949	1950
		(1.000)	
Nombre.....	151	60,5	70,5
Pour 1.000 habitants....	(37)	(14,5)	(17)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
		(1.000)		
Nombre.....	76,5	84	115	162
Pour 1.000 habitants....	(18)	(19,5)	(27)	(38)

Source: Commission économique pour l'Europe.

2. Permis de construire, primes à la construction et prêts du Crédit foncier

(France entière. — Unité: millier de logements.)

DÉSIGNATION	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV	1954 I	1954 II
Permis de construire. — Nombre de logements correspondants aux permis de construire accordés (1).....	36	44	49	56	58	77
Primes à la consiruction. — Nombre de logements primés par décision provisoire (2).....	18	26	31	35	34	53
Prêts du Crédit foncier. — Nombre de logements correspondants aux prêts accordés.....	11	10	11	16	19	27

(1) Y compris reconstruction de logements.
(2) Accordée, en principe, avant exécution des travaux.
Sources: M. R. L. et I. N. S. E. E.

3. Investissements correspondant à la construction de logements

(Evolution globale.)

Estimation pour la construction de logements (1).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prévision).	1955 (prévision).
Montant global des investissements (en milliards de francs courants)..	402	454	558	676
Indice du montant global des investissements (base 100 en 1952).....	100	113	139	168

(1) Y compris reconstructions de logements.

4. Investissements réalisés en 1953 et prévisions pour 1954 et 1955

(Moyens de financement.)

Evaluation pour la construction de logements.

(Unité: milliard de francs.)

TYPES de construction.	MOYENS DE FINANCEMENT					
	Indemnités pour reconstruction.	Contribution directe de l'Etat et des collectivités.	Crédits divers de l'Etat (1).	Prêts spéciaux du Crédit foncier.	Autres moyens.	Total.
a) *Investissements réalisés en 1953.*						
Reconstruction..	145	»	»	»	7	152
H. L. M.....	»	»	58	»	9	67
Secteur public..	»	18	»	»	»	18
Particuliers	»	»	»	69	148	217
Total.....	145	18	58	69	164	454
b) *Investissements prévus en 1954.*						
Reconstruction..	144	»	»		7	151
H. L. M.....	»	»	(2) 85	»	13	98
Secteur public..	»	34	»	»	»	34
Particuliers	»	»	»	120	155	275
Total.....	144	34	85	120	(3) 175	558
c) *Investissements prévus en 1955.*						
Reconstruction..	115	»	»	»	6	121
H. L. M.....	»	»	(4) 110	»	15	125
Secteur public..	»	34	»	»	»	34
Particuliers	»	»	»	180	216	396
Total.....	115	34	110	180	(5) 237	676

(1) Dont notamment crédits H. L. M.
(2) Dont 10 milliards de francs pour les logements de première nécessité.
(3) Dont 30 milliards de francs correspondant à la contribution des employeurs à l'effort de construction.
(4) Dont 15 milliards de francs pour les logements de première nécessité.
(5) Dont 32 milliards de francs correspondant à la contribution des employeurs à l'effort de construction.
Sources: M. R. L., I. N. S. E. E.

6° MARCHE MONETAIRE

OR-DEVISES

a) Marché monétaire.

Banque de France

Taux d'escompte de la Banque de France (1).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1953....	4	4	3.50	3,50
1954....	3,25	3,25	3,25	3,50
1955....	3,25	3,25		

Moyenne mensuelle: 1938 = 2,66
1952 = 4
1953 = 3,83
1954 = 3,25

Avances à trente jours (3).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1953....	3,5	3,5	3,5	3,5
1954....	3.25	3,25	3,25	3
1955....	3	3		

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.66
1952 = 3.5
1953 = 3,5
1954 = 3,25

Avances sur titres (2).

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1953....	4,5	4,5	4,5	4,5
1954....	4,5	4 5	4,5	4,5
1955....	4,5	4,5		

Moyenne mensuelle: 1938 = 3,7
1952 = 4,5
1953 = 4,5
1954 = 4,5

Argent au jour le jour.

	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre ou de mois.)			
1953....	3,93	3,94	4.34	3,75
1954....	3,42	3,67	3,77	3,29
1955....	3,28	3,48 (4)		

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.16
1952 = 3,79
1953 = 4,04
1954 = 3,59

Source: Banque de France, I. N. S. E. E.

N. B. — Le taux des Bons de Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

b) Or fin (francs).

1 gramme (d'après le prix du kilogramme).

(Cours moyens mensuels.)

	I	II	III	IV
1953.....	485	500	480	451
1954.....	427	416	426	426
1955.....	426	422 (5)		

Moyenne mensuelle: 1938 = 39,15. — 1952 = 526. — 1953 = 482. — 1955 = 424.

c) Devises.

1. Dollar (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953.....	395	411	398	387	350
1954.....	371	362	370	378	350
1955.....	370	366 (5)			350

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 34,95. — 1952 = 415. — 1953 = 400. — 1955 = 369.

2. Franc suisse (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953.....	92	97	93	90	80,3
1954.....	87	85	87	87	80,3
1955.....	87	86 (5)			

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 7,99. — 1952 = 96. — 1953 = 93. — 1955 = 86.

3. Livre sterling (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953.....	1.040	1.081	1.049	1.006	980
1954.....	985	989	1.009	937	980
1955.....	991	1.001 (5)			980

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 170,9. — 1952 = 1.010. — 1953 = 1.014. — 1955 = 995.

(1) 8 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. 3,50 p. 100 à partir du 16 septembre 1953; 3,25 p. 100 à partir du 4 février 1954; 3,25 p. 100 à partir du 4 février 1954; 3 p. 100 à partir du 3 décembre 1954.
(2) 4 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(3) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(4) Le 2 juillet.
(5) Le 30 juin, cours le plus haut.

4. Ensemble des devises

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.
(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITES ET DIVISIONS	ANNÉE 1938	QUATRE DERNIÈRES ANNÉES 1951	1952	1953	1954	AVRIL 1955	MAI 1955
	Or:							
	Gramme de fin	39,15	546	526	482	424	425	424
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.288	4.078	3.673	2.754	2.546	2.522
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	977,50	979	979	979	979	979
Allemagne occidentale	1 deutsche mark (100 pfennigs)	11,65	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	24,70	25	25,02	25,08	25,08	25,08
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,10	782,50	782,50	782,50	782,50	782,50	782,50
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,65	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes):							
	Libre	1,18	7,02	7,02	7,01	7	7	7
	Parallèle	»	7,29	7,56	7,61	7,20	7,29	7,20
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	18,87	9,20	8,20	5,25	5,20
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	31,76	332,14	357,49	355,60	359,50	354,95	354,90
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,85	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22
Etats-Unis	1 dollar (100 cents):							
	Libre	34,95	349,96	349,97	349,97	349,97	349,98	349,98
	Parallèle	»	398	415	400	369	368	365
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings):							
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980
	Parallèle	»	964,90	1.009,80	1.044,10	995,2	988	987
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,023	0,012	(2) 11,67	11,67	11,67
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,50	73,50	73,50
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,50	979,50	979,50
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	350	194,44	194,44	194,44
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,48	40,50	40,57	(3) 28	28	28
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973	973,50	973,50	973,50	973,50	973,50
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	105,72	105,72	105,72
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	92,10	92,10	92,10	92,10
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	87,52	87,52	87,52	87,52
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,22	12,17	12,17	12,15	12,17	12,17
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66
Suisse	1 franc suisse (100 centimes):							
	Libre	7,99	80,82	80,13	80,35	80,32	80,04	80,04
	Parallèle	»	92	96	93	86	86,35	85,96
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,38	124,38	124,38
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,70	104,72	104,72	104,72	104,72	104,72
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	7	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17

(1) Pour la plupart des monnaies citées, le cours moyen indiqué est la moyenne des cours limites ou des cours « achats » et « ventes » pratiqués par la Banque de France ou à défaut des cours pratiqués par l'institut d'émission du pays intéressé. Pour les pays dont la devise fait l'objet de cours multiples: Argentine, Brésil, Espagne, Israël, le cours adopté est uniformément le cours le plus bas, c'est-à-dire celui du marché libre local ou des opérations non commerciales. — (2) A compter du 14 mai 1954. — (3) A compter du 19 avril 1954.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A., en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 F métropolitains; 2° le franc C. F. P., en Nouvelle-Calédonie et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 F métropolitains; 3° le franc de Djibouti, rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 F pour un dollar, soit 1 F Djibouti = 1,64 F métropolitain.

Source: Ministère des finances.

d) **Valeurs mobilières.**

Indices des cours à la Bourse de Paris.

Moyenne 1949 = 100.

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord (1).	1950	1952	1953	1954	1955 I	1955 au 15 juillet.
		Moyennes hebdomadaires.					
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable*	11,4	90	143	159	214	293	295
185 valeurs métro	10,22	98	155	175	218	352	355
Dont:							
122 valeurs industrielles (2)	»	95	151	162	227	332	
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	627	565
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	168	183
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	344	346
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	180	195	285	342	351
Automobile	8,50	111	170	169	280	433	517
Industries chimiques	5,89	82	118	160	169	253	279
Textiles	20,18	97	140	123	134	153	134
Transports	11,98	92	166	202	233	306	313
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	463	454
Banques	4,47	128	205	272	464	611	604
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	1.994	2.229
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	153	173	166
Agriculture	8,08	88	131	137	144	162	144
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	136	150
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	209	205
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	188	165
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	131	130
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	124	124
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	6,78	97	156	150	173	225	233
3. *Indice de 60 valeurs françaises à revenu fixe et indexé*	»	99,8	111,2	113,6	116,4	122,6	127,8
Rentes perpétuelles (2)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	129,3	122,7
Secteur industriel public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	174	187,2
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,4	118,1	122,2

(1) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938.
(2) Moyenne des indices en fin de mois.
Source: I. N. S. E. E.

e) **Marché financier** (taux).

Moyenne (p. 100).

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955 I	1955 II
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,86	2,90 (2)
Valeurs à revenu fixe et indexé (2)	»	»	»	»	»	4,95	4,7[illegible] (2)
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,9	5,01 (2)
Secteur industriel public à revenu indexé.	»	5,72	5,88	5,62	5,31	4,34	3,97 (2)
Secteur libre (obligations industrielles)	»	8,49	8,42	7,90	7,33	6.76	6,42 (2)
Obligations émises dans le mois	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,92	6,15 (2)
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à un an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25
Crédit foncier et caisse nationale d'épargne.							
Crédit foncier (prêts hypothécaires)	6,3	6,2	6,5	8,5	8,5	8,1 (1)	7,9
Caisse nationale d'épargne (dépôts particuliers).	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75

(1) 7,90 depuis février. — (2) Fin mai.
Source: I. N. S. E. E.

7° FINANCES EXTERIEURES

a) Balance commerciale (or inclus).

1. Résultats globaux (milliards de francs).

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955 I	1955 II
		(Moyenne mensuelle.)				
Balance générale.						
Importations	77,19	132,64	121,52	126,84	131,99	145,4
Exportations	65,33	118,04	117,24	126,03	136,36	143,7
Balance (moyenne mensuelle)	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 0,81	+ 4,37	— 1,7
Balance avec l'étranger.						
Importations	57,14	102,63	91,08	92,57	98,95	108,9
Exportations	38,10	68,18	73,87	80,47	88,62	99,6
Balance (moyenne mensuelle)	— 19,04	— 34,45	— 17,21	— 12,1	— 10,33	— 9,3
Balance avec l'Union française.						
Importations	20,05	30,01	30,44	34,27	33,04	36,5
Exportations	27,23	49,86	43,37	45,56	47,74	44,12
Balance (moyenne mensuelle)	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 11,29	+ 14,70	+ 7,62

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

Pourcentages de couverture des importations par les exportations.

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955 I	1955 II
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,4	81,1	86,9	89,6	91,5
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	142,5	132,9	144,5	120,9
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	99,4	103,3	98,8

Part respective de l'étranger et des U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.

(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955 I	1955 II
Importations:								
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	73	75	74,9
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	27	25	25,1
Exportations:								
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	63,8	65	69,3
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	36,2	35	30,7

Importance de chaque zone dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.

(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

ZONES MONETAIRES	1929	1938	1953	1954	1955 I	1955 II
Importations :						
Zone dollar	15,4	14,6	11,5	10,9	11,2	13
U. E. P. zone livre sterling	21,5	19,9	28,6	25,9	25,2	24,2
U. E. P. autres	30,5	24,4	24,2	24,7	27,8	27,7
Autres pays	20,5	14,3	10,7	11,5	10,6	10,2
U. F. O. M.	12,1	26,8	25,0	27,0	25,2	25,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Exportations :						
Zone dollar	8,8	7,2	6,9	6,3	5,7	6,3
U. E. P. zone livre sterling	17,5	14,3	10,1	10,1	12,0	11,4
U. E. P. autres	41,5	37,3	33,3	34,7	32,9	36,7
Autres pays	13,4	14,3	12,7	12,8	14,2	14,5
U. F. O. M.	18,8	26,9	37,0	36,1	35,2	31,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des finances.

Evolutions annuelles.

DESIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(Milliards de francs courants.)							
Importations :								
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522
Exportations :								
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512
Solde :								
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10
Outre-mer :								
Importations	7	12,5	239,4	280,3	334,9	360,1	365,3	411,2
Exportations	9,5	8,3	326,2	387	545,4	598,4	520,4	546,7
Solde	+ 2,5	— 4,2	+ 86,8	+ 106,7	+ 210,5	+ 238,3	+ 151,1	+ 135,5
Etranger :								
Importations	51,2	33,6	682,4	792,5	1.272,4	1.231,6	1.093	1.110,8
Exportations	40,6	22,2	455,8	685,8	933,4	818,1	886,4	965,6
Solde	— 10,6	— 11,4	— 266,6	— 106,7	— 339	— 413,5	— 206,6	— 145,2
Balance globale :								
Importations	58,2	46,1	921,8	1.072,7	1.607,3	1.591,7	1.458,2	1.522,1
Exportations	50,1	30,5	782	1.072,7	1.478,8	1.416,5	1.406,9	1.512,4
Solde	— 8,1	— 15,6	— 239,8	0	— 128,5	— 175,2	— 51,3	— 9,7

Sources : Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2. Balance commerciale par monnaies

Moyenne mensuelle. (Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV	1955 I	1955 II (mai.)
Zone dollar:						
Importation	17,8	18	16,9	19,3	17,4	17,5
Exportation	7,3	7,9	7,6	8,9	7,7	9
Solde	— 10,5	— 10,1	— 9,3	— 10,4	— 9,7	— 8,5
Zone livre sterling:						
Importation	31,2	28,8	26,3	22,8	30,2	31,3
Exportation	12,5	12,6	11,8	13,9	16,2	15,7
Solde	— 18,7	— 15,7	— 14,9	— 8,9	— 14	— 15,6
Zone franc (1):						
Importation	33,2	39	31,3	33,4	33	38,3
Exportation	46,2	45,6	39,4	50,2	47,6	41,3
Solde	+ 13	+ 6,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 14,6	+ 3
Autres devises:						
Importation	50	43,7	39,7	47,2	50,4	53,5
Exportation	60,6	55,5	53,5	63,9	64,1	70,6
Solde	+ 10,6	+ 11,4	+ 13,8	+ 16,7	+ 13,7	+ 17,1

ANNÉES	Zone dollar. Importations.	Zone dollar. Exportations.	Zone dollar. Solde.	Zone sterling. Importations.	Zone sterling. Exportations.	Zone sterling. Solde.	Zone franc (1). Importations.	Zone franc (1). Exportations.	Zone franc (1). Solde.	Autres devises. Importations.	Autres devises. Exportations.	Autres devises. Solde.
1949....	19,7	2,4	— 17,3	13,7	7,9	— 5,8	19,9	27,2	+ 7,3	23,5	27,5	+ 4
1950....	17,6	5,1	— 12,5	17,5	11,7	— 5,8	23,4	32,2	+ 8,8	30,9	40,4	+ 9,5
1951....	21,4	9,1	— 12,3	34,2	17,8	— 16,4	28,9	45,4	+ 16,5	49,5	51,2	+ 1,7
1952....	21,8	6,4	— 15,4	31	12,7	— 18,3	31,3	49,7	+ 18,4	48,5	49,2	+ 0,7
1953....	17,3	8,1	— 9,2	30,8	12	— 18,8	30,6	43,3	+ 12,7	42,9	53,9	+ 11
1954....	16,1	7,9	— 8,1	29,1	12,7	— 16,4	34,3	45,4	+ 11,1	43,5	56,2	+ 12,7

(1) Côte des Somalis exclue.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation

Moyenne mensuelle. (Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954	1955 I	1955 II
Importations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	7,61	12,30	10,14	8,72	10,33	11,35
Union française outre-mer	14,82	21,38	21,99	25,29	24,78	25,3
Total	22,43	33,68	32,13	34,01	35,11	36,65
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	40,96	75,12	64,99	68,01	71,05	76,86
Union française outre-mer	4,9	8,11	7,89	8,11	7,98	8,92
Total	45,86	83,23	72,88	76,12	79,03	85,78
Produits fabriqués:						
Etranger	8,57	15,21	15,95	15,83	17,57	21,36
Union française outre-mer	0,29	0,51	0,56	0,87	0,29	0,29
Total	8,86	15,72	16,51	16,70	17,86	21,65
Exportations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	4,26	5,83	6,10	9,65	15,23	12,71
Union française outre-mer	3,95	7,28	6,97	7,39	7,26	6,23
Total	8,21	13,11	13,07	17,04	22,49	18,94
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	21,02	42,03	47,22	47,65	49,45	59,17
Union française outre-mer	6,3	13,68	11,16	11,37	12,41	12,57
Total	27,32	55,71	58,38	59,02	61,86	71,18
Produits fabriqués:						
Etranger	12,82	20,32	20,55	23,17	23,93	27,78
Union française outre-mer	16,78	28,91	25,24	26,80	28,07	25,55
Total	29,6	49,23	45,79	49,97	52,10	53,33

Source: Ministère des finances.

4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

Unité: milliards de francs.

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Allemagne:							
Importations	36,0	68,4	69,9	102,1	116,7	110,7	120,5
Exportations	23,4	39,9	84,3	70,0	79,9	99,5	125,1
Grande-Bretagne:							
Importations	18,6	32,5	40,0	50,8	53,2	56,7	57,3
Exportations	31,8	70,1	98,1	120,5	75,1	74,6	84,4
Italie:							
Importations	11,4	17,7	37,3	47,8	33,9	22,5	27,5
Exportations	4,6	15,7	27,9	34,9	37,6	45,3	57,5
Pays-Bas:							
Importations	16,2	22,5	24,0	32,8	33,4	31,6	34,8
Exportations	18,2	35,5	37,3	37,5	27,6	31,6	36,7
Suède:							
Importations	9,5	14,2	17,3	35,1	34,6	26,5	26,5
Exportations	13,1	16,2	24,7	29,9	22,2	25,7	31,2
Suisse:							
Importations	13,8	15,4	28,7	30,8	27,4	29,1	30,2
Exportations	23,7	27,3	40,9	57,6	47,1	92,6	56,7
U. E. B. L.:							
Importations	25,2	32,2	49,1	72,5	58,4	56,4	70,3
Exportations	31,3	45,1	68,9	85,6	79,5	85,1	102,9
Arabie séoudite et Koweit (1):							
Importations	»	51,5	50,6	89,7	116,3	83,1	76,5
Exportations	»	0,7	0,5	1,7	2,8	2,4	1,6
Irak:							
Importations	9,9	15,5	22,7	34,4	52,3	67,4	77,7
Exportations	1,5	0,4	0,4	0,6	1,1	2,0	1,3
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:							
Importations	4,7	6,5	14,2	41,0	24,3	16,9	19,5
Exportations	0,6	1,4	2,6	5,9	2,9	2,6	3,8
Pakistan et Union indienne (1):							
Importations	»	10,1	19,6	41,0	22,0	18,4	15,6
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	13,4	15,0	21,2
Egypte:							
Importations	12,7	11,2	16,6	21,2	18,1	18,1	16,2
Exportations	6,3	11,1	19,3	24,0	17,6	20,0	20,6
Argentine:							
Importations	16,8	12,0	31,1	33,4	19,6	20,9	19,8
Exportations	6,3	55,4	33,1	36,0	12,6	6,6	15,4
Brésil:							
Importations	6,7	9,0	18,7	31,1	30,0	31,1	36,3
Exportations	4,9	5,7	17,3	31,1	25,4	36,5	27,5
Canada:							
Importations	9,3	10,4	6,8	17,9	25,1	12,2	13,7
Exportations	2,3	3,3	4,8	7,7	6,7	9,0	7,6
Etats-Unis:							
Importations	118,7	162,7	131,5	181,5	159,6	134,8	133,3
Exportations	15,8	15,7	43,7	88,4	54,8	63,5	54,1
Australie et Nouvelle-Zélande:							
Importations	37,2	52,8	52,4	90,2	62,9	84,2	81,4
Exportations	2,0	5,6	11,2	18,5	9,6	10,3	9,6
Ensemble des pays étrangers:							
Importations	482,1	681,1	779,0	1.222,9	1.153,4	1.012,5	1.064,2
Exportations	241,3	455,4	675,3	883,0	742,5	804,3	920,2

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

b) Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.
(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. Valeur globale
(En milliards de francs métropolitains.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (9 mois.)
Francs courants:							
Importations	14,7	512,5	596	826	941	848	642
Exportations	15,3	314	399	497	520	520	432
Solde (1)	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 329	— 421	— 318	— 210
Francs 1938:							
Importations	14,7	26,7	27,5	32,4	35,5	33	
Exportations	15,3	16,4	18,4	19,5	19,7	20,4	
Solde	+ 0,6	— 10,3	— 9,1	— 12,9	— 15,1	— 12,6	
Pourcentage de couverture	104	61,4	67	60	55	62	67,3
Indices (sur la base des valeurs en francs 1938):							
1938 = 100:							
Importations	100	182	187	221	247	225	
Exportations	100	107	120	127	129	133	
1949 = 100:							
Importations	55	100	103	122	133	127	
Exportations	94	100	112	119	120	124	

(1) Sur la base de l'indice général des prix de gros en France.
Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Répartition des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger
(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (9 mois.)
Avec la France:							
Importations	8,7	355	424	587	657	587	437
Exportations	10,6	209	244	294	310	313	266
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	— 347	— 274	— 171
Pourcentage couverture	122	59	58	50	47	53	61
Avec l'étranger:							
Importations	5	122	131	183	223	202	156
Exportations	3,9	75	123	153	157	153	125
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	— 66	— 49	— 31
Pourcentage couverture	78	61	94	84	71	78	80

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Part des diverses zones monétaires dans le commerce en valeur des pays d'outre-mer de l'Union française
(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Importations.						
Zone franc:						
France	59	69	70	71	70	69
U. F. O. M.	7	7	7	7	6	7,5
Total	66	76	77	78	76	76,5
Zone dollar	8	12	10	8	9	7
Zone sterling	8	5	4	4	4,3	4,5
Autres devises	18	7	9	10	10,6	12
Total	100	100	100	100	100	100
Exportations.						
Zone franc:						
France	69,3	67	61	59	60	60
U. F. O. M.	5,2	9	8	10	9,5	11
Total	74,5	76	69	69	69,5	71
Zone dollar	4	3	4	3,5	3,7	4,5
Zone sterling	9	11	9,5	12	10,5	8,5
Autres devises	12,5	10	17,5	15,5	16,3	16
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

4. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(Milliards de francs.)						
Afrique du Nord (1):							
Importations	8,7	275	319	427	469	434,3	445
Exportations	8,5	170	223	260	281	271,7	283
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	— 188	— 162,6	— 162
Pourcentage de couverture	97,7	62	70	61	60	62,6	63,6
Départements outre-mer:							
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	42,5	39,4	(2) 31,5
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	27,7	26,5	24,3
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	— 14,8	— 12,9	— 7,2
Pourcentage de couverture	106	79	71	74	65,1	67,2	77,1
Territoires outre-mer:							
Importations	3,2	147	178	258	273	240,2	270
Exportations	3,1	106	130	165	170	187,3	227,5
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	— 103	— 52,9	— 42,5
Pourcentage de couverture	97	72	73	64	62	78	84,3
Etats associés d'Indochine:							
Importations	1,95	67	74	107	157	134,3	122
Exportations	2,84	19,3	28	47	41	34,6	34
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	— 116	— 99,7	— 88
Pourcentage de couverture	146	29	38	44	26	25,7	27,7

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer: Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

(2) 9 mois.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

5. Part des divers groupes de pays dans le commerce total en valeur pays d'outre-mer de l'Union française

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Importations.						
Afrique du Nord	59	53,5	53,5	52	49,5	51,2
Départements d'outre-mer	5,5	4,5	4,3	4	4,5	4,6
Territoires d'outre-mer	22	29	23	21	29	28,3
Etats associés	13,5	13	12,5	13	17	15,8
Total	100	100	100	100	100	100
Exportations.						
Afrique du Nord	56	54	56	52,5	54	52,3
Départements d'outre-mer	5,5	6	4,5	5	5	5,1
Territoires d'outre-mer	20	34	32,5	33	33	36
Etats associés	18,5	6	7	9,5	8	6,6
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

6. Indices du volume des échanges extérieurs

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1938	1950	1953	1938	1950	1953
	Milliards de francs.					
Afrique du Nord:						
Algérie	»	111	127	»	129	139
Tunisie	88	109	109	112	146	100
Maroc	»	107	110	»	121	141
Départements d'outre-mer:						
Réunion	»	137	136	»	93	139
Martinique	»	76	94	»	99	116
Guadeloupe	»	95	121	»	107	155
Guyane	»	109	144	»	97	42
Territoires d'outre-mer:						
Afrique noire:						
Afrique occidentale française	»	117	136	(2) 90	103	124
Afrique équatoriale française	»	107	107	70	98	113
Togo	»	131	138	»	130	191
Cameroun	»	106	123	»	98	134
Océanie	»	82	93	»	87	80
Madagascar	»	120	166	»	107	117
Nouvelle-Calédonie	»	112	216	»	110	157
Etats associés d'Indochine (1)	(3) 56,5	100	157	(3) 294	100	129

(1) 1950 = 100. — (2) 1939. — (3) Evaluation.

Indice d'ensemble du volume des exportations des territoires d'outre-mer.

(1949 = 100.)

1911	1929	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
26	50	88	58	65	73	92	100	103	102

Indice du volume du commerce extérieur de la métropole avec les P. O. M. U. F.

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
Exportations en France des P. O. M. U. F.	109	117	123	139
Importations de France des P. O. M. U. F.	139	141	133	142

Source: I. N. S. E. E.

COMMERCE DES PAYS D'OUTRE-MER DE LA ZONE FRANC ENTRE EUX EN 1953

Principaux produits importés du Maroc et de l'Algérie par l'Afrique noire.

PAYS fournisseurs.	PRODUITS	AFRIQUE occidentale française.		CAMEROUN		AFRIQUE équatoriale française.	
		Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.
Algérie	Total général	27.351	1.398	2.578	187	2.306	120
	Dont:						
	Vins, liqueurs et apéritifs	12.624	243	1.175	27	1.396	48
	Tabac et cigarettes	1.613	357	181	58	95	21
	Dattes	1.851	45	»	»	»	»
	Tissus	280	126	»	»	»	»
	Câbles électriques	471	81	»	»	»	»
	Ouvrages en béton	1.192	25	»	»	77	1,5
	Ouvrages en métaux	127	115	170	25	»	»
	Sel	3.689	20	»	»	»	»
	Fûts et futailles	1.553	17	»	»	»	»
Maroc	Total général	51.733	2.207	7.220	374	4.782	307
	Dont:						
	Sucres raffinés	11.861	754	1.830	95	2.180	133
	Conserves de poissons	2.597	275	1.616	162	510	54
	Grûaux	7.419	184	»	»	»	»
	Pommes de terre	1.523	36	»	»	»	»
	Légumes frais	787	42	506	18	286	13
	Fruits et agrumes	1.705	71	»	»	66	3
	Riz	1.010	42	378	19	116	5
	Vins apéritifs	349	35	350	7	210	12
	Ciments	8.839	43	1.620	7	500	2,5
	Engrais	1.950	22	»	»	»	»
	Chaussures	100	56	»	»	35	12
	Articles de ménage	593	90	»	»	123	19

Source: I. N. S. E. E.

Principaux produits exportés de l'Afrique noire vers l'Algérie et le Maroc.

PAYS clients.	PRODUITS	AFRIQUE occidentale française.		CAMEROUN		AFRIQUE équatoriale française.	
		Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.
Algérie	Total général	38.091	3.913	4.563	158	2.033	74
	Dont:						
	Café vert	16.030	2.865	1.294	254	202	35
	Bananes	8.404	116	»	»	»	»
	Arachides en coques et décortiquées	1.225	53	70	3	»	»
	Huile d'arachide	8.909	750	159	14	»	»
	Cacao	345	36	216	23	»	»
	Palmistes	»	»	101	3	»	»
	Huile de palme	633	23	430	27	100	5
	Bois	1.918	29	2.194	24	1.663	31
Maroc	Total général	15.218	659	1.313	47	8.688	82
	Dont:						
	Café vert	1.051	120	13	2,6	»	»
	Bananes	4.118	58	»	»	»	»
	Arachides en coques et décortiquées	1.780	79	»	»	»	»
	Huile d'arachide	2.051	108	»	»	»	»
	Cacao	61	7,5	155	17	»	»
	Palmistes	1.604	46	451	12	10	3
	Huile de palme	592	22	50	3 3	»	»
	Bois	47	1	510	5	8.667	77

Source: I. N. S. E. E.

Echanges internes des pays d'outre-mer de l'Union française en 1953.

PAYS IMPORTATEURS	PAYS DE PROVENANCE											
	Algérie.	Tunisie.	Maroc.	A. F. N.	Martinique.	Guadeloupe.	Guyane.	Réunion.	D. O. M.	A. O. F.	Togo.	Cameroun.
	Millions de francs métropolitains.											
Algérie	///	2.858	3.884	6.742	54	4	—	33	91	8.929	179	847
Tunisie	2.461	///	361	2.822	1	—	1	—	2	83	6	20
Maroc	3.902	26	///	3.928	14	1.808	—	309	2.131	1.475	11	70
Martinique	.....	.....	.....	193	///	23	19	—	42	80	—	—
Guadeloupe	195	4	5	204	15	///	4	—	19	—	—	—
Guyane	51	—	13	64	57	—	///	—	57	3	—	—
Réunion	290	—	83	373	—	—	—	///	—	22	—	—
Afrique occidentale française	2.796	13	4.414	7.223	1	—	—	1	2	///	48	90
Togo	92	—	180	272	—	—	—	—	—	80	///	12
Cameroun	375	1	748	1.123	—	—	—	—	—	147	11	///
Afrique équatoriale française	240	10	614	865	—	—	—	—	—	331	13	401
Madagascar	1.225	17	240	1.482	—	—	—	202	—	127	—	—
Saint-Pierre et Miquelon	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Océanie	118	2	6	126	1	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Calédonie	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Etats associés d'Indochine	2.079	86	987	3.152	189	226	—	911	1.336	71	—	—

PAYS IMPORTATEURS	PAYS DE PROVENANCE										
	A. E. F.	Somalie.	Madagascar.	Saint-Pierre et Miquelon.	Océanie.	Nouvelle-Calédonie.	T. O. M.	Indes françaises.	Etats associés d'Indochine.	POMUF non spécifiés.	Total.
	Millions de francs métropolitains.										
Algérie	224	—	1.208	—	10	11	11.408	76	148	—	18.465
Tunisie	4	—	45	—	—	—	158	5	—	—	2.987
Maroc	192	1	58	—	—	—	1.807	364	75	—	8.305
Martinique	—	—	—	41	—	—	124	—	—	129	488
Guadeloupe	1	—	293	22	—	—	316	—	13	46	598
Guyane	11	—	—	—	—	—	14	—	1	27	163
Réunion	34	—	2.129	—	—	—	2.185	—	540	—	3.098
Afrique occidentale française	158	1	484	—	—	—	781	1.020	2.226	—	11.701
Togo	4	—	8	—	—	—	104	10	14	—	401
Cameroun	214	—	32	—	2	—	406	69	16	18	1.630
Afrique équatoriale française	///	—	37	—	—	—	782	129	15	67	1.859
Madagascar	3	2	///	—	—	—	132	300	23	140	2.283
Saint-Pierre et Miquelon	»	»	»	///	»	»	»	»	»	»	»
Océanie	—	—	—	—	///	—	—	—	5	—	134
Nouvelle-Calédonie	»	»	»	»	»	///	»	»	»	263	274
Etats associés d'Indochine	14	—	120	—	—	—	205	302	///	5	5.000

Source: I. N. S. E. E.

c) Indice des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux » précise l'I. N. S. E. E. « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend: t = Taux de l'échange,

Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a: $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955 I
Indices des valeurs moyennes à l'importation.						
Alimentation humaine:						
Etranger	112	127	143	134	144	122
U. F. O. M.	104	117	121	119	118	107
Ensemble	106	120	128	123	123	111
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	113	153	145	122	122	127
U. F. O. M.	109	157	144	127	124	126
Ensemble	112	153	145	123	122	127
Produits fabriqués:						
Etranger	114	132	125	145	136	123
Ensemble des importations (or inclus):						
Etranger	113	146	142	126	125	126
U. F. O. M.	105	127	126	120	119	110
Ensemble	111	142	138	125	123	121
Indices des valeurs moyennes à l'exportation.						
Alimentation humaine:						
Etranger	101	104	109	103	87	79
U. F. O. M.	102	108	102	92	87	95
Ensemble	101	106	105	97	87	83
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	97	115	125	117	109	107
U. F. O. M.	103	127	143	130	129	127
Ensemble	98	118	129	119	111	110
Produits fabriqués:						
Etranger	107	123	135	134	134	130
U. F. O. M.	103	122	133	127	127	127
Ensemble	105	122	134	130	130	128
Ensemble des exportations (or inclus):						
Etranger	100	116	126	120	111	104
U. F. O. M.	102	121	130	120	118	120
Ensemble	101	118	128	120	113	109
Taux de l'échange:						
Etranger	88	79	89	95	89	83
U. F. O. M.	102	95	103	100	99	109
Ensemble	101	83	93	96	92	90

d) Balance des payements courants entre la zone franc et les pays étrangers.

1. Payements courants

DÉSIGNATION	1953	1954
	Millions de dollars.	
1. Balance commerciale:		
Importations	2.954	3.263
Exportations	2.519	3.028
Solde	— 435	— 237
2. Opérations non commerciales:		
Tourisme, transports, assurances, revenus	— 238	— 139
Recettes et dépenses de gouvernements étrangers (1)	+ 515	+ 933
Autres opérations	— 62	— 363
Soldes	+ 215	+ 431
Solde des payements courants.	— 220	+ 194
N. B. — Avoirs publics en or et en devises	+ 25	+ 347

(1) Dépenses de l'armée américaine en zone francs: participation internationale à l'infrastructure, contrats off shore, participation aux dépenses de la guerre d'Indochine.

2. Evolution des payements courants de 1945 à 1953 et année 1938 (Zone franc) (1).

1° *Solde global.*

(En millions de dollars.)

1938	1945	1946	1947	1948
— 83	— 1.490	— 2.049	— 1.676	— 1.738

1949	1950	1951	1952	1953	1954
— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194

(= — 9.834 millions de dollars ou 3.429 milliards de francs, de 1945 à 1953.)

(1) La présentation des résultats a été modifiée depuis 1952. Désormais, les soldes des payements outre-mer (payement courants en capitaux) sont présentés séparément et non plus inscrits, comme précédemment, à une seule rubrique « Solde des payements outre-mer-étranger » de la balance des payements courant de la zone franc. De ce fait, avant 1952, le solde général des payements courants comprenait les opérations en capital de l'outre-mer. Mais la nouvelle présentation laisse valable, en ordre de grandeur, le rapprochement des résultats annuels.

2° *Couverture* (approximative de 1945 à 1953.)

		Millions de dollars.
Mouvement des investissements et crédits privés		1.014
Mouvement des investissements et crédits publics		3.226
Mouvement des avoirs or et devises		2.117
Déficit « économique »		6.357
Plus aide extérieure	3.484	
(Erreurs)	(—7)	
		9.834

3° *Répartition du solde global des payements courants par zone monétaire.*

(En millions de dollars.)

ZONES	1945	1946	1947	1948
Zone dollar	— 697	— 1.357	— 1.396	— 1.334
Zone livre sterling	— 501	— 191	— 57	— 322
Autres	— 292	— 401	— 223	— 82

ZONES	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar	— 858	— 419	— 534	— 172	+ 110
Zone livre sterling	+ 19	+ 35	— 121	— 198	— 274
Autres	+ 133	+ 146	— 403	— 289	— 50

N. B. — Analyse détaillée pour 1953:

DÉSIGNATION	ZONES			TOTAL	DONT
	Dollar (1)	Livre.	Autres.		U. E. P.
Balance.					
Solde des payements courants	+ 99	—274	— 45	—220	—377
Solde des opérations en capital	+ 11	— 15	+ 38	+ 34	+ 21
Solde général	+110	—289	— 7	—186	—356
Règlement.					
Aide extérieure	+350	»	— 9	+341	»
U. E. P.	—346	+137	+209	»	+338
Mouvements avoirs	+122	+144	—184	—162	— 4
Erreurs	+ 8	+ 8	— 9	+ 7	+ 22
	—110	+289	+ 7	+186	+356

(1) Non compris le Canada.

4° *Répartition du solde global des payements courants entre balance commerciale et règlements non commerciaux* (zone franc).

Balance commerciale (France métropolitaine).

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
	En millions de dollars.			
Zone dollar:				
Importations	471	1.069	1.243	1.018
Exportations	7	79	110	131
Solde	— 464	— 990	— 1.133	— 887
Zone livre sterling:				
Importations	191	391	432	640
Exportations	6	98	286	265
Solde	— 185	— 293	— 146	— 375
Autres pays:				
Importations	242	521	817	852
Exportations	30	276	645	687
Solde	— 212	— 245	— 172	— 165
Total:				
Importations	904	1.981	2.492	2.510
Exportations	— 43	453	1.041	1.082
Solde	— 861	— 1.528	— 1.451	— 1.428

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	En millions de dollars.				
Zone dollar:					
Importations	713	461	688	498	471
Exportations	116	191	734	275	308
Solde	— 597	— 269	— 314	— 223	— 163
Zone livre sterling:					
Importations	495	531	905	723	765
Exportations	418	512	657	461	449
Solde	— 77	— 19	— 247	— 262	— 316
Autres pays:					
Importations	826	966	1.674	1.422	1.257
Exportations	1.033	1.176	1.465	1.288	1.398
Solde	+ 207	+ 210	— 200	— 134	+ 141
Total:					
Importations	2.034	1.958	3.267	2.643	2.493
Exportations	1.567	1.680	2.497	2.024	2.155
Solde	— 467	— 78	— 770	— 619	— 338

Balance des règlements non commerciaux (France métropolitaine):

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
Zone dollar:				
Recettes	136	82	265	201
Dépenses	174	246	405	311
Solde	— 38	— 164	— 140	— 110
Zone livre sterling:				
Recettes	83	157	259	186
Dépenses	230	88	157	104
Solde	— 147	+ 69	+ 102	+ 82
Autres pays:				
Recettes	26	86	189	229
Dépenses	95	215	213	303
Solde	— 69	— 129	— 24	— 74
Total:				
Recettes	245	325	713	616
Dépenses	499	549	775	718
Solde	— 254	— 224	— 62	— 102

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar:					
Recettes	160	160	163	378	510
Dépenses	277	201	256	204	170
Solde	—117	— 41	— 93	+134	+340
Zone livre sterling:					
Recettes	212	158	240	211	211
Dépenses	121	124	184	170	167
Solde	+ 91	+ 34	+ 56	+ 41	+ 44
Autres pays:					
Recettes	261	303	284	329	339
Dépenses	307	332	446	477	502
Solde	— 46	— 29	—162	—148	—163
Total:					
Recettes	633	621	687	878	1.060
Dépenses	705	657	886	851	839
Solde	— 72	— 36	—199	+ 27	+221

Solde des payements des T. O. M.

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
Zone dollar	— 194,5	— 203	— 123	— 136
Zone livre sterling	— 168	— 67	— 44	— 29
Autres	— 11,5	— 27	— 26	— 43
Total	— 374	— 297	— 163	— 208

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar	—113	—108	—127	— 83	— 78
Zone livre sterling	+ 5	+ 20	+ 70	+ 23	— 2
Autres	— 29	— 35	— 31	— 8	— 23
Total	—167	—123	— 88	— 68	—103

N. B. — 1938: Balance des payements zone franc (millions de dollars):

Balance commerciale	— 230
Règlements non commerciaux	+ 207
Déficit des T. O. M.	— 60
	— 83

1953: Balance des payements des T. O. M. (millions de dollars):

Balance commerciale	364	— 461	=	— 97
Règlements non commerciaux	86	— 92	=	— 6
Solde	450	— 553	=	— 103

5° *De 1945 à 1952, le déficit est le suivant.*

(En millions de francs.)

a) Par zone monétaire:

Zone dollar	— 6.567	(68 %) ou 53 %	du déficit « économique », aide extérieure exclue.
Zone livre sterling	— 1.435	(15 %) ou 22 %	
Autres pays	— 1.612	(17 %) ou 25 %	
	— 9.614	100	

b) Par règlement:

Commerciaux	— 7.204	(75 %)
Non commerciaux	— 922	(9 %)
T. O. M.	— 1.488	(16 %)
	— 9.614	100

3. Evolution de la balance des payements courants de la zone franc depuis 1910

(Source: I. N. S. E. E., d'après la revue d'économie politique pour les années antérieures à 1939, d'après documents du ministère des finances pour les années 1945 à 1953.)

Le tableau ci-dessous donne des moyennes annuelles pour quelques périodes caractéristiques (unité: millions de dollars de pouvoir d'achat approximativement constant, le signe — indiquant un déficit) (1).

ANNÉES	BALANCE commerciale (2).	BALANCE des opérations non commerciales.	BALANCE des payements.
1910-1913	— 440	+ 800	+ 360
1920	— 2.240	+ 500	— 1.710
1921-1926	— 140	+ 620	+ 480
1927-1931	— 500	+ 690	+ 190
1931-1935	— 490	+ 320	— 170
1936-1938	— 500	+ 360	— 140
1945-1948	— 1.580	— 160	— 1.740
1949-1951	— 570	— 100	— 670
1952	— 698	+ 39	— 659
1953	— 435	+ 215	— 220
1954	— 237	+ 431	+ 194

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique*: janvier-mars 1953

(2) Y compris solde de payements des T. O. M. avec l'étranger.

N. B. — Notre balance commerciale est en déficit chronique, avec des pointes lors des après-guerres. Mais le déficit est du même ordre de grandeur en 1910-1913, en 1927-1938 et au cours des années récentes 1949-1951.

C'est dans la balance des opérations non commerciales que des changements de structure apparaissent; constamment créditrice avant 1938, cette balance est déficitaire après la dernière guerre et jusqu'en 1951, elle est positive depuis. L'évolution de ces éléments mérite examen.

Balance des opérations non commerciales.

(Unité: millions de dollars) (1).

ANNÉES	VOYAGEURS et touristes.	TRANSPORTS et assurances.	REVENU du capital.	AUTRES postes.	TOTAL
1910-1913 ..	+ 190	+ 110	+ 500	0	+ 800
1920	+ 240	+ 360	+ 170	— 270	+ 500
1921-1926 ..	+ 460	+ 180	+ 180	— 200	+ 620
1927-1931 ..	+ 450	+ 200	+ 260	— 220	+ 690
1932-1935 ..	+ 140	+ 110	+ 140	— 70	+ 320
1936-1938 ..	+ 80	+ 80	+ 230	— 30	+ 360
1945-1948 ..	+ 10	— 200	+ 80	— 50	— 160
1949-1951 ..	+ 110	— 200	+ 60	— 70	— 100
1952	+ 19	— 197	+ 47	+ 70	+ 39
(1953)	(— 13)	(— 139,5)	(+ 50,5)	(+ 137)	(+ 245)

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique:* janvier-mars 1953.

Source: I. N. S. E. E.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulative de la zone franc à l'Union européenne des paiements.

(Millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1954			
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative	— 935,9	— 946,9	— 957,2	— 983,3
Utilisation du quota:				
a) Crédit reçu.....	312	312	312	312
b) Or versé.....	»	»	»	»
Solde mensuel.	— 1,8	— 11	— 10,3	— 26,1

DÉSIGNATION	1954			
	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative	— 985,1	— 991,3	— 994,3	— 1.001,8
Utilisation du quota:				
a) Crédit reçu.....	312	312	251,9	255
b) Or versé.....	»	»	208	213,3
Solde mensuel.	— 1,8	— 6,2	»	— 10,6

DÉSIGNATION	1954			
	Septembre.	Octobre.	Nov.	Déc.
Position nette cumulative	— 1.003,1	— 996,9	— 984,6	— 973,2
Utilisation du quota:				
a) Crédit reçu.....	253,6	248,4	243,4	241,3
b) Or versé.....	213,9	210,8	208	208
Solde mensuel.	— 1,3	+ 6,2	+ 12,4	+ 11,4

DÉSIGNATION	1955		
	Janvier.	Février.	Mars.
Position nette cumulative	— 966,9	— 949,6	— 923,3
Utilisation du quota:			
a) Crédit reçu.....	159,2	157,1	155
b) Or versé.....	288	288	288
Solde mensuel.	+ 6,3	+ 17,3	+ 26,3

DÉSIGNATION	1955		
	Avril.	Mai.	Juin.
Position nette cumulative	— 912,5	— 904,2	— 882,5
Utilisation du quota:			
a) Crédit reçu.....	152,9	150,9	
b) Or versé.....	288	288	
Solde mensuel.	+ 10,9	+ 8,2	+ 21,7

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (office des changes).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	(Millions de dollars.)					
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 129
	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 56

Estimations globales de la direction générale tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France.

DÉSIGNATION	1949		1950	
	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	45	186	65
Autres dépenses.....	128	45	128	45
Total	256	90	314	110

DÉSIGNATION	1951		1952	
	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	188	66	136	48
Autres dépenses.....	160	56	214	75
Total	348	122	350	123

DÉSIGNATION	1953		1954	
	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	174	43	185	65
Autres dépenses.....	217	76	(1) 200 environ.	(1) 700 environ.
Total	391	119		

(1) L'estimation n'a pas été faite pour 1954.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

1° PRIX

a) Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suit les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, *peu de produits manufacturés* ont pu être considérés; ainsi, l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros (319 articles) recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). *L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière* n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, et de l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. INDICE GÉNÉRAL (319 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1951.....	134	137,6	137,4	151,5
1952.....	149,3	143	142,6	140,5
1953.....	139,7	138,6	137,9	138
1954.....	136,3	134,8	134,6	135,2
1955.....	135,2	(133,2)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,3. — 1951 = 138,3. — 1952 = 141,9. — 1953 = 138,3. — 1954 = 135,9.

Source: I. N. S. E. E.

2. INDICES PARTIELS PAR BRANCHES DE PRODUCTION

Indice du dernier mois du trimestre (1949 = 100).

Produits alimentaires.

(54 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	128,1	125,9	121,4	124,8
1954:	124,5	122,5	121,3	123,5
1955:	122,9	(118,9)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 103,2.
1951 = 119,7.
1952 = 131.
1953 = 125,3.
1954 = 124,6.

Produits industriels.

(207 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	150,1	150,6	150	149,5
1954:	145,9	144,6	145	144,3
1955:	145	(144,3)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 113,7.
1951 = 158,7.
1952 = 158,2.
1953 = 149,8.
1954 = 145,1.

Produits chimiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	143,3	140,7	140,7	140,4
1954:	141	137,5	137,6	138,4
1955:	138,1	(135,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,2.
1951 = 128,7.
1952 = 148,9.
1953 = 141,7.
1954 = 138,7.

Combustibles et énergie.

(58 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	139,6	136,6	139,2	138,8
1954:	138,6	138,5	139	139,3
1955:	138,8	(138,4)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 105,6.
1951 = 126,7.
1952 = 142,3.
1953 = 138,5.
1954 = 138,8.

Produits métallurgiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	158,8	160,1	159,1	159,3
1954:	152,5	148	150,4	149,6
1955:	156,2	(157,9)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,9.
1951 = 134,6.
1952 = 161,8.
1953 = 158,1.
1954 = 149,8.

Caoutchouc.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	160,6	159,1	153,1	150,8
1954:	142,7	147	149,9	162,5
1955:	158,3	(168)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 211.
1951 = 211.
1952 = 185.
1953 = 158,3.
1954 = 148,5.

Corps gras industriels.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	98,4	93	91,6	92,9
1954:	81,1	87,1	88,4	88,1
1955:	86,5	(80,2)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,2.
1951 = 112,2.
1952 = 93,7.
1953 = 94,9.
1954 = 88,7.

Bois.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	204	203	203	203
1954:	200	200	197,4	204
1955:	199,7	(200)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,1.
1951 = 181,7.
1952 = 219
1953 = 204.
1954 = 198,9.

Cuirs.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	93,7	98,6	98	92,4
1954:	89,6	89,2	84,7	85,7
1955:	84,3	(83,5)		

Moyenne mensuelle 1950 = 124,8.
1951 = 124,9.
1952 = 91,2.
1953 = 94,8.
1954 = 87,2.

Textiles.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	135,7	138,8	138,4	137,9
1954:	134,3	135,2	134,9	129,8
1955:	128,3	(125,4)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 135,7.
1951 = 184,4.
1952 = 144.
1953 = 137,3.
1954 = 134,4.

Pâtes à papiers.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	175,6	175	173,6	174,4
1954:	179,1	177,6	176,6	175,5
1955:	174,7	(176,3)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,1.
1951 = 256.
1952 = 222.
1953 = 174,4.
1954 = 178.

Source: I. N. S. E. E.

3. INDICES DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES (73 articles)

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1953	167,7	166,1	166,4	166,2
1954	161,5	159,8	157,7	158
1955	159	(159,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 125,2. — 1951 = 188,4. — 1952 = 175,4. — 1953 = 166. — 1954 = 159,4.

Source: I. N. S. E. E.

4. INDICES DES PRODUITS IMPORTÉS

Ensemble (43 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	143,9	141,3	141,2	140,1
1954:	142,8	145,4	144,7	139,1
1955:	135,8	137,7		

Moyenne mensuelle: 1950 = 132,5.
1951 = 181,5.
1952 = 154,1.
1953 = 141,4.
1954 = 142,6.

Matières premières industrielles importées.

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	145,9	145,4	145	144,9
1954:	140,5	141,1	142,6	141,2
1955:	140,4	(142,6)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 145,7.
1951 = 242.
1952 = 158,4.
1953 = 145,2.
1954 142,9.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice *ne constitue pas un indice des prix* à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération.

L'indice a donc la signification limitée d'un indice des *prix intérieurs de certains produits importés*. Il permet d'observer le *sens des tendances*, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

5. Indices des fruits et légumes frais a Paris

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1953	115	125,7	103,1	107,6
1954	114,7	146,7	125,5	118
1955	114,5	(137,3)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,4. — 1951 = 104. — 1952 = 118,7. — 1953 = 112,8. — 1954 = 126,2.

Source: I. N. S. E. E. (Sur la base 1938 = 1 le niveau de 1949 est à 19).

6. Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie

(Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraison à certaines collectivités (intendance...) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.)

Moyenne mensuelle (1949 = 100).

	I	II	III	IV
1953	124	126	126	119
1954	124	129	128	125
1955	128	128 (avril)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,5. — 1951 = 128,3. — 1952 = 129,7. — 1953 = 123,9. — 1954 = 126,7.

	1950 —	1951 —	1952 —	1953 —
Evolution des prix du bétail sur pied.	93	131,7	133,1	112
Evolution des prix du porc sur pied...	95	142,7	136	120

Source: I. N. S. E. E.

b) Indices des prix de détail.

Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un *indice des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 *articles*, avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	58 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	10 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend:

Trente-six produits alimentaires.
Cinq articles de chauffage et éclairage.
Cent onze produits manufacturés.

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir de budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée, dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	145,2	145,4	141	142,1	144,8	144,5	144	142,2
1954:	143,6	143,8	142,6	144,9	143,1	143,9	143,1	144,9
1955:	144,9	(144,7)			144,8			

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. 1951 = 130,1. 1952 = 145,4. 1953 = 143,7. 1954 = 143,3.

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2. 1951 = 129,3. 1952 = 145,4. 1953 = 143,1. 1954 = 143,8.

Source: I. N. S. E. E.

2. Indice du prix des denrées alimentaires

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	140,5	140,6	132,3	133,9	139,1	138,2	131,8	133,6
1954:	136,1	136,3	133,6	136,4	134,4	135,7	133,5	136,2
1955:	136,4	(136)			135	(136,6) mai.		

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,6. 1951 = 128. 1952 = 140,7. 1953 = 137,4. 1954 = 135.

Moyenne mensuelle: 1950 = 105,9. 1951 = 121,5. 1952 = 138,3. 1953 = 136,4. 1954 = 134,5.

Source: I. N. S. E. E.

3. Indice du prix des objets manufacturés

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Ensemble 17 villes importantes de province. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	126,7	126,6	126,1	126	130,7	130,4	129,1	128,7
1954:	126,2	126,4	126,4	126,6	128,6	128,3	128,4	128,2
1955:	126,3	(126,3)			128			

Moyenne mensuelle: 1950 = 102. 1951 = 121,4. 1952 = 131. 1953 = 126,5. 1954 = 126,3.

Moyenne mensuelle: 1950 = 100,9. 1951 = 127,5. 1952 = 136,5. 1953 = 129,7. 1954 = 128,4.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Un indice beaucoup plus complet est donné plus loin.

4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Province (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	172,9	170	171,7	173,2	172,7	171,5	173,8	174,1
1954:	173,2	169,7	171,4	172,8	173,9	172,5	174,1	174,6
1955:	171,4	(168,7)			174,5	(172)	(mai)	

Moyenne mensuelle: 1950 = 109,8. 1951 = 146,9. 1952 = 172,5. 1953 = 171,8. 1954 = 171,8.

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,5. 1951 = 146,1. 1952 = 172,6. 1953 = 173. 1954 = 173,6.

Source: I. N. S. E. E.

5. Indice du prix des services

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Province (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	181	183	186	187	177,6	179,7	181,8	183,6
1954:	188	189	191	195	186,7	187,5	190,7	192
1955:	197	(197)			196,4			

Moyenne mensuelle: 1950 = 124. 1951 = 147,4. 1952 = 176. 1953 = 184. 1954 = 190.

Moyenne mensuelle: 1950 = 118,4. 1951 = 148,7. 1952 = 174,9. 1953 = 180,6. 1954 = 189,3.

Source: I. N. S. E. E.

6. Indice « fruits et légumes frais »

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)		Province (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1953:	131,6	145,3	119,6	120,4	1953:	131	143,6	116,3	122,7
1954:	133,9	171	140,8	132,5	1954:	130,1	160,8	141,8	134,5
1955:	139,2	(158,5)			1955:	130,4	(145,1)	(mai)	

Moyenne mensuelle: 1950 = 103,3. 1951 = 114,9. 1952 = 136,1. 1953 = 129,2. 1954 = 141,4.

Moyenne mensuelle: 1950 = 101,9. 1951 = 108,9. 1952 = 132,6. 1953 = 127,5. 1954 = 141,3.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail

(1949 = 100.)

Pondération	Désignation	1950 Paris.	1950 Province.	1951 Paris.	1951 Province.
4,4	Légumes	104,6	103,1	111,4	103,3
3,6	Fruits	102,1	100,4	118,8	115,9
8	Fruits et légumes	103,3	101,9	114,9	108,9
100	Prix à la consommation familiale	108		129,5	
		111,2	107,2	130,1	129,4
108	Indice global	110,6	106,8	129	127,8

Pondération	Désignation	1952 Paris.	1952 Province.	1953 Paris.	1953 Province.
4,4	Légumes	143,9	138,6	131,6	131,7
3,6	Fruits	128,3	125,2	124,4	122,3
8	Fruits et légumes	136,1	132,6	129,2	127,5
100	Prix à la consommation familiale	145,4		143,2	
		145,4	145,4	143,7	143,1
108	Indice global	144,7	144,5	132,6	142

Pondération	Désignation	1954 Paris.	1954 Province.
4,4	Légumes	142,7	141,2
3,6	Fruits	145,2	144,6
8	Fruits et légumes	144	141,3
100	Prix à la consommation familiale	143,3	143,8
108	Indice global	143,6	
		143,4	143,6

Source: I. N. S. E. E.

c) **Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.**

L'institut national de la statistique et des études économiques a déterminé les possibilités de *raccord des nouveaux indices de prix, publiés sur une base 100 en 1949, aux séries anciennes établies sur une base 100 en 1938* (indice des prix de détail des 34 articles et indice des prix de gros des 135 articles).

Deux méthodes de calcul ont été employées. L'une a déterminé les coefficients correspondant aux valeurs moyennes, en 1949, des anciens indices de prix mesurés, sur la base 1 en 1938. L'autre méthode établit le niveau qu'auraient eu, en 1949, les nouveaux indices sur une base 1 en 1938.

Les coefficients donnés ci-après résultent des *moyennes* géométriques des valeurs fournies par les deux méthodes de calcul (anciens indices base 1 en 1938, et nouveau indices base 1 en 1938). Ces moyennes tiennent compte, avec une même importance, des conditions économiques de 1938 et de 1949, et apportent donc une estimation correcte du niveau moyen des prix dans les principaux secteurs en 1949, par rapport à 1938. Leur utilisation a été limitée à la comparaison directe 1938-1949, par suite de l'absence d'études valables sur la structure des productions et des consommations pour les années intermédiaires.

Pour avoir une indication valable sur le *niveau moyen des prix en 1949 sur la base 1 en 1938*, il suffit donc de multiplier les indices publiés sur la base 100 en 1949 par les coefficients suivants (colonne de gauche):

1. Indice des prix a la consommation familiale a Paris (1)

N. B. — Les coefficients de la colonne de gauche sont à la moyenne géométrique des coefficients ancien et nouvel indice.

		Ancien indice (2).	Nouvel indice.
Ensemble	16,3	17	15,7
Produits alimentaires	17,4	18,1	16,8
Chauffage, éclairage	13,2	13,8	12,6
Objets manufacturés	25	»	»
Services	9,7	10,2	9,2

Ancien indice des 34 articles.

	Paris.	Province (3).
Ensemble	18,17	20,17
Produits alimentaires	18,14	19,90
Chauffage, éclairage	13,76	15,95
Objets manufacturés	»	»
Services	»	»

N. B. 1. — Pour l'utilisation des indices dans les contrats indexés conclus entre 1938 et 1949, on peut multiplier l'indice base 100 en 1949 par la valeur de l'ancien indice (18,17) en 1949. *Mais pour mesurer le niveau moyen des prix actuels par rapport à 1938*, il faut tenir compte de l'évolution des structures de production et de consommation et donc utiliser le coefficient 16,3 pour l'indice d'ensemble et les coefficients correspondants pour les indices composants.

N. B. 2. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices base 100 en 1949, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris (alimentation, 7,06; chauffage, éclairage, 6,60).

6,58 pour l'indice province (alimentation, 6,57; chauffage, éclairage, 6,80).

On peut aussi multiplier les coefficients de l'indice des 34 articles (18,17 et 20,17 par les coefficients ci-contre).

2. Indice du prix de détail a Paris des fruits et légumes frais

Sur la base 1 en 1938, l'indice est à 19 en 1949.

(1) L'absence de documentation sur les prix en 1938 des articles de référence des nouveaux indices pour la province ne permet pas de procéder à une estimation analogue des variations de prix 1938-1949. La seule comparaison possible consiste à rapprocher les niveaux des indices des prix des 34 articles.

La moyenne des indices des prix des 34 articles en 1949 pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants sur une base 100 en 1938 se situe au niveau 2017 contre 1817 à Paris. Cet écart de 117 p. 100 se réduit à 10 p. 100 (1938 environ contre 1817 à Paris, en ne retenant pour la province que les 17 villes sièges des directions régionales I. N. S. E. E.). La tendance inverse a prévalu ensuite jusqu'en 1952, les prix de Paris s'élevant davantage que les prix observés en province.

M. A. Sauvy a proposé les raccords suivants, pour 1949, pour l'indice des 213 articles:

	1938	1949	
Prix à Paris	100	1630	1630
Province	100	1760-1810, soit 1785 (moyenne).	
France	100	1730-1770, soit 1754 (moyenne).	

(2) Ancien indice calculé sur la base 1 en 1938 d'après une estimation nouvelle des pondérations.

(3) Province : 17 villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E. (20, 17 en prenant l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants).

3. Indice des prix de gros

(Soit pour 1953 × 25,5.)

Ensemble	18,5
Produits alimentaires	17,4
Combustibles et énergie	17,4
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits importés	20,5
Matières premières industrielles importées	24,5 (1)

N. B. — Ces coefficients sont la moyenne géométrique des coefficients ci-après:

	Ancien indice.	Nouvel indice.
	—	—
Ensemble	19,17	17,8
Produits alimentaires	17,2	17,6
Combustibles et énergie	18,2	16,6
Produits industriels	21,3	18,4
Matières premières industrielles	21,8	18
Produits importés	19,2	21,8
Matières premières industrielles importées	25,8	24,5

4. Evolution des indices des prix de détail

(34 articles, base 100 en 1938.)

(Moyenne mensuelle.)

Paris.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	—	—	—	—	—	—
Ensemble	1817	1945	2280	2464	2420	2402
Alimentation (29 art.)	1814	1955	2260	2472	2428	2411
Chauffage et éclairage	1376	1519	2007	2354	2382	2401

Province.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	—	— (2)	—	—	—	—
Ensemble	2033	2125	2407	2724	2680	2658
Alimentation (29 art.)	2009	2116	2359	2700	2662	2642
Chauffage et éclairage	1597	1714	2235	2661	2661	2690

N. B. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par: 7,06 pour l'indice Paris, 6,58 pour l'indice province.

N. B. — NIVEAU MOYEN DES PRIX EN 1949 (ET NIVEAU ATTEINT EN 1954).

(Base 1 en 1938.)

(Moyenne géométrique des valeurs fournies sur la base des anciens et nouveaux indices pour 1938 = 1.)

(Indice des 34 articles pour les prix de détail en province.)

Prix de détail à Paris.

		1954
		—
Ensemble des prix à la consommation familiale:		
Paris	16,3	23,4
Province	20,3 (3)	26,6
	(17,95) (4)	(25,12) (4)
Produits alimentaires:		
Paris	17,4	23,5
Province	20,1	26,4
Articles de chauffage et d'éclairage:		
Paris	13,2	22,7
Province	16	26,9
Objets manufacturés	25	31,6
Services	9,7	19,1
Fruits et légumes frais (prix de détail, Paris)	19	27,5

(1) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien était peu représentatif à cet égard.

(2) Prix de détail pour l'ensemble des chefs-lieux de départements et villes de plus de 10.000 habitants.

(3) 19,4 environ, pour les 17 villes sièges des directions régionales actuelles de l'I. N. S. E. E.

(4) Sur la base des 213 articles, raccord de M. A. Sauvy.

Prix de gros.

Ensemble	18,5	25,1
Produits alimentaires	17,4	21,7
Dont:		
Céréales	12,7	18,1
Viande	17,4	22,7
Œufs et produits laitiers	21	23,6
Combustibles et énergie	17,4	24,1
Dont:		
Produits pétroliers	15,7	21,3
Charbons	21,8	31,7
Electricité	12	15,5
Produits industriels	19,8	28,7
Dont:		
Produits métallurgiques	18,6	27,9
Matériaux de construction	11,3	24,5
Caoutchouc	13,7	20,3
Textiles	27,6	37,1
Cuirs	21,6	21,5
Bois	16,3	32,5
Pâtes à papiers	18,9	33,6
Corps gras industriels	29,9 (1)	26,5
Matières premières industrielles:		
Ensemble	19,8	31,6
Importées	24,5 (1)	35
Produits industriels ayant subi une certaine transformation	19,7	27,4
Produits importés	20,5	29,2

Source: Coefficients I. N. S. E. E.

Evolution, depuis 1914, des indices des 34 articles

(très approximatif).

	1914	1938		1949		1954
	—	—		—		—
Ensemble:						
Paris	1	7,06	(×18,17)	128	(×1,32)	169
Province	1	6,58	(×20,17)	133	(×1,31)	174
Alimentation:						
Paris	1	7,06	(×18,14)	128	(×1,33)	170
Province	1	6,57	(×19,90)	131	(×1,32)	172
Chauffage-éclairage:						
Paris	1	6,60	(×13,76)	90,8	(×1,74)	158
Province	1	6,80	(×15,95)	108,5	(×1,68)	182

d) **Indices des prix des véhicules à moteur.**

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

(Moyenne 1949 = 100.) (Moyenne mensuelle.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
54	Voitures particulières	103,8	126,8	146,4	143,3
33	Véhicules utilitaires	104,2	134,2	155,6	154,5
13	Motocycles	106,1	124,9	145,5	143,6
100	Ensemble	104,2	129	149,3	147

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954	1955	
			Mars.	Juin.
54	Voitures particulières	143,3	140,6	140,6
33	Véhicules utilitaires	154,5	152,4	152,4
13	Motocycles	143,6	136,4	134,7
100	Ensemble	145,6	143,6	143,3

Source: I. N. S. E. E.

(1) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien étant peu représentatif à cet égard.

e) Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager.

Cet indice a pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

(1949 = 100.) (Moyenne.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
17	Appareils chauffage (38)	104,4	136,6	160,5	157,4
27	Cuisinières (35)	105,3	139	167,3	163,1
6	Réfrigérateurs (18)	102,9	116,3	120,9	116,4
5	Aspirateurs-cireuses (21)	105,4	124,8	114,7	112,2
4	Machines à laver (15)	108,5	135,5	155,8	153,3
6	Petits appareils (29)	105,7	130,2	131,6	148,4
9	Machines à coudre (10)	110,7	127,1	132,4	141,1
26	Récepteurs radio (25)	102,1	124	143,6	141,4
100	Ensemble (191)	104,8	130,9	152,2	149,4

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954	1955	
			Mars.	Juin.
17	Appareils chauffage (38)	154,2	154,9	155,6
27	Cuisinières (35)	161	160,9	162,3
6	Réfrigérateurs (18)	109,2	106,6	106
5	Aspirateurs-cireuses (21)	141,7	141,7	141,8
4	Machines à laver (15)	152,7	152	152,1
6	Petits appareils (29)	147,2	146,8	146,9
9	Machines à coudre (10)	143,2	145,2	145,2
26	Récepteurs radio (25)	138,1	137,1	136
100	Ensemble (191)	147,1	146,9	147

NOTA. — Nombre d'articles entre parenthèses.

Source : I. N. S. E. E.

f) Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8
255	Machines et outils	101,6	130,3	151,1	150,4
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5
1.000	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954	1955	
			Mars.	Juin.
192	Energie	114	115,6	114,2
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	139,7	140,4	140,6
310	Engrais et antiparasitaires	132,7	129,8	122,8
255	Machines et outils	138,5	134,5	131,5
103	Divers	147,6	142,8	145
1.000	Ensemble	133,1	131,1	128,7

Source : I. N. S. E. E.

g) Indice des recettes des spectacles à Paris.

(Indice corrigé des variations de prix.) (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
20,36	Théâtres	83	93	91	76
1,62	Chansonniers	123	130	137	166
11,18	Music-halls	95	111	117	125
3,57	Théâtres nationaux	81	97	91	93
3,05	Sports	104	111	94	82
1,63	Courses de chevaux	98	104	111	114
58,59	Cinémas	86	89	83	82
100	Ensemble	88	94	90	88

Source : I. N. S. E. E.

h) Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.		*Indice des prix des produits antibiotiques.*	
1949	100	1949	100
1950	115	1950	78
1951	132	1951	64
1952	164	1952	62
1953	161	1953	51
1954	161	1954	46

Source : I. N. S. E. E.

i) Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail.

Pour que cette comparaison soit valable, surtout si l'on veut en tirer des conclusions sur les variations du coût de la distribution, elle doit *porter sur des groupes ayant une composition semblable.*

Or, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques, ... « les indices de prix de gros et de détail basés, l'un sur les disponibilités nationales, l'autre sur les consommations familiales, présentent des différences de structure très importantes. En particulier les denrées alimentaires constituent 40 p. 100 des pondérations de l'indice d'ensemble des prix de détail. Les services qui ne figurent pas dans l'indice des prix de gros représentent 15 p. 100 du budget-type de consommation familiale.

« D'autre part, les marchandises retenues pour l'indice des prix de gros sont observées à des stades différents de fabrication, le stade final étant fréquemment omis; elles correspondent à des biens d'équipement comme à des biens de consommation; le montant des taxes fiscales n'est pas toujours compris dans les cours enregistrés. Pour l'indice des prix de détail, les articles sont observés au stade final de la production et de la commercialisation et sont tous des biens de consommation.

« Aussi, la comparaison des indices d'ensemble ne saurait être complètement légitime que pour mesurer les différences du pouvoir d'achat de la monnaie sur les marchés de gros d'une part, pour les salariés d'autre part.

« Des rapprochements plus utiles peuvent être effectués entre prix de produits particuliers ou indices partiels; dans ce dernier cas, les conclusions ne sauraient être esquissées qu'après consultation de la liste des articles et de leurs pondérations ».

j) Indice des prix de détail des objets manufacturés.

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés (1).
(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	136,5	139,0	130,1	132,4
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9
6	Librairie (ouvrages techniques)	50	125,8	144,4	180,1	187,9	197,1
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	128,8
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	1[illegible]4,6
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	119,8
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6

(1) D'après le catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

k) **Etude du prix de revient des principales industries.**

Une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques en 1953 a établi, avec une approximation acceptable, que pour une valeur de 100 F de produits fabriqués, le prix de revient moyen dans l'ensemble de la fabrication française se divisait en nombres ronds, comme suit:

3 F pour l'intérêt du *capital immobilisé* (immeubles et machines), intérêt calculé à raison de 5 p. 100 de la valeur vénale de l'établissement;

15 F pour la *main-d'œuvre* (multiplication du nombre moyen des ouvriers employés par leur salaire journalier et la journée de travail effectif);

55 F pour l'achat des *matières premières;*

7 F pour le *combustible;*

20 F pour les *frais* d'administration, les impôts, les assurances, l'entretien, les *bénéfices.*

100 F.

Cette répartition est une moyenne en nombres ronds.

On trouvera ci-après une répartition détaillée par groupe d'industries:

(Unité: franc, centime.)

NUMÉRO d'ordre.	DÉSIGNATION des groupes.	POUR 100 FRANCS de produits fabriqués (1). Intérêt du capital immobilier.	Main-d'œuvre.	Matière première.	Combustibles.	Administration, assurances, etc.
1	Industrie textile	1,46	12,01	68,46	1,34	16,73
2	Industrie extractive	18,01	41,41	15,84	5,17	19,57
3	Métallurgie	2,47	12,65	45,26	23,29	16,33
4	Objets en métal	1,91	19,61	45,16	3,39	29,92
5	Industrie du cuir	1,16	6,17	75,86	0,78	16,03
6	Industrie du bois	1,08	7,20	59,63	1,50	30,59
7	Céramique	2,73	31,01	23,09	16,98	26,19
8	Produits chimiques	1,90	5,41	62,46	4,39	25,84
9	Bâtiment	2,87	12,23	48,70	14,46	21,64
10	Eclairage	7,10	3,01	68,21	2,65	19,00
11	Ameublement	6,06	21,97	36,96	12,16	22,85
12	Habillement et toilette	1,04	22,32	53,44	0,50	22,70
13	Alimentation	1,20	2,82	75,87	2,64	17,47
14	Moyens de transport	2,22	28,73	48,17	3,28	17,50
15	Sciences, lettres et arts	2,01	31,52	46,72	3,18	16,57
16	Luxe et plaisir	0,73	15,62	62,05	1,15	20,45
	Moyennes générales.	2,45	13,75	58,45	6,42	18,93
		100 francs.				

(1) Ce tableau est le résumé des renseignements fournis par 5.000 bulletins, qui se sont recommandés à notre choix par l'étendue et la précision des détails. Ces bulletins représentent, dans leur ensemble, un chiffre d'affaires de 754 millions de francs et comprennent les industries les plus variées.

Source: I. N. S. E. E.

l) **Indice du coût de la construction.**

(IVe trimestre 1953 = 100.) (Moyenne trimestrielle).

(Immeubles à usage d'habitation):	I	II	III	IV
1954	99	100	98	98
		99		
1955	98	101	102	

N. B. — Si 1944 = 1: 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base IVe trimestre 1953 = 239).

Source: M. R. L.

m) **Indice des prix de transport S. N. C. F.** (prix payés par l'usager).

Date d'application des tarifs.	PRIX MOYEN DU VOYAGEUR-KILOMÈTRE — Grandes lignes. 1re cl.	2e cl.	3e cl.	Banlieue Paris. Indice pondéré.	Ensemble.	PRIX MOYEN de la tonne-kilomètre. Indice brut.	Indice pondéré.
	Indice brut.						
1950 (23/1)	117	125	133	100	100	100	100
1952 (4/2)	133	149	167	198	154	136	137
1953 (15/5)	166	186	208	206	190	145,5	146,5
	Toutes classes (indice pondéré) (1).				Indice pondéré.		
	130				100		
	159				161		
	195				195		

(1) L'indice pondéré élimine l'influence du changement de structure du trafic (trafic de l'année considéré × tarif année c.: trafic id. × tarif année de base).

2° COUT DE LA VIE

a) **Indice de l'I. N. S. E. E.**

Prix à la consommation familiale (rappel).

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950	107,5	106,9	113,1	117,4
1951	123,6	129,2	133	142,9
1952	148,1	143,1	145,7	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,6
1954	141,6	143,8	142,6	144,9
1955	144,9	(144,7)		

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. — 1951 = 130,1. — 1952 = 145,4. — 1953 = 143,7. — 1954 = 143,3.

2. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale en province

(Dix-sept villes importantes.)

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950	104,7	103,2	108,2	112,7
1951	118,7	126,4	131,3	141
1952	146,6	142,6	145,9	146,4
1953	144,8	144,5	141	142,2
1954	143,3	143,9	143,1	144,9
1955	144,8			

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2. — 1951 = 129,3. — 1952 = 145,1. — 1953 = 143,1. — 1954 = 143,8.

b) **Coût absolu d'un budget type.**

1. Budget type d'un célibataire, a Paris

(Montant en francs.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C. F. T. C. (1)	16.747	16.696	16.994	17.505
C. G. T. (6)	»	19.497	»	22.122
C. G. T.-F. O. (1)	16.779	17.084	16.759	17.540
Commission Delépine (2)	14.177	14.145	14.847	15.473
	(Moyenne mensuelle: 14.609.)			
Commission des conventions collectives (3)	15.104	14.812	15.524	15.784
M. L. P. (4)	21.223	21.662	22.144	22.572
I. O. E. (5)	»	16.326	16.484	16.814
1951.				
C. F. T. C.	18.718	20.186	20.506	21.865
C. G. T.	22.326	27.950	26.953	29.118
C. G. T.-F. O.	18.465	20.229	20.977	22.473
Commission Delépine	16.439	17.395	18.353	19.175
Commission supérieure des conventions collectives	16.657	17.732	18.065	19.451
M. L. P.	23.177	25.778	27.493	29.706
I. O. E.	16.391	19.249	20.032	21.621
1952.				
C. F. T. C.	22.985	22.566	22.850	23.298
C. G. T.	30.461	30.104	30.946	30.005
C. G. T.-F. O. (1)	24.157	23.939	24.351,5	24.161
Commission Delépine	»	»	»	»
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
M. L. P.	30.853	30.588	30.716	30.955
I. O. E.	22.436	21.912	22.170	21.833
1953.				
C. F. T. C. (1)	23.845	23.934	23.009	23.039
C. G. T.	31.167	31.354	30.727	31.059
C. G. T.-F. O. (1)	24.546	24.679	24.338	24.452
M. L. P.	31.244	31.313	31.404	31.536
I. O. E.	22.066	22.354	21.511	21.628
Commission supérieure des conventions collectives	»	»	»	25.166 (2)
1954.				
C. F. T. C. (1)	»	»	»	»
C. G. T.	31.106	31.603	30.509	31.119
C. G. T.-F. O. (1)	25.453,1	26.480	25.599	25.270
M. L. P.	31.046	31.954	31.401	»
I. O. E.	22.081	22.556	21.882	22.266
1955.				
C. G. T.	31.288	31.754	»	»
C. G. T.-F. O.	25.775	26.475	»	»
I. O. E.	22.524	23.419	»	»

(1) Les budgets types C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. (15e et 1er jour du mois) sont évalués à partir de bases communes réparties entre six postes alimentation (2.890 calories-jour), eau, éclairage, chauffage, loyer (local de 41 m² surface corrigée catégorie 3 A), habillement, linge de maison et divers. Les prix retenus sont ceux du *Bulletin hebdomadaire de statistique de l'I. N. S. E. E.*

(2) Les évaluations du budget de la *Commission Delépine* sont effectuées par la direction des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

(3) Les travaux de la *Commission supérieure des conventions collectives* tendant à l'élaboration d'un budget type sont exposés dans le numéro de septembre-octobre 1950 de la *Revue française du travail* éditée par le ministère du travail et de la sécurité sociale. La partie alimentaire de ce budget type a été adoptée dans son ensemble le 18 juin 1950. Les autres postes ont été adoptés isolément, mais rejetés dans leur ensemble. Les évaluations présentées n'ont donc *aucun caractère officiel.*

(4) Evaluation publiée dans le journal *Le Monde ouvrier* (mouvement libération du peuple) (15 du mois).

(5) L'*Institut d'observation économique* évalue trois budgets types se rapportant respectivement au manœuvre, à l'ajusteur et à l'ingénieur célibataires de la région parisienne, dans l'industrie des métaux (15 du mois).

Les données ci-dessus concernent le budget type du manœuvre. On trouvera plus loin l'évolution indiciaire de ce budget et de celui de l'ajusteur et de l'ingénieur célibataires, ainsi qu'un indice d'ensemble.

(6) C. G. T. (15 du mois).

(1) Premier jour du mois.

(2) Budget type adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (chef d'entreprise n'ayant pas participé à la séance), soit: 9.665 F pour le budget alimentaire; 15.501 F pour le budget non alimentaire.

2. Budget type d'une famille

Evaluation de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales) (famille type de quatre personnes, dont deux enfants entre six et dix ans) (1).

(Montant en francs.)

ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	40.785	40.972	41.702	42.111
1951	45.323	50.503	51.184	55.460
1952	62.585	61.550	61.849	60.618
1953	60.538	62.134	59.691	59.130
1954	64.496	67.320	63.543	63.967
1955	64.620	67.834	»	»

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952, sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

En 1954, les bases ont de nouveau été modifiées pour tenir compte des récents travaux de la commission supérieure des conventions collectives (2).

(1) Premier jour du mois.

(2) Budget type familial de la commission supérieure des conventions collectives adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (organisation syndicale, U. N. A. F., M. Andrieux, les chefs d'entreprise n'ayant pas participé à la séance): 68.443 F.

c) **Indices des variations des budgets types.**

BUDGET TYPE D'UN CÉLIBATAIRE A PARIS

(Septembre 1948 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C. G. T.	(4) 111	111	(3) 124	124
C. G. T.-F. O. (1) (3)	128,4	130,7	128,2	131
I. O. E. (2) :				
Manœuvre	»	128	129,2	131,8
Ajusteur	»	122,4	126	128,4
Ingénieur	»	120,8	124,3	126
Indice moyen	»	127,1	126,8	128,7
1951.				
C. G. T.	140	145	(3) 162	»
C. G. T.-F. O. (3)	141,3	154,8	160,66	172
I. O. E. :				
Manœuvre	139,6	150,8	157	169,4
Ajusteur	135,9	145,7	151,2	163,2
Ingénieur	135,8	143,1	147,4	162,6
Indice moyen	137,1	146,6	151,9	161,7
1952.				
C. G. T.	178,8	176,8	181,1	175,9
C. G. T.-F. O. (3)	187,87	183,23	186,38	184,93
I. O. E. :				
Manœuvre	175,7	171,7	173,5	171,3
Ajusteur	167,4	163,8	166	164,1
Ingénieur	165,9	163,6	165,7	164,2
Indice moyen	169,6	166,3	168,1	166,5
1953.				
C. G. T.	182,7	»	»	»
C. G. T.-F. O.	187,8	188,9	186,9	187,5
I. O. E. :				
Manœuvre	172,9	175,2	168,6	169,5
Ajusteur	165	166,2	162,1	163,1
Ingénieur	165,5	165,9	166,1	165,2
Indice moyen	167,8	169,1	165,3	165,9
1954.				
C. G. T.	»	185,3	»	»
C. G. T.-F. O.	191,81	200,37	195,99	193,41
I. O. E. :				
Manœuvre	173,1	176,8	171,5	174,5
Ajusteur	165	167,1	164,1	166,6
Ingénieur	166,8	167,1	166,9	168,4
Indice moyen	168,3	170,1	167,6	169,8
1955.				
C. G. T.	»	»	»	»
C. G. T.-F. O.	»	»	»	»
I. O. E. :				
Manœuvre	176,5	183,5	»	»
Ajusteur	167,8	172,1	»	»
Ingénieur	169,7	171,8	»	»
Indice moyen	171,3	175,8	»	»

(1) Premier jour du mois (1er septembre 1948 = 100).
(2) Institut d'observation économique.
(3) La base septembre 1948 = 100 correspond à un total de 13.065 F.
(4) Mai.

3° **COMPARAISON DES VARIATIONS DANS LE TEMPS DES SALAIRES ET DU COUT DE LA VIE**

a) **Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949.**

(Rapprochement simple des indices.)

N. B. — L'enquête du ministère du travail sur l'activité et les salaires ayant lieu au début de chaque trimestre, les indices des prix retenus sont les moyennes des deux mois encadrant les fins de trimestre.

(1949 = 100.)

PÉRIODES	INDICES des salaires. (France entière.)	INDICE d'ensemble des prix à la consommation familiale. (France entière.) (1).	INDICE du pouvoir d'achat du salaire horaire (2). (France entière.)
1950.			
Mars-avril	105	105	100
Juin-juillet	107	104	103
Septembre-octobre	115	110	104,5
Décembre-janvier	121	115	105
1951.			
Mars-avril	127,5	120,5	105,5
Juin-juillet	139	127	109
Septembre-octobre	156	133	117 (max.)
Décembre-janvier	160	143	112
1952.			
Mars-avril	162	146,5	110,5
Juin-juillet	163,5	142,5	114,5
Septembre-octobre	164	146	112
Décembre-janvier	164	146,5	111,5
1953.			
Mars-avril	166	144,8	112,8
Juin-juillet	167	144,5	113,5
Septembre-octobre	169	141	119,5
1954.			
Mars-avril	176	143,2	123
Juin-juillet	178,5	143,7	124,2
Septembre-octobre	178,7	143,1	124,9
1955.			
Mars-avril	186	144,8	128,5

(1) Cet indice combine celui de Paris (pondération 1) et celui de dix-sept grandes villes de province (pondération 4).
(2) Indice obtenu par division des deux indices précédents.
Source : I. N. S. E. E.

b) **Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951.**

On trouvera, seulement, ci-après, les résultats d'une étude de M. Sauvy basée sur une moyenne géométrique des indices du coût de la vie publiés par l'I. N. S. E. E. et l'institut d'observation économique pour la comparaison 1938-1949 et sur l'indice I. N. S. E. E. seul pour la comparaison 1949-1951. Pour les salaires, l'indice pondéré des salaires horaires de l'enquête semestrielle de l'I. N. S. E. E. a été retenu comme constituant la seule série homogène depuis 1938 s'appliquant à diverses professions. Diverses corrections ont été effectuées pour tenir compte du transfert de l'impôt cédulaire, de la prime de transport, de l'accroissement de la cotisation des salaires à la sécurité sociale, etc. Le salaire hebdomadaire tient compte de la modification de la durée du travail. Mais les résultats apportés laissent de côté la fraude sur les cotisations sociales légales et le retard de la progression des allocations familiales.

La simple division des résultats obtenus pour les salaires par les indices du coût de la vie donne les indices suivants de pouvoir d'achat :

SALAIRES	1949-1938		SEPTEMBRE 1951-1949.		SEPTEMBRE 1951-1938.	
	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.
Salaire horaire net masculin	56,2	61,5 à 63,3	110,5	102,4	62,1	62,9 à 64,8
Salaire horaire net deux sexes	60,3	66,0 à 67,9	110,5	102,1	66,6	67,5 à 69,5
Salaire hebdomadaire net	70.5	77,2 à 79,4	112,7	104,5	79,5	80,6 à 82,9
Salaire hebdomadaire plus allocations familiales	78,5	86,0 à 88,5	112,7	104,6	88,5	89,8 à 92,4
Salaire avec allocations familiales et assurances sociales	83,4	91,1 à 94,0	112,7	104,6	94,0	95,4 à 98,1

Observations

Les chiffres du 1er septembre 1951 s'entendent, il faut le rappeler, avant la revalorisation des salaires.

Une étude plus complète devrait tenir compte de l'accroissement des charges d'accidents du travail, congés payés, etc., mais aussi de l'augmentation de la production, de l'accroissement plus élevé des prix des objets vendus par l'industrie par rapport au coût de la vie, de la charge fiscale, etc.

Pour les salaires non touchés par l'enquête de l'I. N. S. E. E. (mines, services publics, employés de l'industrie et du commerce, agriculture), les aperçus suivants peuvent être donnés:

Mines (ensemble).

Indice du salaire moyen journalier, prime de résultat incluse: (1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... 2.230
Ouvrier du jour..... 2.140

Indice des salaires payés charges sociales comprises.

Ouvrier du fond..... 2.610
Ouvrier du jour..... 5.520

Pouvoir d'achat journalier compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en province: (1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... de 94 à 96.
Ouvrier du jour..... de 90 à 92.

(Situation plus favorable en valeur relative que la moyenne.)

c) **Evolution, depuis 1938, des salaires horaires région parisienne (industrie des métaux) et des salaires horaires et charges annexes (construction électrique).**

Salaire horaire (métaux région parisienne).

(T = au temps. — R = au rendement.)

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1949		1952	
	T.	R.	T.	R.
1. Manœuvre ordinaire homme:				
Salaire horaire.....	70,95	73,40	121,15	126,50
Indice 1938=100.....	860	839	1.468	1.446
2. Manœuvre ordinaire femme:				
Salaire horaire.....	69,30	72,13	117,75	123
Indice 1938=100.....	969	»	1.647	»
3. Ajusteur:				
Salaire horaire.....	101,72	113,20	176,80	190,95
Indice 1938=100.....	892	940	1.551	1.585
4. Lamineur à froid:				
Salaire horaire.....	»	96,90	»	166,80
Indice 1938=100.....	»	881	»	1.516
5. Mouleur à main:				
Salaire horaire.....	103,90	121,50	172,60	200,15
Indice 1938=100.....	949	996	1.576	1.640

DÉSIGNATION	1953		1954	
	T.	R.	T.	R.
1. Manœuvre ordinaire homme:				
Salaire horaire.....	124,8	132	131	138,3
Indice 1938=100.....	1.513	1.509	1.591	1.581
2. Manœuvre ordinaire femme:				
Salaire horaire.....	121,7	128,5	128,3	133,5
Indice 1938=100.....	1.702	»	1.794	»
3. Ajusteur:				
Salaire horaire.....	184	197,9	195,9	208,6
Indice 1938=100.....	1.624	1.643	1.710	1.738
4. Lamineur à froid:				
Salaire horaire.....	»	176	»	181,6
Indice 1938=100.....	»	1.600	»	1.678
5. Mouleur à main:				
Salaire horaire.....	180,2	203,7	88,5	214,3
Indice 1938=100.....	1.646	1.695	1.722	1.757

Salaire horaire et charges annexes (construction électrique).

(1938 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954
1. Indice du salaire horaire brut	1.011	1.724	1.775	1.877
2. Indice du salaire horaire brut plus charges annexes.	1.250	2.119	2.233	2.348

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

V. — SALAIRES — PROFITS — REVENUS

1° SALAIRES

N. B. — Sont données ici des observations concernant les indices des taux des salaires horaires publiés par le ministère du travail, et l'indice total des salaires publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, d'après les travaux de la direction des prix.

a) **Indice des taux des salaires horaires.**

(Ministère du travail) (1).

1. Indice d'ensemble

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

	I (1er janv.)	IV (1er avril)	VII (1er juillet)	X (1er octobre)	Année
1951.....	351	374	407	458	410
1952.....	470	475	479	481	478
1953.....	481	486	488	493	489
1954.....	500	516	521	522	522
1955.....	539	543			

Moyenne: 1949 = 292.

(1) L'enquête du ministère du travail porte sur les taux des salaires des ouvriers de plus de dix-huit ans payés à l'heure, dans des établissements de plus de dix salariés.

2. — Indices par secteur

Production des métaux.

	I	IV	VII	X
1953:	468	464	468	470
1954:	478	489	498	506
1955:	519	519		

Moyenne: 1949 = 301.

Industrie chimique.

	I	IV	VII	X
1953:	497	503	505	510
1954:	520	535	542	543
1955:	559	569		

Moyenne: 1949 = 294.

Bâtiment.

	I	IV	VII	X
1953:	442	449	454	455
1954:	460	468	472	473
1955:	486	489		

Moyenne: 1949 = 265.

Industrie textile.

	I	IV	VII	X
1953:	515	521	521	525
1954:	532	549	553	554
1955:	572	576		

Moyenne: 1949 = 311.

Cuirs et peaux.

	I	IV	VII	X
1953:	455	460	458	493
1954:	470	493	497	496
1955:	517	520		

Moyenne: 1949 = 286.

Transports.

	I	IV	VII	X
1953:	475	479	480	482
1954:	493	511	516	515
1955:	529	531		

Moyenne: 1949 = 287.

Papier-carton.

	I	IV	VII	X
1953:	496	502	502	512
1954:	520	541	544	547
1955:	566	570		

Moyenne: 1949 = 295.

Commerces alimentaires.

	I	IV	VII	X
1953:	507	507	506	519
1954:	528	550	555	557
1955:	576	580		

Moyenne: 1949 = 300.

3. Indices suivant le sexe et la qualification

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

1. — *Hommes.*

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1953:	503	507	509	514
1954:	521	550	553	554
1955:	576	580		

Manœuvres spécialisés.

	I	IV	VII	X
1953:	484	489	491	495
1954:	503	521	525	527
1955:	544	548		

Ouvriers spécialisés.

	I	IV	VII	X
1953:	464	469	471	476
1954:	482	493	498	499
1955:	512	517		

Ouvriers qualifiés.

	I	IV	VII	X
1953:	450	456	458	462
1954:	468	476	481	482
1955:	492	497		

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

2. — *Femmes.*

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1953:	556	557	559	566
1954:	580	618	624	623
1955:	654	656		

Manœuvres spécialisées.

	I	IV	VII	X
1953:	533	537	537	543
1954:	554	581	585	586
1955:	611	614		

Ouvrières spécialisées.

	I	IV	VII	X
1953:	498	502	503	507
1954:	513	533	537	539
1955:	559	562		

Ouvrières qualifiées.

	I	IV	VII	X
1953:	480	484	486	491
1954:	494	510	518	518
1955:	537	539		

Source: Ministère du travail.

Indices moyens annuels.

(Janvier 1946 = 100.)

ANNEES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	548	489
1954	506	559	522

Source: Ministère du travail.

b) **Indices professionnels des salaires horaires.**

1. Indice des salaires horaires par activité collective

(France entière) (1).

(1949 = 100.)

Construction électrique et mécanique (région parisienne).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	170,6	171,3	173,4	176,9
		173,4		
1954	178,5	182	184	187
		183		
1955	189	193		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 168,5.)

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.

Fonderie.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	160,4	162	164	165,4
		163,7		
1954	167	169	171 (1)	174
		171		
1955	178	183		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 161,1.)

Grosse forge.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	173,4	170,1	171,8	172,1
		171,9		
1954	172	171	172 (1)	179
		174		
1955	181	185		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 175.)

Industrie de la laine (2).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	167	166	175	168
		168,1		
1954	178	173	177	176
		176		
1955	176	181		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 156.)

Industrie du coton (2).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	195	194,2	202	198
		196,8		
1954	200	204	205 (1)	211
		206		
1955	212	209		

(Moyenne mensuelle: 1952 = 189,2.)

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par profession

(Métaux, région parisienne) (3).

Ajusteur.

	I (Janvier.)		II (Avril.)		III (Juillet.)		IV (Octobre.)	
	T	R	T	R	T	R	T	R
1953	177	172	179	174	181	175	183	177
1954	187	179	190	182	192	185	196	188
1955	202	191	206	197				

Moyenne mensuelle: 1951 = T 146; Rt 140. — 1952 = T 171; Rt 169. — 1953 = T 180; Rt 175. — 1954 = T 193; Rt 184.

Modeleur-mécanicien.

1953	174	176	175	176	176	177	176	178
1954	178	183	179	186	182	190	184	195
1955	186	200	190	206				

Moyenne mensuelle: 1951 = T 140; Rt 141. — 1952 = T 171; Rt 172. — 1953 = T 175,6; Rt 177,3. — 1954 = T 181; Rt 190.

(1) Juin.
(2) Gains horaires bruts.
(3) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Mouleur à main.

1953	170 166	171 166	175 168	176 169
1954	178 172	181 174	181 177	184 179
1955	184 182	186 186		

Moyenne mensuelle: 1951 = T 139; R[t] 137. — 1952 = T 166; R[t] 165. — 1953 = T 173,6; R[t] 167,6. — 1954 = T 181; R[t] 176.

Lamineur à froid.

1953	» 179	» 179	» 182	» 184
1954	» 186	» 189	» 189	» 192
1955	» 194	» 195		

Moyenne mensuelle: 1951 = R[t] 144. — 1952 = R[t] 167. — 1953 = R[t] 181,6. — 1954 = R[t] 190.

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

3. INDICES DES SALAIRES HORAIRES PAR QUALIFICATION INDIVIDUELLE (1).

(Métaux. — Région parisienne.)

(1949=100.)

Manœuvre ordinaire.

Au temps:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	174	174	176	178
			176	
1954	180	183	184	188
			185	
1955	190			

Moyenne mensuelle: 1952=171.

Au rendement:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	175	178	181	183
			179,8	
1954	185	186	187	197
			188	
1955	197			

Moyenne mensuelle: 1952=172.

Manœuvre spécialisé. (Temps et rendement.)

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	170 (2)	173 (3)	173 (4)	175 (5)
1954	178 (2)	180 (3)	183 (4)	187 (5)
1955	190 (2)			

Moyenne mensuelle: 1954=182.

Professionnel. (Temps et rendement.)

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	175 (2)	177 (3)	178 (4)	180 (5)
1954	183 (2)	184 (3)	187 (4)	191 (5)
1955	194 (2)			

Moyenne mensuelle: 1954=186.

Ensemble des ouvriers.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1953	172 (2)	174 (3)	174 (4)	177 (5)
1954	180 (2)	182 (3)	184 (4)	189 (5)
1955	191 (2)			

Moyenne mensuelle: 1954=184.

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.
(2) Février.
(3) Mai.
(4) Août.
(5) Novembre.

Salaires horaires moyens (en francs) *dans l'industrie des métaux de la région parisienne.*

(Production annuelle.)

PÉRIODES	MANŒUVRE ordinaire (1).	MANŒUVRE spécialisé (2).	PROFESSIONNEL (2).	ENSEMBLE des ouvriers.	INDICE (base 100, moyenne 1938).
1929. — 1er trimestre..	3,68	4,85	5,73	5,06	48
1935. — 1er trimestre..	3,97	5,05	6,35	5,60	53
1939. — 1er trimestre..	8,10	10,55	12,00	(3) 11,02	104
1944. — 1er trimestre..	11,55	14,31	17,37	15,42	145
1945. — 1er trimestre..	19,20	22,71	26,56	23,91	225
1946. — 1er trimestre..	24,25	31,57	36,29	32,96	310
1949. — 1er trimestre..	69,25	88,10	105,82	94,32	888
1950. — 1er trimestre..	75,30	96,39	115,48	101,92	960
1951. — 1er trimestre..	90,10	110,90	132,77	117,60	1.107
1952. — 1er trimestre..	118,85	147,50	182,24	158,55	1.494
1953. — 1er trimestre..	123,25	154,50	190,49	165,77	1.561
1954. — 1er trimestre..	128,70	161,95	198,94	(4) 173,40	1.632
1955. — 1er trimestre..	135,6	172,7	211,1	184,1	1.736

Salaires calculés chaque trimestre par le « Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne » à partir des salaires horaires moyens des ouvriers dans chacune des professions des industries couvertes par le « Groupe ».

Ce sont ceux effectivement pratiqués pour les ouvriers masculins; ils comprennent les primes accordées aux salariés, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et de la prime de transport.

(1) Salaire au temps.
(2) Temps plus rendement.
(3) Moyenne 1938: 10.62 F.
(4) Moyenne 1954: 177 F.

Source: I. N. S. E. E.

c) **Indice total des salaires.**

(France entière.)

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la *Direction des prix*. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

1. CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1953	371	374	377	385
1954	389	395	399	406
1955	413	418		

Moyenne mensuelle: 1951 = 309. — 1952 = 365. — 1953 = 378,1. — 1954 = 397.

2. FONDERIE

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1953	349	352	355	360
1954	362	367	370	377
1955	383	392		

Moyenne mensuelle: 1951 = 297. — 1952 = 350. — 1953 = 355,7. — 1954 = 370.

3. GROSSE FORCE

(1949: moyenne mensuelle = 227.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1953	414	407	410	410
1954	411	411	413	427
1955	430	438		

Moyenne mensuelle: 1951 = 341. — 1952 = 405. — 1953 = 411. — 1954 = 416

Charges sociales.

(Taux des salaires dans la construction mécanique et électrique.)

(Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne, et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés).

(1949: moyenne mensuelle = 38,21.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1953	39,66	40,23	39,4	39,62
1954	39,78	40,05	39,28	39,81
1955	40,12	39,81		

Moyenne mensuelle: 1951 = 37,78. — 1952 = 38,92. — 1953 = 39,94. — 1954 = 39,53.

d) Salaires mensuels nets.

(Ensemble: professionnels et manœuvres.)

(En francs.)

Le salaire mensuel net est obtenu à partir des moyennes des salaires horaires, compte tenu de la durée du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation ouvrière à la sécurité sociale, de la surtaxe progressive, de la prime de transport à Paris et des prestations familiales.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	17.103	19.844	24.622	28.623	30.192	32.678
Père de 2 enfants	25.445	28.412	35.614	41.190	42.223	44.794
Père de 5 enfants (1)	40.445	43.767	54.974	62.750	64.014	67.956
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	73.937	15.608	19.863	22.884	23.555	25.253
Père de 2 enfants	24.337	23.106	29.259	33.690	34.974	36.031
Père de 5 enfants (1)	35.137	37.251	47.050	53.528	54.077	57.265

	1954				1955	
	I	IV	VII	X	I	IV
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	31.555	32.056	32.649	32.825	33.374	33.678
Père de 2 enfants	43.749	44.289	44.931	45.122	45.881	46.210
Père de 5 enfants (1)	66.864	67.404	68.046	68.237	70.631	70.967
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	24.468	24.927	25.386	25.515	26.067	26.142
Père de 2 enfants	35.150	35.633	36.122	36.260	36.990	37.341
Père de 5 enfants (1)	56.385	56.868	57.357	57.495	59.701	60.562

Source: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

(1) Dont deux enfants âgés de plus de dix ans.

Indice des salaires mensuels nets.

(1949 = 100.)

(Ensemble: professionnels et manœuvres) (1).

N. B. — Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

	Coefficient de raccordement pour base 100 en 1938.	1950	1951	1952	1953	1954
				(Moyenne.)		
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	(10,12)	116	145	169	175	191
Père de 2 enfants	(13,72)	112	140	162	167	176
Père de 5 enfants (2)	(16,74)	108	136	155	159	168
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	(12,80)	112	143	164	168	181
Père de 2 enfants	(17,67)	108	137	158	161	169
Père de 5 enfants (2)	(23,24)	106	134	152	154	163

	1954				1955	
	I	IV	VII	X	I	IV
Zone 0 p. 100:						
Célibataire	184	187	191	192	195	197
Père de 2 enfants	172	174	177	177	180	182
Père de 5 enfants (2)	165	167	168	169	175	175
Zone 7,50 p. 100:						
Célibataire	176	178	182	183	186	188
Père de 2 enfants	165	167	169	170	173	175
Père de 5 enfants (2)	160	162	163	164	170	172

Source: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

(1) Pondération: manœuvre = 1; professionnel = 3.
(2) Dont deux enfants âgés de plus de 10 ans.

e) Salaires des domestiques.

Salaires annuels (en francs) *du personnel domestique logé et nourri. Province.*

ANNÉES	CUISINIERS	VALETS de chambre.	CHAUFFEURS	CUISINIÈRES	FEMMES de chambre.	BONNES à tout faire.	FEMME de ménage ni nourrie ni logée (sal. hor.).
Octobre:							
1913	1.473	690	1.337	607	482	378	»
1935	8.648	4.648	6.209	4.473	3.511	2.965	2,58
1938	9.898	5.564	7.347	5.275	4.102	3.584	3,15
1943	19.270	11.840	15.060	10.500	8.640	6.945	5,95
1945	43.068	31.426	39.843	28.124	22.502	17.504	15,83
1946	67.060	47.594	57.545	56.503	44.284	35.906	23,82
1949	120.044	82.448	98.693	95.200	80.346	67.726	48,07
1950	131.480	100.740	120.348	102.600	84.348	73.860	59,15
1951	167.064	138.120	175.944	137.280	115.140	96.600	77,14
1952	171.084	149.784	186.468	147.684	125.760	110.460	87,48
1953	199.500	162.700	212.500	162.600	134.700	120.600	95,00
1954	218.000	179.000	227.000	176.000	149.000	137.000	108,00

Source: I. N. S. E. E.

Indice pondéré des salaires de domestiques.

(Octobre 1935 = 100.)

ANNÉES	FEMMES DE MENAGE	BONNES A TOUT FAIRE
Octobre:		
1935	100	100
1938	122	124
1943	233	231
1945	590	614
1946	942	1.353
1949	1.922	2.803
1950	2.364	3.251
1951	3.047	4.310
1952	3.379	5.004
1953	3.600	5.204
1954	4.090	6.000

Source: I. N. S. E. E.

f) Masse des salaires.

LES SALAIRES DÉCLARÉS DANS L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET CERTAINES PROFESSIONS LIBÉRALES EN 1951 ET 1952

(Non compris: l'agriculture, les gens de maison, la fonction publique; mais y compris le secteur industriel semi-public: E. D. F., G. D. F., S. N. C. F., Houillères.)

1° Nombre de déclarations, masse des salaires bruts (avant déduction de la cotisation salariée à la sécurité sociale) et effectifs par groupe d'activité.

ACTIVITÉS	NOMBRE de déclarations.		MASSE DE SALAIRES brute (en milliards).		COEFFICIENT de rotation du personnel (1).		EFFECTIFS au 31 décembre (en milliers).	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
B. Eau, gaz, électricité, distributions urbaines	662	650	54,2	70,2	125	»	115,6	122,3
C. Pétroles et carburants liquides	221	222	15,5	19,0	127	»	32,3	32,9
D. Combustibles minéraux solides	227	205	113,4	130,9	113	»	286,7	284,5
Energie (B à D)	1.110	1.077	183	220,1	365	»	434,6	439,7
E. Extraction de minerais divers et de matériaux de construction	3.779	3.882	30	44,9	141	»	92,6	110,2
F. Production de métaux	400	410	75,2	83,7	121	»	201,8	191,9
G. Industries mécaniques et électriques	61.488	63.298	529,6	625,6	139	»	1.434	1.413,7
H. Industries du verre	1.201	1.239	16	17,4	131	»	49,1	46,4
I. Céramiques et matériaux de construction	5.380	5.619	34,5	40,1	145	»	118,2	116,6
J. Bâtiment et travaux publics	83.983	88.773	223,7	281,5	202	»	868,9	889,1
K. Industries chimiques et caoutchouc	6.478	6.636	112,2	131,9	142	»	281,1	287,3
L. Industries agricoles et alimentaires	50.373	52.668	111,8	126,5	171	»	378,7	372,1
M. Industries textiles	13.881	13.760	194,1	203,6	132	»	705,8	669,6
N. Habillement et travail des étoffes	30.801	30.756	55,5	65,7	160	»	291	300,0
O. Cuirs et peaux	13.506	13.280	39,5	45,0	146	»	177,6	175,0
P. Industries du bois et de l'ameublement	18.604	18.994	38,4	47,5	150	»	168,6	164,5
Q. Papier et carton	2.244	2.292	32,5	34,4	132	»	100,9	96,7
R. Industries polygraphiques	9.109	9.269	49,7	62,2	141	»	138,5	138,9
S. Industries diverses	7.506	7.260	25,2	28,6	151	»	100,3	97,2
Industrie (E à S)	308.736	318.496	1.568	1.838,6	143	»	5.108	5.069,2
T. Transports	18.183	18.225	275,4	318,2	131	»	698,9	714,3
U. Commerces agricoles et alimentaires	74.376	77.424	85,3	100,9	148	»	326	335,9
V. Commerces non alimentaires	151.085	160.299	231,8	288,2	155	»	738,4	776,1
Commerce (U et V)	225.461	237.723	317	389,1	151	»	1.064,4	1.112,0
W. Banques, assurances, agences	15.099	15.005	95,4	105,7	124	»	218,9	214,7
X. Spectacles	3.795	3.919	10,6	11,4	230	»	38	41,3
Y. Hygiène	22.068	23.371	14,7	17,9	155	»	77,1	83,6
Z. Professions libérales et services administratifs privés	49.611	51.233	97,2	116,1	139	»	348,4	366,4
N. D. Non déclarés	1.784	1.492	1,8	1,7	185	»	7	5,3
Autres activités (W à Z et ND)	92.357	95.020	220	252,9	167	»	689,4	711,0
Toutes activités	645.817	670.541	2.563,2	3.018,9	150	»	7.995	8.046,2

(1) Le coefficient de rotation est le quotient multiplié par 100 du nombre de 1024 *bis* (nombre de salariés ayant été rémunérés par les déclarants dans le courant de l'année) par l'effectif au 31 décembre.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2° *Répartition (en pourcentage) des déclarations de la masse des salaires et des effectifs au 31 décembre selon les cinq grands secteurs d'activité en 1951 et 1952.*

ACTIVITÉS	DÉCLARATIONS		MASSE des salaires.		EFFECTIFS au 31 décembre.	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Energie (B à D).....	0,2	0,2	7,1	7,3	5,4	5,7
Industrie (E à S).....	47,8	47,4	61,2	61,0	63,9	63,0
Transports (T)	2,8	2,7	10,7	10,5	8,7	9,2
Commerce (U et V)..	34,9	35,5	12,4	12,8	13,4	13,2
Autres activités (W à Z et ND).....	14,3	14,2	8,6	8,4	8,6	8,3
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° *Répartition en 1952 des effectifs.*

Répartition (en pourcentage) des effectifs selon l'emploi individuel et l'activité collective.

EMPLOIS individuels.	ACTIVITÉ COLLECTIVE						
	Energie (B à D).	Industrie (E à S).	Transports (T.)	Commerce (U et V).	Autres activités (W à Z et A).	N. D.	Ensemble.
Apprentis	»	1,9	0,4	0,3	0,1	»	2,4
Ouvriers	4,2	48,2	5,0	4,6	1,7	»	63,7
Employés	0,7	7,0	3,0	6,2	4,0	»	20,9
Cadres moyens..	0,6	3,9	0,5	0,6	0,7	»	6,3
Cadres supérieurs	0,4	1,6	0,2	1,0	0,4	»	3,3
Gens de maison.	»	0,1	0,1	0,4	0,4	»	1,0
Professions libérales	»	0,1	»	»	0,4	»	0,6
Non déclarés....	0,1	0,8	0,3	0,1	0,5	»	1,8
Ensemble (y compris les N. D.).....	5,7	63,6	9,2	13,2	8,2	»	100

Source: I. N. S. E. E.

SALAIRES NETS

Salaires nets annuels moyens et variation par rapport à la moyenne correspondante de 1951.

EMPLOIS INDIVIDUELS	SALAIRES NETS annuels moyens (en milliers de francs).			VARIATIONS en pourcentage par rapport à la moyenne 1951.		
	Hommes.	Femmes.	H + F + ND	Hommes.	Femmes.	H + F + ND
Apprentis	103	80	98	8,0	4,0	7,7
Ouvriers	326	221	305	16,4	15,4	16,3
Employés	435	304	374	18,0	16,5	17,2
Cadres moyens	674	487	656	19,6	»	19,3
Cadres supérieurs.....	1.270	583	1.200	19,2	20,3	20,7
Gens de maison.....	318	160	211	20,5	17,6	18,5
Professions libérales..	715	300	522	»	»	»
Ensemble (y compris les ND).....	405	262	369	17,4	17,0	17,3

Source: I. N. S. E. E.

4° *Effectifs et salaires* (salariés à temps complet) 1952.

Effectifs (en années de travail) et masses de salaires nets des salariés à temps complet.

EMPLOIS INDIVIDUELS	HOMMES			
	Années de travail.		Masse de salaires nets.	
	En milliers.	En p. 100.	En milliards	En p. 100.
Apprentis	135,4	1,8	14	0,5
Ouvriers	3.821,7	50,8	1.247,5	44,9
Employés	837,3	11,1	364,8	13,1
Cadres moyens.....	430,5	5,7	290,1	10,5
Cadres supérieurs.....	222,4	3	282,4	10,2
Professions libérales...	22,5	0,3	16,4	0,6
Gens de maison.....	25	0,3	8	0,3
Non déclarés.....	100,2	1,3	46,6	1,7
Ensemble.....	5.595	74,3	2.269,4	81,8

EMPLOIS INDIVIDUELS	FEMMES			
	Années de travail.		Masse de salaires nets.	
	En milliers.	En p. 100.	En milliards	En p. 100.
Apprentis	41,1	0,6	3,3	0,1
Ouvriers	968,4	12,9	214,6	7,8
Employés	737,7	9,8	224,7	8,1
Cadres moyens.....	46,1	0,6	22,5	0,8
Cadres supérieurs.....	24,9	0,3	14,5	0,5
Professions libérales...	19,5	0,3	5,9	0,2
Gens de maison.....	52,6	0,7	8,4	0,3
Non déclarés.....	36,1	0,5	12,4	0,4
Ensemble.....	1.926,4	25,7	506	18,2

EMPLOIS INDIVIDUELS	ENSEMBLE (H + F + N D)				RAPPORT des effectifs féminins aux effectifs masculins (en p. 100).
	Années de travail.		Masse de salaires nets.		
	En milliers.	En p. 100.	En milliards.	En p. 100.	
Apprentis	176,6	2,4	17,3	0,6	30,3
Ouvriers	4.791,5	63,7	1.462,5	52,7	25,3
Employés	1.575,3	20,9	589,7	21,2	88,1
Cadres moyens.....	476,6	6,3	312,6	11,3	10,7
Cadres supérieurs.....	247,5	3,3	296,9	10,7	11,2
Professions libérales...	42,1	0,6	22	0,8	86,6
Gens de maison.....	77,6	1	16,4	0,6	210,5
Non déclarés.....	136,6	1,8	58,8	2,1	36
Ensemble.....	7.523,8	100	2.776,2	100	34,4

Répartition en pourcentage des salariés à temps complet selon la tranche de salaires pour chacun des grands groupes d'emploi.

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	HOMMES					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentages.	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000.....	3,7	3,0	212	2,2	3,2	23,2
De 150.000 à moins de 250.000	24,5	14,7			20	
De 250.000 à moins de 500.000	63,1	58,3	26,4	11,3	57	80,2
De 500.000 à moins de 1.000.000	8,7	24	61,6	35,2	16,1	96,3
De 1.000.000 à moins de 2.000.000.....	»	»	9,1	38,2	2,9	99,2
De 2.000.000 et plus...	»	»	0,7	13	0,8	100
Ensemble.....	100	100	100	100	100	

(1) Y compris les emplois non déclarés mais non compris les apprentis, les gens de maison et les professions libérales.

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	FEMMES					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentages.	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000	13,7	6,4	11,1	19,3	10,3	54,1
De 150.000 à moins de 250.000	57,1	31,3			44,1	
De 250.000 à moins de 500.000	28,7	55,7	49,4	40,2	40,9	95,3
De 500.000 à moins de 1.000.000	0,5	6,6	36,5	28,1	4,3	99,6
De 1.000.000 à moins de 2.000.000	»	»	2,8	10,8	0,1	100
De 2.000.000 et plus	»	»	0,2	1,6	»	
Ensemble	100	100	100	100	100	

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	N. D.					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentages	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000	5,8	4,6	3	3,9	5	31
De 150.000 à moins de 250.000	34	22,5			26	
De 250.000 à moins de 500.000	50,2	57,1	28,6	14,2	53	84
De 500.000 à moins de 1.000.000	2	15,8	59,2	34,4	13,2	97,2
De 1.000.000 à moins de 2.000.000	»	»	8,5	35,6	2,3	99,5
De 2.000.000 et plus	»	»	0,7	11,9	0,5	100
Ensemble	100	100	100	100	100	

(1) Y compris les emplois non déclarés mais non compris les apprentis, les gens de maison et les professions libérales.

Source: I. N. S. E. E.

g) Salaires agricoles en 1953 et 1954.

1. Nombre de salariés

(Enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.)

Permanents: 750.000 en 1954 (contre 800.000 en 1952 et 750.000 en 1953), dont 14 p. 100 membres de la famille de l'exploitant et 15 p. 100 de femmes.

Autres: En 1952, le nombre des saisonniers était estimé, par le ministère de l'agriculture, à 450.000, dont 200.000 assimilables aux permanents par la durée de leur travail; les autres représentent l'équivalent de 100.000 permanents environ, soit au total l'équivalence de 300.000 permanents.

Au total, *un peu plus d'un million d'emplois permanents.*

Le nombre des exploitations occupant un salarié serait en faible augmentation depuis 1952, celui des exploitations occupant de deux à plusieurs salariés représente en pourcentage 26,4 des exploitations, contre 31,8 en 1951.

Au total, 380.000 exploitations utiliseraient de la main-d'œuvre salariée en 1954.

N. B. — Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. de 1953 et 1954):

	1953	1954
Personnel de direction	2,7	2,5
Ouvriers qualifiés	29	28,5
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1
Servantes de ferme	11,1	11,1
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	
		2,7
		8,1
	100	100

2. Salaires

(Avantages en nature exclus, enquête de l'I. N. S. E. E.)

Salaire mensuel moyen, toutes catégories.

	1953	1954
Personnel logé et nourri	9.520 F	9.860 F (+ 3,5 0/0)
Personnel ni logé ni nourri	18.840 F	20.200 F (+ 7 0/0)

Répartition selon le mode de rémunération.

	1953	1954
Personnel logé et nourri	58,8 0/0	59,4 0/0
Personnel logé	17,5	18,4
Personnel nourri	8,2	7,5
Personnel ni logé ni nourri	15,5	14,7
	100	100

3. Revenu global des salariés agricoles

(1952-1953 et 1953-1954.)

	1952-1953 — Milliards de francs.
Salaires en espèces:	
Salariés nourris et logés:	
694.000 à 111.600 F par an	77
Salariés nourris seulement:	
147.500 à 192.000 F par an	28
Salariés logés seulement:	
111.000 à 131.000 F par an	14
Salariés ni logés ni nourris:	
147.500 à 216.000 F par an	32
Total	150
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	35
Total	65
Total général	215

N. B. — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature, les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 245 milliards de francs.

Evaluation 1953-1954.

	Milliards de francs.
Salariés nourris:	
Hommes: 530.000 à 125.000 F	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 235.000 F	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture	30
Total	60
Total général	227

Source: I. N. S. E. E. (Revenu de l'agriculture en 1953-1954.)

2° AUTRES REVENUS

a) Evolution du revenu de l'agriculture.

1. Evolution globale

Estimation grossière (milliards de francs) (1).

DÉSIGNATION	1937-1939	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954
Recettes	81	465	830	1.240	1.405	1.500	1.650	1.940	2.100	(1) 2.455
(Indices)	(100)	(575)	(1.025)	(1.530)	(1.735)	(1.852)	(2.037)	(2.395)	(2.580)	(2.660)
Dépenses	19	70	140	235	355	390	450	570	590	(1) 640
(Indices)	(100)	(368)	(737)	(1.237)	(1.868)	(1.842)	(2.368)	(3.000)	(3.105)	(3.210)
Revenu net	62	395	690	1.005	1.050	1.110	1.200	1.370	1.510	1.515
(Indices)	(100)	(637)	(1.113)	(1.621)	(1.694)	(1.790)	(1.935)	(2.210)	(2.419)	(2.490)

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

Définitions

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.

Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.

Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation:

1937-1939	18,5	1948-1949	315	1951-1952	385
1945-1946	155	1949-1950	325	1952-1953	415
1946-1947	250	1950-1951	335	1953-1954	405
1947-1948	335				

Part du revenu net (pourcentage):

1937-1939	28,3	1948-1949	30	1951-1952	28,1
1945-1946	39,2	1949-1950	29,3	1952-1953	27,7
1946-1947	36,2	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1947-1948	33,3				

(1) La marge d'erreur est importante. Ainsi, pour 1953-1954, les recettes réelles peuvent se situer entre 2.000 et 2.500 milliards, avec toutefois probabilité que les évaluations pèchent plutôt par défaut. Pour les dépenses, la marge d'erreur est d'un ordre de grandeur voisin. Le chiffre réel pourrait s'inscrire entre 500 et 725 milliards de francs.

Répartition du revenu net.

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954
Propriétaires	7	15	40	65	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150
Salariés	10,5	75	110	140	150	160	175	205	215	225
Exploitants	44,5	305	540	800	790	840	965	1.010	1.125	1.170
Ensemble	62	395	690	1.005	1.050	1.110	1.200	1.370	1.500	1.545

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.

Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes

Répartition des recettes totales par produits.

(autoconsommation comprise).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Produits végétaux.											
Blé	14,5	18,9	16,8	5,6	7,2	4,8	10,1	11,7	10,0	10,5	11,0
Betteraves industrielles	2,7	2,2	2,3	1,1	1,5	1,5	2,8	2,0	3,3	3,0	2,4
Pommes de terre	4,2	3,9	4,1	5,4	4,8	5,0	2,1	4,9	3,0	2,6	3,8
Légumes frais	9,2	8,5	8,9	10,8	9,6	8,9	6,1	7,7	6,1	7,2	7,7
Légumes secs	0,5	0,8	0,6	0,9	0,6	0,8	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5
Fruits	3,4	3,2	3,3	3,2	3,6	4,0	3,2	3,7	3,0	3,1	3,6
Vin	12,5	11,1	11,7	12,9	11,4	13,3	12,1	11,7	10,0	9,0	7,4
Autres	4,2	4,5	4,3	2,6	4,8	4,4	4,6	4,7	4,6	4,9	5,0
Total (arrondi)	51	53	52	42	43	43	42	47	41	41	41
Produits animaux.											
Viande	22,8	22,4	22,6	30,1	28,9	32,3	31,3	24,3	29,2	29,6	29,4
Lait	13,9	13,0	13,5	9,0	9,4	10,1	13,9	16,0	17,0	16,2	16,0
Volailles et lapins	7,3	7,3	7,3	10,8	10,2	7,7	7,5	7,0	7,3	7,7	7,2
Œufs	4,5	4,1	4,3	7,5	7,2	6,9	5,3	5,7	5,2	5,2	5,5
Total (arrondi)	49	47	48	58	57	57	58	53	59	59	59

Source : I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

Analyse détaillée des dépenses de 1937-1938 à 1952-1953.

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100.

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	1,5	5	9	9	8	9	13	15
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	5,5	14	15	40	55	60	80	82
Engrais	2,7	3,15	2,9	7	18	35	55	60	70	90	90
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	1	3	5	5	8	10	18	16
Carburants	0,35	0,45	0,4	2	6	7	19	30	28	30	30
Electricité	0,15	0,15	0,15	0,5	1	4	5	6	7	10	15
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	0,5	1	3	6	6	7	11	11
Divers	0,3	0,3	0,3	1	2	4	5	7	8	10	10
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	19	50	80	145	180	200	260	270
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	4	6,5	6	10	11	13	15	17
Entretien	3,8	4,25	4,0	28	40	60	70	70	85	100	105
Assurances	0,8	0,9	0,9	4	7	10	12	18	20	25	25
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	5	10	15	20	15	20	25	30
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	1,5	2,5	5	6	8	10	13	15
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	1	2	4	6	8	10	10	10
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	44	70	100	125	130	160	190	200
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	7	20	55	85	80	90	120	120
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	70	140	235	355	390	450	570	590

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

Source : I. N. S. E. E.

N. B. — *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Matières	46	46	46	27	36	34	41	46	44	46	46
Travaux et services	35	38	37	63	50	43	35	33	36	33	34
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	10	14	23	24	21	20	21	20

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Alimentation du bétail	22	20	21	8	10	6	11	14	13	14	14
Engrais	15	16	15	10	13	15	16	15	16	16	15
Carburants	2	2	2	3	4	3	5	8	6	5	5
Machines agricoles et tracteurs.	10	8	9	4	6	16	17	14	13	14	14

Source : I. N. S. E. E.

4. Rapports

1° *Rapport entre recettes et dépenses totales* (pourcentage) (1).

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
50	45	48	36	37	38	46	46	48	51	49

(1) On ne constate guère de changement par rapport à l'avant-guerre.

2° *Rapport entre recettes et dépenses d'exploitation + salaires* (pourcentage).

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
38	34	36	31	30	30	35	37	38	40	39

Les dépenses d'exploitation et les salaires payés absorbaient 36 p. 100 des recettes avant la guerre ; on trouve 36 p. 100 pour la moyenne des cinq dernières campagnes. Il y a donc eu remplacement de salaires par des achats de moyens de production.

3° *Rapport entre recettes et consommation familiale* (pourcentage).

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
23	22,5	22,5	33,5	30	27	22,5	21,5	20,5	20	20

4° *Rapport entre salaires et recettes* (pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Salaires globaux.											
Recettes totales	11	12	13	16	13	11	11	11	11	11	10
Salaires en monnaie.											
Recettes en monnaie	13	11	12	16	12	10	9	9	9	9	9

5° *Rapport entre salaires et dépenses d'exploitation* (0/0) (1).

CAMPAGNES	SALAIRES Dépenses.	CAMPAGNES	SALAIRES Dépenses.
1937-1938	57	1947-1948	60
1938-1939	54	1948-1949	42
Moyenne d'avant-guerre	56	1949-1950	41
1945-1946	107	1950-1951	39
1946-1947	79	1951-1952	36
		1952-1953	36

(1) Les dépenses d'exploitation ne comprennent pas les salaires.

Source: I. N. S. E. E.

c) **Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales.**
(Affaires faites en cours d'année.)

1. Chiffre global déclaré (brut):

	1950	1951	1952	1953
	(1.000 milliards de francs.)			
	14,4	19,3	21,35	22,15
		(18,5) (1)		

2. Volume réel des affaires

	1950	1951	1952	1953
	(1.000 milliards de francs.)			
Variations des prix (moyennes géométriques des indices gros et détail)	109,7	134,1	141,5	141,5
Valeur à prix constants (1949).	13,1	14,4	14,8	15,65
		(13,8) (2)		

3. Progrès en pourcentage (ordre de grandeur).

	+ 10 0/0	+ 7 0/0	+ 6 0/0
Evolution du nombre des redevables	(+ 3 0/0)	(— 1 0/0)	(+ 1 0/0)
Progrès net	(+ 7 0/0)	(+ 8 0/0)	(+ 5 0/0)

(1) La comparaison entre 1951 et 1952 doit se faire en déduisant du chiffre d'affaires de 1951, soit 19,3, un total de 834 milliards de francs relatifs aux commerces des viandes et au commerce de gros des boissons (création des taxes uniques qui font échapper à la statistique ces commerces).

(2) Viandes et vins en gros exclus en 1952.

4. Répartition

DÉSIGNATION	CHIFFRE D'AFFAIRES total déclaré. — Pourcentage.			AFFAIRES SOUMISES aux taxes à la production (taux réunis). — Pourcentage.			MONTANT des taxes payées. — Pourcentage.		
	1951	1952	1953	1951	1952	1953	1951	1952	1953
a) Produits agricoles et alimentaires (1)	26	23	23	21	13	14	24	18	18
b) Métaux	20	22	23	21	28	27	22	25	26
c) Textiles	15	13	12	15	14	13	15	13	13
d) Construction	10	11	11	10	11	11	10	11	11
e) Transports	4	5	4	6	7	7	5	6	5
f) Energie	3	5	4	2	3	3	2	3	3
Total (par rapport à l'ensemble des activités).	78	78	78	75	76	75	78	76	76

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

c) **Bénéfices industriels et commerciaux.**
Exercices clos (1).

	1951	1952
	(1.000)	
1. Nombre d'entreprises déclarées:		
Régime forfaitaire	1.248	1.272
Bénéfice réel	432	444
	1.680	1.716

	1951	1952
	Milliards de francs.	
2. Bénéfice fiscal:		
Régime forfaitaire	394	466
Bénéfice réel	784	845
	1.178	1.311

Source: Ministère des finances.

(1) Déclarations en 1952 et 1953.

VI. — CONSOMMATION

1. Indice du volume de la consommation

Le calcul d'un *indice du volume des biens et services de consommation* achetés en France par l'ensemble des particuliers est très délicat.

Il inclut les achats pour stockage effectués par les particuliers et les achats étrangers séjournant en France. Par l'appel à des sources nombreuses et imparfaites, il conduit, précise l'institut national de la statistique et des études économiques, à de simples estimations. Celles-ci sont spécialement incertaines pour l'alimentation et les services.

Sur la *base* 100 *en* 1938, les indices ci-après peuvent être donnés pour les semestres des années 1950 et 1951, la pondération adoptée étant basée sur l'« estimation du revenu national français » publiée en 1947 par le commissariat général au plan :

Indice du volume des biens et services de consommation.

(Base 100 en 1938.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATIONS	1949	1950	1951	1952	1953
Alimentation	48	98	100	103	101	108,5
Chauffage, éclairage (1)	3,4	107	112,5	122	126	128
Carburants (2)	1,8	80	105	108	124	135
Textiles, cuirs	11,5	96	105	102	100	104
Automobiles (3)	1	64	95	124	157	159
Autres articles manufacturés (4)	10,8	100	109	124	130	137
Logement (5)	7,5	95	96	97	98	99
Autres services (6)	16	106	107	107	108	109
Indice général	100	99,9	103,5	106,5	108	112
Pourcentage	.....	»	+ 4,5	+ 3	+ 1,5	+ 4

(1) Consommation d'électricité pour usages domestiques divers inclus.

(2) Carburants = vente d'essence à la clientèle civile.

(3) Automobile = immatriculation de véhicules neufs (voitures particulières).

(4) = Meubles, articles de ménage, horlogerie, récepteurs, bicyclettes et motos, articles de voyage, sport, musique, produits d'entretien, savon, parfumerie, tabac, livres, journaux, produits pharmaceutiques.

(5) L'indice 100 ne signifie pas satisfaction des besoins : il correspond très approximativement à une situation déjà déficitaire (1938) et ne tient pas compte de l'augmentation de la population et de son déplacement dans les villes.

(6) Voyages en chemin de fer, autocars et moyens de transport urbains, entretien des voitures P. T. T., blanchisserie, teinturerie, soins personnels, médicaux, pompes funèbres, justice, notariat, spectacles, banques et assurances, hôtellerie, services domestiques, entretien des logements (estimation).

L'indice d'ensemble traduirait donc un progrès de l'ordre de 4 p. 100 en 1950, par rapport à 1938, et de 3 p. 100 entre 1950 et 1951. La progression n'est que de 1,5 p. 100 en 1952.

Consommation par tête d'habitant.

(1938 = 100).

	1949	1950	1951	1952	1953
Indice	100	102,5	105,5	106,5	110
Accroissement annuel (pourcentage)	»	+ 3,5	+ 2	+ 1	+ 3,5

Source : I. N. S. E. E.

N. B. — On trouvera ci-après (comptabilité nationale) une analyse détaillée du volume et de l'emploi des ressources nationales de 1949 à 1952.

2. Dépenses de consommation des ménages

(Enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. de novembre-décembre 1951.)

a) *Décomposition du budget, en pourcentage, suivant le type de ménage et la catégorie sociale du chef de ménage.*

1. — Paris.

DÉSIGNATION	ENSEMBLE	TYPE DE MÉNAGE					CATÉGORIE SOCIALE DU CHEF DE MÉNAGE						
		Un adulte.	Deux adultes.	Trois adultes.	Deux adultes et un enfant.	Deux adultes et deux enfants.	Industriels et commerçants.	Cadres supérieurs et professions libérales.	Cadres moyens.	Employés.	Ouvriers.	Personnel de service.	Sans activité.
Alimentation	47,9	49,8	49,1	49,9	48,0	43,9	46,3	40,0	45,3	50,1	58,2	55,5	50,6
Habillement	9,9	7,1	9,3	11,0	11,3	11,7	8,3	11,4	11,2	10,2	9,1	7,7	7,9
Habitation	12,2	14,3	12,8	10,1	11,2	15,2	9,6	13,4	12,0	12,5	10,3	7,2	14,1
Hygiène et soins	5,7	8,5	6,3	4,7	5,4	4,2	4,9	5,3	5,3	5,7	5,4	10,1	7,0
Dépenses diverses	24,3	20,3	22,5	24,3	24,1	25,0	30,9	29,9	25,9	21,5	17,0	19,5	20,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	15.500	5.850	12.880	16.490	16.500	22.560	19.870	27.600	17.870	14.710	11.760	6.860	10.540

2. — Province (17 villes, sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	ENSEMBLE	TYPE DE MÉNAGE					CATÉGORIE SOCIALE DU CHEF DE MÉNAGE						
		Un adulte.	Deux adultes.	Trois adultes.	Deux adultes et un enfant.	Deux adultes et deux enfants.	Industriels et commerçants.	Cadres supérieurs et professions libérales.	Cadres moyens.	Employés.	Ouvriers.	Personnel de service.	Sans activité.
Alimentation	52,5	49,7	52,0	51,1	53,8	52,6	48,2	41,1	49,5	52,6	60,2	66,7	53,6
Habillement	9,9	7,5	9,3	10,5	10,3	10,1	9,6	11,2	11,1	10,6	9,4	8,5	7,7
Habitation	12,8	15,2	13,4	13,0	13,0	12,9	13,3	13,4	13,8	12,6	11,2	10,8	16,3
Hygiène et soins	5,5	7,6	6,4	4,8	5,9	5,2	5,9	5,3	6,4	5,8	4,9	4,1	6,1
Dépenses diverses	19,3	20,0	18,9	20,6	17,0	19,2	23,1	29,0	19,2	18,4	14,3	9,6	16,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	12.140	5.460	9.810	13.760	12.250	13.900	14.050	22.460	14.910	12.760	10.880	6.570	7.160

b) *Décomposition du budget en pourcentage suivant le niveau de vie.*

(Les niveaux de vie des ménages sont classés en ordre croissant de 1 à 5, suivant les dépenses du ménage.)

1. — Paris.

DÉSIGNATION	CATÉGORIE DE NIVEAU DE VIE				
	1	2	3	4	5
Alimentation	65,3	60,9	50,9	45,9	38,5
Habillement	6,6	7,9	8,7	11,3	11,4
Habitation	12,2	11,6	11,7	11,9	12,9
Hygiène et soins	4,3	5,8	6,6	5,4	5,6
Dépenses diverses	11,6	13,8	22,1	25,5	31,6
Total	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	7.210	9.470	11.490	18.540	27.970
Dépense hebdomadaire moyenne (en francs) par unité de consommation (1).	3.340	4.550	6.170	8.200	12.700

(1) Unités de consommation: premier adulte = 1 unité; chaque autre adulte = 0,7 unité; enfant = 0,8 unité.

2. — Province.

DÉSIGNATION	CATÉGORIE DE NIVEAU DE VIE				
	1	2	3	4	5
Alimentation	66,3	60,9	56,4	53,1	41,5
Habillement	7,0	9,0	10,1	10,4	10,7
Habitation	12,7	12,1	11,9	12,2	14,1
Hygiène et soins	4,9	4,5	5,3	6,0	6,1
Dépenses diverses	9,1	13,5	16,3	18,3	27,6
Total	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	6.180	9.800	11.980	12.650	19.300
Dépense hebdomadaire moyenne (en francs) par unité de consommation (1).	2.480	3.750	4.600	5.830	8.790

(1) Unités de consommation: premier adulte = 1 unité; chaque autre adulte = 0,7 unité; enfant = 0,8 unité.

N. B. — Les résultats sont de valeur assez inégale, assez limitée pour la catégorie « industriels et commerçants ». Le choix d'un échantillon de ménages vivant dans 17 grandes villes de province ne permet pas d'extrapoler les résultats obtenus à l'ensemble de la population française.

3° ÉNERGIE

Volume, forme et origines de l'énergie disponible.

(En millions de tonnes d'équivalent charbon) (1).

DÉSIGNATION	1929	1938	1946	1949	1950	1951	1952	1953
Charbon (production et importations nettes)	85,2	66,6	55,6	70,3	61,8	67,8	69,8	61,9
Electricité (production hydraulique et importations nettes)	4,4	7,1	8,6	8	11,1	14,8	15,7	14,7
Produits pétroliers (production des raffineries françaises + importations ou — exportations nettes)	3,6	8,6	5,7	11,6	13,1	16,4	17,2	18,3
Gaz naturel	»	»	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Ressource totale	93,2	82,3	70	90,2	86,3	99,3	103	95,2
Ressource par habitant (en tonnes)	2,28	2	1,74	2,17	2,06	2,35	2,42	2,22
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Production de la ressource totale constituée par chacune des origines d'énergie:								
Charbon	91,4	80,9	79,4	77,9	71,6	68,3	67,8	65
(Dont production française)	(62,4)	(67,8)	(81,6)	(69,4)	(79,6)	(73,3)	(73,5)	(80)
Electricité	4,7	8,6	12,3	8,9	12,9	14,9	15,2	15,5
(Dont production française)	(95,5)	(97,2)	(88,4)	(92,5)	(98,2)	(100)	(100)	(100)
Produits pétroliers	3,9	10,5	8,1	12,9	15,2	16,5	16,7	19,2
(Dont produit ou raffiné en France)	»	(88,4)	(52,6)	(100)	(100)	(100)	(100)	(100)
Gaz naturel	»	»	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
(Dont produit en France)	»	»	(100)	(100)	(100)	(100)	(100)	(100)
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Part de la production française	(61,6)	(72,7)	(80,1)	(75,7)	(85,2)	(81,9)	(83)	(87)

(1) Coefficient de conversion en charbon: houille (produits marchands): 1; houille (bas-produits) en lignite: 0,5; coke importé: 1,3; électricité: 0,7; produits pétroliers: 1,1; gaz naturel: 1,2.

Source: commissariat général au plan.

VII. — COMPTABILITE NATIONALE

1° REVENU NATIONAL D'APRES LA DEFINITION O. E. C. E.

DÉSIGNATION	1913	1938	1946	1947	1948	1949
a) Produit national brut au prix de marché	»	435	3.018	3 995	6.654	8.480
b) Revenu national net au coût des facteurs	50	360	2.596	3.303	5.430	6.640

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954 (Projet de budget.)	1955 (Projet de budget.) (Prévisions.)
a) Produit national brut au prix de marché	9.680	11.950	13.680	13.800	14.720	15.450
b) Revenu national net au coût des facteurs	7.510	9.160	10.310	10.470	»	»

Source : Commission des comptes de la nation.

2° EVOLUTION DU REVENU NATIONAL DE 1901 à 1953

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913 :

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs. Il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1938.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901	242	73	»	»	5,5
1902	240	73,1	»	»	5,8
1903	247	75,3	»	»	6
1904	267	81,4	»	»	6,5
1905	264	80,5	»	»	6,4
1906	270	82,3	»	»	6,5
1907	277	84,5	»	»	6,7
1908	279	85,1	»	»	6,7
1909	288	87,8	»	»	6,9
1910	288	87,8	»	»	6,9
1911	300	91,5	»	»	7,2
1912	328	100	»	»	7,8
1913	328	100	»	»	7,8
1920	270	82,3	»	»	6,9
1921	250	76,2	»	»	6,3
1922	304	92,7	»	»	7,7
1923	329	100,3	»	»	8,2
1924	381	116,1	»	»	9,4
1925	384	117,1	»	»	9,5
1926	401	122,2	»	»	9,8
1927	387	118	»	»	9,4
1928	410	125	»	»	9,9
1929	453	138,1	100	»	10,9
1930	447	136,3	98,7	»	10,7
1931	428	130,5	94,5	»	10,2
1932	398	121,3	87,8	»	9,5
1933	400	121,9	88,2	»	9,5
1934	392	119,5	86,5	»	9,3
1935	375	114,3	82,7	»	8,9
1936	371	113,1	81,8	»	8,8
1937	384	117	85	»	9,1
1938	380	115,8	83,9	100	9
1939	407	124,1	89,8	107	9,7
1940	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1941	266	81	58,7	70	6,7
1942	238	72,6	52,5	62,6	6
1943	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1944	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1945	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1946	315	96	69,5	82,9	7,8
1947	341	104	75,2	89,7	8,4
1948	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1949	414	126,2	91,4	109	9,9
1950	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1951	462	140,8	102	121,6	10,9
1952	470	143,3	103,8	123,7	11
1953	475	144,8	104,8	125	11,1

3° GRANDEURS CARACTERISTIQUES DE 1949 à 1953

a) Dépense nationale brute.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Indice des prix finaux	100	106,5	129	144	143,5
	(Francs constants 1949.)				
Consommation privée	5.720	6.100	6.250	6.410	6.470
Consommation publique	1.170	1.320	1.350	1.790	1.840
Formation brute de capital	1.630	1.620	1.690	1.440	1.320
Comptes extérieurs	— 40	50	— 30	— 140	— 30
Produit national ou dépense nationale brute :					
Total	8.480	9.090	9.260	9.500	9.600
Indice	100	107	109	112	113

b) Revenu des particuliers.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	(Francs constants 1949.)				
Salaires, traitements et retraites	3.020	3.250	3.320	3.450	3.510
Prestations de la sécurité sociale	630	695	760	820	850
Revenus de la propriété et de l'entreprise	2.290	2.420	2.450	2.410	2.410
Assistance	180	190	190	210	230
Divers	60	55	50	50	60
Total	6.180	6.610	6.770	6.940	7.060

N. B. — Le calcul donne des résultats *très approximatifs* car il est difficile d'appliquer à chaque article l'indice des prix correspondant. Par ailleurs, les revenus totaux et ceux de l'entreprise ont été obtenus après déduction des « provisions pour amortissement », dont le caractère est très incertain. Il y a donc lieu de faire *les plus expresses réserves sur ces résultats.*

En indices, on obtient les données suivantes :

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Salaires	100	108	110	114	116
Sécurité sociale	100	110	121	130	135
Propriété, entreprise	100	106	107	105	105
Ensemble	100	107	110	112	114

Le sens du mouvement ne paraît pas douteux, mais son intensité est beaucoup moins sûre.

Source : Conseil économique (rapport de mars 1954).

4° EVOLUTIONS SIGNIFICATIVES

a) **Parts de la production et des importations dans les ressources nationales**

(en pourcentage du total).

DÉSIGNATION	1938	1946	1947	1948	1949
Production nationale	89,6	87,3	87,5	89,1	89,1
Importations	10,4	12,7	12,5	10,9	10,9
Ressources nationales	100	100	100	100	100

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
Production nationale	89,3	87,8	87,8	87
Importations	10,7	13	12,2	13
Ressources nationales	100	100	100	100

Au total, les ressources nationales (production + importation) sont passées entre 1949 et 1953 de 8.750 à 9.935 milliards de francs 1949, soit un accroissement de 13,5 p. 100.

b) **Evolution des disponibilités pour la consommation privée**

(en milliards de francs 1949).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Alimentation	2.715	2.875	2.945	3.000	3.080
Biens industriels de consommation	2.035	2.205	2.365	2.355	2.400
dont:					
Non durables	500	525	580	585	590
Textiles	970	1.405	1.140	1.120	1.160
Durables	565	575	645	650	650
Services	890	915	925	960	965
Total	5.640	5.995	6.205	6.315	6.445
Variations d'une année sur l'autre (en pourcentage)	=	+6,3	+3,5	+1,9	+2,1
Part dans les ressources nationales (en pourcentage)	64,5	63,9	62,9	64,6	64,9

Source: Commissariat général au plan (rapport 1954).

5° ANALYSE DU PRODUIT NATIONAL NET (FRANCE METROPOLITAINE)

a) **Eléments constitutifs** (production finale appréciée à partir des livraisons à la fin du secteur productif).

Tableau I.

(Unité: milliard de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Consommation des particuliers (1)	317	2.920	4.800	5.530	6.240	7.670	8.920	9.100
Dépenses du secteur public (2)	59	650	840	1.160	1.390	1.720	2.560	2.630
Investissement intérieur net	1	240	500	730	740	920	800	450
Exportations de biens et services (3)	49	340	650	1.080	1.420	2.030	1.890	1.980
Importations de biens et services (3)	— 46	— 450	— 780	— 1.050	— 1.260	— 1.660	— 1.840	— 1.760
Produit national net	380	3.700	6.010	7.450	8.530	10.480	12.330	12.400

(1) Il s'agit de la consommation des particuliers résidant en France, y compris les dépenses de tourisme à l'étranger, mais non compris la consommation du personnel français en mission à l'extérieur du territoire métropolitain.

(2) Le secteur public est défini comme l'ensemble de tous les organismes administratifs de la nation. Il recouvre donc les services militaires et administratifs de l'Etat et des collectivités locales et les organismes de sécurité sociale. En revanche, en sont exclus tous les établissements publics à caractère industriel et commercial (postes, télégraphes et téléphones, fabrications d'armement, arsenaux, hôpitaux, etc.). Dans le tableau ci-dessus, les dépenses du secteur public comprennent la rémunération du personnel ainsi que les achats de biens et services qui peuvent être imputés à ce secteur. Elles ne comprennent donc ni les subventions aux entreprises, ni les crédits et dons distribués par l'Etat, ni les intérêts de la dette publique, ni les dépenses d'assistance.

(3) Les estimations présentées dans ces deux lignes ne sauraient être rapprochées directement des résultats de la balance des payements publics dans une autre partie de cet ouvrage (cf. chap. XXVII). En effet, la balance des payements présente les règlements effectués entre la zone franc et l'extérieur. Pour le calcul du produit national net, on cherche à évaluer les transactions entre la métropole, d'une part, l'étranger et les pays de la France d'outre-mer, d'autre part. Si nos échanges avec l'étranger sont déficitaires, nos opérations courantes avec les pays d'outre-mer présentent au contraire un solde excédentaire (cf. tableau IX). De plus, les postes considérés ici ne reprennent pas tous les éléments de la balance des payements courants. Ils comprennent les exportations et importations de marchandises (comptées F.O.B), les recettes et dépenses au titre du fret, du tourisme et des prestations de services, les revenus du capital et du travail ainsi que quelques éléments secondaires. Le contenu exact de ces rubriques est d'ailleurs conditionné par la définition très précise qui a été donnée du produit national net par les organismes internationaux.

Source: I. N. S. E. E. (annuaire 1953).

Eléments constitutifs du produit national net (en pourcentage) (1).

Tableau II.

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Consommation des particuliers	83	79	80	74	73	73	72	73
Dépenses du secteur public	16	17	14	16	16	16	21	21
Investissement intérieur net	»	7	8	10	9	9	7	4
Exportations nettes de biens et services	1	— 3	— 2	»	2	2	»	2
Produit national net	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Pour le contenu exact des rubriques, voir les notes du tableau I.
Source: I. N. S. E. E.

b) **Contrepartie** (frais acquittés par le secteur productif).

Tableau III.

(Unité: milliard de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Rémunération des salariés (1)	178	1.770	2.930	3.480	3.980	5.130	6.120	6.250
Revenus nets des agriculteurs (2)	50	650	820	840	890	1.000	1.430	1.460
Revenus distribués des autres entreprises individuelles (3)	59	670	1.090	1.290	1.470	1.720	1.950	2.000
Revenus des placements (4)	45	50	90	170	220	280	320	350
Revenus non distribués des entreprises	14	130	200	300	270	330	330	100
Revenu net du domaine public (5)	— 14	10	10	60	10	— 40	— 80	— 80
Impôts directs frappant les entreprises (6)	18	120	300	300	540	540	660	770
Revenu national	350	3.400	5.440	6.500	7.350	8.960	10.430	10.550
Impôts indirects (6)	42	390	770	1.140	1.380	1.750	2.120	2.140
Subventions aux entreprises (7)	— 12	— 90	— 200	— 190	— 200	— 230	— 220	— 290
Produit national net	380	3.700	6.010	7.450	8.530	10.480	12.330	12.400

(1) Ce poste comprend les salaires du secteur productif (cf. tableau IV), les traitements, retraites et allocations familiales versés dans le secteur public (y compris la rémunération du personnel en mission à l'extérieur) et les cotisations patronales aux divers régimes de sécurité sociale.

(2) Pour calculer les revenus des agriculteurs, on a évalué l'excès des recettes sur les dépenses d'exploitation (y compris les loyers et fermages pour les agriculteurs non propriétaires). A cette masse est ajoutée la valeur, aux prix à la production, des produits auto-consommés par les agriculteurs. Si les prix de détail étaient employés pour l'estimation de ce dernier poste, on aboutirait, pour 1950 par exemple, à une majoration de 300 milliards de francs.

(3) Les « autres entreprises individuelles » comprennent toutes les entreprises industrielles, artisanales et commerciales, non constituées en sociétés. Les professions libérales sont également classées dans ce groupe.

(4) Les revenus des placements comprennent les intérêts et dividendes perçus par les particuliers et les revenus de la propriété foncière et immobilière. Dans leur estimation, il est tenu compte de l'amortissement des bâtiments et immeubles. Ceci conduit à faire apparaître dans les années récentes un montant négatif pour les revenus des locaux d'habitation.

(5) Il s'agit de la différence entre les produits du domaine et les intérêts de la dette publique.

(6) Pour les calculs de comptabilité économique, on évalue la masse des impôts et taxes perçus pendant l'année au profit de l'Etat et des collectivités locales. Cette masse est alors divisée en trois parties: impôts indirects, impôts directs frappant les entreprises, impôts directs frappant les particuliers. Le contenu exact de ce dernier poste est précisé dans la note (3) du tableau VI.

(7) Ce poste ne comprend évidemment ni les subventions aux particuliers, ni les subventions de l'Etat aux collectivités locales ou établissements publics administratifs.

Source: I. N. S. E. E. (annuaire 1953).

c) **Analyse détaillée.**

1. Revenu des particuliers

Eléments constitutifs des revenus des particuliers (1).

Tableau IV.
(Unité : milliard de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Salaires versés dans le secteur productif (2).....	113	1.210	2.010	2.320	2.500	3.300	3.840	3.880
Traitements versés dans le secteur public (3)....	22	210	360	390	420	580	700	720
Revenus nets des agriculteurs exploitants (4)....	50	650	820	840	890	1.000	1.130	1.160
Revenus distribués des autres entreprises individuelles (4).....	59	670	1.090	1.290	1.470	1.720	1.950	2.000
Revenus des placements (4).....	45	50	90	170	220	280	320	350
Revenus du travail transférés de l'extérieur.....	»	10	30	30	30		— 10	»
Prestations sociales et retraites (5).....	12	340	550	750	950	1.200	1.450	1.500
Secours d'assistance distribués par l'Etat (6).....	13	90	190	170	190	240	290	330
Total des revenus distribués.....	314	3.230	5.140	5.960	6.760	8.320	9.670	9.940

(1) Il s'agit des particuliers qui résident en France à l'exclusion du personnel français en mission à l'extérieur.
(2) Ce poste comprend la masse des salaires versés dans l'industrie et le commerce, les rémunérations des salariés agricoles et gens de maison et les traitements et salaires du personnel des établissements publics à caractère industriel ou commercial (postes, téléphones et télégraphes, fabrication d'armement, hôpitaux, etc.). Il a été tenu compte de toutes les primes annexes. Les résultats sont relatifs aux salaires avant déduction de la cotisation ouvrière de sécurité sociale, mais après déduction de la retenue de 6 p. 100 sur les traitements des fonctionnaires (en vue de la retraite).
(3) Ce poste concerne le personnel civil et militaire du secteur public en France, y compris les employés de la sécurité sociale, mais non compris ceux des établissements publics à caractère industriel ou commercial. Les traitements s'entendent après déduction de la retenue de 6 p. 100 en vue de la retraite. Ils ne comprennent ni les allocations familiales, ni les retraites.
(4) Cf. notes du tableau III.
(5) Il s'agit de l'ensemble des prestations sociales versées par tous les régimes (régime général, agricole, mines, Société nationale des chemins de fer français, etc.). On a aussi compris dans ce poste les allocations familiales et retraites des fonctionnaires.
(6) Ce poste comprend principalement les pensions aux mutilés de guerre, anciens combattants et veuves de guerre, l'allocation aux vieux travailleurs, l'assistance médicale gratuite et les contributions publiques à l'entretien des hôpitaux et hospices.

Répartition des revenus des particuliers (1) *suivant leurs origines* (*en pourcentage*) (2).

Tableau V.

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Salaires versés dans le secteur productif.....	40	35	37	38	37	38	38	38
Traitements versés dans le secteur public.....	6	6	7	6	6	7	7	7
Revenus nets des agriculteurs exploitants (3)...	19	25	20	18	17	15	15	15
Revenus distribués des autres entreprises individuelles	16	19	20	20	21	20	19	19
Revenus des placements.....	12	2	2	3	3	3	3	3
Prestations sociales et retraites.....	3	10	10	12	13	14	15	15
Secours d'assistance distribués par l'Etat.....	4	3	4	3	3	3	3	3
Ensemble des revenus distribués.....	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Alors que dans les autres tableaux l'autoconsommation des agriculteurs avait été évaluée à l'aide des prix à la production, on a utilisé ici les prix de détail. Il semble, en effet, plus convenable d'opérer de cette façon lorsque l'on cherche à rapprocher les revenus des différentes classes sociales.
(2) Il s'agit, ici, d'une répartition des revenus d'après leur nature et non d'après la classe sociale à laquelle appartient le bénéficiaire.
(3) Pour la définition exacte des rubriques, se reporter au tableau IV.

2. Dépenses et épargne des particuliers (1)

Tableau VI.

(Unité: milliard de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Achats de produits alimentaires et de tabac (2)..	151	1.600	2.340	2.690	3.010	3.520	4.080	4.160
Achats de biens industriels non durables, consommation	28	200	360	480	530	710	860	880
Achats d'articles textiles et d'habillement, consommation	40	450	970	970	1.060	1.340	1.390	1.390
Achats d'autres biens durables	25	190	390	470	520	720	920	960
Dépenses pour fournitures de services	73	480	740	920	1.100	1.380	1.670	1.710
Impôts directs à la charge des particuliers (3)	10	60	170	130	200	230	260	320
Contributions personnelles de sécurité sociale	3	50	90	110	120	150	190	200
Epargne des particuliers	11	200	80	190	200	270	300	320
Total des revenus distribués	341	3.230	5.140	5.960	6.760	8.320	9.670	9.940

(1) Il s'agit des particuliers qui résident en France, à l'exclusion du personnel français en mission à l'extérieur.

(2) Y compris l'autoconsommation des agriculteurs, évaluée à partir des prix à la production.

(3) Cette rubrique comprend les impôts perçus au titre de la surtaxe progressive (ou de l'impôt général sur le revenu), les impôts sur les revenus des valeurs mobilières, les droits sur les successions, la contribution mobilière et les taxes assimilées, ainsi que divers droits d'enregistrement. Les autres impôts directs sont classés avec les impôts frappant les entreprises (voir tableau III).

Consommation.

Francs courants (milliards).

1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
317	2.920	4.800	5.530	6.240	7.670	8.920	9.100

Tableau VII.

Francs constants (milliards).

(Unité: milliard de francs constants 1949).

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Produits alimentaires commercialisés et tabac	2.480	1.900	2.100	2.400	2.540	2.610	2.670	2.780
Produits alimentaires autoconsommés (1)	320	350	290	290	290	290	290	290
Biens industriels non durables	450	380	410	480	510	550	570	590
Habillement et articles textiles	1.070	950	1.060	970	1.070	1.040	1.040	1.100
Autres biens durables de consommation	480	400	450	470	510	560	630	660
Services	880	830	880	920	940	950	960	960
Consommation des particuliers	5.680	4.810	5.220	5.530	5.860	6.000	6.160	6.380
Indice base 100—1949	102	87	94	100	106	108	111	115

(1) Evalués à l'aide des prix à la production.

3° INVESTISSEMENT INTÉRIEUR NET

Eléments constitutifs.

Tableau VIII.

(Unité : milliard de francs courants).

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Constructions neuves et travaux publics	25	240	540	720	760	1.050	1.270	1.250
Disponibilités d'équipement et d'outillage	38	410	700	770	910	1.240	1.370	1.370
Disponibilités de biens d'équipements neufs	63	650	1.240	1.490	1.670	2.290	2.640	2.620
Moins : Achats de biens d'équipements par l'Etat	— 15	— 140	— 140	— 190	— 260	— 340	— 630	— 640
Plus : Accroissement net des stocks	1	100	100	290	270	190	200	— 90
Investissement intérieur brut	49	610	1.200	1.590	1.680	2.440	2.210	1.890
Provisions pour amortissement et entretien	— 48	— 370	— 700	— 860	— 940	— 1.220	— 1.410	— 1.440
Investissement intérieur net	1	240	500	730	740	920	800	450

Financement.

Financement de l'investissement intérieur net.

Tableau IX.

(Unité : milliard de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Financement par le secteur public d'investissements en France	10	250	550	750	780	710	770	850
Moins : Déficit du secteur public	— 34	— 500	— 530	— 560	— 450	— 460	— 800	— 870
Contribution du secteur public au financement de l'investissement intérieur net	— 24	— 250	20	190	330	250	— 30	— 20
Revenus non distribués des entreprises	14	130	200	300	270	330	330	100
Epargne des particuliers	14	200	80	190	200	270	300	320
Prêts et dons nets de l'étranger	»	»	180	170	20	240	300	90
Moins : Prêts et dons nets de la métropole aux territoires d'outre-mer	— 3	160	20	— 120	— 80	— 170	— 100	— 40
Investissement intérieur net	1	240	500	730	740	920	800	450

Source : I. N. S. E. E. (Annuaire 1953).

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

Cadre de présentation.

	Pages.
1° *Population:*	
a) Taux de nuptialité dans quelques pays	599
b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays	599
c) Population mondiale totale	600
d) Population de l'Europe au 1er janvier 1953	600
e) Excédents démographiques mondiaux	600
f) Population active	600
g) Evolution 1850-1950	601
2° *Production:*	
a) Résultats agricoles	602
b) Production industrielle	605
c) Communauté européenne du charbon et de l'acier	612
3° *Activité de la main-d'œuvre:*	
a) Indice de l'emploi	614
b) Durée hebdomadaire du travail	614
c) Chômage	614
4° *Commerce extérieur:*	
a) Indices du quantum en volume	614
b) Indices de valeur unitaire	615
c) Opérations de l'Union européenne des paiements	615
d) Echanges extérieurs et produit national	616
5° *Transports:*	
a) Transports ferroviaires	616
b) Flotte marchande mondiale	617
c) Transports aériens	618
d) Parc automobile	618
6° *Prix et coût de la vie:*	
a) Indice des prix de gros	618
b) Indice du coût de la vie	619
c) Rapport du prix de détail alimentaire-coût de vie	619
d) Prix agricoles et prix généraux	619
e) Indices des matières premières	620
f) Indices des frets maritimes	620
7° *Salaires et revenus:*	
a) Salaires horaires ouvriers dans l'industrie	620
b) Rapport prix reçus-prix payés par les agriculteurs	620
8° *Consommations et commerce intérieur:*	
a) Laine	621
b) Coton	621
c) Acier	621
d) Consommation d'énergie par habitant	621
e) Produits pétroliers	622
f) Ration alimentaire par habitant	622
g) Volume de la consommation	622
h) Commerce intérieur	623
9° *Données monétaires et financières:*	
a) Cours des changes	623
b) Balance des payements	623
c) Réserves or-devises	626
d) Cours des actions industrielles	626
e) Pourcentage des dépenses publiques totales des Etats couvertes par des recettes fiscales	626
10° *Revenu national:*	
a) Estimations du revenu national	626
b) Indices du revenu national à prix constants	627
c) Indices du revenu par habitant à prix constants	627
d) Répartition du revenu national	627
e) Origine par branche d'activité	628
f) Evolutions particulières	629
g) Produit national brut par tête	629
11° *Logement et construction:*	
a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays	629
b) Indices de la construction	629
c) Indices des prix de gros des matériaux de construction	629
12° *Financement des investissements*	630

1° POPULATION

a) Taux de nuptialité dans quelques pays (p. 1.000) (1).

PAYS	1938	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	9,5	9,4	8,9	8,6
Australie	9	8,6	8	7,9
Autriche	13,3	8,2	7,8	7,8
Belgique	7,4	7,7	7,7	7,7
Canada	7,9	8,8	9	8,3
Espagne	4,5	7,7	7,6	8
France	6,7	7,4	7,2	7,2
Italie	7,5	7	7,1	7,3
Pays-Bas	7,7	8,4	8,2	8,3
Royaume-Uni	8,6	7,9	7,8	7,7
Suède	9,2	7,5	7,4	7,2
U. S. A	10,3	10	9,7	9,2

(1) Nombre de mariages enregistrés pour 1.000 personnes de la population correspondante au milieu de l'année.

Source: O. N. U.

b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays.

(P. 1.000.)

PAYS	1938		1953		1954	
	N.	M.	N.	M.	N.	M.
Allemagne occidentale	19,7	11,4	15,5	11	15,7	10,4
Australie	17,5	9,6	23,3 (1952)	119,4 (1952)	22,5	9,1
Autriche	13,9	14	14,8	12	14,7	12,1
Belgique	16	13,2	16,6	12,1	16,8	12,4
Canada	20,7	9,7	27,9	8,6	28,5	8,1
Espagne	20,1	19,3	20,6	9,7	20	9,1
France	14,9	15,8	18,8	13	18,7	11,9
Italie	(1) 23,8	14,1	17,5	9,9	17,6	9
Pays-Bas	20,5	8,5	21,8	7,7	21,6	7,5
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,9	11,4	15,6	11,4
Suède	14,9	11,5	15,4	9,7	14,6	9,6
U. S. A	17,6	10,6	24,7	9,6	24,9	9,2

(1) Territoires d'avant guerre.

c) **Population mondiale totale** (milieu de l'année.)

PAYS	ÉVALUATIONS En millions.				
	1920	1930	1940	1950	1953
Afrique	140	155	172	198	208
Amérique du Nord	208	244	277	218	351
Amérique du Sud				112	
Asie (1)	970	1.047	1.176	1.321	1.364
Europe	328	355	380	393	402
Océanie	8,8	10,4	11,3	13	14
U. R. S. S. (2)	158	176	197	200	208
Monde	1.843	1.937	2.213	2.455	2.547

PAYS	SUPERFICIES en millions de km².	DENSITÉ au km².
Afrique	30,31	7
Amérique du Nord	24,276 } 42	9 } 8,5
Amérique du Sud	17,764	6
Asie (1)	27	50
Europe	4,93	81
Océanie	8,56	2
U. R. S. S. (2)	22,4	9
Monde	135,17	19

(1) Turquie d'Europe incluse. — (2) Estimations.

d) **Population de l'Europe au 1er janvier 1953.**

(U. R. S. S. exclue).

(Evaluation en millions.)

Albanie (1)	1,3	Italie	47
Allemagne occidentale	50	Luxembourg	0,3
Allemagne orientale (1)	18,6	Norvège	3,3
Berlin (1)	3,3	Pays-Bas	10,5
Autriche	6,9	Pologne (1)	25,8
Belgique	8,7	Portugal	8,6
Bulgarie (1)	7,3	Roumanie (1)	16
Danemark	4,3	Royaume-Uni	50,6
Espagne	28,5	Sarre	0,97
Finlande	4,1	Suède	7,2
France	42,8	Suisse	4,9
Grèce	7,9	Tchécoslovaquie (1)	12,8
Hongrie (1)	9,3	Yougoslavie	17
Irlande	3		
Islande	0,15	Total	400

La valeur des évaluations est différente selon les pays, certaines ayant dû être obtenues par extrapolation sur le mouvement des populations des dernières années, en raison de l'absence de recensements récents connus.

Sources : O. N. U., Institut national d'études démographiques (I. N. E. D.).

(1) 1952.

e) **Excédents démographiques mondiaux.**

Taux pour 10.000 habitants.

PAYS	1954		
	Natalité.	Mortalité.	Excédent.
1. Mexique	458	129	329
2. Canada	285	81	204
3. Yougoslavie	284	108	176
4. Etats-Unis	249	92	157
5. Pays-Bas	246	75	141
6. Japon	201	82	119
7. Portugal	226	109	117
8. Espagne	200	91	109
9. Norvège	186	84	102
10. Irlande	211	121	90
11. Italie	176	90	86
12. Danemark	174	91	83
13. Suisse	170	100	70
14. France	187	119	68
15. Allemagne occidentale	157	104	53
16. Suède	146	96	50
17. Belgique	168	124	44
18. Royaume-Uni	156	114	42
19. Autriche	147	121	26

Source: O. N. U.

f) **Population active** (d'après les recensements, en principe).

(En millions.)

PAYS	FIN XIXe SIECLE	AVANT-GUERRE 1914 (environs 1914.)
1. U. R. S. S.	»	»
2. Etats-Unis	23,3 (1890)	37,4 (1910)
3. Allemagne	21,9 (1895)	28,1 (1901)
4. Japon	»	»
5. Grande-Bretagne	14,6 (1891)	18,4 (1911)
6. France	19 (1896)	20,9 (1911)
7. Italie	»	16,4 (1911)
8. Pologne	»	»
9. Tchécoslovaquie	»	»
10. Espagne	»	»
11. Canada	1,8 (1901)	2,7 (1911)
12. Pays-Bas	2	2,3 (1909)
13. Belgique	»	3,5 (1910)
14. Australie	»	2 (1911)
15. Suède	»	2,2 (1910)

PAYS	PÉRIODE 1920-1940		APRÈS-GUERRE		
	Environs 1929.	Environs 1938.	1945-1950.	1953.	1954.
1. U. R. S. S.	84,3 (1926)	»	»	»	»
2. Etats-Unis	48,9 (1930)	52,2 (1940)	58,7 (1950)		(2) 67,5
3. Allemagne	32 (1925)	34,6 (1939)	»	25,7	»
4. Japon	29,2 (1930)	»	33,7 (1947)	37	»
5. Grande-Bretagne	21,1 (1931)	»	22,7 (1951)	23,3	(1) 23,6
6. France	21,6 (1931)	»	20,5 (1946)	»	20
7. Italie	17,3 (1931)	18,3 (1936)	»	(3) 23	»
8. Pologne	15 (1931)	»	»	»	»
9. Tchécoslovaquie	5,9 (1931)	»	»	»	»
10. Espagne	8,6 (1930)	9,3 (1940)	»	»	»
11. Canada	3,9 (1931)	4,5 (1941)	»	(3) 5,4	»
12. Pays-Bas	3,2 (1930)	»	3,9 (1947)	4 (1952)	»
13. Belgique	»	3,7 (1939)	3,5 (1947)	(1) 4	»
14. Australie	2,9 (1933)	»	3,2 (1947)	»	»
15. Suède	2,9 (1930)	3 (1940)	3 (1945)	3,1 (1950)	»

(1) Population civile seulement.
(2) Population active seulement.
(3) Evaluation du ministère du travail.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

g) **Population du monde (1) en 1850 et en 1950. — Recul relatif de l'Europe et de la France depuis un siècle.**

(Les groupes et pays sont classés suivant l'importance décroissante de la population en 1950.)

(En millions d'habitants, nombres arrondis.)

GROUPES	PAYS		POPULATION		POURCENTAGES (1850=100.)	POURCENTAGES (Monde = 100.)	
	Extra-européens.	Européens.	Vers 1850.	Vers 1950.		Vers 1950.	Vers 1850.
Asie (2)	.....	.....	(720)	1.265	176	62	52
	Chine	.....	»	(5) 463	»	»	»
	Inde et Pakistan	.....	»	433	»	»	»
Europe (3)	.....	.....	220	414	188	19	17
Amérique du Nord et Amérique centrale.	.....	.....	39	219	560	3,8	9
U. R. S. S.	.....	.....	(57)	200-205	(360)	4,9	8,5
Afrique	.....	.....	(100)	197	197	8,6	8,0
	Etats-Unis	.....	17,0	152	895	»	»
Amérique du Sud	.....	.....	20	111	555	»	»
	Japon	.....	33	84	255	1,7	4,6
		Allemagne	35,9	69	192	»	»
	Brésil	.....	7,7	50	650	»	»
		Royaume-Uni	22,6	50	222	»	»
		Italie	24,3	46,2	190	»	»
		France (4)	26,5	41,7	114	3,1	1,7
		Espagne	15,6	28,2	»	»	»
	Mexique	.....	7,0	25,6	»	»	»
		Pologne	(4,8)	25	»	»	»
		Turquie	»	20,9	»	»	»
	Egypte	.....	4,5	20,4	»	»	»
	Argentine	.....	0,8	17,1	»	»	»
		Yougoslavie	»	16,2	»	»	»
		Roumanie	(3,3)	16,0	»	»	»
	Canada	.....	1,8	13,8	770	»	»
Océanie	.....	.....	2	13	650	0,1	0,6
		Tchécoslovaquie	(10,5)	12,5	»	»	»
	Union sud-africaine	.....	»	12,3	»	»	»
		Pays-Bas	3,0	10,1	335	»	»
		Hongrie	(13,2)	9,3	»	»	»
		Belgique	4,3	8,6	»	»	»
		Portugal	3,5	8,1	»	»	»
	Pérou	.....	»	8,4	»	»	»
	Australie	.....	0,4	8,1	»	»	»
		Grèce	(1,0)	7,9	»	»	»
		Bulgarie	»	7,2	»	»	»
		Suède	3,5	7,0	»	»	»
		Autriche	(17,5)	7,0	»	»	»
	Chili	.....	1,1	5,8	»	»	»
Monde	.....	.....	(1.160)	2 410	208	100	100

(1) Par groupes continentaux et par principaux pays de plus de 5 millions d'habitants en 1950.
(2) Non compris fraction asiatique de l'U. R. S. S.
(3) Non compris fraction européenne de l'U. R. S. S.
(4) Pourcentage France-Europe: en 1850, 16,6; en 1950, 10,1.
(5) Les dernières évaluations porteraient la population chinoise à 600 millions d'habitants.

NOTA. — Entre parenthèses: territoire en 1850 très différent de celui de 1950.

N. B. — *Répartition de la population mondiale.*

GROUPES	POURCENTAGES (Monde = 100.) En 1850.	En 1950.	VARIATION relative (1850 = 100).
			P. 100.
Asie	62	52	— 16
Europe	19	17	— 10
Afrique	8,6	8,0	— 7
U. R. S. S.	4,9	8,5	+ 73
Amérique du Nord et centrale.	3,8	9,0	+ 138
Amérique du Sud	1,7	4,6	+ 170
Océanie	< 0,1	0,6	Au-dessus de 500

Source: I. N. S. E. E.

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

(1934-1938 = 100.)

Production totale.

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952	1953	1954
		(Campagnes 1951-1952 et 1953-1954.)		
Europe occidentale	103	114	114	121
Amérique du Nord	135	136	148	147
Amérique latine	123	120	132	132
Extrême-Orient (Chine exclue)	99	101	106	108
Proche-Orient	116	125	134	139
Afrique	124	134	136	137
Océanie	112	108	121	123
Ensemble	114	118	125	127
Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.	108	113	117	119

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire.

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe	103	114	121
Amérique du Nord	138	152	150
Amérique latine	128	136	138
Extrême-Orient	99	105	109
Proche-Orient	114	135	140
Afrique	123	134	134
Océanie	111	117	120
Ensemble	115	126	128
Total mondial	109	117	120

RÉGIONS	PRODUCTION PAR TÊTE 1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe	94	102	107
Amérique du Nord	118	123	119
Amérique latine	98	97	96
Extrême-Orient	84	85	87
Proche-Orient	95	104	108
Afrique	102	106	105
Océanie	96	93	93
Ensemble	98	102	103
Total mondial	97	101	102

Source: O. N. U. (F. A. O.).

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

Production totale.

(1934-1938 = 100.)

PAYS	1949-50	1951-52	1952-53	1953-54
Allemagne occidentale	92	111	112	»
Australie (1)	117	102	120	»
Autriche	81	92	101	108
Belgique-Luxembourg	116	119	124	128
Canada (2)	124	149	170	»
Espagne	91	109	104	»
France	99	105	111	118
Italie	105	118	118	127
Pays-Bas	122	126	130	128
Royaume-Uni	123	127	129	»
Suède	114	110	113	115
U. S. A.	136	135	138	»

(1) 1936-1939 = 100.
(2) 1935-1939 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire (1).

N. B. — Ces indices se rapportent à la production d'origine végétale et animale destinée à la consommation humaine.

(1934-1938 = 100.)

PAYS	1949	1953	1954 (1)	1953-54 Prod. par tête.
Belgique-Luxembourg	93	125	129	122
Royaume-Uni	119	130	130	121
Canada	(2) 126	168	161	121
Maroc français	»	»	159	120
Etats-Unis	(3) 142	142	147	118
Danemark	»	»	135	116
Italie	98	119	128	115
France	96	110	117	107
Pays-Bas	103	129	127	103
Suède	107	113	114	100
Suisse	»	»	114	98

(1) Production par campagnes agricoles (de juillet à juin).
(2) 1931-1935 = 100.
(3) 1935-1939 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Blé

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-38	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	2.505	2.471	3.291	3.180	2.900
Australie	4.200	5.939	5.313	5.400	4.200
Autriche	417	350	401	498	458
Belgique	450	596	579	574	457
Canada	7.170	9.999	18.722	16.700	8.235
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.100	3.055	5.000
France	8.143	8.082	8.420	8.850	10.500
Italie	7.254	7.020	8.870	9.040	7.200
Pays-Bas	430	425	327	245	240
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.340	2.700	2.780
Suède	696	698	782	996	1.028
U. S. A.	19.476	31.202	35.350	31.800	26.400
U. R. S. S.	38.090	»	»	»	»
Europe	42.300	»	43.100	47.000	45.800
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	162.500	163.000	

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Maïs

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953	1954
Argentine	7,9	8,4	3,5	4,4	3
Brésil	5,68	6,16	6,25	7,1	»
France	0,54	0,19	0,48	0,8	0,9
Italie	3	2,21	2,40	3,2	2,95
Roumanie	4,03	»	»	»	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	84	81,1	75,3
Yougoslavie	4,71	3,72	1,47	4,4	3
Europe	17,4	15,4	12	16,6	15,9
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	139	144,5	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. Riz

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953	1954
Afrique	2,18	3,3	3,1	»	»
Chine (22 provinces)	(1)50,06	44,5	48	»	»
Indes	34,2	(4) 34,7	35,7	41,3	»
Indochine	6,5	4,6	»	»	»
Japon	11,5	(3)12,22	12,4	10,3	11,4
Pakistan	(2)11,1	12,4	12,4	13	»
U. S. A.	0,95	1,85	2,2	2,4	2,7
Europe	1,14	1,08	1,6	1,7	1,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	161	168	»

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.
(4) Pakistan inclus.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	19,6	20,87	24	24,5	27
Australie	0,34	0,48	0,46	0,44	»
Autriche	2,84	2,01	2,57	3,3	2,9
Belgique	3,17	2,05	2,12	1,9	»
Canada (1)	1,91	2,43	1,6	1,7	»
Espagne	(3) 4,87	2,56	3,7	»	»
France (2)	17,16	10,98	12,3	14,9	»
Italie	2,63	2,61	2,7	3	3,2
Pays-Bas	2,72	4,60	4,4	3,7	»
Royaume-Uni	5,01	9,18	8	8,2	7,3
Suède	1,85	1,72	1,85	1,86	»
U. S. A.	10,02	11,20	9,5	10.	9,7
U. R. S. S.	74	»	»	»	»
Europe	135	116	126	130,5	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	154	160	»

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. Arachides

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,84	0,88
Chine (22 provinces)	(2) 2,74	2,98	2,15	2,5
Inde	(3) 3,19	3,43	2,94	3,83
U. S. A.	0,54	0,85	0,62	0,71
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	9,5	11

(1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937. — (3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. Produits laitiers

(Moyenne mensuelle.)

Lait (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954
Allemagne occidentale	»	0,9	1,4	1,42
Australie	0,45	0,56	0,48	0,46
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,2
Canada	0,6	0,62	0,62	0,64
France	11,5	11	15	(2)
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,4	0,4
Royaume-Uni	0,49	0,66	0,76	0,77
Suède (3)	0,25	0,3	0,3	0,3
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,7

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Beurre (laitiers) (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1953	1954
Allemagne occidentale	»	19,7	24	25,3
Australie	(1) 14	13,6	13,9	15,6
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,7	1,9
Canada	9,3	10,6	11,4	11,8
Danemark	15,3	13	14,4	15
France (3)	(18,7)	(17,5)	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	17	15,5
Pays-Bas	8,4	7	6,9	6,8
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,3	1,9
Suède	6,1	8,17	8,2	7,7
U. S. A.	61,4	53,4	53,4	54,8

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Fromage (1.000 tonnes).

PAYS	1937	1949	1953	1954
Allemagne occidentale	»	12,5	13,4	13
Australie	(1) 1,7	3,65	4	4,1
Canada	4,9	4,3	2,9	3,2
Danemark	(2) 2,6	5,3	7,2	6,8
France	(22)	(21,2)	»	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	9,1	8,8
Pays-Bas	10,4	11,7	11,7	12,3
Royaume-Uni	3,2	2,8	7,4	6,9
Suède	3	5,5	4,5	4,6
Suisse	4,4	4,5	4,6	4,2
U. S. A.	24,5	45,3	50,8	51,2

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

9. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.

(Millions de têtes.)

RÉGIONS	1939 (1)			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale	12,2	5,7	1,8	2,4
Australie (4)	12,8	1,15	111	1,7
Argentine	33	4	54	8,3
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8
Chine (22 provinces)	23	60	12,4	4
France	15,6	7,1	9,9	2,7
Inde	138	2,7	»	1,8
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»
Pakistan	24	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1
Turquie	9,3	»	25,2	0,96
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6
U. R. S. S.	163	30	57	17,5
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74
Europe	102	79	126	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»
Amérique du Sud	106	30	97	»
Asie	227	85	130	»
Afrique	78	3	107	»
Océanie	18	2	143	»

RÉGIONS	1953/1954			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale	11,4	12,5	21,9	2,
Australie (4)	15	1,2	127	0,8
Argentine	»	(3) 4	55,5	»
Brésil	(52)	132,7	16,8	7,1
Canada (fermes)	9	4,7	1,2	1
Chine (22 provinces)	(18,2)	»	(7)10,4	»
France	16,2	7,3	7,8	2,3
Inde	150	4,2	»	»
Nouvelle-Zélande	»	0,7	37,2	0,17
Pakistan	(2)24	»	»	»
Royaume-Uni	10,3	6,2	22,7	(5) 0,4
Turquie	10,4	»	(7)26,5	(5) 1,2
Uruguay	(8,2)	(0,26)	23,8	(6) 0,67
U. R. S. S.	57	(5)28,5	13	(5)15,3
U. S. A. (fermes)	88	4,8	31	3,4
Monde (U. R. S. S. exclue)	708	(5)300	844	(5)61
Europe	103	94	128	(5) 15,3
Amérique du Nord et centrale	121	(5) 70	39	9,2
Amérique du Sud	136	(5) 43	121	18,4
Asie	235	88	143	(5) 12,9
Afrique	93	(5) 4	125	(5) 3
Océanie	20	2	163	1,1

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Evaluation la plus proche du 1er janvier 1950.
(3) 1945.
(4) Quelques Etats seulement.
(5) 1952-1953.
(6) 1950-1951.
(7) 1951-1952.

Tout bétail (1) (millions d'unités).

RÉGIONS	AVANT-GUERRE	1952	1953 (2)	P. 100 1953.	
				Avant guerre = 100.	1952 = 100.
Asie	333	345	347	104	101
P. 100 (monde = 100)	35,7	34,3	34,1	»	»
Amérique du Sud	128	162	168	131	104
P. 100 (monde = 100)	13,8	16,1	16,5	»	»
Amérique du Nord et centrale	121	136	138	115	101
P. 100 (monde = 100)	13,0	13,5	13,5	»	»
Europe	138	135	136	98	99
P. 100 (monde = 100)	14,8	13,4	13,3	»	»
Afrique	101	117	118	117	101
U. R. S. S.	81	78	78	96	100
Océanie	30	33	34	113	103
Monde entier	932	1.006	1.019	109	101

RÉGIONS	NOMBRE D'UNITÉS BÉTAIL			
	Par tête.		Par hectare (3).	
	Avant guerre.	1952.	Avant guerre.	1952.
Asie	0,29	0,26	0,43	0,44
P. 100 (monde = 100).				
Amérique du Sud	1,52	1,40	0,42	0,43
P. 100 (monde = 100).				
Amérique du Nord et centrale	0,68	0,60	0,21	0,21
P. 100 (monde = 100).				
Europe	0,37	0,34	0,54	0,54
P. 100 (monde = 100).				
Afrique	0,60	0,56	0,13	0,13
U. R. S. S.	0,44	0,39	0,21	0,22
Océanie	2,75	2,44	0,08	0,08
Monde entier	0,44	0,41	0,27	0,28

(1) Coefficients de conversion: bovins et ânes 0,8; porcins 0,2; ovins et caprins 0,1; buffles, chevaux et mulets 1,0; chameaux 1,1.
(2) Préliminaire.
(3) Unités de bétail par hectare de terre agricole (= terres arables + prairies et pâturages permanents).

Sources: I. N. S. E. E., F. A. O.

10. Production de viande (totale)

(Millions de tonnes.)

PAYS	1953	1954
Argentine (1)	1,1	1,2
Australie	1,2	1,2
Canada	0,7	0,7
Danemark	0,5	0,7
Allemagne occidentale (1)	1,6	1,7
Italie	0,5	0,55
Royaume-Uni	1,4	»
Etats-Unis	10,5	10,8

(1) Production commerciale seulement.
(2) Production provenant des abattoirs des usines de conserves. Viande de cheval et abats comestibles exclus.

Source: O. N. U.

11. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux).

I. — Nombre (en 1.000) :	1952	1953
Amérique du Nord et Centrale	4.550	4.705
Europe	1.265	1.445
Océanie	200	215
Afrique	125	135
Amérique du Sud	115	»
Asie (1)	50	»
Monde (2)	6.300	6.690

II. — Nombre par 10.000 habitants en 1952 :	
Europe	257
Amérique du Nord et Centrale	188
Moyenne mondiale (2)	64
Océanie	23,5
Amérique du Sud	6,4
Afrique	4,1
Asie (1)	2,8

III — Par million d'habitants en 1952 :	
Amérique du Nord et Centrale	20.000
Océanie	14.300
Moyenne mondiale (2)	3.400
Europe	3.120
Amérique du Sud	990
Afrique	610
Asie (1)	55

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris la Chine continentale et l'U. R. S. S.

Source : D'après la F. A. O., *Bulletin mensuel Economie et statistique agricoles*, décembre 1954.

b) Production industrielle.

1. Indices de la production industrielle (1)

(1938 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	(2) 160	144	231	251	282
Autriche	(3) 180	133	181	184	210
Belgique	82	100	114	114	124
Canada	52	102	119	127	125
Espagne	»	95	132	148	»
France	90	110	131	127	139
Italie	101	110	147	161	176
Japon	210	129	213	261	278
Pays-Bas	89	112	133	146	160
Royaume-Uni	86	106	114	121	129
Suède (4)	67	104	110	111	125
U. S. A. (4)	46	92	114	129	120
U. R. S. S. (5)	65	»	»	»	»
Indice mondial (production minière et manufacturière) :					
Europe (Est exclu)	107	113	140	148	161
Monde (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues).	70	101	128	137	137

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) Electricité et gaz d'usine exclus.
(5) Indice de la valeur brute de la production, exprimée aux prix de 1926-1927.

Source : O. N. U.

Indices particuliers.

(1950 = 100.)

PAYS	INDUSTRIE MÉCANIQUE				
	1952	1953	1954		
			1er trim.	2e trim.	3e trim.
Allemagne occidentale	150	154	165	184	177
Belgique	114	107	111	118	110
France	115	114	110	120	107
Italie	116	131	135	136	126
Pays-Bas	109	122	119	140	138
Suède	104	97	104	105	83
Royaume-Uni	107	110	120	122	111
Yougoslavie	»	»	»	»	»

PAYS	INDUSTRIE CHIMIQUE				
	1952	1953	1954		
			1er trim.	2e trim.	3e trim.
Allemagne occidentale	123	145	156	170	170
Belgique	116	113	120	135	132
France	107	114	126	135	124
Italie	119	140	156	166	166
Pays-Bas	117	126	154	149	»
Suède	»	»	»	»	»
Royaume-Uni	100	115	126	132	121
Yougoslavie	103	111	113	140	133

PAYS	TEXTILES				
	1952	1953	1954		
			1er trim.	2e trim.	3e trim.
Allemagne occidentale	104	121	125	121	125
Belgique	85	94	100	102	93
France	94	98	107	112	88
Italie	96	104	110	108	105
Pays-Bas	90	107	113	111	78
Suède	86	96	100	100	92
Royaume-Uni	81	97	104	102	92
Yougoslavie	79	77	81	96	»

Source : O. N. U. (Commission économique pour l'Europe, juillet 1953).

2. Production mondiale de certaines matières premières et électricité

PRODUITS	1938		1949	
	Volumes.	Indices.	Volumes.	Indices.
Volumes = millions tonnes métriques. — Indices : 1938 = 100.				
Houille (1)	1.147	87	1.218	93
Pétrole brut	254	57	432	98
Ciment (2)	80	84	108	114
Fonte (2) (3)	67	68	98	100
Acier brut (2) (4)	91	67	136	100
Volumes = milliers tonnes métriques. — Indices : 1938 = 100.				
Cuivre (5)	1.905	89	2.072	97
Zinc (5)	1.491	93	1.704	107
Plomb (5)	1.577	122	1.431	110
Etain (5)	165	103	171	107
Aluminium	537	48	1.144	101
Caoutchouc	924	60	1.514	98
Volumes = milliards de kilowattheures. — Indices : 1938 = 100.				
Electricité (2) (6)	416	57	767	106

(1) Y compris l'équivalent en houille du charbon brun et de lignite.
(2) Chine exclue.
(3) Ferro-alliage inclus.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderie.
(6) Statistique totale.

PRODUITS	1953		1954	
	Volumes.	Indices.	Volumes.	Indices.
Volumes = millions tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Houille (1)	1.332	101	1.287	97
Pétrole brut	605	138	627	143
Ciment (2)	158	166	168	176
Fonte (2) (3)	138	140	126	128
Acier brut (2) (4)	194	142	180	132
Volumes = milliers tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Cuivre (5)	2.474	116	2.485	117
Zinc (5)	2.083	131	2.113	133
Plomb (5)	1.646	127	1.726	133
Etain (5)	184	115	185	116
Aluminium	2.188	194	2.456	218
Caoutchouc	1.753	113	1.852	118
Volumes = milliards de kilowattheures. — Indices: 1948 = 100.				
Electricité (2) (6)	1.115	153	1.197	165

(1) Y compris l'équivalent en houille du charbon brun et de lignite.
(2) Chine exclue.
(3) Ferro-alliage inclus.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderie.
(6) Statistique totale.

Sources: O. N. U. (pour l'étain, groupe international d'études de l'étain), U. R. S. S. exclue. (Pour le caoutchouc: groupe d'études du caoutchouc.)

3. Charbon (houille).

Moyenne mensuelle (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	11,4	8,6	10,3	10,4	10,7
Belgique	2,46	2,32	2,53	2,50	2,41
Canada	1	1,3	1,17	1,05	0,97
Espagne	0,47	0,89	1	1	1
France	3,87	4,3	4,61	4,4	4,53
Italie	(1)0,12	0,92	0,09	0,094	0,090
Japon	4,05	3,2	3,6	3,9	3,6
Pays-Bas	1,12	0,97	1,04	1,02	0,99
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19,2	19	19
Suède	0,036	0,026	0,028	0,024	0,022
U. S. A. (3)	29,8	36,3	38,4	36,9	31,5
U. R. S. S.	11,1	»	»	»	»

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.
Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

Moyenne mensuelle (millions de kilowatts-heure).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	»	»	4.684	5.042	5.056
Autriche	(3) 152	350	522	569	642
Belgique	440	680	789	817	880
Canada	2.180	3.889	5.149	5.457	5.761
Espagne	229	469	785	843	717
France	1.548	2.380	3.205	3.243	3.564
Italie	1.295	1.732	2.570	2.718	2.950
Japon (4)	2.723	3.006	4.304	4.642	4.984
Pays-Bas (4)	307	390	717	800	882
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	5.166	5.459	6.075
Suède (4)	680	1.337	1.712	1.869	1.977
U. S. A.	9.484	24.258	33.270	36.889	39.301
U. R. S. S.	3.300	»	»	11.100	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	35.000	64.000	85.000	93.000	99.800

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) 1937.
(4) Importation + production.
Source: O. N. U.

Evolution de la consommation spécifique de charbon dans les centrales du réseau public.

(Production nette.)

PAYS	CONSOMMATION DE CHARBON en kg par kWh.			
	1938	1951	1952	1953
Allemagne occidentale	0,72	0,54	0,52	0,51
Royaume-Uni	0,68	0,64	0,63	0,61
Belgique	0,71	0,71	0,69	0,69
Pays-Bas	0,58	0,57	0,56	0,53
Moyenne Europe Ouest	»	0,60	0,59	0,57
Turquie	0,70	0,59	0,58	0,58
Autriche	(2) 0,90	0,74	0,69	0,64
France	(3) 0,70	0,67	0,65	0,62
Portugal	1,03	1,06	1,16	0,90
Etats-Unis	0,63	0,52	0,50	0,49
U. R. S. S. (4)	0,60	0,53	0,52	0,51

PAYS	POUVOIR calorifique du charbon en 1953. (Kcal-kg.)	CONSOMMATION spécifique 1953 en charbon, ramené à 6.600 calories.
Allemagne occidentale	7.000	0,54
Royaume-Uni	6.000	0,56
Belgique	(1) 5.350	0,56
Pays-Bas	7.000	0,56
Moyenne Europe Ouest	6.500	0,56
Turquie	6.500	0,57
Autriche	6.000	0,58
France	6.600	0,62
Portugal	6.500	0,89
Etats-Unis	7.200	0,53
U. R. S. S. (4)	7.000	(4) 0,54

(1) Y compris le coke et les produits pétroliers convertis en équivalent de charbon.
(2) Charbon et lignite en 1937.
(3) En 1937.
(4) Sur la base de la production brute.

Source: D'après les Nations Unies, commission économique pour l'Europe.

Electricité.

Production européenne (et mondiale) en 1953, avec répartition entre le thermique et l'hydraulique (en milliards de kilowatts-heure).

EUROPE OUEST	EUROPE EST	THERMIQUE	HYDRAULIQUE	TOTAL
Royaume-Uni		75,3	2,0	77,3
Allemagne occidentale		48,5	9,2	57,7
France		20,3	21,0	41,3
Italie		4,8	27,8	32,6
	Allemagne orientale	23,2	0,4	23,7
Suède		1,1	21,2	22,3
Norvège		0,1	19,5	19,6
	Pologne	12,8	0,7	13,6
Suisse		»	13,4	13,4
	Tchécoslovaquie	10,8	1,6	12,4
Espagne		2,3	7,8	10,1
Belgique		9,7	0,1	9,8
Pays-Bas		9,1	»	9,1
Autriche		2,3	6,4	8,8
Finlande		0,4	5,0	5,4
	Hongrie	4,6	»	4,6
	Roumanie	3,2	0,3	3,5
Yougoslavie		1,5	1,5	3,0
Danemark		2,5	»	2,4
Sarre		1,7	»	1,7
	Bulgarie	0,8	0,7	1,5
Portugal		0,4	1,0	1,4
Irlande		0,8	0,5	1,3
Turquie		1,1	0,1	1,2
Grèce		0,9	»	0,9
Luxembourg		0,9	»	0,9
Autres		2,3	0,2	2,5
Total Europe Ouest		186	137	323
	Total Europe Est	55	3,7	59
Europe totale		241	141	382
U. R. S. S.		110,5	22,5	133
Etats-Unis		404	109	513
Monde (sans la Chine)		»	»	1.246

Source: O. N. U.

5 PÉTROLE BRUT

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	46	70	146	182	222
Arabie séoudite	6	1.955	3.359	3.431	3.849
Bahreïn	94	125	125	125	125
Canada	73	228	690	911	1.082
Colombie	248	349	446	454	461
France	6	4,8	29,1	30,6	42,3
Indonésie	616	494	710	852	»
Irak	358	339	1.468	2.307	2.482
Iran	863	2.270	112	112	245
Koveit	»	1.032	3.136	3.607	3.977
Mexique	459	652	921	864	997
Pérou	175	165	187	178	189
Qatar	»	8	275	338	398
U. S. A.	13.676	»	25.800	26.545	26.079
U. R. S. S.	(1)2.686	»	»	»	»
Vénézuela	2.292	5.751	8.048	7.852	8.432
Monde (U. R. S. S. exclue)	20.200	36.300	48.000	50.400	52.200

(1) Gaz naturel inclus.
Source: O. N. U.

Production nette des raffineries.

(En milliers de tonnes.)

PAYS	1947	1954	1954		
			Carburant auto.	Gas oil	Fuel oil.
Royaume-Uni	2.356	25.910	7.177	4.257	11.552
France	4.391	21.847	5.261	4.536	9.124
Italie (*a*)	1.367	15.012	2.833	3.157	7.212
Pays-Bas	1.012	10.422	2.427	2.367	4.230
République fédérale	505	8.412	2.445	2.318	1.606
Belgique	193	3.530	792	900	1.512
Suède	494	1.803	203	414	923
Autriche (*b*)	342	1.293	146	307	732
Portugal	260	723	164	150	301
Divers	28	156	17	30	22
Total	10.948	89.108	21.465	18.436	37.214

(*a*) A l'exclusion du façonnage pour l'étranger.
(*b*) Produits débloqués par l'administration pétrolière soviétique pour l'Autriche.
Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.317	1.285	1.453
Belgique	190	321	422	377	417
Canada	98	241	280	311	241
France	548	763	906	833	866
Italie	194	171	295	292	351
Japon	539	259	583	639	645
Luxembourg	120	189	250	222	236
Royaume-Uni	880	1.317	1.390	1.494	1.568
Suède	82	111	141	149	155
U. S. A.	2.400	5.895	7.043	8.438	6.676
U. R. S. S.	1.500	1.942	2.917	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	14.600	16.200	15.010

Source: O. N. U.

Production acier.

Moyennes mensuelles (en milliers de tonnes).

ANNÉES	FRANCE (1)	PAYS de la C. E. C. A.	ROYAUME-UNI	U. S. A.
1949	763	2.387	1.317	5.895
1950	721	2.643	1.380	7.321
1951	819	3.135	1.324	7.948
1952	906	3.485	1.390	7.043
1953	833	3.306	1.491	8.438
1954	866	3.649	1.568	6.676

(1) Sarre exclue: entre 1952 et 1953, la production française d'acier a baissé de 8 p. 100, alors que pour l'ensemble des pays de la C. E. C. A. la diminution n'atteignait que 6 p. 100. Par contre, les productions britanniques et américaines se sont développées notablement.

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	6,72	2,42	8,37	8,91	10,77
Autriche	(2) 0,37	1,23	3,06	4,46	4,77
Canada	5,4	28	37,8	41,1	42,3
France	3,78	4,51	8,85	9,35	10,01
Italie	2,15	2,14	4,4	4,62	4,80
Japon	1,20	1,77	3,56	3,79	4,43
Norvège	2,42	2,98	4,37	4,68	5,41
Royaume-Uni	1,95	2,57	2,37	2,62	2,67
Suisse	2,2	1,8	2,3	2,4	2,2
U. S. A.	10,8	45,6	70,9	94,7	110,4
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	150	182	205

(1) Aluminium (production de fonderie).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale (2)	11,48	8,59	11,8	12,9	12,7
Canada (2)	17,2	17,3	14,8	17,9	19,1
Chili	28,1	29,3	31,9	28,1	28,2
Congo belge (3)	10,33	11,78	17,03	17,84	18,65
France (4)	0,52	0,41	0,59	0,35	0,80
Japon (2)	»	3,21	4,1	5,3	5,74
Mexique	3,49	4,77	4,87	5,01	4,57
Rhodésie du Nord (5)	18	21,9	26,4	30,7	32,1
Royaume-Uni (2)	»	»	12,4	8,2	11,6
U. S. A.	43,8	58,4	72,7	72,4	65,3
U. R. S. S.	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	201	206	207

(1) Cuivre neuf (production de fonderie).
(2) Cuivre raffiné.
(3) Exportations.
(4) Récupération.
(5) Cuivre raffiné inclus.
Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Canada (1)	»	3,95	6,29	»	»
Ceylan	4	8	8	8	8
Indochine (1)	5,10	3,64	5,35	6,31	6,61
Indonésie	27	36,6	63,4	58,6	63,4
Malaisie	30,4	57	49,5	48,6	49,5
Thaïlande (2)	3,52	7,98	8,3	8,1	9,88
U. S. A. (1)	»	33,3	67,6	71,8	52,7
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	151	146	153

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette.
Source: O. N. U.

10. Laine

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	(1) 3,94	5,42	7,46	8,79	8,77
Belgique	2,15	2,97	2,35	3,14	3,23
France (2)	9,8	10,2	9,2	10	10,7
Japon (2)	4,48	1,37	5,71	7,06	6,36
Royaume-Uni (2) (3)	21,4	20	17,2	20,2	20,4
U. S. A.	21,8	26	(2) 28,4	(2) 28,5	(2) 23,3

(1) 1936 — (2) Purs ou mélangés. — (3) 1937.
Source: O. N. U.

Production mondiale de laine (estimations).

(En milliers de tonnes, base suint.)

PAYS	1934-1938	1948-1949	1952-1953	1953-1954 (1).	POURCENTAGE 1953-1954. 1934-1938	1952-1953
Commonwealth	809	841	1.000	991	122	99
P. 100 (monde = 100)..	47	48,5	51	50	127	
Dont:						
Australie	451	479	590	572	141	97
Nouvelle-Zélande	136	166	190	191	106	100
Union sud-africaine..	118	103	122	125	96	102
Royaume-Uni	50	37	46	48	129	104
U. R. S. S., Europe de l'Est, Chine.....	(204)	(214)	(259)	(263)	102	102
Reste du monde.....	711	686	713	726		102
Total mondial....	1.724	1.741	1.972	1.980	115	100

(1) Provisoire.

Source: Commonwealth Economic Committee.

11. Coton (production de filés).

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	22,18	19	24,37	28,6	30,77
Argentine	2,03	5,83	6,84	6,34	»
Belgique (1).....	»	»	7,60	8,32	9,38
Canada	4,51	6,75	5,74	5,60	5,05
Espagne	»	4,96	5,3	5,01	»
France (1).....	20,8	19	21,4	22,5	24,6
Inde	(2) 49,3	50,3	54,7	56,8	58,9
Italie	11,6	15,2	14,4	13,9	14,1
Japon	46,2	13,1	29,4	34,5	38,7
Pays-Bas (1).....	4,3	4,67	4,67	5,38	5,72
Royaume-Uni	39,7	»	25,4	29,9	31,8
U. S. A.....	(3) 119	»	»	»	»

(1) Purs ou mélangés.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) 1939.

Source: O. N. U.

12. Ciment

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale (1).....	711	705	1.074	1.281	1.355
Argentine	103	121	129	138	141
Autriche	54	91,5	115,8	116,2	135,2
Belgique	250	244	343	386	364
Brésil	51,5	107	135	169,2	204,5
Canada	73	211	244	299	299
Espagne	»	155	205	231	277
France	343	556	736	769	796
Inde	(2) 119	221	296	320	372
Italie (3).....	384	336	573	653	730
Japon	494	273	593	731	890
Royaume-Uni	653	780	943	950	1.013
U. S. A.....	1.497	2.952	3.482	3.700	3.804
U. R. S. S. (1).....	487	»	»	»	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues).....	6.683	9.000	12.020	13.192	14.000

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 90-92 p. 100 de la production totale.

Source: O. N. U.

13. Production de films (long métrage)

PAYS	1938	1949	1953
1. Etats-Unis	491	361	354
2. Japon.....	542	155	302
3. Inde	172	289	259
4. Hong-Kong	»	»	207
5. Italie	45	76	163
6. Royaume-Uni	103	132	138
7. France	123	108	111
8. Allemagne occidentale.....	99	62	103
9. Egypte	12	47	69
10. Espagne	12	36	44

Source: O. N. U. (U. N. E. S. C. O.).

Production de véhicules automobiles (1).

14. AUTOMOBILES

(En milliers d'unités.)

PAYS	1938		1948		1950		1952		1953		1954	
	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.	Production.	Pourcentage.
					Voitures de tourisme.							
Amérique du Nord.....	2.124,8	71,1	4.076,1	88,9	6.950,0	86,2	4.604,1	78,3	6.480,9	80,8	5.840,9	74,7
Etats-Unis	2.001,0	67,0	3.909,3	85,3	6.665,9	82,7	4.320,8	73,5	6.116,9	76,3	5.558,9	71,1
Canada	123,8	4,1	166,8	3,6	284,1	3,5	283,3	4,8	364,0	4,6	282,0	3,6
Europe occidentale.....	857,3	28,7	501,6	11,0	1.095,8	13,6	1.232,7	20,9	1.475,2	18,4	1.095,2	24,4
Royaume-Uni	341,0	11,4	328,5	7,2	522,5	6,5	448,0	7,6	594,8	7,4	769,2	9,9
Allemagne occidentale	(2) 274,9	9,2	29,9	0,7	216,1	2,7	301,1	5,1	369,1	4,6	518,2	6,6
France	182,4	6,1	100,1	2,2	257,3	3,2	370,0	6,3	368,3	4,6	437,1	5,6
Italie	59,0	2,0	43,1	0,9	99,9	1,2	113,6	1,9	143,0	1,8	180,7	2,3
Autres pays.....	5,6	0,2	4,4	0,1	18,1	0,2	47,1	0,8	59,9	0,8	70,3	0,9
Monde	2.987,7	100,0	4.582,1	100,0	8.063,9	100,0	5.883,9	100,0	8.046,0	100,0	7.816,4	100,0
					Véhicules utilitaires.							
Amérique du Nord.....	530,4	67,7	1.473,2	81,0	1.443,2	73,5	1.369,6	70,4	1.326,9	69,2	1.110,2	60,7
Etats-Unis	488,1	62,3	1.376,3	75,7	1.337,2	68,1	1.218,8	62,6	1.206,3	62,9	1.042,1	57,0
Canada	42,3	5,4	96,9	5,3	106,0	5,4	150,8	7,8	120,6	6,3	68,1	3,7
Europe occidentale.....	224,3	28,6	314,2	17,3	479,0	24,4	523,7	26,9	521,3	27,2	630,3	34,5
Royaume-Uni	104,0	13,3	170,0	9,4	261,20	13,3	241,7	12,4	239,5	12,5	268,7	14,7
Allemagne occidentale	(2) 63,5	8,1	29,6	1,6	88,8	4,5	126,7	6,5	120,7	6,3	162,2	8,9
France	45,0	5,7	98,3	5,4	100,4	5,1	130,3	6,7	129,5	6,8	163,2	8,9
Italie	11,8	1,5	16,3	0,9	28,6	1,5	25,0	1,3	31,6	1,6	36,2	2,0
Autres pays.....	28,7	3,7	31,7	1,7	41,9	2,1	53,1	2,7	69,5	3,6	87,1	4,8
Monde	783,4	100,0	1.819,1	100,0	1.964,1	100,0	1.946,4	100,0	1.917,7	100,0	1.827,6	100,0
					Total.							
Amérique du Nord.....	2.655,2	70,4	5.549,3	86,7	8.393,2	83,7	5.973,7	76,3	7.807,8	78,6	6.951,1	72,1
Etats-Unis	2.489,1	66,0	5.285,6	82,6	8.003,1	79,8	5.539,6	70,7	7.323,2	73,7	6.601,0	68,5
Canada	161,1	4,4	263,7	4,1	390,1	3,9	434,1	5,6	484,6	4,9	350,1	3,6
Europe occidentale.....	1.081,6	28,7	815,8	12,7	1.574,8	15,7	1.756,4	22,4	1.996,5	20,1	2.535,5	26,3
Royaume-Uni	445,0	11,8	498,5	7,8	783,7	7,8	689,7	8,8	834,3	8,4	1.037,9	10,8
Allemagne occidentale	(2) 338,4	9,0	59,5	0,9	304,9	3,0	427,8	5,4	489,8	4,9	680,4	7,1
France	227,4	6,0	198,4	3,1	357,7	3,6	500,3	6,4	497,8	5,0	600,3	6,2
Italie	70,8	1,9	59,4	0,9	128,5	1,3	138,6	1,8	174,6	1,8	216,9	2,2
Autres pays.....	34,3	0,9	36,1	0,6	60,0	0,6	100,2	1,3	129,4	1,3	157,4	1,6
Monde	3.771,1	100,0	6.401,2	100,0	10.023,0	100,0	7.830,3	100,0	9.933,7	100,0	9.644,0	100,0

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.
Source : O. N. U.

Exportations de véhicules automobiles des grands producteurs.

(En milliers d'unités.)

PAYS	1938		1948		1950		1952		1953		1954	
	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage.	Exportations.	Pourcentage.
Voitures de tourisme.												
Amérique du Nord.....	201,9	54,1	245,2	45,0	144,4	20,1	182,7	26,1	182,5	24,8	180,5	19,4
Etats-Unis	161,6	43,3	217,9	40,0	120,3	16,7	141,0	20,1	154,5	21,0	173,1	18,6
Canada	40,3	10,8	27,3	5,0	24,1	3,4	41,7	6,0	28,0	3,8	7,4	0,8
Europe occidentale.....	171,0	45,9	299,2	55,0	575,4	79,9	517,9	73,9	551,6	75,2	752,3	80,6
Royaume-Uni	68,3	18,3	226,9	41,7	398,3	55,3	309,8	44,2	302,2	41,2	366,1	39,2
Allemagne occidentale	(1) 65,1	17,5	6,1	1,1	68,9	9,6	100,3	14,3	137,9	18,8	244,1	26,2
France	19,3	5,2	55,0	10,1	88,6	12,3	82,8	11,8	81,3	11,1	101,3	10,8
Italie	18,3	4,9	11,2	2,1	19,6	2,7	25,0	3,6	30,2	4,1	40,8	4,4
Total	372,9	100,0	544,4	100,0	719,8	100,0	700,6	100,0	734,1	100,0	932,8	100,0
Véhicules utilitaires.												
Amérique du Nord....	133,0	79,2	225,7	70,0	141,6	42,6	194,1	50,4	151,6	46,4	187,6	46,2
Etats-Unis	115,6	68,8	204,8	63,5	131,4	39,5	155,8	40,5	134,4	41,1	183,5	45,3
Canada	17,4	10,4	20,9	6,5	10,2	3,1	38,3	9,9	17,2	5,3	4,1	1,0
Europe occidentale.....	35,0	20,8	96,7	30,0	190,9	57,4	191,0	49,6	175,2	53,6	217,7	53,7
Royaume-Uni	15,5	9,2	75,1	23,3	145,3	43,7	128,5	33,4	111,3	34,1	126,7	31,3
Allemagne occidentale	(1) 13,0	7,7	0,7	0,2	14,6	4,4	36,6	9,5	39,6	12,1	57,0	14,1
France	4,5	2,7	18,2	5,7	28,7	8,6	24,4	6,3	22,9	7,0	30,6	7,5
Italie	2,0	1,2	2,7	0,8	2,3	0,7	1,5	0,4	1,4	0,4	3,4	0,8
Total	168,0	100,0	322,4	100,0	332,5	100,0	385,1	100,0	326,8	100,0	405,3	100,0
Total.												
Amérique du Nord.....	334,9	61,9	470,9	54,4	286,0	27,2	376,8	34,7	334,1	31,5	368,1	27,5
Etats-Unis	277,2	51,2	422,7	48,8	251,7	23,9	296,8	27,3	288,9	27,2	356,6	26,6
Canada	57,7	10,7	48,2	5,6	34,3	3,3	80,0	7,4	45,2	4,3	11,5	0,9
Europe occidentale.....	206,0	38,1	395,9	45,6	766,3	72,8	708,9	65,3	726,8	68,5	970,0	72,5
Royaume-Uni	83,8	15,5	302,0	34,8	543,6	51,7	438,3	40,4	413,5	39,0	492,8	36,8
Allemagne occidentale	(1) 78,1	14,4	6,8	0,8	83,5	7,9	136,9	12,6	177,5	16,7	301,1	22,5
France	23,8	4,4	73,2	8,4	117,3	11,1	107,2	9,9	104,2	9,8	131,9	9,9
Italie	20,3	3,8	13,9	1,6	21,9	2,1	26,5	2,4	31,6	3,0	44,2	3,3
Total	540,9	100,0	866,8	100,0	1.052,3	100,0	1.085,7	100,0	1.060,9	100,0	1.338,1	100,0

(1) Allemagne d'avant guerre.

Source: O. N. U.

c) **Communauté européenne du charbon et de l'acier.**

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Production d'acier brut et de fer au paquet (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1952	1.317	425	906	235	295	250	57	3.485
1953	1.285	379	833	223	292	224	72	3.306
1954	1.453	416	885	234	348	236	77	3.649
Avril 1955 (a)	1.662	483	1.065	257	430	244	77	4.219
Production marchande de minerais de fer (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951	930	7	2.928	»	48	472	»	4.385
1952	1.077	11	3.393	»	69	604	»	5.154
1953	865	8	3.537	»	81	597	»	5.088
1954	809	7	3.652	»	91	490	»	5.049
Mars 1955 (a)	1.010	10	4.544	»	98	612	»	6.244
Ouvriers occupés dans l'industrie sidérurgique (b) (en fin d'année) :								
1951	124.300	48.228	133.884	25.447	49.571	16.257	5.802	403.489
1952	142.900	49.747	138.200	27.031	51.415	16.481	6.673	432.447
1953	140.000	45.336	126.300	25.600	48.751	16.264	6.737	408.988
1954	142.900	46.200	117.900	25.708	49.571	16.962	6.716	405.957
Consommation apparente d'acier brut (année 1.000 tonnes).								
1951	11.545	(c) 2.153	(d) 8.406		3.614	»	1.872	27.590
1952	15.288	2.242	10.900		4.115	»	1.817	34.362
1953	15.270	1.894	8.815		4.270	»	1.933	32.179
1954 (a)	17.306	2.394	9.589		4.994	»	2.015	36.298
Production industrielle, sans bâtiment (1949 = 100) :								
1938	134	84	82	119	91	76	79	102
1951	150	117	114	134	132	129	117	130
1952	161	114	119	140	135	129	118	136
1953	175	114	116	137	147	118	129	142
1954	196	122	126	147	160	121	142	157
Mars 1955 (a)	215	123	150	»	177	131	»	(e) 165
Production de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951	9.940	2.471	4.414	1.357	97	»	1.035	19.284
1952	10.273	2.532	4.614	1.353	91	»	1.044	19.907
1953	10.373	2.505	4.382	1.368	94	»	1.025	19.747
1954	10.670	2.437	4.534	1.402	89	»	1.006	20.138
Avril 1955 (a)	10.503	2.427	4.631	1.424	88	»	934	20.067
Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes).								
1951	510,3	114,6	166,3	38,5	8,5	»	27,5	665,7
1952	322,1	119,4	165,9	38,4	7,9	»	29,6	683,3
1953	335,1	117	158,2	38,1	7,6	»	29,9	685,9
1954	331,4	111,6	151,5	37,7	6,9	»	30,6	669,6
Mars 1955 (a)	333,9	108,8	147,6	37,4	6,1	»	31	664,8
Rendement par ouvrier et par poste dans les mines de houille (par année, en kilogrammes) :								
1951	1.457	1.054	1.298	1.617	»	»	1.729	(f) 1.372
1952	1.475	1.051	1.353	1.623	»	»	1.609	(f) 1.389
1953	1.458	1.068	1.416	1.676	609	»	1.567	(e) 1.393 1.404
1954	1.492	1.099	1.504	1.744	636	»	1.497	1.438 (f) 1.447
Mars 1955 (a)	1.549	1.151	1.585	1.845	787	»	1.509	1.505

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Stocks totaux de houille aux mines (en fin de période, 1.000 tonnes) :								
1951	433	225	1.353	68	48	»	140	2.266
1952	465	1.673	4.213	462	53	»	237	7.103
1953	841	3.077	5.756	536	37	»	213	10.460
1954	654	2.815	7.838	821	11	»	287	12.426
Mars 1955 (a)	760	1.470	8.272	634	42	»	290	11.468
Réception de houille en provenance des pays de la communauté et importations en provenance des pays tiers (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951 (réception)	300	30	617	87	357	»	224	1.643
1951 (importation)	500	153	528	»	544	»	210	1.936
1952 (réception)	329	37	635	91	310	»	202	1.629
1952 (importation)	656	98	417	»	423	»	226	1.855
1953 (réception)	368	87	712	78	392	»	287	1.947
1953 (importation)	420	94	135	»	352	»	150	1.152
1954 (réception) (a)	370	239	753	75	377	»	397	2.234
1954 (importation) (a)	323	71	185	»	404	»	175	1.158
Mars 1955 (réception) (a)	627	202	670	90	354	»	583	2.550
Mars 1955 (importation) (a)	346	87	299	»	517	»	206	1.455

(a) Chiffres provisoires.
(b) Sans les apprentis.
(c) Belgique et Luxembourg.
(d) France et Sarre.
(e) Février.
(f) Sans l'Italie.

Source : Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Energie. — Consommation brute dans le monde, dans la C. E. C. A. et en France.

Evolution depuis 1913, par catégorie d'énergie.

(En millions de tonnes, équivalent houille.)

DÉSIGNATION	1913		1929		1937		1953		POURCENTAGE 1953	
									1929 = 100	1937 = 100
Monde.										
Combustibles solides (1)	1.271		1.414		1.396		1.676		118	120
Pourcentage du total A		91		75		69		51		
Hydrocarbures (2)	98		366		504		1.400		383	278
Pourcentage du total A		7		19,5		25		42		
Electricité hydraulique	35		103		123		245		238	200
Pourcentage du total A		2,5		5,5		6		7		
Total A	1.404		1.883		2.023		3.321		176	164
Communauté.										
Combustibles solides (1)	»		269		261		268		100	102
Pourcentage du total B	»			91		87		77		
Hydrocarbures (2)	»		8		16		45		512	282
Pourcentage du total B	»			2,7		5,4		13		
Electricité hydraulique	»		18		23		66		200	157
Pourcentage du total B	»			6,3		7,6		10		
Total B	»		293		300		349		118	116
Pourcentage du total A	»			15,6		14,8		10,5	»	»
France (et Sarre).										
Combustibles solides (1)	66		92		80		72		78	90
Pourcentage du total C	»			91		84		72		
Hydrocarbures (2)	»			3,4		7,5		16,3	480	217
Pourcentage du total C	»			3		8		16		
Electricité hydraulique	»		6		8			12,6	210	158
Pourcentage du total C	»			6		8		12		
Total C	»		101		96		101		100	105
Pourcentage du total A	»			5,4		4,7		3	»	»
Pourcentage du total B	»			34		32		29	»	»

(1) Houille plus lignite.
(2) Combustibles liquides et gaz naturel.

Source : D'après les données publiées par la C. E. C. A.; informations statistiques (octobre 1954).

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	»	102	117	122	(4)
Australie	(1) 73	103	109	108	112
Autriche	(2) 73	100	103	102	106
Canada	60	103	115	117	115
France (3)	95	102	105	104	105
Japon	»	99	115	121	124
Royaume-Uni	»	101	103	104	106
U. S. A.	65	99	106	108	106

(1) Juillet 1939.
(2) Agriculture incluse.
(3) Quelques services publics exclus.
(4) Mars 124 — Juin 130 — Septembre 132.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).

(Heures.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	49,6	46,5	47,5	47,9	48,6
Canada	»	42,3	41,5	41,3	40,6
France	38,8	43,8	44	44,1	44,5
Royaume-Uni	46,3	45	45,7	45,9	46,3
Suisse	46,3	47,4	47,6	47,7	47,7
U. S. A.	35,6	39,2	40,7	40,5	39,7

c) **Chômage.**

(*Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés*) (1).

Moyenne mensuelle (1.000).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	»	1.230	1.379	1.259	1.221
Belgique	»	174	174	184	164
Espagne	»	160	106,5	107	123
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	39,3	62,4	62,4
Italie	810	1.673	1.850	1.947	1.959
Pays-Bas	324 (1937)	42	101	83	60
Suède	67	26	22	27,2	25,5
Suisse	52,6	8,1	5,3	5	4,3
Royaume-Uni	1.786,5	338	462,5	380	318
U. S. A.	10.390	3.395	1.673	1.602	3.230

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
Source: B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) **Indices du quantum en volume.**

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1948 = 100.)

PAYS	1938		1949	
	I	E	I	E
Allemagne occident. (1)	(2) 88	(2) 116	»	»
Australie	101	101	117	113
Autriche	(3) 244	(3) 185	188	124
Belgique-Luxembourg	93	110	»	»
Canada	55	58	102	94
France	102	125	»	»
Italie	88	100	110	111
Pays-Bas	148	156	111	151
Pologne	(4) 77	(5) 105	»	»
Royaume-Uni	»	»	100	87
Suède	94	111	87	115
Suisse	68	80	81	100
U. S. A.	67	50	98	102
Europe (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues)	»	118	»	119
Monde	»	96	»	108

PAYS	1952		1953		1954	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occident. (1)	118	154	133	180	167	223
Australie	203	98	107	123	143	120
Autriche	217	202	207	270	288	330
Belgique-Luxembourg	112	132	116	145	128	158
Canada	138	115	151	113	141	110
France	118	199	119	209	129	203
Italie	162	142	175	150	180	153
Pays-Bas	131	256	156	292	196	344
Pologne	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni	103	95	112	98	114	104
Suède	119	134	118	145	124	158
Suisse	104	135	109	151	125	154
U. S. A.	123	117	128	123	119	119
Europe (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues)	»	165	»	179	»	»
Monde	»	(134)	»	»	»	»

(1) 1950 = 100.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) Territoire d'avant-guerre.
(5) 1950 = 100.

N. B. — En principe, évaluation cif des importations et fob des exportations.
Source: O. N. U.

b) Indice de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(1948 = 100.)

PAYS	1938		1949	
	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	(2) 28	(2) 35	»	»
Australie	37	35	105	118
Autriche	(3) 27	(3) 33	109	127
Belgique-Luxembourg	27	25	»	»
Canada	46	47	103	105
France	»	»	100	100
Italie	1	1	93	97
Pays-Bas	24	25	96	94
Royaume-Uni (4)	»	»	88	95
Suède	45	42	101	93
Suisse	40	39	90	97
U. S. A.	41	48	95	93
Europe (U. R. S. S., Europe de l'Est exclues)	»	42	»	93
Monde	»	41	»	94

PAYS	1952		1953		1954	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	121	131	106	123	102	118
Australie	153	168	141	171	140	168
Autriche	250	263	270	239	258	237
Belgique-Luxembourg	126	125	119	105	114	99
Canada	110	122	109	118	110	115
France	186	157	168	147	166	140
Italie	111	102	102	97	101	101
Pays-Bas	132	117	117	104	111	99
Royaume-Uni (4)	129	123	114	120	114	117
Suède	152	152	139	132	139	130
Suisse	96	102	89	99	88	99
U. S. A.	123	102	117	102	120	101
Europe (U. R. S. S., Europe de l'Est exclues)	»	96	»	89	»	»
Monde	»	(103)	»	(98)	»	»

(1) 1950 = 100. — (2) 1936. — (3) 1937. — (4) 1950 = 100.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

Source: O. N. U.

c) Opérations de l'Union européenne des paiements en juin 1955.

(En millions d'unités de compte.)

PAYS	EXCÉDENT (+) ou déficit (—) net du mois.	EXCÉDENT (+) ou déficit (—) comptable du mois (1).	RÉGLÉ PAR : Or payé ou remboursé par (—) ou aux (+) pays membres (5).	RÉGLÉ PAR : Crédit accordé ou remboursé aux (—) ou par (+) les pays membres.	POSITION nette cumulative au 30 juin 1955 excédent (+) ou déficit (—).	QUOTAS (6)	«RALLONGES» totales au delà des quotas débiteurs (D) créditeurs (C).
Autriche	— 9,4	— 9,1	— 4,6	— 4,6	— 95,2	84	102,6 C
U. E. B. L.	+ 1,2	+ 13,6	+ 6,8	+ 6,8	+ 763,0	432	125 C
Danemark	— 14,3	— 15,8	— 2,1	— 13,6	— 232,9	234	18,2 C
France (3)	+ 24,4	»	»	»	— 882,5	624	45,5 D
Allemagne	+ 54,2	+ 61,2	+ 30,6	+ 30,6	+ 1.405,9	600	763,6 C
Grèce	+ 3,8	+ 3,8	(2) + 3,8	»	— 318,8	54	»
Islande	— 0,4	— 0,5	— 0,3	— 0,3	— 24,2	18	1,6 D
Italie	— 15,4	— 17,5	— 8,8	— 8,8	— 493,9	246	164 D
Pays-Bas	— 13,6	— 11,1	— 5,6	— 5,6	+ 400,7	426	100 D
Norvège	— 4,7	— 6,3	— 3,2	— 3,2	— 255,5	240	14,8 D
Portugal	— 8,1	— 8,1	(4) — 8,1	»	— 10,3	84	»
Suède	+ 9,0	+ 9,3	+ 4,7	+ 4,7	+ 48,3	312	»
Suisse	— 8,3	— 6,3	— 3,2	— 3,2	+ 350,2	300	125 C
Turquie	— 3,6	— 4,5	(2) — 4,5	»	— 347,5	60	»
Royaume-Uni	— 14,7	— 19,6	— 9,8	— 9,8	— 305,3	1.272	77,5 C
Totaux	+ 92,6	+ 24,5	— 49,9	— 49	+ 2.968,0		
	— 92,6	— 13,7	+ 45,8	+ 42	— 2.965,9		

(1) Chiffres de la colonne précédente, compte tenu des intérêts versés, ou payés, par l'Union. Pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sont compris 10 millions d'unités de compte correspondant au troisième remboursement du crédit spécial accordé à l'Union.

(2) Pour la Grèce et la Turquie, règlement entièrement en or ou en dollars (art. 13 [a]) au delà du quota débiteur.

(3) 21,7 millions d'unités de compte ont été remboursés en règlement de l'excédent net de juin 1955.

(4) Dont la moitié correspond à un crédit réglé temporairement en dollars (art. 11 [d]).

(5) En juin 1955, les avoirs (or, convertibles) de l'Union s'élèvent à 399,4 millions d'unités de compte contre 416,9 en mai.

(6) Quota de la Grèce bloqué et considéré comme nul. Quota de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (créditeur) = 102,6 millions d'unités de compte.

d) Echanges extérieurs et produit national.

Exportations et importations de marchandises et de services (1) *du produit national brut aux prix du marché* (en pourcentage).

PAYS	EXPORTATIONS y compris les revenus reçus de l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	8	18	17	22
Belgique-Luxembourg	»	32	45	42	42
Danemark	28	30	32	31	31
France	»	9	17	14	14
Allemagne (R. F.)	17	6	17	19	20
Grèce	16	7	7	8	»
Islande	50	35	42	39	»
Irlande	27	33	35	36	»
Italie	8	11	15	13	»
Pays-Bas	34	31	52	54	52
Norvège	30	33	45	42	38
Portugal	9	13	18	18*	17
Suède	19	18	29	24	21
Royaume-Uni	17	20	28	26	23
Ensemble de la zone O. E. C. E.	5	6	9	8	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	7	7	11	10	»
Canada	25	27	24	24	23
Etats-Unis	5	6	6	5	5

PAYS	IMPORTATIONS y compris les revenus payés à l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	16	23	20	19
Belgique-Luxembourg	»	34	42	40	44
Danemark	26	21	33	30	30
France	»	12	17	15	14
Allemagne (R. F.)	17	9	15	16	15
Grèce	19	23	20	16	»
Islande	46	38	51	44	»
Irlande	27	41	53	40	»
Italie	9	14	16	16	»
Pays-Bas	31	38	53	46	47
Norvège	29	39	44	43	44
Portugal	16	27	20	22	20
Suède	19	19	26	23	20
Royaume-Uni	18	20	30	25	23
Ensemble de la zone O. E. C. E.	5	9	10	8	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	7	10	11	10	»
Canada	23	24	27	23	24
Etats-Unis	4	4	4	4	4

(1) Les données ci-dessus concernent, en règle générale, l'ensemble des transactions sur les marchandises et les services; toutefois, en ce qui concerne les zones O. E. C. E. et C. E. C. A., seul le commerce des marchandises a été retenu pour les exportations, les transactions invisibles nettes étant prises en considération aux importations. Pour la Suède, les exportations comprennent les transactions invisibles nettes, alors qu'aux importations est enregistré le mouvement des marchandises seulement. Les importations de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Suède ont été mesurées C. I. F.

PAYS	ENSEMBLE DES TRANSACTIONS sur les marchandises et les services avec l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	24	41	37	41
Belgique-Luxembourg	»	66	87	82	86
Danemark	54	41	65	61	61
France	»	21	34	29	28
Allemagne (R. F.)	34	15	32	35	35
Grèce	35	30	27	24	»
Islande	96	73	93	83	»
Irlande	54	74	88	76	»
Italie	17	25	31	29	»
Pays-Bas	65	69	105	100	99
Norvège	59	72	89	85	82
Portugal	25	40	38	40	37
Suède	38	37	55	47	41
Royaume-Uni	35	40	58	51	46
Ensemble de la zone O. E. C. E.	10	15	19	16	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	14	17	22	20	»
Canada	48	51	51	47	47
Etats-Unis	9	10	10	9	9

N. B. — Commentaires de l'I. N. S. E. E.: Pour interpréter correctement les résultats de cette comparaison, il ne faut cependant pas oublier que les exportations et les importations sont des flux intermédiaires, mesurés intégralement, alors que le revenu ou le produit national (brut ou net) sont des statistiques, destinées à montrer le résultat net de l'activité nationale, les flux intermédiaires se trouvant finalement éliminés.

On ne peut donc pas affirmer que le commerce extérieur constitue une partie du produit national et il peut arriver que dans certains pays, la valeur totale des biens et services, faisant l'objet de transactions avec l'étranger, dépasse sensiblement le revenu national.

Le lien entre ces diverses grandeurs considérées est défini par l'égalité suivante:

Produit national brut (total des biens et services produits par la Nation) + importations de biens et services (y compris les revenus payés à l'étranger).	Dépense nationale brute (total des biens et services disponibles pour la consommation et la formation du capital à l'intérieur de la Nation) + exportations de biens et services (y compris les revenus reçus de l'étranger).

Les données reproduites dans le tableau ci-dessus ont été extraites de « Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 et 1952 », ouvrage publié en août 1954 par l'O. E. C. E.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE-KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	»	120	111	113
Autriche	162	162	152	171
Belgique	110	118	111	110
Canada	209	254	242	217
Danemark	135	154	150	153
France	155	166	153	157
Italie	»	110	112	115
Pays-Bas	»	150	159	164
Suède	194	255	236	242
U. S. A.	176	203	199	179

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

1. Tonnage total (au 30 juin)
(En 1.000 tonneaux de jauge brute.)

PAYS	1938	1949	1954
1 Etats-Unis	11.400	27.800	27.350
2 Royaume-Uni	17.700	18.100	19.000
3 Norvège	4.600	4.900	6.800
4 Panama	611	3.000	4.100
5 France	2.900	3.100	3.850
6 Italie	3.250	2.450	3.800
7. Japon	5.000	1.550	3.600
8 Pays-Bas	2.850	3.000	3.450
9 Suède	1.550	2.050	2.700
10 Liberia	»	250 (1950)	2.400
11. U. R. S. S.	»	»	2.350
12 Allemagne occidentale	4.250	300	2.250

Source: Lloyd's Register of Shipping (Londres).

Ancienneté (fin 1954).

Flotte mondiale à la fin de 1954 vue en pourcentage de tonnage pour chaque groupe d'ancienneté.

PAYS	— 5 ans.	5/9 ans.	10/14 ans.	15/19 ans.
Etats-Unis	4	20	64	2
Royaume-Uni	22	23	29	10
Canada	16	15	18	2
Autres pays du Commonwealth	16	16	20	9
Argentine	28	24	14	2
Belgique	16	41	26	9
Brésil	19	25	6	2
Danemark	37	23	7	8
France	33	21	22	7
Allemagne	56	2	4	6
Grèce	4	5	64	4
Honduras	11	19	35	4
Italie	18	6	41	2
Japon	44	24	14	5
Liberia	59	13	21	1
Pays-Bas	18	25	21	17
Norvège	39	23	13	10
Panama	19	15	36	3
U. R. S. S.	7	1	15	9
Espagne	11	14	5	2
Suède	33	25	11	7
Autres pays	14	17	16	5
Monde	20	19	34	6

PAYS	20/24 ANS	25 ANS et plus.	TONNAGE brut total (1).
Etats-Unis	1	9	27.344
Royaume-Uni	4	12	19.014
Canada	4	15	1.610
Autres pays du Commonwealth	6	33	2.160
Argentine	2	39	1.057
Belgique	2	6	497
Brésil	1	47	895
Danemark	6	19	1.614
France	5	12	3.841
Allemagne	6	26	2.226
Grèce	1	22	1.176
Honduras	6	25	439
Italie	4	29	3.798
Japon	3	10	3.578
Liberia	1	5	2.381
Pays-Bas	6	13	3.443
Norvège	5	10	6.805
Panama	4	23	4.091
U. R. S. S.	11	57	2.371
Espagne	9	59	1.309
Suède	4	20	2.701
Autres pays	5	43	5.050
Monde	3	18	97.420

(1) En milliers de tonneaux de jauge brute.
Source: Rapport annuel du Lloyd's Register.

2. Navires marchands lancés au cours de l'année 1954
(Milliers de tonnes brutes.)

Royaume-Uni	352	Allemagne	75
Suède	136	Italie	40
Etats-Unis	119	Norvège	38
Pays-Bas	103	Danemark	33
Japon	81	Belgique	31
		France	11

Source: Lloyd'Register of Shipping.

3. Navires marchands en construction
(31 décembre 1954.)
(Milliers de tonnes de jauge brutes.)

		1938			1938
Royaume-Uni	2.141	(775)	Italie	195	(161)
Allemagne	772	(356)	Norvège	194	(28)
Pays-Bas	530	(247)	Danemark	136	(122)
France	449	(90)	Belgique	111	(24,5)
Suède	433	(147)	Etats-Unis	99,5	(282)
Japon	376	(310)	Monde (1)	5.851	(2.602)

Source: Lloyd'Register of Shipping.

4. Pétroliers

Tonnage mondial des pétroliers au 1er juillet 1955.
(En tonnes de port en lourd pour navires de plus de 500 tonnes de jauge brutes.)

PAYS	1er JUILLET 1955	1er JANVIER 1955
Royaume-Uni	8.005.151	8.643.434
Etats-Unis	6.668.262	6.995.531
Norvège	6.425.203	6.078.083
Libéria	3.805.381	3.513.600
Panama	3.270.853	3.405.255
France	1.939.831	1.743.992
Italie	1.769.600	1.791.872
Suède	1.494.295	1.484.787
Hollande	1.347.198	1.121.497
Japon	1.054.124	1.044.849
Danemark	793.320	728.860
Allemagne	479.295	396.615
Argentine	445.734	441.662
Russie	399.776	339.776
Espagne	308.201	271.291
Grèce	271.214	288.888
Brésil	258.061	258.061
Honduras	240.201	240.201
Finlande	199.422	193.474
Venezuela	198.881	177.035
Mexique	194.248	194.248
Belgique	185.928	146.353
Portugal	104.002	104.002
Autres pays	518.006	558.962
Total	40.376.187	39.539.445

Source: Daily Freight Register, 7 juillet 1955, d'après Davies and Newman, Ltd.

(1) U. R. S. S. et Pologne exclues.

Flotte pétrolière mondiale au 1er janvier 1955

(En tonnes de port en lourd concernant les navires de 2.000 tdw et au-dessus, d'après John J. Jacobs and Co Ltd.)

PAYS	AU 1er JANVIER 1955		AU 1er JUILLET 1955	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
Etats-Unis	546	8.469.289	571	8.715.157
Grande-Bretagne	537	7.280.785	530	7.057.033
Norvège	376	5.746.390	365	5.464.830
Panama	202	3.401.054	213	3.462.982
Libéria	156	3.327.512	118	2.463.529
Italie	122	1.747.919	119	1.651.739
France	108	1.585.421	104	1.459.102
Suède	78	1.207.380	76	1.161.683
Hollande	100	997.035	98	919.441
Japon	61	969.384	55	865.372
Danemark	42	669.975	42	653.824
Argentine	48	456.237	48	456.237
Canada	50	331.996	51	337.231
Allemagne	27	314.925	24	278.230
Russie	35	285.256	31	241.296
Grèce	19	258.447	15	200.582
Espagne	29	248.559	27	242.059
Honduras	12	239.134	11	220.610
Brésil	15	225.988	15	225.988
Mexique	21	201.179	20	188.919
Venezuela	32	194.988	39	221.728
Finlande	13	171.581	10	131.728
Belgique	8	120.062	6	76.288
Autres pays	56	563.873	48	448.231
Total	2.693	39.014.509	2.636	37.143.547

Source: Daily Freight Register du 23 février 1955.

Pétroliers en construction au 31 décembre 1954.

PAYS	31 DÉCEMBRE 1954		31 DÉCEMBRE 1953		DIFFÉRENCE
	Nombre	Taux de jauge brute.	Nombre.	Taux de jauge brute.	
Grande-Bretagne, Irlande du Nord et Commonwealth	88	1.123.508	99	1.169.204	— 45.696
Pays-Bas	27	374.006	27	281.519	+ 92.487
Allemagne	24	33.711	29	314.605	+ 19.106
France	17	303.669	19	291.224	+ 12.445
Suède	20	266.669	26	307.444	— 40.775
Japon	10	180.700	16	139.930	+ 40.770
Norvège	15	130.443	13	99.875	+ 30.568
Italie	13	90.147	25	297.022	— 206.875
Belgique	7	84.426	8	104.952	— 20.526
Espagne	6	71.635	8	62.205	+ 9.430
Danemark	4	58.400	5	58.330	+ 70
Etats-Unis	4	55.600	24	413.552	— 357.952
Finlande	7	14.312	6	9.045	+ 5.267
Portugal	1	11.000	»	»	+ 11.000
Total mondial	243	3.098.226	305	3.548.907	— 450.681

Source: Lloyd's Register Shipbuilding Returns, décembre 1953 et 1954.

c) **Transports aériens.**

Trafic de l'aviation civile.

Moyenne mensuelle (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE			FRET-TONNES-KILOMETRE		
	1938	1953	1954	1938	1953	1954
Australie	5,8	124	»	»	5,5	»
Belgique	1,5	37	41	0,07	1,7	1,9
Canada	1,5	119	136	0,18	2	2,6
France	6,1	138	226	0,2 (Air-France.)	4,9	7,6
Pays-Bas	5	98	113,5	0,25	3,8	4,1
Suède	1,15	29	32	0,065	0,8	0,9
Suisse	1,13	27	37	0,022	0,59	0,75
Royaume-Uni	7,1	192	202	1,3	6,6	6,3
U. S. A.	72	2.434	2.757	»	57	61

Source: O. N. U.

d) **Parc automobile.**

1. Voitures de tourisme

(8 passagers maximum.)

	1938	1953
	(1.000)	
Etats-Unis	25.000	46.000
Royaume-Uni	1.830	2.800
Canada	1.160	2.510
France	2.000	2.020
Allemagne orientale	(1) 1.270	
Australie	535	1.170

2. Véhicules utilitaires

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

	1938	1953
	(1.000)	
Etats-Unis	4.200	9.300
France	280	1.250
Royaume-Uni	540	1.070
Canada	220	880
Allemagne	420	
Australie	240	580

Source: C. N. U.

6° **PRIX ET COUT DE LA VIE**

a) **Indice des prix de gros.**

Indice général (1948 = 100).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale (1)	51	97	114	111	110
Belgique	(2) 26	95	114	107	105
Canada	53	103	117	114	112
France	5	100	145	138	136
Espagne	28	107	164	175	176
Grèce (3)	0,3	»	121	141	158
Italie	2	95	97	96	97
Japon	4	163	273	274	272
Pays-Bas	36	104	140	134	136
Royaume-Uni	46	105	149	150	150
Suède	52	101	148	139	139
Suisse	46	95	102	98	99
U. S. A.	49	95	107	105	106

(1) Base: Juillet-décembre 1948 = 100. Prix à la production des produits industriels.
(2) 1936-1938.
(3) 1950 = 100.

N. B. — Ces indices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

(1) Allemagne entière.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale.	64	107	110	108	108
Autriche (Vienne).....	(1) 20	123	203	202	207
Belgique (2).....	27	97	106	106	107
Canada.....	66	104	121	120	121
Espagne.....	(3) 34	105	125	127	129
France (Paris).....	(4) 6	100	145	144	143
Grèce.....	0,4	115	146	160	184
Italie.....	2	101	114	117	120
Japon.....	»	»	150	160	170
Pays-Bas.....	46	100	120	122	(5)
Royaume-Uni.....	»	103	126	130	132
Suède.....	61	102	128	130	131
Suisse.....	61	99	105	104	105
U. S. A.....	59	99	110	111	112

(1) Mars.
(2) Loyer exclus.
(3) Juillet-décembre 1939.
(4) 1949 = 100.
(5) 1951 = 100. — 1938 = 38. — 1952 = 101. — 1953 = 101. — 1954 = 105.

Source: O. N. U.

c) Rapport prix de détail des aliments coût de la vie.

(1948 = 100.)

PAYS	1937	1952	1954
1. Allemagne occidentale....	105	113	115
2. Royaume-Uni (1).....	»	102	106
3. Suède	100	105	105
4. Suisse	93	100	102
5. Pays-Bas (2).....	87	101	100
6. Belgique	100	96	99
7. Etats-Unis	83	100	96
8. Canada	81	100	96
9. France	»	97	94
10. Italie	100	95	94

(1) 1952 = 100.
(2) 1949 = 100.
Sources: O. N. U., C. F. A. O.

d) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

PAYS	PREMIERE PÉRIODE			DEUXIÈME PÉRIODE			DERNIER MOIS
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	
I. Rapport: $\frac{\text{prix reçus}}{\text{prix payés}}$ par les agriculteurs (en indices, base 1948 = 100).							
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.							
Canada	95	95	98	85	79	»	70 (août 1954).
Etats-Unis	94	92	97	91	83	»	79 (octobre 1954).
Australie	92	104	126	84	87	»	83 (juin 1954).
B. — Pays importateurs.							
Belgique	91	86	85	84	76	»	67 (octobre 1954).
Finlande	81	84	79	88	84	»	82 (septembre 1954).
Norvège	99	84	81	81	78	»	87 (octobre 1954).
Pays-Bas (1949 = 100)..	100	100	96	92	94	»	93 (juin 1954).
Suisse	98	98	93	96	93	»	95 (octobre 1954).
II. Rapport: $\frac{\text{prix de gros agricoles}}{\text{prix de gros généraux}}$ (en indices, base 1948 = 100).							
Italie	106	113	105	111	112	»	111 (décembre 1953).
Suède	100	98	86	93	102	»	99 (décembre 1954).
France	89	86	77	80	81	»	82 (décembre 1954).

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

c) **Indices des matières premières.**

1° U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	355	380,3	455,6	481,1
			418	
1951 (1)	526,8	504	463,5	460,2
			488,6	
1952	445,5	434	434	410,3
			431	
1953	411,4	416,6	418,7	400,3
			411,8	
1954	423	437	421	407,9
			422	
1955	407,1	404,3		

2° Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

18 septembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	471,2	487,7	530,5	562,6
			513	
1951	609,8	(2) 612,2	597,9	593,6
			605,6	
1952	579,2	544,5	541,3	517,6
			545,7	
1953	510,9	498,1	488,7	480,2
			494,5	
1954	487	489	488	492,7
			489	
1955	505,1	496,9		

f) **Indices des frets maritimes.**

(2e semestre 1947 = 100.)

1. Cargaisons sèches

	1948	1949	1951	1954	1955 (5 mois.)
Au voyage	90,5	81,5	86,5	86,7	120
A temps	96,5	78,5	71	70	127,5

(1) Maximum le 2 février 1951 = 535,2.
(2) Maximum le 26 avril 1951 = 629,9.

2. Navires citernes

	1948	1949	1951	1954	1955 (5 mois.)
Tarif M. O. T. = 100 (Ministry of Transport) (tonne)	»	101	76,5	86,5	103
Tarif U. S. M. C. = 100 (U. S. Maritime cargaison) (dollars)	»	69	56	61	83

Source: Indices de taux frets du Norwegian Shipping News.

Evolution pour quatre pays.

PAYS	1950	1951	1952	1953	1954	1955 (3 mois)
Allemagne occidentale	(2) 107	156	125	100	105	126
Norvège (1)	97	201	128	100	106	137
Royaume-Uni (3)	98	203	129	100	111	150
Suède (3)	72	127	107	100	106	»

(1) Au voyage, cargaisons sèches.
(2) Octobre, décembre.
(3) Au voyage.
Source: O. N. U.

7° SALAIRES ET REVENUS

a) **Salaires horaires ouvriers dans l'industrie.**

(Indices 1948 = 100.)

Indices (industries manufacturières).

PAYS	1938	1949	1953	1954
Allemagne occidentale	»	114	154	»
Autriche	»	122	209	»
Belgique	28	105	127	131
Canada	»	108	148	»
France	»	113	188	»
Italie	2	102	122	127
Pays-Bas (1)	57	103	123	137
Suisse	»	101	107	108
Royaume-Uni	»	103	134	»
U. S. A.	»	104	131	»

(1) Mines et constructions incluses.
Source: O. N. U.

Taux horaire (industries manufacturières).

(Indices 1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1953	1954
Allemagne occidentale (marks)	0,76	1,20	1,63	1,67
Canada (cents)	»	98,5	135,6	140,8
France (francs)	»	74	124,2	131,5
Italie (lires)	»	141	169	»
Pays-Bas (cents)	»	84	»	»
Suède (couronnes)	1,22	2,43	3,79	»
Royaume-Uni (pence)	13	32	41,7	44,3
U. S. A. (cents)	63	140	177	181

Source: B. I. T.

b) **Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs en 1952.**

(Avant guerre = 100.)

Norvège (1938-1939 = 100)	119
Canada (1935-1939 = 100)	118
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117
Allemagne occidentale (1938-1939 = 100)	94
Belgique (1936-1938 = 100)	89

Source: O. N. U. (F. A. O.).

6° CONSOMMATIONS

a) Laine (consommation mondiale).

1. Estimation de la consommation mondiale

(En millions de 1 lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs.	1934-1938	1949	1953
France	432	»	251
Allemagne occidentale	119	91	156
Australie	35	70	58
Belgique	60	59	75
Canada	20	34	25
Italie	57	119	143
Japon	109	16	126
Pays-Bas	12	40	25
Suède	11	29	13
Royaume-Uni	436	492	488
U. S. A.	544	511	489
Autres pays	572	708	750
Total	2.063	2.431	2.599

Données provisoires. — *N. B.* — Pound 1 b = 453 g.
Source: Secrétariat international de la laine.

2. Pourcentages par pays

PAYS	1934-38	1948	1949	1950	1951	1952
Etats-Unis	16,0	27,7	20,9	24,2	21,8	20,5
Royaume-Uni	21,1	18,9	20,2	19,4	17,5	16,4
France	11,3	10,0	10,7	9,5	13,1	9,3
Italie	2,8	5,3	4,9	4,7	4,3	5,5
Allemagne	8,7	1,8	3,7	4,8	5,2	5,7
Japon	5,2	0,4	0,6	1,9	3,5	5,3
Autres	39,8	36,0	39,0	35,6	34,6	37,3
Total mondial	100	100	100	100	100	100

Source: Secrétariat international de la laine, informations I. W. S. 24 juillet 1953.

b) Coton.

Situation mondiale (1) (en millions de balles).

	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955 (2)
1. Stocks de report au 1er août:				
Etats-Unis	2,3	2,8	5,6	9,5
Autres pays	8,4	10,5	9,8	8,0
Total	10,7	13,3	15,4	17,5
2. Production:				
Etats-Unis	15,2	15,2	16,2	12,7
Autres pays	13,4	13,7	13,3	14,0
Total	28,6	28,9	29,5	26,7
3. Approvisionnement (A+B)	39,3	42,2	44,9	44,7
4. Consommation (taux annuel)	25,0	25,9	(26,6)	»

(1) Non compris U. R. S. S., Chine, Europe-Est.
(2) Préliminaire.
Source: Comité consultatif international du coton, bulletin mensuel, août 1954.

c) Acier (Produits finis).

Consommation apparente par habitant.

(En kilogrammes.)

	1953		1953
1. Royaume-Uni	256	5. France (1)	143
2. Suède	225	6. Italie	69
3. Allemagne occidentale	216	7. Espagne	22
4. Belgique-Luxembourg	191	Europe (Ouest)	147

(1) Sarre incluse.

Consommation apparente (tonnages réels et consommation par habitant) et production d'acier brut en 1953 comparées à l'année 1929.

(Indices: 1929 = 100.)

PAYS	CONSOMMATION APPARENTE: Comparaison des tonnages réels.	CONSOMMATION APPARENTE: Comparaison de la consommation par habitant.	PRODUCTION: Comparaison des tonnages réels.
Europe occidentale:			
C. E. C. A.			
Belgique-Luxembourg	103	94	106
France-Sarre	103	99	106
Allemagne occidentale	141	109	104
Italie	165	139	165
Pays-Bas	171	127	»
	129	109	111
Autres pays:			
Autriche	142	138	198
Espagne	86	70	90
Suède	246	209	246
Royaume-Uni	192	173	183
Yougoslavie	265	226	515
Petits consom. (a)	157	119	2.857
Total	181	150	188
	147	124	131
Europe orientale:			
Bulgarie	(b) 342	(b) 284	(c) »
Tchécoslovaquie	238	200	202
Allemagne orientale	136	113	244
Hongrie	388	354	312
Pologne	193	215	188
Roumanie	495	403	466
Total	212	202	222
Total pour l'Europe	156	135	140
U. R. S. S.	718	614	760
Etats-Unis	191	46	178

(a) Ces pays sont les suivants: Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Norvège, Portugal, Suisse et Turquie.
(b) Estimations pour lesquelles les marges d'erreurs peuvent être considérables.
(c) En Bulgarie, le premier four électrique pouvant produire environ 10.000 tonnes par an aurait été mis en service vers la fin de 1953.
Source: O. N. U.

d) Consommation d'énergie par habitant.

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1951	1953
Autriche	1,04	1,47	1,82	1,73
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,16	3,64
France	2,42	2,41	2,48	2,33
Allemagne	(1) 3,02	2,35	2,84	2,91
Italie	0,66	0,58	0,81	0,87
Pays-Bas	1,79	1,83	2,08	2,05
Norvège	3,44	3,97	4,44	4,71
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,61	0,73
Suède	2,5	2,82	3,52	3,70
Suisse	1,61	1,89	2,51	2,50
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,63	4,53
Europe (U.R.S.S. exclue)	1,84	1,89	2,16	2,26
Afrique	0,15	0,20	0,22	0,24
Canada	4,91	6,4	6,77	6,84
U. S. A.	5,89	6,92	7,97	8,04
Amérique Sud	0,25	0,33	0,45	0,47
Asie	0,18	0,16	0,19	0,20
Monde (U.R.S.S. et Chine exclues)	1,22	»	1,43	1,45

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
Source: O. N. U.

e) Consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes) (a).

PAYS	TOUS PRODUITS		1954		
	1947	1954	Carburant auto.	Gas-oil.	Fuel-oil.
Royaume-Uni	11.972	19.414	6.017	3.405	4.486
France (et Sarre)	5.019	13.984	3.892	2.453	5.926
Italie	2.877	8.458	1.207	1.418	4.651
République fédérale	1.623	8.176	2.464	2.558	(c) 1.567
Suède	3.228	6.493	1.027	2.194	2.543
Pays-Bas	2.049	3.630	843	845	1.129
Belgique-Luxembourg	1.258	3.436	972	1.081	941
Danemark	1.065	2.183	573	395	944
Norvège	751	1.979	328	654	762
Suisse	884	1.756	454	825	282
Autriche	350	1.315	188	225	746
Grèce	507	1.172	216	300	494
Turquie	310	1.068	351	341	50
Portugal	603	929	225	202	307
Eire	435	894	266	(b)	(b) 424
Islande	100	148	39	60	36
Totaux	33.031	75.035	19.002	16.956	25.285

(a) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.
(b) Environ 100.000 tonnes par an de gas oil figurant avec le fuel.
(c) A l'exclusion du fuel dérivé de la houille.
Source: O. E. C. E.

f) Ration alimentaire par habitant (estimation).

RÉGIONS	CALORIES	
	Avant guerre	1952-1953.
1. Europe:		
Suisse	3.140	3.110
Suède	3.120	3.000
Royaume-Uni	3.120	3.060
Belgique-Luxembourg	2.820	2.945
Pays-Bas	2.920	2.890
Allemagne occidentale	3.070	2.840
France	2.830	2.850
2. Amérique du Nord:		
Canada	3.010	3.130
Etats-Unis	3.150	3.120
3. Amérique latine:		
Uruguay		2.940
Argentine	2.730	2.710
Chili	2.240	2.490
4. Océanie:		
Nouvelle-Zélande	3.260	3.340
Australie	3.310	3.290 (1952)
5. Extrême-Orient:		
Inde	(1) 1.970	1.640
Japon	2.180	2.150
6. Proche-Orient:		
Turquie	2.450	2.580
Egypte	2.450	2.340

(1) Pakistan inclus.
Sources: O. N. U., (F. A. O.).

g) Volume de la consommation.

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1953				1954		
	I	II	III	IV	I	II	III
Royaume-Uni.							
Denrées alimentaires	102	102	106	111	104	107	108
Boissons et tabac	95	104	111	114	93	104	112
Vêtements et chaussures	81	94	86	107	83	101	90
Meubles et objets ménagers	102	107	109	129	106	111	123
Voyages et divertissements	87	99	116	92	86	98	116
Consommation totale	96	102	105	111	99	105	108
Pays-Bas.							
Denrées alimentaires	102	106	106	112	106	111	112
Boissons et tabac	86	94	95	112	87	98	93
Biens de consommation durables	77	96	92	102	81	106	99
Consommation totale	93	102	104	107	96	107	109
Danemark.							
Denrées alimentaires, boissons et tabacs	89	94	94	105	91	97	96
Vêtements et chaussures	95	104	92	128	91	109	96
Total des ventes au détail	89	96	95	114	90	100	100
Norvège.							
Denrées alimentaires	103	104	107	113	100	106	107
Boissons et tabac	83	101	100	109	83	105	105
Vêtements et chaussures	90	120	100	140	87	127	101
Voyages et transports	99	146	162	106	99	156	173
Consommation totale	103	110	110	121	103	114	113
Suède.							
Denrées alimentaires	94	93	95	103	92	98	97
Vêtements	78	101	78	116	74	101	77
Total des ventes au détail	87	94	91	110	86	98	94
Finlande.							
Ventes au détail des coopératives	97	125	126	136	101	128	129
Belgique.							
Denrées alimentaires (coopératives)	140	132	138	149	153	149	155
Textiles	81	97	85	100	77	99	85
Suisse.							
Denrées alimentaires, boissons et tabac	102	108	108	121	104	113	111
Textiles et chaussures	97	104	99	144	99	112	104
Total des ventes au détail	100	105	105	131	103	111	108
Allemagne occidentale.							
Denrées alimentaires, boissons et tabac	123	134	135	155	132	144	144
Vêtements et chaussures	134	158	153	238	142	171	151
Meubles et objets ménagers	148	164	191	255	166	190	206
Consommation totale	131	140	145	167	142	152	155
Autriche.							
Denrées alimentaires et tabac	104	120	124	147	112	126	137
Vêtements	71	96	79	148	75	105	80
Total des ventes au détail	85	94	97	138	92	106	106

NOTE. — Il se peut que, dans certains cas, les indices des ventes au détail ne portent que sur certaines catégories de magasins et ne soient pas représentatifs de l'ensemble des ventes au détail.

N. B. — Pour la France les indices n'ont plus été calculés depuis 1952. En 1952 ils étaient les suivants:

	1952	
	1er semestre.	2e semestre.
Denrées alimentaires:	106	
Textiles et chaussures:	97	100
Autres biens de consommation:	121	122
Consommation totale:	106	107

Source: O. N. U.: *Bulletin économique pour l'Europe.*

h) **Commerce intérieur** (indices de la valeur).

(1948 = 100.)

DÉSIGNATION	1938	1953	1954
1. Gros:			
Allemagne occidentale.	»	114	122
Australie	51	199	226
Belgique (alim.)	»	112	120
Canada	36	128	128
Pays-Bas (épicerie)	38	178	200
Royaume - Uni (textiles).	52	113	113
Etats-Unis	28 (1939)	118	115
(Biens durables)	(23)	(135)	(127)
2. Détail:			
Allemagne occidentale.	(1) 100 (1937)	128	137
Australie	»	204	211
Belgique	»	141	149
Canada	32	155	153
France (épicerie) (2).	9	365	407
Norvège	45	151	161
Pays-Bas	35	125	137
Royaume-Uni	47	124	132
Suisse	45	114	119
Etats-Unis	29	125	125

(1) Allemagne entière.
(2) Coopératives de consommation.
Source: O. N. U.

9° **DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES**

a) **Cours des changes.**

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)
(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1953	1954	1955 (Fin mars.)
Allemagne occidentale (deustchmark)	73,50	85,50	101,50	99	100,50
Belgique (franc belge).	8,59	8	8,15	8,50	8,45
Canada (dollar canadien)	375	428	440	442	436
Etats-Unis (dollar)	429	436	429	429	429
France (franc français).	1,10	1	1,13	1,14	1,16
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	112	112
Italie (lire)	0,66	0,64	0,69	0,67	0,68
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	1.125	1.147	1.150

Sources: *Neue Zürcher Zeitung*, I. N. S. E E.

b. **Balance des payements.**

1. BALANCES DES RÈGLEMENTS COURANTS

(en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI (2)	FRANCE (2 bis)	ALLEMAGNE (3)	ITALIE (4)	SUÈDE (5)
Exportations de marchandises:						
1951	14.123	2.748	2.861	3.462	1.580	9.251
1952	13.319	2.825	2.415	3.928	1.356	8.135
1953	12.383	2.668	2.519	4.578	1.329	7.645
1er semestre 1953	6.226	1.316	1.228	»	647	3.473
1er semestre 1954	6.360	1.425	1.450	»	707	3.804
Importations de marchandises:						
1951	— 11.202	— 3.481	— 3.723	— 3.099	— 2.017	— 9.260
1952	— 10.838	— 2.950	— 3.112	— 3.467	— 2.084	— 8.966
1953	— 10.954	— 2.879	— 2.954	— 3.501	— 2.117	— 8.185
1er semestre 1953	— 5.679	— 1.467	— 1.542	»	— 1.100	— 4.099
1er semestre 1954	— 5.265	— 1.471	— 1.569	»	— 1.085	— 4.388
Solde des règlements commerciaux:						
1951	2.921	— 733	— 862	363	— 437	— 9
1952	2.481	— 125	— 697	531	— 728	— 891
1953	1.429	— 211	— 435	877	— 784	— 540
1er semestre 1953	547	— 151	— 314	»	— 453	— 536
1er semestre 1954	1.095	— 46	— 119	»	— 378	— 584
Services (net):						
1951	1.378	329	— 196	— 219	273	935
1952	555	246	+ 38	24	334	1.030
1953	— 417	320	+ 215	88	309	874
1er semestre 1953	— 416	153	+ 38	»	182	395
1er semestre 1954	— 360	200	+ 197	»	227	390
Solde des règlements courants:						
1951	4.299	— 404	— 1.058	144	— 135	— 926
1952	3.036	12	— 659	557	— 556	— 199
1953	1.012	109	— 220	965	— 299	334
1er semestre 1953	133	2	— 276	(397)	— 238	— 141
1er semestre 1954	736	154	+ 78	(534)	— 136	— 194

Voir notes à la fin du tableau.

DÉSIGNATION	PAYS-BAS (6)	AUTRICHE (7)	CANADA (8)	UNION Sud-africaine. (9)	PAKISTAN (10)
Exportations de marchandises:					
1951	6.535	453,8	4.145	281	2.653,4
1952	7.312	506,8	4.158	277	1.671,7
1953	7.734	537,6	4.349	288	1.357,7
1er semestre 1953	3.702	248,3	2.031	136	703,6
1er semestre 1954	4.055	290	1.865	154	613,6
Importations de marchandises:					
1951	— 8.173	»	— 4.302	— 467	— 1.395,5
1952	— 7.212	»	— 4.074	— 415	— 1.696,5
1953	— 8.141	»	— 4.435	— 423	— 758,3
1er semestre 1953	— 3.721	»	— 2.163	— 211	— 414,7
1er semestre 1954	— 4.500	»	— 1.991	— 227	— 369,6
Solde des règlements commerciaux:					
1951	— 1.638	— 201,3	— 157	— 186	1.257,9
1952	+ 100	— 147,1	484	— 138	— 24,8
1953	— 407	— 9,9	— 86	— 135	599,4
1er semestre 1953	— 19	— 39,1	— 132	— 75	242,5
1er semestre 1954	— 445	2,4	— 126	— 73	244
Services (net):					
1951	+ 1.409	25,1	— 337	81	— 704
1952	+ 1.763	42,5	— 273	— 69	— 777
1953	+ 1.686	81,3	— 307	— 76	— 735
1er semestre 1953	+ 958	28,8	— 224	+ 35	— 205,5
1er semestre 1954	+ 569	48,8	— 225	+ 37	— 364
Solde des règlements courants:					
1951	— 229	— 176,2	— 494	— 105	553,8
1952	1.863	— 104,5	211	— 59	— 801,9
1953	1.279	71,4	— 393	— 59	— 136,4
1er semestre 1953	939	— 10,3	— 356	— 40	87
1er semestre 1954	124	51,2	— 351	— 36	— 117,2

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.

(2) Règlements commerciaux fob, opérations gouvernementales exclues.

Source: United Kingdom Balance of Paiements 1946-1954; services: opérations gouvernementales et invisibles, à l'exclusion de l'aide militaire et des dons américains.

(2 *bis*) En millions de dollars. Pour 1951, les chiffres des territoires d'outre mer comprennent, à concurrence d'un montant d'un ordre de grandeur négligeable des mouvements de capitaux. Les services comprennent, à concurrence d'un montant très élevé, les recettes provenant des gouvernements étrangers, notamment du fait des troupes étrangères résidant sur le territoire et des commandes off shore.

(3) En millions de dollars. Exportations et importations fob. Les chiffres semestriels empruntés à la banque des pays allemands ne sont pas strictement comparables et ne comprennent pas le revenu des capitaux. Le montant de la balance des règlements publiés par cette banque, qui comprend des mouvements de capitaux bloqués avec les revenus, n'a pas été reproduit. Abstraction faite des prestations gratuites, le mouvement des capitaux et des services a passé, du premier semestre 1953 au premier semestre 1954, de moins d'un million à plus de 170 millions de dollars.

(4) En millions de dollars. Importations cif, exportations fob. Les chiffres ci-dessus reproduits ne comportent ni l'aide économique, ni les commandes off shore. Les menus postes aberrants et divers sont repris dans le solde général. Le chiffre du premier semestre 1954, pour les invisibles, est faussé à concurrence de 23 millions de dollars par l'anticipation des commandes off shore. Source: Quaderni Edison.

Source: International Financial Statistics

(5) Chiffres semestriels: Svenska handelsblat. Importations cif, exportations fob avec or non monétaire.

(6) Centraal Bureau et Nederlandsche Bank (chiffres provisoires pour 1953 et premier semestre 1954) exportations et importations fob.

(7) En millions de dollars U. S. A. Exportations fob, importations cif

(8) Chiffres semestriels non exactement comparables aux chiffres annuels. Exportations et importations fob. Certains transports intérieurs aux U. S. A. et au Canada sont inclus dans les services.

(9) Exportations et importations fob. Exportations d'or non monétaire incluses dans les services.

(10) Exportations fob; exclues les transactions avec l'Afghanistan. Importations fob ou cif selon les cas. Chiffres de 1953 provisoires. Les payements n'incluent l'Inde qu'à partir du 27 février 1951, et le Thibet qu'à partir du 16 mars 1951, lorsque le contrôle des changes a été introduit.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

2. Evolution des « postes invisibles »

Evolution des « postes invisibles » des balances des règlements courants.

Etats-Unis.

(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1953 (1er semestre).	1954 (1er semestre).
Transports	373	174	83	114
Tourisme	— 300	— 368	— 127	— 143
Revenu du capital	2.232	2.072	(1) 688	(1) 725
Autres services et divers	— 1.750 (2)	— 2.295 (2)	— 1.156 (2)	— 1.156 (2)
Invisibles (total)	517	— 417	— 416	— 360

(1) A l'exclusion des bénéfices des filiales réinvestis.
(2) Y compris dépenses militaires à l'étranger.

Sources: Fonds monétaire international, Office des changes (France) et United Kingdom Balance of Payments.

Royaume-Uni.

(En millions de livres [4].)

DÉSIGNATION	1952	1953	1953 (1er semestre).	1954 (1er semestre).
Transports	103	80	65	74
Tourisme	— 133		7	3
Revenu du capital	78	29	40	33
Autres services et divers	(1) 208	(1) 211	(1) 39	(1) 36
Invisibles (total)	256	320	153	200

(1) Y compris opérations gouvernementales.

Sources: Fonds monétaire international, Office des changes (France) et United Kingdom Balance of Payments.

Canada.

(En millions de dollars canadiens [1].)

DÉSIGNATION	1952	1953	1953 (1er semestre).	1954 (1er semestre).
Transports	5	— 26	— 15	— 11
Tourisme	— 66	— 63	— 80	— 81
Revenu du capital	— 268	— 246	— 130	— 125
Autres services et divers.	56	28	1	— 8
Invisibles (total)	— 273	— 307	— 224	— 225

(1) Voir note tableau nº 1 pour total des services, y compris or non monétaire.

Sources: Fonds monétaire international, Office des changes (France) et United Kingdom Balance of Payments.

France.

(En millions de dollars U. S. A.)

DÉSIGNATION	1952	1953	1953 (1er semestre).	1954 (1er semestre).
Transports	— 183	— 126	— 72	— 53
Tourisme	— 18	— 13	— 5	29
Revenu du capital	47	51	19	18
Autres services et divers.	202	303	96	203
Invisibles (total)	38	215	38	197

Sources: Fonds monétaire international, Office des changes (France) et United Kingdom Balance of Payments.

3. Balance des payements de l'Europe et d'autres zones avec les U. S. A.

(En millions de dollars courants) au premier semestre 1953 et au premier semestre 1954 [1].)

DÉSIGNATION	EUROPE			TERRITOIRE d'outre-mer dépendant des pays de l'Europe continentale.	ZONE STERLING d'outre-mer.	CANADA	AMÉRIQUE LATINE	TOUS AUTRES pays.	INSTITUTIONS internationales.	TOTAL pour le monde.
	Royaume-Uni.	Autres pays d'Europe.	Total pour l'Europe.							
A. Marchandises et services:										
1er semestre 1953	+ 153	+ 129	+ 282	+ 64	+ 124	— 539	— 80	— 43	— 21	— 156
1er semestre 1954	+ 147	— 64	+ 84	+ 91	+ 4	— 535	— 58	— 350	— 34	— 798
Exportations vers U. S. A.:										
1er semestre 1953	+ 323	+ 1.024	+ 1.347	+ 196	+ 651	+ 1.254	+ 1.916	+ 743		+ 6.109
1er semestre 1954	+ 246	+ 744	+ 990	+ 228	+ 533	+ 1.117	+ 1.873	+ 724		+ 5.265
Importations en provenance des U. S. A. (2) :										
1er semestre 1953	— 299	— 1.107	— 1.408	— 153	— 422	— 1.722	— 1.487	— 491	— 3	— 6.028
1er semestre 1954	— 276	— 1.356	— 1.632	— 156	— 437	— 1.517	— 1.603	— 1.003	— 12	— 6.360
Services (chiffres nets):										
1er semestre 1953	+ 134	+ 212	+ 343	+ 21	— 110	— 171	— 349	+ 95	— 21	— 187
1er semestre 1954	+ 178	+ 548	+ 726	+ 19	— 92	— 135	— 328	+ 129	— 22	+ 297
B. Dons privés et capitaux appartenant à des citoyens des U. S. A.:										
1er semestre 1953	— 18	+ 29	+ 11	— 6	+ 57	+ 199	— 23	+ 150	— 15	+ 375
1er semestre 1954	+ 4	+ 80	+ 84	— 10	+ 23	+ 383	+ 113	+ 176	+ 91	+ 860
Dons privés:										
1er semestre 1953	+ 18	+ 110	+ 128	+ 0	+ 20	+ 3	+ 22	+ 73	—	+ 242
1er semestre 1954	+ 19	+ 103	+ 122	+ 2	+ 17	— 2	+ 25	+ 51	—	+ 216
Capitaux:										
1er semestre 1953	— 36	— 81	— 117	— 6	+ 37	+ 196	— 45	+ 81	— 13	+ 132
1er semestre 1954	— 15	— 23	— 38	— 12	+ 6	+ 385	+ 67	+ 124	+ 91	+ 644
C. Excédent ou déficit (A+B):										
1er semestre 1953	+ 135	+ 158	+ 293	+ 58	+ 181	— 340	+ 57	+ 107	— 37	+ 219
1er semestre 1954	+ 152	+ 16	+ 168	+ 81	+ 27	— 152	+ 55	— 123	+ 57	+ 62
Subventions et crédits accordés par le gouvernement des U. S. A. à l'exclusion de l'aide militaire:										
1er semestre 1953	+ 160	+ 411	+ 571	+ 1	+ 50	+ 6	+ 153	+ 223	+ 60	+ 1.063
1er semestre 1954	+ 58	+ 302	+ 360	—	+ 35	— 1	+ 35	+ 240	+ 17	+ 683
Aide militaire:										
1er semestre 1953			+ 2.132				+ 14	(3) + 520		+ 2.669
1er semestre 1954	+ 134	+ 539	+ 683	+ 27	+ 28	+ 83	+ 13	+ 365	—	+ 1.200

(1) A l'exclusion d'erreurs, omissions et postes non identifiés.

(2) Les données originales ont été ajustées de manière à exclure des chiffres relatifs aux importations en provenance des U. S. A. l'assistance accordée au titre de l'aide militaire d'après les indications fournies dans la source originale. Cet ajustement tend à sous-estimer le montant des marchandises effectivement importées des U. S. A. et à surestimer les payements effectués au titre des services dans la mesure où l'aide militaire est accordée sous forme de services ou de marchandises.

(3) Tous autres pays que l'Europe et l'Amérique latine.

Source: Bulletin des Nations Unies pour l'Europe.

c) **Réserves or-devises** (officielles).

PAYS	1929	1938	1949	1954	1955 (Fin mars.)
	(Millions de dollars fin de période.)				
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.450	24.560	21.790	21.760
2. Allemagne O.	»	»	200	2.680	2.760
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.600	2.762	2.685
4. Canada	(3) 78	220	1.120	1.950	1.880
5. Inde	(3) 217	485	1.980	1.780	1.780
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	1.370	1.475 (Février.)
7. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.270	1.270
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.045	1.095

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.

(2) Réserves or de la Banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...

(3) Or.

(4) Cotisations du fonds monétaire international.

Source: Fonds monétaire international.

d) **Cours des actions industrielles.**

(1948 = 100.)

PAYS	1929	1938	1949	1954	ÉVOLUTION 1954-1948 (corrigée de la variation des prix de gros).
					P. 100.
Canada	137	88	96	170	+ 52
Etats-Unis	131	69	98	191	+ 80
France	18	7	91	206	+ 35
Pays-Bas	87	56	91	115	— 15
Royaume-Uni	79	70	89	134	— 10
Suisse	66	81	91	123	+ 24

Source: Fonds monétaire international.

e) **Pourcentage des dépenses publiques totales des Etats couvertes par les recettes fiscales, en 1954.**

1. R. U.	90 %.
2. (1954-1955).	
3. Norvège	88 %.
4. Suisse	87 %.
5. Allemagne	82 %.
6. Suède	82 %.
7. Italie	81 %.
8. Pays-Bas	79 %.
9. Belgique	75 %.
10. France	70 %.

Source: Commission économique pour l'Europe.

10° REVENU NATIONAL

a) **Estimations du revenu national en 1953.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts directs; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers, intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

N. B. — Les évaluations et le classement en dollars sont aléatoires par suite des incertitudes des estimations et des insuffisances de la méthode de conversion employée (cours de change officiel, O. N. U.).

(N = monnaie nationale; $ = dollars) (très approximatif).

PAYS	REVENU GLOBAL N (milliards)	(milliards.)
1° Etats-Unis (dollar)	305	305 (1954: 300)
2° Royaume-Uni (livre)	14,5 (1954: 15,5)	40,5
3° France (franc)	10.470	30
4° Allemagne occidentale (deustchmark)	103	24,5
5° Canada (livre canadienne)	19 (1954: 18,7)	19,4
6° Italie (lire)	8,970	14,35
7° Australie	317	8,3
8° Suède (Couronne)	37 (1954: 38)	7,1
9° Belgique (franc belge)	311 (1954: 330)	6,2
10° Pays-Bas (guilder)	19,4 (1954: 21,2)	5,1
11° Suisse (franc suisse)	20,8 (1954: 21,9)	4,8
12° Danemark (kroner)	22,5	3,25
13° Finlande (markkaa)	607 (1954: 652)	2,65
14° Norvège (kroner)	16,9 (1954: 18,4)	2,35
15° Nouvelle-Zélande (livre néo-zélandaise)	0,727	2

PAYS	REVENU PAR HABITANT Dollars.	France = 100.
1° Etats-Unis	1.905	275
2° Canada	1.310	190
3° Suède	990	145
4° Suisse	985	142
5° Nouvelle-Zélande	955	137
6° Australie	940	135
7° Royaume-Uni	795	115
8° Danemark	740	106
9° Belgique	705	102
10° Norvège	700	101
11° France	695	100
12° Finlande	640	92
13° Allemagne occidentale	490	70
14° Pays-Bas	485	70
15° Italie	295	42

N. B. — Grèce, Espagne et Portugal semblent se situer entre 200 et 250 dollars, la Turquie et le Japon au-dessous de 200 dollars, la majorité des territoires sous-développés de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie ayant un revenu annuel par habitant inférieur à 150 dollars, Inde, 75-80 dollars).

Source: O. N. U.

b) Indices du revenu national à prix constants.

N. B. — Les comparaisons de pays à pays doivent être très prudentes, en raison de la variation des méthodes employées pour mesurer le revenu national à prix constant.

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953
Allemagne occidentale.	97	100	135	»
Canada	56	103	122	»
France (1)	99	113	128	130
Grèce	140	122	130	»
Pays-Bas	87	107	114	»
Pologne	»	118	176	»
Royaume-Uni	5	104	111	»
Suède	»	100	107	»
Suisse	83	100	110 (1951)	»
Turquie	82	84	117 (1951)	»
U. R. S. S.	70	117	175	»
U. S. A.	58	100	119	»

(1) D'après les évaluations du Conseil économique (rapport de M. A. Sauvy, 1954).

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

c) Indices du revenu par habitant à prix constants.

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	VARIATIONS 1953/1938	VARIATIONS 1953/1949
					P. 100.	P. 100.
Allemagne occidentale (3) (1949=100)	120	100	137	144	+ 20	+ 44
Canada	64	101	113	114	+ 78	+ 13
France (1)	97,5	112	125	126	+ 29	+ 12,5
Espagne (2)	80	95	130	»	»	»
Grèce	153	121	129	»	»	»
Hongrie	120	»	188	»	»	»
Pays-Bas	98	106	107	117	+ 19	+ 10
Pologne	»	115	166	»	»	»
Royaume-Uni (2)	»	103	108	113	»	»
Suède (2) (1949=100)	»	100	103	106	»	+ 10
Suisse (4)	91	99	106	»	»	»
Tchécoslovaquie	72	»	137	»	»	»
Turquie	98	82	109 (1951)	»	»	»
U. R. S. S.	(71)	»	(144)	»	»	»
U. S. A. (3)	66	99	112	114	+ 73	+ 15

(1) D'après les évaluations du Conseil économique (rapport de M. A. Sauvy, 1954). — (2) 1939. Produit intérieur brut. — (3) Produit national brut. — (4) Produit national net.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

d) Répartition du revenu national.

PAYS	SALAIRES totaux (directs, indirects, espèces, nature).	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT: Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT: Moins intérêts de la dette publique.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	60,1	17,3	15,1	3,4	4,9	2,2	5,1	(—8,1) (1)
1949	53,1	31,2	7,8	2,7	5	3,8	1,1	(—4,7)
1952	57,6	26,6	6,2	2,3	3	4,7	1,2	(—3,6)
1953	58,6	26,7	6,6	2,3	4,3	3,6	1,5	(—3,6)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55,3	30,8	9,9	3,3	1,7	1,5	0,4	(—2,9)
1952	56,7	26,5	9,7	3,8	3,1	2,4	0,5	(—2,7)
1953	»	»	»	»	»	»	»	»
Canada:								
1938	62,3	20	14,4		3,1	2,3	2	(—4,1)
1949	59,7	22,5	8,9		3,9	5,5	3,1	(—3,6)
1952	60,9	18,7	8,8		3,7	7,3	3,2	(—2,6)
1953	62,9	17,3	9		4	6,2	3,2	(—2,6)
France:								
1938	50	»	45,3	»	3,9	0,5	0,3	
1949	53,3	»	34,4	»	5,6	5,5	1,2	
1952	58,3	»	34,4	»	1,6	6,1	— 0,7	
1953	58,5	»	33,9	»	1	7,1	— 0,8	
Japon:								
1938	39	30,5	16,5	4,5	3	4	2,5	
1949	41,8	48,8	1,8	0,5	1,1	3,4	2,3	
1952	47,1	42	2,5	1,2	2,3	4,6	0,3	
1953	»	»	»	»	»	»		
Pays-Bas:								
1938	51,5	21,1	10,8	5,7		3,6	3,2	(—2,5)
1949	53,6	27,2	6	8,3		6	1,1	(—2,1)
1952	54,2	28,5	5,3	5		6,3	0,7	(—1,3)
1953	52,6	28,2	5,2	5,6		5,5	1	(—0,9)
Suisse:								
1938	48,4	21,5	19,1	3,4	2	2,5	3,1	»
1949	60,5	20,7	9,8	2,1	2,5	2,2	2,2	»
1952	60	20,1	9,8	2,4	2,8	2,3	2,5	»
1953	60,1	19,7	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	»
Royaume-Uni:								
1938	59,5	12,6	»	22,1	5,7	1,8	2,6	(—5,6)
1949	63,4	12,4	»	11	9	6,7	2,8	(—5,2)
1952	65,4	11,1	»	10,2	9,1	6,8	2,7	(—5,1)
1953	64,5	10,9	»	10,1	9,8	6,5	2,8	(—5)
Etats-Unis:								
1938	66,1	16,1	12,4	4,7	0,1	1,5	»	(—1,8)
1949	65,1	15,8	8,1	3,5	4,8	4,8	»	(—2,1)
1952	67,1	13,7	7,7	3,1	3,1	6,9	»	(—1,6)
1953	68,5	12,6	7,9	3,1	2,6	6,9	»	(—1,6)

(1) Intérêt de la dette publique et de la dette des consommateurs. — (2) Ensemble: loyers et intérêts; dividendes; épargne des sociétés; impôts directs des sociétés; revenus Etat et collectivités locales: 20,2.

Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur net.**

PAYS	PRODUITS intérieurs nets.	ORIGINE								
		Agr. Sylv Pêche.	Ind. extr.	Ind. manuf.	Constr.	Transp. camions Services publ.	Com. gros, détail.	Propr. de maisons d'habit.	Admin. publique et Défense (1).	Autres services (2).
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars):										
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	»	10	19
1952	18.489	14	4	29	5	10	14	»	9	15
1953	19.189	12	4	30	6	10	14		9	15
Allemagne occidentale (millions de Deutschmarks):										
1952	98.024	12	49		6	8	9	4	8	7
1953	104.010	11	49		7	8	9	2	9	5
Italie (milliards de lires):										
1938	131	28	1	25	22	8	10	6	(3) 12	8
1952	8.076	26	1	31	45	8	13	1	(3) 11	4
1953	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Norvège (millions de kroners):										
1938	4.682	14	1	24	7	15	15	7	2	15
1952	7.019	15	1	30	8	17	13	1	4	11
1953	16.919	14	2	32	10	13	12	1	4	12
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):										
1952	13.549	6	4	37	6	10	12	3	7	15
1953	14.685	5	5	38	6	10	12	3	6	15
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):										
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	»	13	23
1952	288,5	6	2	31	5	8	18	»	12	18
1953	308,5	6	2	32	5	9	17	»	11	18

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).

(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instructions...

(3) Services Etat et collectivités locales inclus.

(4) Produit intérieur brut au coût du facteur.

(5) Bénéfices des entreprises de l'Etat exclus.

Source: O. N. U.

f) **Evolutions particulières.**

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1938	1952
1. Consommation privée:		
Allemagne occidentale	(1) 99	133
Italie	101	116
France	»	112
Canada	56	110
U. S. A.	62	108
Suède	»	107
Royaume-Uni	94	100
Pays-Bas	»	98
2. Consommation publique.		
Canada	55	183
U. S. A.	56	182
France	»	159
Italie	159	134
Allemagne occidentale	(1) 97	129
Suède	»	120
Royaume-Uni	77	119
Pays-Bas	»	116
3. Dépenses de défense nationale:		
Canada	17	432
U. S. A.	19	320
France	»	224
Royaume-Uni	»	145
4. Formation intérieure brute de capital:		
Allemagne occidentale	(1) 107	167
Italie	122	138
Etats-Unis	45	134
Suède	»	123
Royaume-Uni	115	96
France	»	83

(1) 1936.
Source: O. E. C. E.

g) **Produit national brut par tête.**

(1949 = 100.)

PAYS	1938	1952
Allemagne Ouest	(1) 126	144
Italie	125	120
Etats-Unis	67	115
Canada	58	111
France	»	109
Suède	»	107
Royaume-Uni	92	104

(1) 1936.
Source: O. E. C. E.

11e LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) **Evolution de la construction de logements dans quelques pays.**

(Données en ordre de grandeur, les chiffres n'étant pas exactement comparables.)

Rapport: *Construction population* (logements achevés pour 10.000 habitants).

PAYS	1949	1953	1954	NOMBRE de logements achevés. 1954	Avant guerre
1. Allemagne	45	99	109	600.000	(190.000 en 1928-31)
2. Norvège	57	105	102	34.700	
3. Suède	61	70	80	58.000	
4. Finlande	73	70	74	31.000	
5. Canada	»	67	»	»	
6. Suisse	43	54	73	36.000	
7. Royaume-Uni	42	65	69	351.000	(358.000 en 1935-38)
8. Pays-Bas	43	57	65	68.500	
9. U. R. S. S.	»	53	»	»	
10. Danemark	58	49	53	23.300	
11. Irlande	26	40	51	15.000	
12. Belgique	»	46	50	44.400	
13. Pologne	»	25-30	»	»	
14. France	14,5	27	38	162.000	(151.000 en 1929-32)
15. Italie	10	29	37	175.000	
16. Hongrie	»	17	»	»	
17. Roumanie	»	10	»	»	

Source: Commission économique pour l'Europe.

b) **Indices de la construction.**

(1950 = 100.)

PAYS	1952	1953	1954 1er tr.	1954 2e tr.
Allemagne occidentale	131	160	93	177
Norvège	103	114	108	122
Pays-Bas	100 (1911)	»	»	»
Suisse	110	113	100	124
Danemark	101	111	»	»
France	112	110	96	116
Suède	106	106	101	110
Royaume-Uni	98	104	104	105
Belgique	98	100	89	105

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe).

c) **Indices des prix de gros des matériaux de construction.**

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1954	VARIATIONS 1954-1938	1954-1948
				%
1. Suisse	52	110	+ 111 %	+ 10
2. U. S. A.	(45)	116	(× 2 ½)	+ 16
3. Italie	2	118	× 59	+ 18
4. Canada (1)	64	127	× 2	+ 27
5. Belgique	28 (2)	128	× 4 ¼	+ 28
6. Royaume-Uni	»	131	»	+ 31
7. France (3)	(7)	150	(× 21)	+ 50

(1) Construction non résidentielle.
(2) 1936-1938.
(3) 1949 = 100.
Source: O. N. U.

12° FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

(Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés ».)

DÉSIGNATION	INVESTISSEMENTS Bruts.	INVESTISSEMENTS Nets.	FONDS publics en pourcentage du brut.	AIDE américaine en pourcentage du brut.	MARCHÉ financier en pourcentage du brut.	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut.	BANQUES commerciales en pourcentage du brut.	AUTRES RESSOURCES Brutes (1) en pourcentage du brut.	AUTRES RESSOURCES Nettes (2) en pourcentage du net.
Allemagne (milliards de deutschmark):									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(5) 3,7	63	41,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(5) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling):									
1949	1.599	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	»
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	54	»
1952	2.000	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
Belgique (milliards de francs belges):									
1949	42.444	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs):									
1949	1.514	689	(4) 16,9	15,8	3,3	2,1	(6) 1,5	43,5	0
1950	1.606	636	(4) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(4) 30,3	4,1	4	3,7	(6) 3	59,3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.
(3) Evaluation.
(4) Inclus dans les fonds publics.
(5) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté: en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts : 1949, 1,3 p. 100 ; 1950, 1,4 p. 100 ; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Source: Banque de France.

Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.

PAYS	UNITÉ MONÉTAIRE pour les colonnes (1) et (2).	ANNÉE	(1) Produit national brut aux prix du marché.	(2) Formation brute de capital (a)	(3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1).
Allemagne occidentale	Millions de deutschmark	1951	113.719	29.151	26
		1952	126.120	30.953	25
Belgique	Milliards de francs belges	1951	353,5	55	16
		1952	360,5	55,2	15
France	Milliards de francs français	1951	11.920	2.320	19
		1952	13.650	2.220	16
Italie	Milliards de lires	1951	9.832	2.088	21
		1952	10.394	2.315	22
Luxembourg	Milliards de francs belges	1951	13,6	(b)	(b)
		1952	14,4	(b)	(b)
Pays-Bas	Millions de guilders	1951	21.960	5.350	24
		1952	22.692	3.820	17
C. E. C. A. (total)	Milliards de dollars	1951	90,1	19,5	22
		1952	99,1	19,6	20

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital.
(b) Non disponible.

(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris, 1954.
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable.

Source: Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris 1954.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.